



L'embargo aérien adopté par le Conseil de sécurité de l'ONU

L'Union soviétique hausse le ton à l'égard de l'Irak

Bagdad face au blocus

ON comprend que M. Saddam Hussein ait cru bon de trouver quelques éléments positifs dans l'intervention de M. Mitterrand à l'ONU : les nouvelles qui lui parviennent tous les jours sont bien assez mauvaises pour qu'il se permette de temps en temps de recourir à la méthode Coué. A preuve trois événements survenus ces dernières vingt-quatre heures, et qui confirment son isolement.

Le premier est l'embargo aérien imposé à l'Irak par une nouvelle résolution du Conseil de sécurité. Il est permis, bien sûr, d'émettre des doutes sur les moyens choisis pour mettre en œuvre cette mesure, mais c'est un fait qu'elle est sans précédent en temps de paix, si l'on ose dire, et que jamais aucun pays n'avait fait l'objet d'un tel ensemble de sanctions dans toute l'histoire des relations internationales. En outre, ce texte - refusé par le seul délégué de Cuba mais voté par le Yémen, qui s'était abstenu précédemment - renforce en même temps l'embargo naval et envisage pour la première fois des sanctions contre les pays qui violeraient l'embargo. Ce n'est d'ailleurs plus d'embargo qu'il faut parler désormais, mais bel et bien de blocus.

Une autre mauvaise nouvelle pour l'Irak est la démonstration d'unité à laquelle se sont livrés le président Assad de Syrie et les dirigeants iraniens. Sans doute cet accord n'a-t-il pas été facile (le président syrien a dû prolonger sa visite à Téhéran), et l'attitude iranienne reste ambiguë sur bien des points du conflit. Il reste que la coalition à laquelle s'était heurté le dictateur irakien pendant sa longue guerre contre l'Iran est ressoudée, alors même que le contingent syrien présent en Arabie saoudite au côté des forces occidentales est le second du monde arabe, après celui de l'Égypte.

Enfin, l'attitude de l'URSS, telle qu'elle a été exposée devant l'Assemblée générale de l'ONU par M. Chevardnadze, est la plus « dure » depuis le début de la crise, et va au-delà de ce que M. Gorbatchev avait dit au sommet d'Helsinki. Le ministre soviétique ne s'est pas borné à condamner l'acte de terrorisme et l'« affront majeur » qu'a été l'invasion du Koweït. Il a affirmé hautement le droit des Nations unies à « supprimer les actes d'agression », par la force si besoin.

Il est vrai que cet avertissement peut faire l'objet d'une double lecture. D'un côté, en reprenant du comité d'état-major de l'ONU, voulu par les fondateurs de l'Organisation, M. Chevardnadze a exprimé sa préférence pour une option militaire décidée collectivement, sous l'égide des Nations unies. Mais en observant que ce comité ne fonctionne pas réellement à l'heure actuelle, en évoquant la possibilité, à défaut de cette action collective, d'actions individuelles « entreprises par certains États », il semble plutôt avoir constaté un fait que condamner à l'avance un tel scénario dont le principal tort serait, à son avis, de ne pas être acceptable pour tous et de provoquer ailleurs une réaction mitigée.

Une manière, peut-être, de dire ce que l'on soupçonnait déjà, à savoir que la réaction soviétique devant une initiative militaire américaine serait simplement « mitigée ».

M 0147 - 927 0 - 5 00 F



L'Irak a réagi mercredi 26 septembre aux propos très fermes du ministre des affaires étrangères soviétique à son encounter devant les Nations unies. L'agence officielle de presse de Bagdad INA a accusé M. Chevardnadze d'avoir « subi les nouveaux choix des États-Unis et des cheikhs du pétrole ». « M. Chevardnadze ne s'est pas soucié des relations amicales » de l'URSS « avec les Arabes, qui ne se soucient pas, pour leur part », de l'amitié de M. Chevardnadze et de ses semblables », a déclaré l'INA.

M. Edouard Chevardnadze avait lancé mardi, à New-York, une sévère mise en garde à l'Irak. Soulignant que l'ONU avait les moyens de « supprimer les actes d'agression », il avait invité Bagdad, « qui a commis un acte de terrorisme contre le nouvel ordre mondial en gestation », à entendre raison, faute de quoi « notre civilisation serait renvoyée un quart de siècle en arrière ». Le Conseil de sécurité a adopté, dans la nuit de mardi à mercredi, sa résolution 670, qui étend l'embargo contre l'Irak au trafic aérien. Ce texte interdit à

tout avion immatriculé en Irak d'atterrir dans n'importe quel autre pays et à toute compagnie aérienne nationale d'effectuer des vols vers ou en provenance de l'Irak.

Dans un message au peuple américain, M. Saddam Hussein avait qualifié par avance cet embargo de « barbare, inhumain et injuste ». Le chef de l'État irakien a affirmé que M. Bush était en train d'envoyer ses soldats vers « une guerre pire que le Vietnam ».

Lire nos informations pages 3 à 6 ainsi que, page 31 un entretien avec M. ANDRÉ GIRAUD

Pour tenir compte des inégalités dans la profession

L'Etat va redistribuer les aides à l'agriculture

Le gouvernement devait rendre publiques, le 26 septembre, une nouvelle série de mesures en faveur des agriculteurs victimes de la sécheresse et de la crise de la viande. Ces mesures, très ciblées et sélectives, seront financées pour l'essentiel par des redéploiements budgétaires (et non par de nouvelles aides publiques), par des transferts de ressources au sein de la profession agricole et par un effort de désendettement consenti par le Crédit agricole au cours des quatre prochaines années.

Très attachés au combat contre les inégalités, les socialistes ont jusqu'à présent échoué sur le terrain agricole. Est-ce leur méconnaissance de ce milieu, est-ce leur moindre attention pour une profession qu'ils considèrent comme électoralement hostile ? Toujours est-il que la gauche au pouvoir depuis 1981 (excepté l'épisode de la cohabitation) a laissé en l'état le formidable cloisonnement inégalitaire qui traverse le monde agricole français. Les violences de l'été montrent que les exclus de la

société se recrutent aussi dans les campagnes, comme le vote paysan en faveur du candidat Le Pen aux présidentielles de 1988 l'avait déjà indiqué.

A considérer leurs revenus pourtant, les agriculteurs seraient mal fondés à se plaindre. Leur revenu brut moyen a progressé l'an dernier de 8,2 %. Pour 1990, la hausse des subventions d'exploitation devrait encore accroître leur revenu de 5 % à 7 %.

ÉRIC FOTTORINO
Lire la suite page 32 - section D

Les RG parisiens dans la tourmente

L'affaire de la disparition du pasteur Doucé suscite une polémique sur la récente réforme de ce service de renseignement

page 12 - section B

Les enfants du sida

L'OMS évalue à 400 000 le nombre des malades âgés de moins de cinq ans

page 11 - section B

France inquiète, France tranquille

VIII. - En Thierache, la fin d'un terroir

page 10

Le CNPF et le budget

M. Perigot demande au gouvernement davantage de « cohérence » dans sa politique économique

page 42 - section D

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 42 - section D

Deux « dragons » en quête de réunification

La Corée du Sud et Taïwan s'intéressent vivement à la fin de la division de l'Allemagne

La réunification de l'Allemagne entraînera-t-elle celle de la Corée ? Cette question a été largement débattue à Séoul au cours d'un colloque organisé par le grand quotidien « Joong Ang Il Bo », à l'occasion de son vingt-cinquième anniversaire. André Fontaine, qui participait à cette réunion, s'est arrêté sur le chemin du retour à Taïpei, où l'on se pose la même question à propos de la Chine.

par André Fontaine

« Le vent d'Est », disait Mao au lendemain du lancement du premier Spoutnik, l'a définitivement emporté sur le vent d'Ouest. S'il revenait sur terre pour passer ne serait-ce que quelques instants à Taïpei ou à Séoul, il aurait

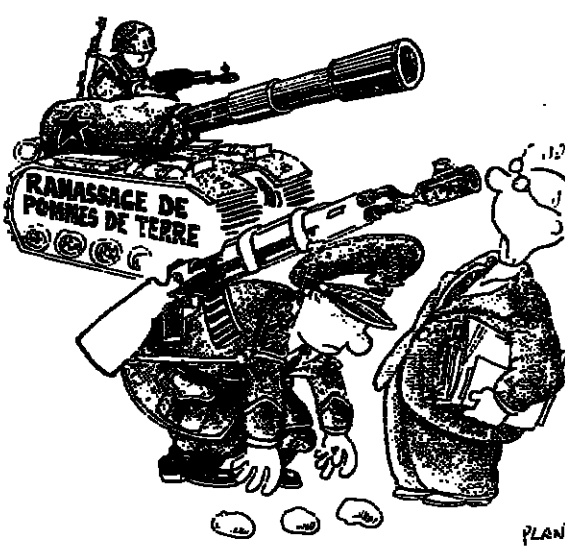
matière à méditer le proverbe de son pays selon lequel il est dangereux de faire des prédictions, surtout lorsqu'elles concernent l'avenir.

Tandis, en effet, que la Chine populaire et la Corée du Nord s'obstinent à vouloir conjuguer Marx et Sparte, leurs seurs anticomunistes, reconverties en « dragons », démontrent chaque jour un peu plus l'efficacité du capitalisme et leur aptitude à la démocratie. Si la ROC (Republic of Korea) et la ROK (Republic of China - Taïwan) connaissent aujourd'hui des difficultés, ce sont, mis à part les typhons, auxquels l'idéologie, libérale ou collectiviste, ne peut guère, celles de tous les pays modernes : embouteillages, pollution, montée en flèche des prix de l'immobilier, criminalité, pour ne pas parler d'un

marasme boursier que la crise du Golfe ne suffit pas, tant s'en faut, à expliquer.

Ces difficultés semblent peser peu au regard des grands espoirs qu'a soudain réveillés la réunification de l'Allemagne. Il y a un an encore, Gorbatchev disait à qui voulait l'entendre qu'elle prendrait cent ans : elle est faite. L'inimaginable s'est produit en Europe. Pourquoi ne se répéterait-il pas en Asie ? Après tout, le décalage entre les poids respectifs de la Corée du Sud (42 millions d'habitants, un PNB à plus de 4 500 dollars) et de celle du Nord, avec ses 22 millions de citoyens-camarades et un PNB inavouable, de l'ordre du quart) est du même ordre de grandeur que celui qui séparait les deux Républiques allemandes.

Lire la suite page 7



L'armée rouge contestée et complexée

Rumeurs de coup de force militaire et d'état d'urgence, présence autour de Moscou de plusieurs divisions d'élite... Autant de raisons de se pencher sur le malaise et les complexes de l'armée rouge, ce que fait le général du cadre de réserve Jacques Laurent, ancien attaché militaire à Moscou, dans trois articles dont nous commençons aujourd'hui la publication. (Lire page 8.)

La mort d'Alberto Moravia

L'écrivain italien est décédé mercredi matin 26 septembre à Rome. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans

Souvent interrogé sur sa mort, Moravia disait n'y penser jamais. Et à ce qui suivra la mort ? « Non plus, nous sommes comme les fleurs : nous naissons, nous mourons et puis basta ! »

« Le cas Moravia », écrivait le poète Umberto Saba en 1945. « J'ai lu Agostino, c'est un beau livre ; le meilleur jusqu'à aujourd'hui de cet auteur. Il résume, explique, surpasse en intensité les précédents. Mais c'est un livre méchant ; un livre qui n'aurait pas dû être écrit. Il souille l'amour, c'est dommage, parce que Moravia n'est pas seulement un écrivain de talent, mais peut-être aussi (tel est du moins le soupçon que j'ai nourri Agostino) de génie. L'histoire ne s'arrête pas là et c'est la fin qui permet de comprendre la personnalité de l'auteur des Indifférents : « Publié avec l'autorisation - sans l'approbation toutefois - de l'intéressé. Il me prie d'ajouter que de son point de vue l'occasion (plutôt un regret à mon avis) selon laquelle ses personnages souilleraient

l'amour n'est pas juste. » Tout Moravia est là : dans le reproche qu'un poète lui fait - ce qui, lorsqu'on connaît la réputation sulfureuse de cet esprit dérangeant, n'a rien d'étonnant - et dans la réplique qu'il lui oppose.

Certain d'être unique, il était somme toute indifférent aux malentendus que sa singularité suscitait. Moravia disait ne connaître qu'un chant, comme l'oiseau. Ce chant, chaque matin de 7 à

10 heures, devenait des pages de roman, de nouvelles, d'essais. Depuis l'adolescence, l'écrivain d'une extrême précocité, Moravia avait publié à compte d'auteur (avec quelques milliers de tires données par son père, architecte de renom) son premier livre, *Entre Carla* (Carla entra) : les premiers mots en sont, en Italie, connus de tous les intellectuels.

RENÉ DE CECCATTY
Lire la suite page 15 - section B

RICHARD JORIF PAR RICHARD JORIF
Et réciproquement.

ÉDITIONS FRANÇOIS BOURIN

DÉBATS

Golfe

Pour un Helsinki proche-oriental

par Gilles Martinet

DANS quelques semaines au plus tard dans quelques mois - nous atteindrons le seuil décisif de la crise. D'un côté, l'embargo aura commencé à asphyxier l'économie irakienne et Saddam Hussein n'aura guère de « cash » pour régler les contrebandiers (lesquels, on le sait, n'aiment pas être payés à crédit). D'un autre côté, les armées qui se rassemblent en Arabie saoudite disposeront d'une capacité offensive qu'elles n'ont pas encore aujourd'hui.

Que se passera-t-il alors ? Bien difficile de le dire. Saddam Hussein peut, sous le couvert d'une négociation interarabe, se préparer à évacuer le Koweït. Il peut aussi être tenté par une nouvelle fuite en avant et provoquer le déclenchement des hostilités. Je ne vois pas d'hypothèses intermédiaires.

La « logique de guerre » est donc bien une réalité. Mais ne faut-il pas déjà faire apparaître ce qui pourrait être une « logique de paix » ? Autrement dit, peut-on et doit-on évoquer dès maintenant la situation telle qu'elle se présentera au Proche-Orient après le rétablissement de la souveraineté koweïtienne ? Je crois non seulement que la chose est possible mais encore qu'elle est urgente.

Les Soviétiques ont relancé l'idée d'une conférence internationale où seraient évoqués tous les problèmes de la région. On leur a fait observer, à

juste titre, que cette réunion ne pouvait avoir lieu dans les conditions présentes. Mais cela n'interdit pas de prévoir sa convocation dès le règlement de la crise du Golfe.

On ne cesse de répéter que cette crise, provoquée par Saddam Hussein, pose le problème du respect du droit international et non celui des rapports Nord-Sud. Cela est sans doute vrai, mais il n'empêche qu'une grande partie du monde arabe voit les choses d'une manière différente et qu'une paix durable ne sera établie au Proche-Orient que dans le cadre d'un règlement général des multiples sources de conflit, qu'elles concernent les frontières territoriales, le statut des minorités et des travailleurs émigrés, mais encore les armements, la coopération économique et la répartition de la manne pétrolière.

Une Europe de l'énergie

Rien ne devrait être écarté de la discussion. La conférence n'aurait évidemment aucun sens si elle n'abordait pas la question de l'évacuation des territoires occupés par l'armée israélienne, mais ses chances de succès seraient nulles si elle ne tenait à ce seul problème, si elle ne lui fait pas à celui des garanties générales de sécurité.

Inutile de dire que la préparation d'une telle conférence sera aussi dif-

ficile que l'a été dans le passé celle de la conférence d'Helsinki. Mais celle-ci fournit justement le bon modèle. Avec les concessions réciproques auxquelles elle a donné lieu comme avec l'organisation de ses trois « corbeilles », organisation qui permet de mener des négociations parallèles et de compléter peu à peu les premiers accords conclus.

Helsinki est essentiellement une affaire européenne. Cependant les États-Unis y sont partie prenante. L'éventuel Helsinki proche-oriental concernerait au premier chef les pays arabes, la Turquie, l'Iran et Israël, mais il ne pourrait se passer des cautions européenne, américaine et soviétique et de celle, désormais capitale, des Nations unies.

Le rôle joué par l'ONU dans la crise du Golfe suscite étonnement, admiration... et scepticisme. Le droit international a été si souvent violé dans le passé que d'aucuns sont tentés de voir dans l'affaire irakienne une curieuse exception liée à l'affaiblissement de la puissance soviétique. Mais comment peut-on ignorer les conséquences positives de la fin de la « guerre froide » ? N'offre-t-elle pas l'occasion de jeter les bases d'un nouvel ordre international ? Et même si l'on doute de la possibilité de l'établir, y a-t-il une autre carte à jouer ?

La crise du Golfe peut d'ailleurs être à l'origine d'une convergence d'intérêts entre l'Europe de l'Ouest et

l'Europe de l'Est. La première, dont les besoins énergétiques vont augmenter, ne peut laisser s'accroître sa dépendance à l'égard du pétrole du Proche-Orient. Or la seconde - essentiellement l'URSS - dispose, sur ce plan, d'immenses ressources qu'elle exploite mal, faute de capitaux et de technologies de pointe. Par ailleurs, les réseaux de transport d'électricité de l'Europe centrale et orientale seront, dans un avenir proche, raccordés à ceux de l'Europe de l'Ouest. N'y a-t-il pas là l'occasion de créer une communauté européenne de l'énergie ?

L'idée en a été lancée à Dublin par Ruud Lubbers, premier ministre des Pays-Bas. Elle a été favorablement accueillie et je m'étonne que la présidence italienne ne l'ait pas encore reprise. L'argumentation de M. Lubbers est très forte, car elle s'appuie sur le précédent du pool acier-charbon. La réussite de cette entreprise avait ouvert la voie à la constitution de la Communauté économique européenne. Dans un moment où il est impossible d'envisager l'intégration des pays de l'Est, du moins dans un proche avenir, ce premier pas vers une coopération plus étroite des deux Europes prendrait une très grande signification et aurait un effet pratique non négligeable.

► Gilles Martinet est ambassadeur de France.

TRAIT LIBRE



COURRIER

Agriculture

Le siècle de l'ortie

par Henri Montant

ÉTERNELLE victime des guerres économiques, la petite paysannerie se meurt. L'agriculture française est pourtant ce « pétrole vert » dont parlait naguère M. Giscard d'Estaing, mais son activité de transformation est de nature à nuire à la production elle-même. Pour être rentable, elle doit être à la fois concentrée et chimique.

En fermant à moitié les yeux sur l'évolution du secteur, l'Etat va doublement à l'encontre des urgences écologiques, que les socialistes se flattent par ailleurs de prendre en compte... en paroles dans les congrès. Les consommateurs - vous et nous - seront de plus en plus demandeurs d'une nourriture de qualité. Mais ils ne trouveront plus, à un prix raisonnable, de poulets fermiers, de veaux élevés sous la mère, de légumes ayant le goût de légumes, de fruits juteux. Car il faut du temps pour les laisser mûrir et des soins sans grand rapport avec la production de masse. Nos anciens champions de la lutte des classes vont donc créer une agriculture à deux vitesses : la surgelée industriel

de supermarché pour les pauvres et les produits de qualité (nettement plus chers) pour les riches.

Plus inquiétant : que vont devenir les millions d'hectares désertés (non rentables) par les paysans ? Des golfs ou des friches ? La nature va reprendre ses droits et les citadins que nous sommes vont pouvoir mesurer ses exigences. La nature n'est pas bonne. Privée de la surveillance quotidienne et amoureuse des hommes qui la jardiennent, cette nature sera inhospitalière. Les forêts de montagne brûleront davantage. Hors des grandes plaines céréalières, la campagne ressemblera à ces vieux ouvrages d'art de la SNCF abandonnés aux ronces de l'oubli, dans les départements sans TGV. Et ce n'est pas le citoyen intègre qui la déshebra le dimanche : sa résidence est secondaire, et lui n'est qu'accessoire.

Le vingt et unième siècle, sans nos paysans qui quadrillaient le territoire, sera le siècle de l'ortie et - tremblez, carcasses ! - celui des insectes qui piquent...

► Henri Montant est journaliste.

Les trois camps d'Auschwitz

Dans un récent article du Monde, j'ai été sidéré de voir classer comme « camps de travail » les camps d'Auschwitz 2-Birkenau et d'Auschwitz 3-Monowitz, en réservant soigneusement au seul camp d'Auschwitz 1 la dénomination de « camp de concentration ».

La réalité est tout autre : les trois camps d'Auschwitz constituaient, sans aucune équivoque, des camps de concentration définis par leur dépendance de l'Inspection SS des camps de concentration, rattaché finalement au WVHA (office central d'administration économique de la SS). Aucune confusion ne peut exister avec les milliers de divers camps de travail disséminés sur tout le territoire du Grand Reich et peuplés de millions de travailleurs requis dans toute l'Europe asservie.

SERGE CHOUUMOFF Paris

Les 5 % en Allemagne

Je vous écris au sujet de l'article de Maurice Duverger sur l'Allemagne, paru dans le Monde du 11 septembre.

Jusqu'à présent, la loi électorale de la RFA a contribué à la stabilité gouvernementale, tout en assurant une influence importante aux petits partis ayant dépassé la barre des 5 %.

Cette barre des 5 % est remise en cause par certains. Les groupuscules rentrent-ils dans le Parlement ? En réalité, la règle des 5 % connaît une exception : des candidats d'un parti qui n'a pas franchi la barre des 5 % peuvent entrer au Bundestag s'ils sont au moins trois à avoir obtenu le plus grand nombre de voix au scrutin majoritaire à un tour dans leur circonscription.

Jusqu'à présent, le système des partis en RFA n'a pas donné l'occasion au grand public de découvrir cette règle.

Avec l'adhésion de la RDA et la multiplicité de candidats aux élections, la santé du jeune parlementarisme démocratique en Allemagne pourrait donc être troublée, même si on ne touche pas à la barre des 5 %.

ANDRÉAS SPITZ Sarrebruck

De soixante-dix à septante

Au dix-septième siècle, François de Barrême plaiderait en faveur d'un système bizarre de numérotation : il ne fallait pas dire septante, huitante, nonante, mais soixante-dix, etc. À l'époque, on n'avait pas dit « cinq-vingts » pour cent, mais on disait encore volontiers « six-vingts », et même « quinze-vingts » (pour l'hôpital fondé par saint Louis).

À la Révolution, l'Académie républicaine décréta qu'il était réactionnaire d'admettre « septante ».

Depuis, tous les instituteurs butent sur un obstacle majeur :

l'enfant apprend à compter sans problème jusqu'à soixante-neuf. Au-delà, l'incertitude le gagne, il est perdu, et le maître s'arrache les cheveux.

Nos amis étrangers qui se mêlent d'apprendre notre langue se cassent eux aussi le nez sur cette aberration. Imaginez la traduction littérale, en allemand, en anglais ou en italien, du numéro de téléphone de ma cousine : quatre-vingt-douze-soixante-quinze-dix-sept-quatre-vingt-dix-huit.

Je suggère aux lecteurs du Monde de rédiger, comme je le fais moi-même, leurs chèques à la manière des Belges, des Suisses et des Canadiens français, au risque de se les voir refuser. Il faut insister : le droit et la raison sont avec nous.

JEAN-FRANÇOIS LEFORT Paris

Soins médicaux non remboursés

Notre article du 18 septembre sur la grève de la Caisse primaire d'assurance-maladie de l'Essonne est fort intéressant et a pour principal mérite de parler - enfin ! - autrement que sous la forme de brefs entrefilets de ce conflit qui dure depuis plus de trois mois. Mais s'il évoque largement la situation des employés de ce centre de la Sécurité sociale, il omet les cas - qui peuvent être dramatiques - des assurés sociaux et des professionnels de la santé (médecins, kinésithérapeutes, infirmiers, ambulanciers, pharmaciens, cabinets de radiologie et d'analyses, etc.) qui subissent depuis le 14 juin 1990 les conséquences de ce conflit, c'est-à-dire, concrètement, l'absence de tout paiement de la part de la Caisse.

Depuis des mois, les assurés sociaux dépendant de la CPAM de l'Essonne ne perçoivent ni remboursements de soins médicaux, ni indemnités journalières. Or ces dernières représentent pour certaines familles l'unique revenu.

Pour ce qui concerne les professions de la santé, la situation n'est pas plus brillante : par exemple, s'agissant des kinésithérapeutes, le système du tiers payant (remboursements à 100 % et des accidents du travail) peut représenter, selon les praticiens, jusqu'à 80 % de leurs revenus. Ces praticiens doivent faire face à un certain nombre de dépenses incompressibles (loyer, charges diverses...) pour assurer le fonctionnement élémentaire de leur cabinet, faute de quoi ils n'auraient plus qu'à mettre la clé sous la porte ! Certaines pharmacies en sont même arrivées aujourd'hui à refuser le tiers-payant.

JACQUES GATIN Athis-Mons

L'Europe des diligences

Chercheur de l'INSERM, mis à disposition du centre allemand de recherche sur le cancer à Heidelberg, je n'ai que motif de me féliciter de pouvoir apporter ma petite pierre à la construction progressive d'une meilleure compréhension des sys-

tèmes de recherche. Mais, pour la circulation des idées, vraiment le compte n'y est pas dès lors que celles-ci empruntent une forme matérielle. Le courrier entre Heidelberg et Paris ne met jamais moins de quatre à cinq jours, et la plupart du temps une semaine. Des plus de moins de 50 grammes arrivent à demander dix ou douze jours.

Lorsque l'on sait que le trajet Paris-Heidelberg en train dure envi-

ron six heures, force est de constater que la poste (PTT ou Die Post) va encore plus lentement que les anciennes mailles postales. Pourquoi ne pas ouvrir des lignes de diligence à grande vitesse ? Ce serait écologique, permettrait de recycler carburant et « moteurs animaux » et peut-être nous ferait gagner du temps.

PAUL JANIAUD Heidelberg

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGIERE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télax : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télax : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. André Fontaine, gérant.

Imprimerie
du « Monde »
12, rue M. Gaudouet
94025 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 347
ISSN : 0183-2337

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-29-33.

Le Monde PUBLICITE

André Fontaine, président
Françoise Hugot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
Micheline Orléans,
directeur du développement
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télax : MONDPUB 206 136 F
Télax : 45-55-96-70 - Société Générale
du journal Le Monde et Régie France SA

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Valeurs normales-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE À DOMICILE :

Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

**AUJOURD'HUI
SI VOUS NE CONNAISSEZ PAS
LES RÈGLES DE L'EMPLOI
VOUS SEREZ VITE
HORS JEU**

Le Monde
INITIATIVES
CAMPUS • EMPLOI

CHAQUE MARDI (numéro daté mercredi)

صكدا من الزعن

LA CRISE DU GOLFE

En visite en Arabie saoudite

M. Chevènement a donné le coup d'envoi de l'opération « Daguet »

« La politique de la France comporte plusieurs volets. Hier, le président de la République, sur le plan de la diplomatie, a fait un certain nombre de propositions, et celles-ci sont tout à fait cohérentes avec la solidarité que nous marquons sur le terrain à l'égard de l'Arabie saoudite dans l'éventualité d'une nouvelle agression irakienne. » Sur ces mots, le ministre de la Défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a donné, mardi 25 septembre, le véritable coup d'envoi de l'opération « Daguet », en venant saluer à Yanbu - sur la côte occidentale de l'Arabie saoudite - les premiers militaires français en partance pour le « front ».

YANBU

de notre envoyé spécial

Une quarantaine d'hélicoptères antichars (Gazelle) et de transports (Puma) devaient quitter mercredi matin ce port de la mer Rouge pour se diriger vers la frontière irakienne, à quelque mille kilomètres de là. Au total, cinq cents hommes, quarante-huit hélicoptères et soixante-dix camions ou jeeps, pour la plupart débarqués du *Clemenceau* dimanche et lundi - un détachement de quatre Gazelle et de deux Puma était déjà à Yanbu depuis plusieurs semaines - vont être acheminés, avant vendredi, sur le théâtre des opérations, immédiatement derrière les premières lignes saoudiennes, à l'ouest des unités américaines. Ces dernières sont, elles, essentiellement concentrées le long du Golfe pour protéger les champs pétrolifères. Dès samedi, l'élément précurseur devrait être suivi à Yanbu par le gros des forces françaises.

Les soldats français se trouveront aux côtés des Égyptiens et des Syriens qui continuent d'arriver, eux aussi, par Yanbu d'où, en 1916, Lawrence d'Arabie et ses bedouins lancèrent des raids dévastateurs con-

tre les Turcs. Yanbu, qui n'était alors qu'une bourgade désolée - Lawrence en parlait comme d'« une demi-portion de cité des morts » - est devenu le centre de la deuxième zone industrielle du pays, dotée d'un port gigantesque qui a connu ces derniers jours un surcroît d'activité, puisqu'il est transformé, une nouvelle fois, en base militaire, soixante-dix ans après la guerre d'indépendance arabe.

« Je pense que vous êtes contents d'être à terre », a déclaré M. Chevènement, traduisant l'impatience manifeste d'hommes qui, partis de Toulon depuis près d'un mois et demi, n'ont cessé d'errer, à bord du *Clemenceau*, dans le golfe d'Oman et la mer Rouge, avant d'atteindre enfin Yanbu.

Mais, pour beaucoup d'entre eux, le chemin vers le lieu de leur mission est encore long.

Mardi matin, il a fallu, à la der-

nière minute, annuler le départ des camions chargés de l'armement et de l'équipement nécessaires à la phase initiale de déploiement des troupes engagées dans l'opération « Daguet ». De source saoudienne, on a indiqué qu'un convoi égyptien avait rencontré de sérieuses difficultés, plusieurs véhicules étant restés en panne sur la route qui traverse les confins du redoutable désert du Nafud.

Logiques différentes

Tous les problèmes que pose l'opération ne sont pas réglés, tant s'en faut. M. Chevènement a survolé, mardi, la région en direction de laquelle les premiers éléments allaient faire mouvement.

Mais il a précisé que la zone dévolue aux Français n'était pas encore définie « avec exactitude » et

ne le serait qu'« un peu plus tard ». Alors qu'on lui demandait si l'organisation générale du dispositif international avait été définitivement mise au point avec les Saoudiens et les alliés, pour savoir « qui fait quoi et sous les ordres de qui? », M. Chevènement a répondu : « On n'est pas encore complètement là : disons qu'il y a un accord politique, dont j'ai obtenu le principe de la part du roi Fahd au moment de ma précédente visite ici la semaine dernière. » Et le ministre d'ajouter : « J'ous savez, nous ne sommes pas au pays de Descartes. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas une logique : simplement, ce n'est pas la même... »

D'autre part, le choix de l'aérodrome sur lequel devraient être basés les *Mirage* et autres *Jaguar* français n'est toujours pas fixé. « C'est en cours de discussion : elle est politique », a dit M. Chevènement. Mais le problème va trouver sa solu-

tion, car le roi lui-même m'en a donné la garantie. »

Ce retard est-il lié à une incompatibilité entre les exigences françaises, saoudiennes et américaines? Le ministre de la Défense a affirmé qu'il avait au moins obtenu du roi Fahd l'assurance que les unités françaises aériennes et terrestres ne seraient pas dissociées. Il a précisé à ce sujet que les *Mirage* et *Jaguar* avaient « d'abord » pour rôle de fournir « l'appui-feu et la protection » de la force française.

La France veut garder une certaine « autonomie ». Laisant de nouveau entendre son souci de voir maintenu le caractère défensif de l'opération, M. Chevènement a rappelé qu'en cas de conflit ouvert, le gouvernement français devait « préserver sa liberté d'engagement, décision qui relève du président de la République ». Mais il a ajouté : « Naturellement, cela ne veut pas

dire qu'il ne doit pas y avoir une étroite coordination avec les Saoudiens, souverains sur leur territoire, ainsi qu'avec les alliés. »

A ce propos, le ministre a établi une comparaison avec l'attitude de la France au sein de l'OTAN : « indépendance de décision, ce qui n'exclut pas accords ou mise sous contrôle opérationnels pour des missions déterminées. »

Cela signifie-t-il que l'on craint à Paris une offensive américaine? M. Chevènement s'est bien gardé de confirmer ou d'infirmer l'hypothèse.

Mais il n'a pas écarté l'éventualité d'un renfort au déploiement français naval, terrestre et aérien, tel qu'il est actuellement prévu (treize mille hommes en tout) en soulignant : « En cas de besoin... »

FRANCIS CORNU

Une coordination sans supervision étrangère

Ce n'est que dans deux ou trois jours que le général Michel Roquejeoffre, chargé du commandement interarmées de l'opération « Daguet », devrait avoir achevé ses discussions avec les autorités de Riyad sur les lieux et les modalités du stationnement du dispositif français en Arabie saoudite. Cette négociation terminée, les escadrons d'avions de combat *Mirage* et *Jaguar* promis par la France, dont l'envoi marquera l'ultime étape du déploiement et qui sont aujourd'hui prêts à prendre l'air en vingt-quatre heures, devraient se poser en Arabie saoudite.

D'une manière générale, l'opération « Daguet » ne sera placée ni sous le commandement américain, ni sous le commandement saoudien. Forces terrestres et forces aériennes françaises ne devraient pas être dissociées : les premières (notamment les hélicoptères) seront basées au sud de

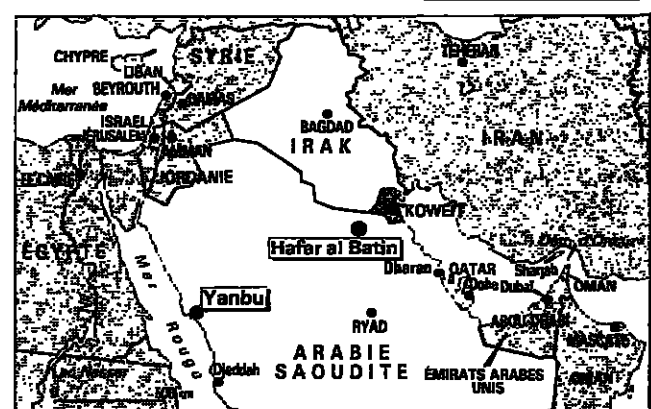
Hafar al-Batin, à quelque 100 kilomètres de la frontière entre l'Arabie saoudite et le Koweït, tandis que les secondes - chargées d'assurer la couverture aérienne des unités au sol - seront encore un peu plus au sud de ce dispositif terrestre, en retrait pour bénéficier d'un temps de réaction suffisant.

En Arabie saoudite, les troupes françaises à terre ou hélicoptères ne seront pas mixées avec des unités alliées. A Hafar al-Batin, plus exactement sur la base saoudienne de King Khalid Military City, elles devraient côtoyer des forces égyptiennes, syriennes, marocaines et saoudiennes.

Elles ne seront pas déployées au milieu des forces arabo-saoudiennes, qui, au demeurant, n'y disposent que de quelques conseillers techniques militaires américains (principalement des marines avec leurs hélicoptères)

auprès des unités arabes à terre. Cette présence américaine n'équivaut pas à un état-major. Les éléments français seront donc coordonnés avec les troupes arabes sans qu'il y ait supervision par elles, voire contrôle opérationnel (c'est-à-dire mise à disposition temporaire pour une mission donnée) par un quelconque commandement étranger.

Le cas des éléments aériens du dispositif « Daguet » est un peu différent. Placés en arrière des détachements terrestres de la France, sur une piste encore à déterminer, les escadrons de *Mirage* et de *Jaguar* devront coopérer avec l'ensemble du dispositif aérien arabe et allié qui reçoit ses informations opérationnelles des avions radars Boeing-AWACS déployés par les États-Unis et l'Arabie saoudite. Leur mission sera de protéger le stationnement et les déplacements des forces aéro-terres-

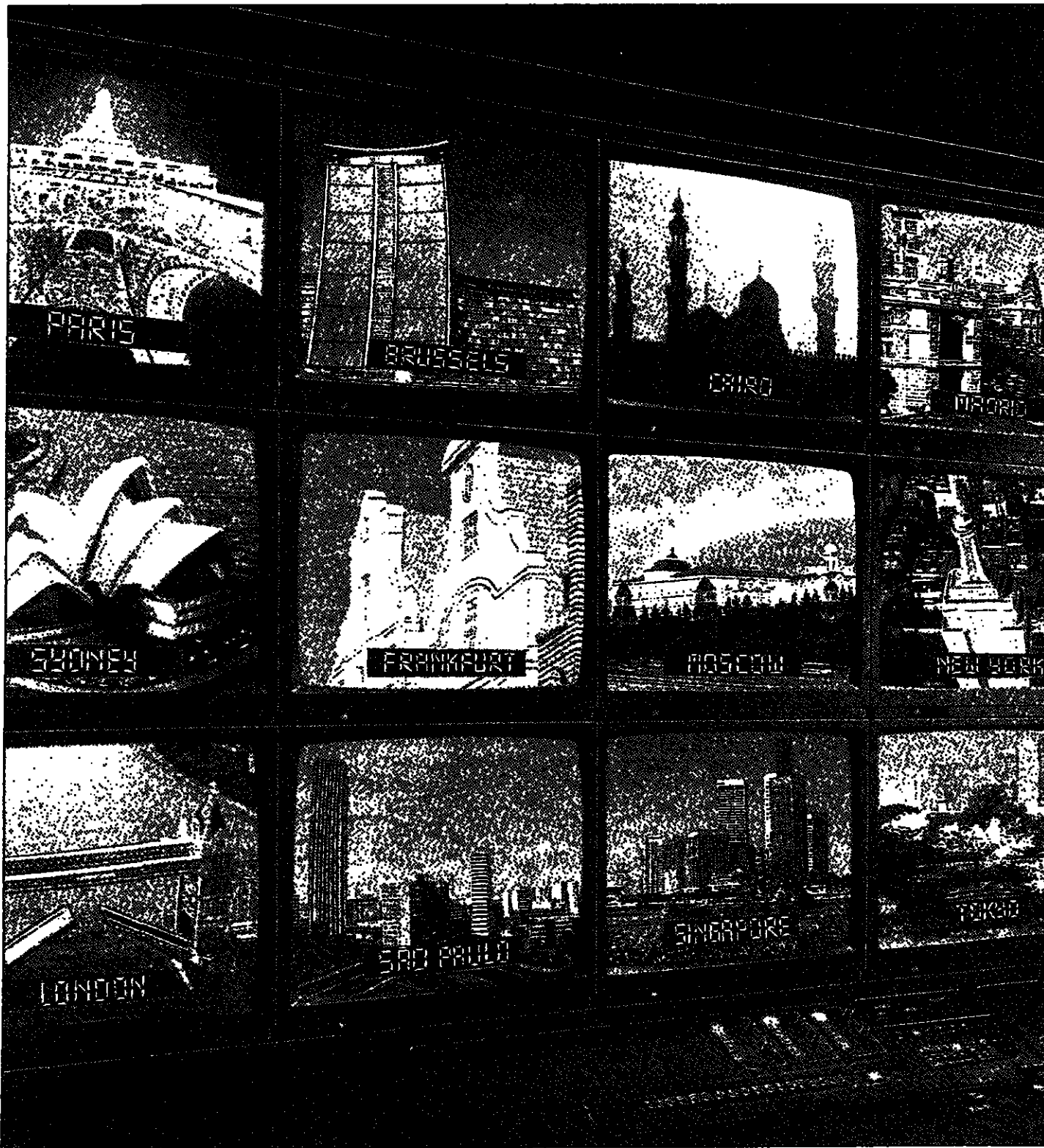


tres françaises, dont ils n'ont pas été dissociés.

Cette coordination sans supervision a été voulue pour éviter que les unités françaises qui constituent l'opération « Daguet » ne puissent être engagées sans une autorisation spécifique d'ouverture du feu donnée par le chef de l'Etat, ni participer à une éventuelle attaque préventive contre l'Irak qui n'aurait pas l'approbation de la France. En revanche, elle est conçue pour permettre une action militaire de la France en concertation avec ses alliés si celle-ci se révélait nécessaire.

J. I.

Le Monde



**HUIT BANQUES.
UN MÊME PROGRAMME
DANS
LE MONDE ENTIER.
C'EST
LE GROUPE BANCAIRE MPS.**

Huit banques, une volonté commune: offrir aux opérateurs de la scène économique des services sur mesure qui prennent en compte aussi bien l'activité bancaire proprement dite que les développements dans les secteurs de la finance, des assurances et du merchandising bancaire. Le groupe bancaire MPS détient plus de 800 agences en Italie, des filiales et des représentations à New York, Londres, Paris, Francfort, Bruxelles, Moscou, Madrid, Tokyo, Singapour, Le Caire, São Paulo, Guernsey (Ile Anglo-Normande) et, à partir de 1990, à Pékin. Monte dei Paschi di Siena, Banca Toscana, Credito Commerciale, Credito Lombardo, Banco Valdostano, ICLE, Italian International Bank, Monte Paschi Banque. Partout où l'une des banques du groupe est présente, c'est tout le groupe bancaire MPS qui agit.

MONTE DEI PASCHI DI SIENA
BANCA TOSCANA
CREDITO COMMERCIALE
CREDITO LOMBARDO
BANCO VALDOSTANO
ICLE
ITALIAN INTERNATIONAL BANK
MONTE PASCHI BANQUE

MPS
BANKING GROUP

BULLETIN D'ABONNÉ

LA CRISE DU GOLFE

Selon le Pentagone

Bagdad a considérablement renforcé son potentiel militaire au Koweït

L'Irak a considérablement renforcé son potentiel militaire au Koweït et à proximité de l'émirat, a indiqué mardi 25 septembre le porte-parole du Pentagone. Les forces de Bagdad totalisent maintenant 430 000 hommes disposant de 3 500 chars, 2 500 véhicules blindés de transport et de 1 700 pièces d'artillerie. En une semaine, les renforts se sont montés à 70 000 hommes, 1 400 blindés et 250 canons. Ces forces - qui n'étaient que de 265 000 hommes au début du mois - ont adopté des positions essentiellement défensives. Les effectifs américains qui leur font face dépassent, selon le Pentagone, 150 000 hommes.

Selon des sources militaires américaines, entre 500 et 1 000 techniciens soviétiques se trouvent toujours en Irak, où ils participent notamment à l'entretien d'avions. « Nous ne sommes pas tout à fait certains de ce qu'ils font exactement, à part travailler sur les avions de l'armée de l'air et assurer l'entraînement d'une partie des troupes », a déclaré un responsable du Pentagone.

Ce dernier confirme néanmoins que l'URSS respecte l'embargo décrété par les Nations unies, en particulier dans le domaine du matériel militaire.

Départ des diplomates français expulsés

Par ailleurs, des experts pétroliers dans le Golfe estiment qu'il serait pratiquement impossible pour l'Irak de mettre à exécution ses menaces de détruire les puits de pétrole au Proche-Orient.

Les immenses gisements de l'Arabie saoudite, que Bagdad devrait neutraliser pour perturber durablement le marché, sont relativement sûrs, estiment-ils. En revanche, les plates formes en mer - comme celles du gisement de Safaniya, proche du Koweït - sont plus vulnérables et les forces étrangères déployées dans la région devront les protéger efficacement.

Le retour des ressortissants étrangers

Les deux tiers des Brésiliens « retenus » ont obtenu un visa de sortie

RIO DE JANEIRO

de notre correspondant

Voilà maintenant près de trois semaines que le ministère brésilien des relations extérieures attend le retour de quelque trois cents ressortissants encore « retenus » en Irak, en évitant, depuis le début de la crise, de les qualifier d'« otages ». Une mission dirigée par M. Paulo Tarso Flecha de Lima, ancien secrétaire général du ministère, se trouve depuis une dizaine de jours à Bagdad pour tenter de convaincre les autorités irakiennes, et non pour négocier avec elles.

Les difficultés rencontrées par cette mission ont été multiples, et la réussite n'est pas encore totalement assurée, même si les deux tiers des ressortissants brésiliens ont obtenu leur visa de sortie. Jusqu'au déclenchement de la crise, les deux pays entretenaient des relations étroites, y compris dans des domaines « sensibles ». L'entreprise de travaux publics Mendes Junior construisait en Irak un canal et une autoroute. Elle a engagé des négociations sur la poursuite des travaux, ainsi que sur le sort de son personnel et de son matériel, qui se trouvent dans des régions isolées. Elle ne veut pas

Mais elles représentent moins de 10 % de la production saoudienne. Sur le plan militaire, l'Égypte a annoncé mardi l'envoi d'un nouveau contingent de troupes en Arabie saoudite.

Ce contingent comprendra 1 200 hommes soutenus par des blindés, qui s'ajouteront aux 8 000 autres déjà sur place.

Mardi également, huit chasseurs-bombardiers italiens Tornado ont quitté la péninsule pour les Émirats arabes unis, où ils doivent assurer la protection des unités navales déployées dans le Golfe.

A Bagdad, une cérémonie improvisée a eu lieu mardi pour marquer le départ des onze diplomates français expulsés par l'Irak. Une centaine de ressortissants français s'étaient rassemblés dans le jardin de l'ambassade pour saluer leur départ, prévu pour mercredi.

Le même jour, le Quai d'Orsay a annoncé que deux Français avaient été arrêtés à Koweït samedi dernier. Ils sont gardés dans un hôtel de la ville avant d'être emmenés sur des sites stratégiques. Soixante-sept Français sont maintenant détenus en Irak.

Deux cents militants pacifistes européens sont prêts à se rendre en Irak pour prendre la place des malades retenus en otages par M. Saddam Hussein, ont annoncé mardi à Amman des membres d'une délégation à leur retour de Bagdad. Selon un député maltais, les autorités irakiennes seraient intéressées par cette idée.

La Grande-Bretagne a décidé mardi de réduire à deux le personnel de son ambassade au Koweït en raison des problèmes de ravitaillement de la mission. Cette décision, selon le Foreign Office, a pour but de permettre à l'ambassadeur et au consul de tenir « le plus longtemps possible ».

Enfin, une famille de réfugiés indiens qui habitait tout près de l'ambassade de France, et qui a fui en Jordanie, a apporté un nouveau témoignage sur les conditions de la mise à sac de la résidence de l'ambassadeur et sur le climat de terreur que font peser sur la ville les militaires irakiens.

Le jour de la violation de la résidence, a raconté M^{me} Shana Kurien, des centaines de soldats ont bouclé le quartier, fouillé les maisons et empêché les habitants d'entrer et de sortir. (AFP, Reuters, AP)

« tout perdre » et réclame l'appui de l'Etat brésilien en cas de départ « précipité ».

Mais le gouvernement de Brasília estime qu'il n'a pas à secourir les firmes en difficulté, sa mission se limitant à « faire respecter le droit international et la protection des Brésiliens ». Il semble que Mendes Junior confiera à des sous-traitants irakiens la fin de ses deux gros chantiers. Faute d'accord définitif, toutefois, sur la poursuite de l'autoroute, le rapatriement d'environ quatre-vingts personnes se trouve bloqué.

Le cas de la société de consultants HOP est plus délicat. Cette firme, dirigée par un militaire en retraite, le général Hugo Paiva, a sur place une vingtaine d'ingénieurs qui travaillent directement pour les autorités. Elle traite des affaires militaires sensibles. On la soupçonne d'aider l'Irak dans la fabrication de missiles sophistiqués. A plusieurs reprises, Brasília lui a conseillé d'arrêter son activité. Elle a été la première à bénéficier de la « clémence » du gouvernement de Bagdad, et à recevoir pour son personnel l'autorisation de quitter le territoire.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT



DIPLOMATIE

Forum européen sur l'Allemagne

« Nous avons besoin d'engagements clairs » de la part de la RFA

souligne M. Jacques Delors

L'Europe a-t-elle besoin de l'Allemagne? L'Allemagne a-t-elle besoin de l'Europe? Posées comme thème d'un Forum européen, mardi 25 septembre, ces questions opportunes à une semaine de l'unification allemande ont révélé un certain malaise.

Oui, l'Allemagne a besoin de l'Europe et l'Europe a besoin de l'Allemagne. Chacun des intervenants à ce colloque organisé au CNIT, à la Défense, par plusieurs médias européens, l'a rappelé avec conviction. Mais parfois aussi avec aigreur. M. Jacques Delors n'a pas caché sa mauvaise humeur vis-à-vis des responsables ouest-allemands qui traitent des pieds face à l'union économique et monétaire (UEM).

M. Roger Fauroux n'a pas non plus mâché ses mots. Le ministre de l'Industrie a notamment demandé à l'Allemagne « de cesser de pratiquer cette espèce d'autocritique dans laquelle elle se complait et de penser un peu plus en termes mondiaux, c'est-à-dire de prendre un peu plus du fardeau des

affaires du monde ». M. François Mitterrand, quant à lui, a tenu à revenir longuement sur les six mois qui ont suivi la chute du mur de Berlin, en justifiant l'attitude de la France (visite à Kiev, détermination dans le débat sur la frontière Oder-Neisse, etc.). « Sur plusieurs de ces points, il a fallu discuter ferme », a dit le président de la République, en rappelant plusieurs fois que le fait que les Allemands aient voulu l'unité était une « évidence » et une « nécessité historique ». « On ne va pas contre, on prend ses précautions », a affirmé M. Mitterrand.

Une fois encore, le chef de l'Etat a répété que la France devait prendre le parti de l'unification allemande : l'Allemagne « sera conquérante, capable d'inventer, de produire, d'échanger. Un pôle de puissance, eh bien pourquoi pas ? Je pense qu'il serait temps que les Français se retournent vers eux-mêmes. Si l'Allemagne grandit, la France aussi, pas de la même manière, il n'y a pas de territoire à récupérer. Notre démographie est supérieure à celle de l'Allemagne. Nous sommes habitués à vivre dans notre pré-carré, nous n'avons pas d'ambition impériale (...). Pourquoi

la France considérerait-elle à priori qu'elle ne serait pas capable de suivre le train et même de le précéder ? »

Irritation

A la tribune, quelque temps auparavant, M. Jacques Delors avait marqué son irritation à l'égard de ceux des Allemands qui hésitent à se lancer dans l'aventure de l'UEM. « Les Allemands en veulent-ils vraiment ? Bien, franchement, je m'interroge souvent », a dit le président de la Commission européenne, visiblement ulcéré par les prises de position du ministre des finances ouest-allemand, M. Theo Waigel, et du président de la Bundesbank, M. Karl-Otto Pöhl, qui ont tour à tour remis en question le calendrier arrêté pour la mise en œuvre de l'UEM. « Nous avons besoin d'engagements clairs et sans ambiguïtés pour réaliser l'accélération prévue », a encore dit le président de la Commission en faisant part de ses craintes : l'émergence d'« une Europe qui rate son ambition politique », d'« une Europe molle avec une Allemagne forte au milieu ».

« La discussion est devenue un peu absurde », lançait quelques heures plus tard M. Günter Grass en interrompant une table ronde largement consacrée à l'« avènement hypothétique de cette UEM ». Pour l'écrivain ouest-allemand, le débat n'est pas là, mais dans les relations entre Europe de l'Ouest et Europe de l'Est, la première devant financer, par le biais de la CEE et à l'initiative de la France, un plan Marshall pour la seconde. Günter Grass n'a pas hésité à jouer les tribuns en évoquant « l'unité assez laide qui est en train de naître », la « perte de culture démocratique en RFA », la « peur (qui) règne en RFA » et la « méfiance (qui) prévaut en RDA ».

M.-P. S.

MM. Iakovlev et Antall reçus à Matignon. — Le principal conseiller du président Gorbatchev, M. Alexandre Iakovlev, et le premier ministre hongrois M. Jozsef Antall, venus participer à Paris au Forum européen sur l'« Allemagne en Europe » les 24 et 25 septembre, ont été reçus par le chef du gouvernement, M. Michel Rocard.

AFRIQUE

TUNISIE

Vague d'agitation islamiste

TUNIS

de notre correspondant

Le centre de Tunis a été, mardi 25 septembre, le théâtre de manifestations d'islamistes. Des groupes de jeunes ont défilé dans plusieurs artères de la ville, bombardant à coups de pierres les brigades de l'ordre public qui avaient été dépêchées en toute hâte sur les lieux. La circulation, intense à cette heure, a gêné les mouvements des cars de police et facilité les déplacements des manifestants. Un bref et violent affrontement a eu lieu avenue Bourguiba, juste devant l'ambassade de France : sous une pluie de projectiles divers, les policiers ont dû utiliser des grenades lacrymogènes pour se dégager.

L'agitation dans les milieux islamistes remonte au 7 septembre, lorsqu'un jeune distributeur de tracts à caractère religieux avait été tué, accidentellement semble-t-il, à la sortie d'une mosquée par un policier qui tentait de l'interpeller. Dans les jours suivants, les manifestations de protestation se multipliaient dans la périphérie de

Tunis où avait eu lieu cette bavure, entraînant, croit-on, savoir, de nombreuses arrestations.

Samedi 22 septembre, on frôla de sérieux incidents lorsque à la fin de la prière, dans une mosquée du centre de la capitale, trois islamistes organisèrent, sans autorisation, une causerie. Aussitôt, la mosquée et le quartier alentour furent isolés par les forces de police. Le siège dura quatre heures avant que les occupants ne se décident à évacuer les lieux. Une cinquantaine d'entre eux au moins auraient été interpellés.

Récemment, le porte-parole du mouvement islamiste Ennahdha, M. Ali Laaridj, nous avait déclaré que « la tension et la colère étaient à leur paroxysme » parmi les militants dont les protestations, après la mort du jeune distributeur de tracts, avaient été « violemment réprimées » (le Monde du 26 septembre). Cette nouvelle escalade dans la violence pourrait arriver à point nommé pour ressouder les rangs des islamistes, que la crise du Golfe a divisés, même si leurs dirigeants s'obstinent à le nier.

MICHEL DEURE

PROCHE-ORIENT

Après la mort d'un soldat israélien

Représailles sans précédent dans un camp palestinien de Gaza

JÉRUSALEM

de notre correspondant

En moins de vingt-quatre heures, l'armée israélienne a rasé trente-trois maisons dans la bande de Gaza, à l'entrée nord du camp de réfugiés palestiniens d'El Bourj, où un soldat a été tué la semaine dernière. Par son ampleur et sa rapidité d'exécution, la punition est sans précédent depuis le début de l'« intifada » dans les territoires occupés. L'armée a voulu « faire un exemple » après l'assassinat en ces lieux d'un réserviste de quarante-six ans venu prendre son tour de garde. Amnon Pomeranz, père de trois enfants, a été lapidé avant que la foule ne mette le feu à sa voiture où il est mort carbonisé. Responsable de la région, le général Matan Vilnai a affirmé que l'armée avait dû « agir vite » pour ne pas « laisser la porte ouverte à la répétition de tels actes ».

Entamées lundi, les destructions se sont poursuivies toute la nuit du mardi 25 au mercredi 26 septembre. Elles ont déjà touché vingt-six commerces et sept habitations

dans un camp qui abrite plusieurs milliers de personnes et qui est l'un des plus misérables et des plus dangereux de la bande de Gaza. Les Palestiniens ont eu quelques heures pour démanteler leurs effets. Un bref répit leur fut accordé après que l'Association israélienne pour la défense des droits civils eut saisi la Cour suprême de cette affaire. Mais les magistrats ont tranché en faveur de l'armée, faisant valoir qu'il fallait élargir l'entente du camp « pour des raisons de sécurité », et qu'il ne s'agissait pas d'une sanction collective puisque l'armée s'était engagée à dédommager les Palestiniens.

Le chef de l'opposition travailliste, M. Shimon Pérès, a dénoncé la pratique des punitions collectives. « C'est Gaza qui est un châtiment collectif pour Israël (...), un cancer qu'il faut guérir », s'est exclamé Shimon Pérès, à qui le premier ministre, M. Itzhak Shamir, a répliqué : « Ce n'est pas un cancer, c'est une partie de la terre d'Israël, les Juifs y vivent et vont continuer de s'y installer. »

ALAIN FRACHON

حکومت من الزعم

DIPLOMATIE

engagements clairs de la part de la

de la part de la

AFRIQUE

Vague d'agitation

PROCHES

Représentation

PROCHES

Deux « dragons » en quête de réunification

Suite de la première page

On ne saurait cependant pousser bien loin la comparaison, quand ce ne serait que parce que, dans le cas des deux Chines, elle n'aurait plus de sens. A près de 7 500 dollars, le PNB des Taïwanais est certes vingt fois supérieur à celui des continentaux, mais ils sont vingt millions seulement, contre plus d'un milliard de sujets de Deng. Impossible, dans ces conditions, d'imaginer que l'extension au continent des méthodes et des institutions de l'île pourrait augmenter de façon rapide et significative son niveau de vie, comme les Allemands de l'Est espèrent que ce sera le cas pour eux.

Manque de toute façon, pour la réunification de la Corée comme pour celle de la Chine, ce qui a été l'élément déterminant de celle de l'Allemagne : le refus de Gorbatchev de faire protéger par l'armée rouge stationnée en RDA un régime menacé par des démonstrations de rue. Ni à Pékin ni à Pyongyang il n'y a d'occupant étranger pour prétendre imposer sa loi. Deng n'a eu à demander la permission d'aucun protecteur pour faire tirer sur les étudiants de Tiananmen. Et Kim Il Sung tient suffisamment son monde pour que jamais voix dissidente ait réussi à percer le mur de l'enthousiasme obligatoire.

Il faut dire qu'aucun peuple ne vit à l'heure actuelle dans un tel isolement médiatique que celui de Corée du Nord. Le contraste, ici, est total avec la situation des Allemands de l'Est, plongés, grâce à la TV fédérale dont ils pouvaient suivre les émissions en toute impunité, dans l'univers social et mental de l'Ouest.

L'improbable solution militaire

Difficile, dans ces conditions, d'imaginer par quel miracle le scénario qui a débouché sur la réunification de l'Allemagne - pourrait conduire à celle de la Chine ou de la Corée. Mais que peut-on imaginer d'autre ?

Longtemps on a cru que la solution serait militaire. Après tout, il y avait des précédents : la guerre de Corée et les innombrables incidents ou attaques terroristes qui l'ont suivie ; les deux batailles engagées par Mao, en 1955 et en 1958, contre l'avis de Khrouchchev, pour tenter de s'emparer des îles de Quemoy et Matsu, tenues, comme Taïwan, par les forces du Kouomintang.

On n'en est plus là. On ne rencontre plus personne à Séoul pour soutenir qu'une attaque du Nord est possible à tout instant, comme on l'entendait couramment affirmer il y a deux ans. A Taïpei, on relève bien que, récemment encore, Deng a jugé bon d'énumérer quatre casus belli : entente directe avec Moscou, production d'armes nucléaires, troubles à l'intérieur de l'île, déclaration d'indépendance. Mais on n'y attache pas une importance excessive. L'ampleur du budget militaire - 40 % du total - de la ROC et l'absence, dans le camp d'en face, de la flotte nécessaire rendant fort peu vraisemblable une tentative pour prendre pied à Taïwan.

Normalisation entre Séoul et Moscou

La crainte de l'agression disparue, un nouveau risque se fait évidemment jour : celui de voir le statu quo s'éterniser. C'est bien pourquoi le général Roh Tae-won, président de la Corée du Sud, se déme pour priver son homologue du Nord, le « leader bien aimé » Kim Il Sung, alias « Papa-Marchal », de tous les appuis sur lesquels il pouvait autrefois compter. Avec l'ex-bloc de l'Est, on peut dire qu'il est déjà parvenu à ses fins. Il a rencontré lui-même Gorbatchev à San-Francisco il y a quelques semaines, et le récent voyage de Chevardnadze à Pyongyang n'est certainement pas étranger à la visite dans la capitale sudiste, au début de ce mois, du premier ministre du Nord : l'URSS, qui a grand besoin de coopérer économiquement avec la dynamique Corée du Sud, n'a que faire de la dénonciation par Pyongyang de son manque de solidarité. Séoul acceptant maintenant, la formule ayant bien réussi aux Allemands, l'entrée simultanée aux Nations unies des deux Républiques rivales, Pyongyang a répliqué en mettant en avant une étrange solution selon laquelle les deux délégations occuperaient à tour de rôle le même siège. Inutile de dire qu'au Sud on n'en veut pas. De toute façon, on ne se fait pas d'illusions : aussi longtemps que Kim

est là, il ne se passera pas grand-chose ; personne autour de lui n'osera sérieusement contester sa pesante autorité. Mais son dauphin de fils n'a pas la même carrure, et l'on ne désespère pas, à Séoul, de parvenir petit à petit à influencer les mentalités nordistes. Il y a maintenant plus de contacts, et même, souvent par des voies détournées, un début de relations commerciales. Pyongyang a rouvert une église catholique et un temple protestant, et un religieux du Sud a pu officiellement s'y rendre, à l'occasion d'une conférence organisée par les Nations unies, en tant que représentant du... Vatican.

Plus d'un million de visites

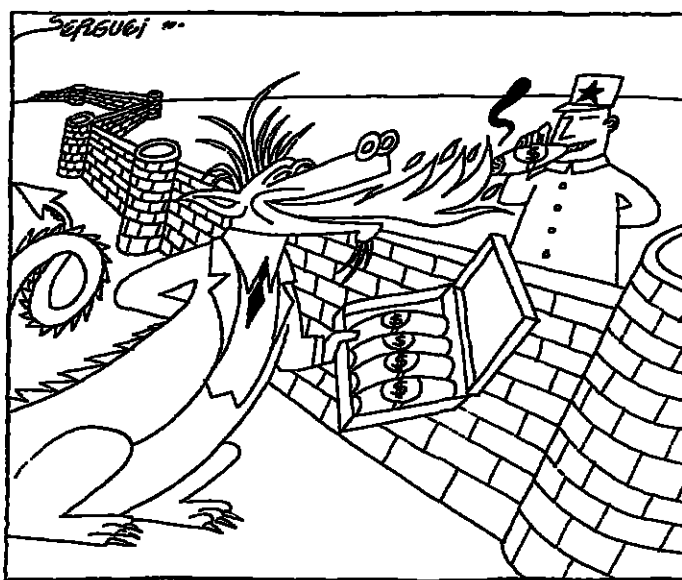
En matière de contacts, Taïwan est énormément en avance sur la Corée. Ce sont plus d'un million de ses ressortissants qui ont pu se rendre en Chine populaire sous le prétexte de contacts familiaux. Autant d'oncles d'Amérique dont le niveau de vie ne peut évidemment pas manquer de faire se poser des questions à leurs parents qui n'ont jamais pu quitter le continent. C'est d'abord sur eux et sur les quelques centaines d'étudiants ou d'experts qu'il laisse venir passer quinze jours dans l'île que compte le gouvernement de

Taïpei pour faire progresser la réunification. Un comité d'une vingtaine de personnes va être créé à cet effet, au milieu des protestations de l'opposition, par Lee Teng-hui, le professeur enjoué, d'origine taïwanaise et non pas continentale, qui préside aux destinées de la République.

Pékin aussi dispose d'un organisme chargé de ce dossier, mais les deux gouvernements divergent, notamment sur l'habillage fédéral ou confédéral qui pourrait amorcer leur réconciliation. Outre que Taïwan, qui n'a peur de rien, exige, pour commencer, la conversion de la Chine populaire à la démocratie politique et au libéralisme économique, on préfère dans l'île la formule « une nation, deux régions », à celle d'« une nation, deux systèmes », qui a la faveur de Deng.

A la vérité, tout cela peut paraître un peu... chinois, mais il ne faut pas désespérer, précisément, de la subtilité chinoise, qui peut fort bien faire poindre des solutions, ou des amorces de solutions, là où notre esprit cartésien serait prêt à désespérer. Le développement économique du continent, à lui seul, dessine certaines perspectives. On sait que le régime ouvre quelques provinces proches des côtes aux entreprises étrangères et au libéralisme, et que les investissements en provenance de Taïwan y sont fortement encouragés.

Le paradoxe veut que ce soit le gouvernement de Taïpei qui commence à s'inquiéter de leur ampleur, à ses yeux excessive : compte tenu, en effet, de la hausse des salaires taïwanais, conséquence de la quasi-totale absence de chômage, beaucoup de petits investisseurs s'empressent d'aller placer leurs billes de l'autre côté de l'eau, dans des entreprises qui payent



leur personnel beaucoup plus mal. Une partie de ces investissements sont légaux, dans le cadre d'une législation extrêmement libérale : ils représentent quelque 400 millions de dollars américains. Mais l'exportation illégale de capitaux doublerait largement ce montant, ce qui ferait de Taïwan le principal investisseur en Chine rouge. Commentaire d'un sinologue britannique, le professeur Shambaugh : « Taïwan ne songe plus à s'emparer du continent, mais seulement à l'acheter (1) ». Après tout, c'est un peu ce que Kohl fait avec la RDA.

Dès à présent, en tout cas, l'île et le continent sont suffisamment imbriqués pour qu'en l'absence de toute relation officielle se développent toutes sortes de liens de fait, y

compris en matière de répression du banditisme et d'immigration clandestine. On a tourné en dérision, jadis, l'idée qu'une certaine osmose pourrait se faire en Europe entre les pays soumis au communisme et les autres. C'est pourtant bien ce qui a fini par se produire.

Le sport n'est pas le dernier, concernant l'Asie du Sud-Est, à y contribuer. L'arrivée en Chine, il y a bientôt vingt ans, d'une équipe de ping-pong américaine a été l'hindouille qui a annoncé le printemps pékinois de Richard Nixon. Les Jeux olympiques de Séoul, il y a deux ans, ont été mis à profit par le président Roh pour normaliser les relations avec l'Europe de l'Est. Les Jeux asiatiques qui se sont ouverts le 22 septembre à Pékin

fournissent aux sportifs des deux Chines et des deux Corées des occasions non seulement de se mesurer, mais de se rencontrer. Beaucoup d'aficionados sont venus les encourager, ce qui a conduit à ouvrir des vols il y a quelques mois encore impensables.

Pékin a trop besoin de l'aide extérieure pour ne pas chercher à faire oublier Tiananmen en jouant la carte de la respectabilité, ce qui explique ses votes vertueux, aux Nations unies, dans l'affaire du Golfe. Les circonstances ne sont donc pas mauvaises pour chercher une réduction progressive des obstacles qui se dressent toujours sur la route des réunifications coréenne et chinoise.

Les gouvernements de Séoul et de Taïpei paraissent l'avoir bien compris. A l'atout de l'efficacité économique, ils ajoutent maintenant la volonté de démocratisation et la compréhension de la réalité de la situation de l'autre côté qui leur ont trop souvent fait défaut dans le passé.

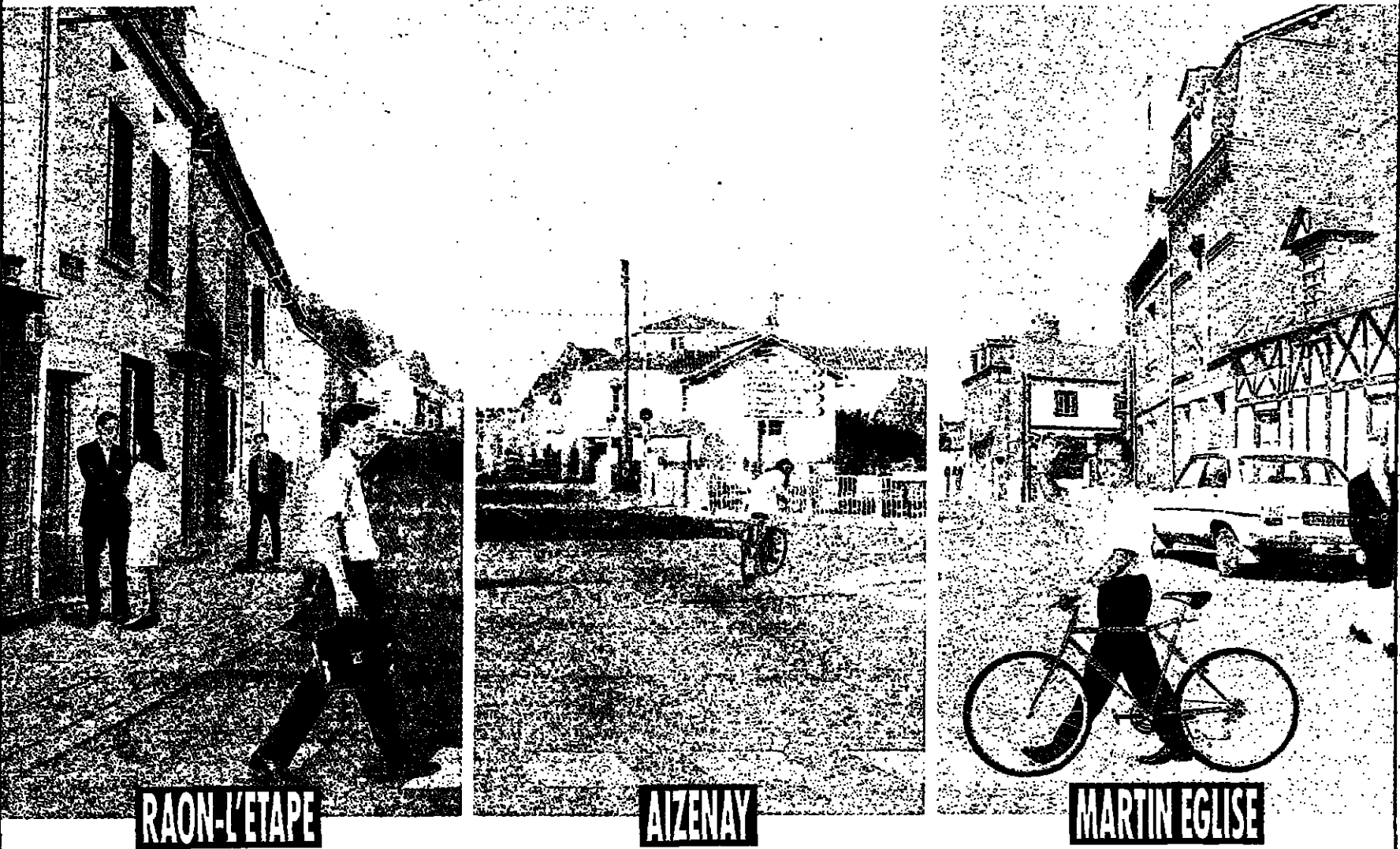
Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que se développent entre la France et ces deux « dragons » des relations de plus en plus nourries. La netteté des déclarations de François Mitterrand au lendemain de Tiananmen a beaucoup frappé à Taïwan, où l'on envisage très sérieusement de nous acheter une centrale nucléaire (la Corée du Sud a déjà deux réacteurs français) et le TGV, qui intéresse aussi Séoul.

En tout cas, les Français ne se sont jamais tant pressés dans les deux capitales : on vient de voir à Taïpei, à quelques jours de distance, jusqu'à Julien Dray et à Alain Peyrefitte...

ANDRÉ FONTAINE

(1) Wall Street Journal Europe daté 10-11 août.

NOUVEAUX BERCEAUX DE TECHNOLOGIE



RAON-L'ÉTAPE

AIZENAY

MARTIN EGLISE

C'EST DANS CES TROIS VILLAGES FRANÇAIS QUE CHAQUE JOUR TROIS USINES S'EMPLOIENT À ÉLABORER LES MEILLEURS PRODUITS TOSHIBA. DANS CHACUNE D'ELLES, À AIZENAY (FOURS À MICRO-ONDES), À MARTIN EGLISE (PHOTOCOPIEURS) ET À RAON-L'ÉTAPE (LAMPES HALOGENES POUR PHOTOCOPIEURS) NOUS AVONS ÉTÉ ACCUEILLIS PAR DE FORMIDABLES PARTENAIRES. CHAQUE JOUR NOUS TRAVAILLONS ENSEMBLE AVEC DES OBJECTIFS COMMUNS DE QUALITÉ ET DE FIABILITÉ. DES PRODUITS DOMESTIQUES À LA BUREAUTIQUE, DES ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX AUX SEMI-CONDUCTEURS, TOSHIBA INTENSIFIE LES TECHNOLOGIES DE POINTE DE CHACUN DE CES DOMAINES. AVOIR DES RACINES EN FRANCE, ABOUTIR À UNE INTÉGRATION HARMONIEUSE ET GRANDIR ENSEMBLE VERS L'AVENIR, C'EST LÀ TOUTE LA VOLONTÉ DE TOSHIBA.

L'Empreinte de Demain
TOSHIBA

COMPTON SUD

EUROPE

L'armée soviétique : crise et mutation

Tandis qu'un conseiller de M. Gorbatchev, M. Petrakov, expliquait mardi 25 septembre devant la presse que les pouvoirs exceptionnels accordés la veille par le Parlement soviétique à M. Gorbatchev « sont destinés à conduire la réforme économique », et « certainement pas à introduire l'état d'urgence ou l'administration directe présidentielle », les rumeurs de coup de force en préparation continuent de se répandre à

Moscou. Parlant mardi devant une centaine de députés russes réunis en commission, le colonel Sergueï Koudinov, ancien commandant adjoint de l'Ecole militaire de Riazan, démis de ses fonctions à la mi-septembre, a affirmé que « des mouvements de troupes autour de Moscou ont commencé vers les 9 et 10 septembre » et que quatre divisions sont cantonnées depuis cette date dans la région de la capitale. Ces troupes, a-t-il ajouté,

ont été « préparées pour un événement extraordinaire », de même qu'un régiment de parachutistes de Riazan qui est arrivé à Moscou « prêt au combat ».

Lundi déjà, le chef du KGB, M. Krioutchkov, avait expliqué que deux divisions se trouvaient actuellement près de Moscou : l'une, dépendant du KGB, venue pour « participer aux récoltes », et la division parachutiste de Riazan venue pour s'entraîner au

défilé militaire de la révolution d'Octobre, le 7 novembre sur la place Rouge.

Ces informations attirent l'attention sur la situation dans l'armée soviétique, très ébranlée par la glasnost mais qui reste un important pilier du pouvoir. Le général Jacques Laurent, ancien attaché militaire à Moscou, analyse cette situation dans la série de trois articles dont nous commençons la publication.

I. — Une institution contestée et complexée

par le général Jacques Laurent

Citons, au hasard, l'édition russe des *Nouvelles de Moscou* du 22 juillet dernier qui, consacrant une pleine page à l'action du Comité des mères de soldats, crée l'an dernier pour défendre les droits des appelés et de tendance foncièrement antimilitariste, donne un chiffre « dépassant l'imagination » : au cours des cinq années de perestroïka, 15 000 soldats sont morts à l'armée des suites d'actes criminels ou non réglementaires, soit plus qu'en dix années de guerre en Afghanistan.

Partout, dans d'autres articles, réunions, discours de députés, le mythe de l'armée, « enfant chéri de la nation », « chair de la chair et sang du sang du peuple », semble voler en éclats. Ces atteintes au moral de l'armée ne peuvent que compromettre sa valeur opérationnelle, mais la machine de guerre — qui était considérée en Occident comme la seule vraie réussite du régime — demeure énorme. Elle constitue l'ultime recours de celui-ci contre l'anarchie totale. Elle dispose toujours de son formidable potentiel de destruction. Les dissensions et problèmes internes qui la secouent ne la rendent pas moins dangereuse, bien au contraire.

D'ailleurs, le tableau de l'armée soviétique offert par la presse n'est pas exhaustif. La « transparence » dans le domaine militaire a ses limites et des pans entiers de l'appareil restent cachés : les domaines opérationnel et technique, mais aussi la gestion des personnels. A leur corps défendant, les instituts civils soviétiques traitant des problèmes de défense continuent d'utiliser, pour leurs études, les données américaines sur les forces dont dispose l'URSS. Les militaires se mentent plus ou moins entre eux au sein de la hiérarchie, et ils ne disent pas tout aux civils.

Néanmoins, les tables rondes et les discussions sur les réformes à accomplir, les nombreuses interventions des chefs militaires devant les diverses assemblées, un début de contrôle parlementaire avec la création d'une commission du Soviet suprême pour les affaires de défense, enfin le combat mené par quelques officiers courageux, bravant les foudres du commandement, permettent de faire le point sur la crise profonde qui secoue l'armée soviétique : un ensemble d'environ quatre millions et demi

d'hommes, répartis en 1/3 de cadres d'active (dont un million d'officiers) et 2/3 de jeunes appelés soumis à un service de deux à trois ans.

On reproche aux militaires d'être la source de tous les maux. La débacle économique est attribuée en grande partie à la priorité accordée depuis quarante ans à la satisfaction des besoins des armées, définis arbitrairement et réalisés sans contrôle démocratique ni coordination... à tel point que personne n'est encore en mesure d'évaluer le budget militaire réel. Pourquoi, d'ailleurs, maintenir de telles dépenses qui n'ont déjà pas suffi à venir à bout des partisans afghans et n'ont plus de raison d'être avec la nouvelle politique de détente ? La dépravation de la jeunesse, livrée aux pires penchants au sein de certaines unités où règne un climat de violence sans frein, est également mise au passif de l'armée qui se révèle incapable de remplir son rôle d'éducateur.

Conséquence du dénigrement de l'institution militaire et de l'éclosion des idées pacifistes : les jeunes tentent par tous les moyens d'échapper aux obligations militaires, aidés par leurs parents, des médecins, les autorités locales, voire des organisations dont la mission même était de développer le patriotisme — comme le mouvement des Jeunesses communistes (Komsomols). Le prestige de l'armée est un phénomène du passé et le recrutement des candidats aux écoles d'officiers baisse en quantité et en qualité.

Un complexe de perdants

Face à cette situation la hiérarchie militaire, d'abord stupéfaite, organise sa défense tout en reconnaissant une partie de ses torts. Mais comment n'aurait-elle pas de complexes ? Après le repli sans gloire d'Afghanistan, vient l'abandon du glorieux pacte de Varsovie. Abandon « sans combats » de territoires arrosés en 1945 du sang de milliers de soldats, recul stratégique de 1000 kilomètres « sans un coup de feu », départ presque honteux au milieu de l'hostilité des populations « alliées ».

Mais cette hostilité, les officiers la retrouvent à l'intérieur même des frontières de l'URSS, dans la plupart des Républiques où ils tiennent garnison. Traités d'« occupants », soumis à des affronts et aux tracasseries des autorités locales, parfois agressés physiquement (83 assassinats en 1989, 21 tués et près de 200 blessés au cours du premier trimestre 1990), ils sont placés dans des conditions surréalistes de cohabitation avec les embryons d'armées nationales irrégulières, constituées d'insoumis et de déserteurs. L'appel sous les drapeaux des jeunes appartenant au contingent semestriel de printemps n'a pu se dérouler normalement dans ces Républiques et aucune sanction juridique ne peut être prise contre les insoumis.

Le recours à la force est-il envisageable ? Les chefs militaires ont, depuis le drame de Tbilissi, pris leurs distances. Le maintien de l'ordre n'est pas une tâche normale relevant de l'armée. Les unités des troupes de l'intérieur et de la sécurité d'Etat (KGB) sont prévues pour cela.

La réduction des moyens à la disposition des forces armées imposée

par M. Gorbatchev, soit immédiatement sous forme de mesures unilatérales, soit à la suite des accords de désarmement déjà exécutés ou en cours de négociation, est mise en œuvre par un commandement très réticent. L'élimination des matériels se fera sans trop de dommages : ils sont surabondants, stockés dans des conditions déplorables, parfois anciens, souvent de mauvaise qualité.

Moins de Slaves

Mais la réduction des effectifs pose des problèmes redoutables ; ils ne suffisent déjà pas, en quantité et en qualité, à satisfaire aux besoins des unités opérationnelles des forces terrestres et de la marine. Les servitudes (notamment les services de garde des points sensibles) absorbent de plus en plus de personnel au détriment de l'instruction.

Le chiffre des effectifs totaux cité par le ministre de la défense peut

paraître énorme : 4 200 000 hommes, qui seront ramenés à 3 700 000 après la réduction unilatérale en cours. Mais il faut tenir compte de l'ampleur des missions de défense à assumer dans un pays vulnérable avec ses 70 000 kilomètres de frontières — dont plus de 20 000 terrestres — et un immense espace aérien à couvrir et interdire. Cet effectif théorique semble d'ailleurs impossible à atteindre. Le ministre annonce un déficit de recrutement de 400 000 hommes, dû en partie à l'insoumission, mais aussi aux difficultés de sélection de jeunes aptes au service.

D'après le nouveau chef de la direction politique, le général Chlaga, 49 % seulement du contingent est effectivement appelé. Les étudiants sont exemptés de service actif depuis une décision prise à la sauvegarde par le gouvernement et les députés en été 1989, au grand dam des militaires. On appelle donc tout ce que l'on peut appeler, y compris les jeunes présentant des déficiences physiques et ceux ayant encouru des condamnations (43 000 en 1989). Les plus indésirables ou les plus aptes se retrouvent

dans des formations paramilitaires dont le volume va croissant, les troupes de construction et les troupes de chemin de fer, baptisées par les soviétiques « goules militaires », travaillant pour la plupart au bénéfice de ministères civils. Avec les unités de la défense civile, ils représentent près de 500 000 hommes comptant dans les effectifs des forces armées, nouveau sujet d'insatisfaction des officiers.

Il faut enfin mentionner le phénomène majeur de la « déslavisation » de l'armée. L'évolution démographique aidant, près de 40 % des recrues proviennent actuellement des Républiques du Caucase et d'Asie centrale. Elles seront 50 % en l'an 2000. Ces proportions sont encore plus importantes au niveau des unités de combat. Le général Seguev, adjoint au commandant des forces de missiles stratégiques, exprimait récemment l'étonnement qu'il avait éprouvé quand, inspectant une petite unité de missiles mobiles (donc des plus modernes), il s'était trouvé face à quarante Azerbaïdjanais, dont deux seulement parlaient russe ! Les problèmes de discipline provoqués par les tensions ethniques, les difficultés de commandement et d'instruction de recrues possédant mal ou pas du tout la langue russe, se multiplient.

L'armée devait être l'école de « l'internationalisme », le creuset où devaient se fondre les cent nationalités composant l'Union soviétique. Les jeunes officiers ne semblent plus croire à ce mythe, qui reste néanmoins le dogme officiel des hiérarchies.

Les officiers « au bord de la misère »

Mal aimés, confrontés à des missions impossibles, les cadres de l'armée découvrent la misère de leurs conditions de vie. On les croyait privilégiés, bénéficiant de droits et d'avantages inégalables. Ils s'aperçoivent que les lois assurant leur protection sociale n'ont jamais existé. A la suite de la réduction d'effectifs décidée par Gorbatchev, 100 000 d'entre eux viennent ou sont en cours d'être « licenciés » sans recours. Leur réinsertion sociale (résidence et métier) n'a pas été prévue. Pour ceux qui restent, les règles d'affectation sont mal définies et les inégalités existent les jalouses. Il y a les nantis des unités stationnées à l'étranger... qui appréhendent leur retour dans la métropole, les satisfaits des grandes villes de Russie d'Europe... quand ils sont logés, les exilés des postes désertés dispersés sur tout le territoire, les « occupants » des Républiques rétives en butte à toutes les avanies. Les plaintes sont nombreuses : salaire unique quand les autorités locales refusent de donner du travail aux femmes d'officiers (et l'on passe vite alors en dessous du « seuil de misère » officiel : 70 roubles par membre de famille), absence de crèches ou d'écoles, pénurie dramatique de logements (200 000 familles de cadres sans logement assuré).

Tout cela explique l'amertume des officiers et la vague de demandes à quitter l'armée qui semble se dessiner actuellement parmi les plus jeunes. Selon un député militaire, 20 000 d'entre eux auraient sollicité leur libération pour ne pas risquer d'être impliqués dans des opérations de maintien de l'ordre. Le général Chlaga cite, pour sa part, le chiffre de 17 500 sans indiquer les motifs des impasses.

Il faut, bien sûr, éviter toute généralisation hâtive. L'URSS est immense et variée ; l'armée est à son image. On y rencontre le meilleur et le pire : des unités d'élite et des ramassis de voyous, des officiers patriotes et fanatiques et d'autres parfaitement débauchés. Mais l'insécurité du commandement est grande. « Jamais encore dans notre société », écrit le maréchal Akhromev, « l'officier et l'armée n'ont été soumis à un tel abaissement moral, à un tel dénigrement dans le discours parlé et écrit. (...) Dans les forces armées se développe une situation alarmante et le mécontentement grandit... »

Est-ce suffisant pour que certains soient tentés par l'aveugement ?

Officier général du cadre de réserve.

Prochain article :

II. — Entre la politique et l'économie.

Le sort d'un officier de marine délogé des cadres

Prenant la défense de l'armée dans un discours prononcé le 14 juin 1990 devant le Soviet suprême, le maréchal Akhromev, ancien chef de l'état-major général et actuel conseiller de M. Gorbatchev, a lu la lettre que lui avait adressée l'épouse d'un officier de marine :

« Je m'adresse à vous en tant que femme d'un militaire délogé des Forces armées à la suite de la réduction des effectifs d'une garnison lointaine et secrète de la Flotte du Nord.

Mon mari, V. L. Chatsky, capitaine de corvette, a servi plus de 21 ans dans les Forces armées ; il a été décoré de nombreuses fois pour service exemplaire et s'est trouvé plus de dix fois en opération. Au titre de « délogé des cadres », on nous a proposé

un logement construit spécialement sur les fonds du ministère de la défense dans le quartier militaire de la ville de Liepaia. Les bons de logement ont été délivrés le 1^{er} décembre 1989, mais la mairie de Liepaia nous refuse l'autorisation de résidence en se référant à une décision de la République de Lettonie. Toutes les instances, sollicitées depuis six mois, nous ont refusé leur aide (...). Depuis le mois d'octobre, nous nous trouvons dans une situation affreuse. Mon mari n'a pas de passeport, ce qui veut dire pas de pension, pas de travail, pas d'assistance médicale. Les produits d'alimentation et d'entretien étant délimités au vu de l'autorisation de résidence, nous n'y avons pas droit. Les quelques économies réalisées

dans le Nord sont déjà toutes dépensées. Que faire maintenant ? Une seule possibilité pour nous : aller, la main tendue, demander l'aumône aux gens. Nous n'avons aucun autre endroit où aller ; sinon, nous serions déjà partis, comme l'ont fait beaucoup.

Le maréchal concluait ainsi sa lecture : « ... Je n'ai rien à ajouter à cette lettre. Des milliers d'officiers se trouvent dans une situation analogue... »

(Extrait du quotidien de l'armée *Étoile rouge* du 28 juin 1990)

Selon M. Gorbatchev

Alexandre Soljenitsyne vit « dans le passé et la monarchie tsariste »

Une semaine après sa publication en URSS avec l'aide de M. Boris Eltsine, la brochure par laquelle Alexandre Soljenitsyne a rompu son silence pour parler des moyens de « réaménager la Russie » a enfin reçu, mardi 25 septembre, son premier écho officiel à Moscou. Tout en rendant hommage au penseur et à l'homme, M. Gorbatchev a condamné sans équivoque les visions passéistes et la proposition de l'écrivain d'extraire de l'URSS une Union des Républiques slaves.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Interrogés sur l'absence de réactions immédiates aux propos de l'exilé — les médias n'ont toujours pas fait de commentaires à leur sujet, — des Moscovites avancent diverses explications : la première est le fait que Soljenitsyne, s'abstenant de prendre position sur les conflits immédiats ou sur les personnes, n'a rien dit qui puisse étonner le milieu intellectuel russe déjà profondément imprégné de ses idées, même si tous ne les partagent pas. En outre, l'attente des voix banales, très forte au début de la glas-

nost, s'est estompée avec la publication successive en URSS de textes de dissidents exilés et surtout avec le déchaînement des polémiques sur la place publique.

Mais l'URSS n'est ni Moscou ni la Russie. Ce qui y fut accueilli sans passion apparente a provoqué, en revanche, de vives réactions dans les Républiques sur le sort desquelles l'écrivain s'est prononcé : l'Ukraine, la Biélorussie, que Soljenitsyne voit, à l'avenir, rattachées à la Russie, ainsi que le Kazakhstan qui doit être « en partie ».

Le conseil régional de Lvov, en Ukraine occidentale, passé depuis les élections aux mains de l'opposition ouvertement séparatiste, a discuté deux jours durant du texte de Soljenitsyne et exigé des deux journaux ayant sorti la brochure qu'ils publient sa protestation. A Alma-Ata, capitale du Kazakhstan où les tensions interethniques se sont viment accentuées cette semaine et où les Kazakhs forment un peu moins de la moitié de la population, des centaines d'entre eux ont manifesté dans la rue en conspuant Soljenitsyne. En revanche, un représentant d'une organisation russe locale, qui défend officiellement le maintien d'un Kazakhstan uni dans le cadre de l'URSS, M. Iouri Boulakov, s'est exprimé en ces termes : « Si l'on en vient à une partition, il ne faudrait pas qu'elle ressemble à l'exode portugais d'Angola. Je suis

certain que le Kazakhstan va connaître une guerre civile entre les clans kazakhs après l'exode des Russes, Juifs, Ukrainiens, Allemands, etc. C'est pourquoi la partition doit, comme le dit Soljenitsyne, être organisée, contrôlée et se dérouler sur plusieurs années. »

« Un grand homme »

C'est dans ce contexte, et alors que d'autres situations aussi complexes et explosives se retrouvent aux quatre coins de l'URSS, qu'un député kazakh a demandé à M. Gorbatchev de s'exprimer sur le texte de Soljenitsyne. C'était le jour où le parlement soviétique, après avoir abandonné au président ses prérogatives en matière de réformes économiques, abordait l'examen du futur traité d'union qu'il n'est guère mieux armé pour résoudre.

« L'article, notamment en raison de la personnalité de l'auteur, indiscutablement un grand homme, demande une analyse sérieuse », a commencé par dire M. Gorbatchev. « En tant que Russe, je me sens pleinement concerné par la destinée de la Russie, mais, en tant que Russe aussi, je ne peux souscrire à l'attitude de Soljenitsyne envers les autres groupes ethniques, une attitude pour le moins irrespectueuse », a-t-il dit avant de défendre l'idée que les Russes ont « dans leurs gènes » une familiarité de la cohabitation multinationale et que si des « complexes »

se sont développés, la cause en revient à l'absence de démocratie avant et après 1917. Il s'est réaffirmé fidèle aux idées de Lénine sur les nationalités, démocrate, et opposé en cela aux vues politiques de Soljenitsyne, « qui vit dans le passé, la monarchie tsariste et dont les idées sur l'avenir de notre Etat multinational sont éloignées des réalités ».

André Sakharov n'est plus et il ne s'est trouvé personne au Parlement soviétique pour contredire M. Gorbatchev en déplaçant le débat de la question nationale à celle de la dissidence et des excès qu'attendent toujours ses rescapés de la part des communistes au pouvoir. L'actualité en URSS est ailleurs et elle brûle. Intervenant dans le débat, un représentant du mouvement démocratique ukrainien, M. Iouri Tchitcherbak, a renvoyé dos à dos MM. Soljenitsyne et Gorbatchev en dénonçant les « idées toujours largement répandues du messianisme de grandes puissances ». Il ne faut pas croire, a-t-il ajouté à l'adresse des deux hommes, que l'opposition ukrainienne à la signature d'un nouveau traité d'union « soit le fait d'un petit groupe de séparatistes malveillants. L'idée de souveraineté est devenue une idée de masse comme seul salut face au désastre économique induit par le centre bureaucratique impérial », a-t-il dit.

SOPHIE SHIHAB

EN BREF

CHINE : fin de la grève des étudiants étrangers de Tianjin. — La soixantaine d'étudiants étrangers, en majorité africains, qui faisaient la grève des cours et s'étaient bari-cadés depuis six jours dans un bâtiment de l'université de Tianjin ont mis fin, mardi 25 septembre, à leur mouvement. — (AFP)

JAPON : avertissement au ministre de la justice pour racisme. — M. Seiroku Kajiyama, ministre de la justice japonais, a reçu mardi 25 septembre un « avertissement » du premier ministre pour avoir tenu des propos « extrêmement inopportuns » sur les Noirs américains. Parlant d'une opération de police contre des prostituées dans un quartier chaud de Tokyo, M. Kajiyama avait déclaré : « Elles détruisent l'atmosphère. C'est comme aux Etats-Unis lorsque les communautés deviennent mixtes parce que les Noirs arrivent, contraignant les Blancs à partir. » — (AFP)

PAKISTAN : inculpation du mari et du beau-père de M^{me} Benazir Bhutto. — Le mari et le beau-père de l'ancien premier ministre pakistanais, M^{me} Benazir Bhutto, ont été inculpés mardi 25 septembre pour abus de pouvoir par des tribunaux de Karachi et de Lahore.

PHILIPPINES : bombes contre les usines de Coca-Cola et Pepsi-Cola. — Deux bombes ont explosé à Manille dans la nuit de mardi 25 à mercredi 26 septembre contre les usines d'emballage de Pepsi-Cola et de Coca-Cola, causant d'importants dégâts mais sans faire de victimes. Trente-trois attentats à l'explosif ont eu lieu dans la capitale philippine depuis six semaines. — (Reuters, AFP)

صكدا من الزرع

POLITIQUE

Les journées parlementaires du PS et du RPR

M. Rocard entre le projet de budget et... la redéfinition du socialisme

« Une majorité active et solidaire au service du progrès social et de l'efficacité économique. » C'est sous cette bannière que doivent siéger les députés et sénateurs socialistes réunis à Nantes, les mercredi 26 et jeudi 27 septembre pour leurs journées parlementaires. M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a déclaré mardi, à propos de la discussion budgétaire qui s'ouvrira en octobre au Parlement, qu'il règne un « climat serein » entre le gouvernement et le groupe socialiste, notamment grâce à une préparation minutieuse et à l'impératif de solidarité qu'impose la crise du Golfe. Néanmoins, M. Mermaz n'a qualifié le projet de loi de finances pour 1991, dans son état actuel, que de « base de négociations tout à fait acceptable ».

La crise du Golfe n'a fait que confirmer les tendances politiques lourdes de ces dernières années : pour M. Michel Rocard, la rentrée 90, en dépit de la montée de la tension internationale, ressemble à la rentrée 89. L'autisme politique du premier ministre aura pour toile de fond des débats plus ardues avec la majorité qu'avec l'opposition, à moins que le déclenchement d'une guerre dans le Golfe ne vienne brouiller de nouveau les cartes.

MM. Rocard et Bérégovoy sont passés en force, vis-à-vis du PS, pour intégrer dans les choix budgétaires les conséquences financières de la crise du Golfe et du renchérissement des prix du pétrole : les choix budgétaires, et surtout la façon dont ils ont été annoncés, ont déjà provoqué plusieurs poussées de fièvre dans les rangs socialistes. Le premier secrétaire du PS a déploré plusieurs fois que le gouvernement donne constamment l'impression de se préoccuper d'abord des souhaits du patronat plutôt que des besoins des salariés. Il n'est donc pas impossible que de nouvelles discussions délicates aient lieu entre le gouvernement et les parlementaires du PS, sur les mesures fiscales prévues ou la contribution sociale généralisée (CSG), même si M. Mermaz, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, a semblé, mardi 25 septembre, soucieux de ne pas dévier le ton.

Un discours provocateur

Il est vrai aussi qu'à Joux-lès-Tours, le 20 septembre, lors du séminaire PS-gouvernement, M. Rocard a tenu un discours qui n'était guère de nature à apaiser les craintes de certains dirigeants socialistes. Le premier ministre s'est même livré à ce qui ressemble fort à une provocation délibérée vis-à-vis du PS. M. Rocard a expliqué, en substance, que l'opinion était désormais l'acteur politique majeur de la société française contemporaine. Partis politiques, gouvernement et Parlement, ne doivent plus se préoc-

M. Fabius veut en finir avec le cumul des mandats

« Nous sommes le seul pays d'Europe où sévit un cumul des mandats aussi important, ce qui est absurde et paralysant. La fonction de député est devenue un complément de la fonction de maire ou de conseiller général », déclare M. Laurent Fabius dans un entretien publié dans le numéro d'octobre de la revue mensuelle *L'Histoire*. Le président de l'Assemblée nationale estime qu'il n'est pas possible d'exercer deux métiers à plein temps. Concrètement, les députés ont du mal à être présents au Parlement, et donc à reconquérir un pouvoir national. Avec la décentralisation, ils donnent la priorité aux responsabilités locales et au pouvoir local.

M. Fabius ajoute : « S'ils n'acceptent pas de se limiter à un seul mandat important, les meilleures réformes pour équilibrer l'exécutif et le législatif ne serviront pas à grand-chose. C'est une question de système, pas de paresse de la part des élus. (...) Dans aucune des autres démocraties d'Europe, les parlementaires ne cumulent, et leur ancrage local demeure pourtant fort. »

cuper de guider cette opinion ou de la devancer, ni « vouloir autre chose que ce que veulent les Français ». Pour l'Hôtel Matignon, ce discours volontairement provocateur s'inscrit dans l'entreprise d'aggiornamento idéologique entamée par le PS. Les proches du premier ministre affirment qu'il s'agit, pour le premier ministre, de « vérifier » un débat qui risquait de partir dans tous les sens. Pour être sûr d'être entendu, M. Rocard n'aurait pas hésité à « charger la barque », en vertu du principe selon lequel « il vaut mieux un débat un peu vif qu'un désarroi profond ». Ce qui expliquerait le caractère pour le moins radical des révisions qu'il propose au PS.

Quelles que soient les motivations réelles du premier ministre, on trouve, comme de coutume, au moins deux niveaux de lecture au discours de M. Rocard.

Premier niveau : le niveau idéologique. Jamais le premier ministre n'était allé aussi loin dans la théorisation du consensus, en tant que fondement de l'art de gouverner. Les proches du premier ministre reconnaissent, d'ailleurs, que leur conception des choses a évolué depuis qu'ils sont à Matignon. Certes, il y a longtemps que M. Rocard prône le consensus et défend la noblesse du compromis en politique. Mais, aujourd'hui, il infléchit sa doctrine personnelle.

Il y a trois ans, dans son livre *Le Cœur à l'ouvrage* (1), le futur premier ministre expliquait que les hommes politiques doivent trouver un « dosage optimal » entre deux impératifs contraires : « l'impératif de performance », qui doit les pousser à faire ce qu'ils jugent bon, quelles que soient les réactions de l'opinion publique ou des groupes de pression, et « l'impératif de légitimité », qui doit au contraire leur faire prendre en compte les attentes de l'opinion. C'est pourquoi M. Rocard relativisait dans son livre la notion de « courage politique », qui pouvait, selon cette analyse, conduire au « suicide politique » si la nécessité de la « performance » fai-

sait oublier celle de la « légitimité ». Après deux ans à Matignon, le premier ministre va plus loin. Dans le discours de Joux-lès-Tours, la « légitimité » semble l'emporter sur la « performance ». Dans le même temps, il est vrai, M. Rocard juge que l'accord profond entre le gouvernement, le Parlement, les partis, les syndicats et l'opinion, bref le consensus optimal, donne de nouvelles possibilités d'action au politique, alors que, dans *Le Cœur à l'ouvrage*, il insistait précieusement sur l'étroitesse des marges de manœuvre dans les sociétés contemporaines.

Il s'agit presque, d'une certaine façon, de la définition d'une nouvelle utopie (2). L'idée sous-jacente est qu'il manquait un acteur à l'exercice plein de la démocratie : le peuple - et que, désormais, cet acteur existe, notamment grâce à la diffusion de l'information que permet la médiatisation de la société. Au passage, on distingue, là aussi, une évolution de M. Rocard, qui, dans *Le Cœur à l'ouvrage*, semblait trouver plus d'inconvénients que d'avantages aux nouvelles règles du jeu qu'impose le système des médias.

Contradictions

Second niveau de lecture : le niveau purement politique. Il serait certainement naïf d'interpréter les nouvelles thèses du premier ministre en oubliant qu'il est, dès maintenant, en posture de candidat à l'élection présidentielle. Si son entourage affirme vertueusement qu'il ne s'agit certainement pas d'instituer un gouvernement fondé sur la « spondanée », cela y ressemble néanmoins beaucoup.

Le plus vaste rassemblement de l'opinion est, par définition, la clé de l'élection présidentielle sous la V^e République. Lorsque M. Rocard affirme que « les mesures impopulaires sont forcément de mauvaises mesures » (soit parce qu'elles ont été mal expliquées, soit parce qu'elles sont intrinsèquement mauvaises), il semble bien admettre qu'il n'est pour lui pas question de prendre des risques vis-à-vis d'une opinion dont

il sera tributaire pour être élu président de la République. Après un tel discours, M. Rocard ne pourra pas s'étonner que soient réactualisées les spéculations et accusations de ceux qui affirment que le premier ministre, les yeux fixés sur l'horizon présidentiel, se préoccupe d'abord de gérer les affaires du pays sans faire de vagues, afin de ne pas altérer son image.

La nouvelle définition que donne M. Rocard de l'action politique n'est d'ailleurs pas exempte de contradictions vis-à-vis de sa propre démarche : le premier ministre a coutume de dire qu'il agit sur le long terme et que les résultats obtiendront l'adhésion d'une opinion, dont une partie est momentanément sceptique. S'il avait suivi son propre raisonnement (convaincre l'opinion avant d'agir), aurait-il engagé certains de ses « grands chantiers » ?

Quant à la perspective dans laquelle il inscrit son action et celle du PS, là encore M. Rocard a été volontairement provocateur. Certes, son discours est assez subtilement balancé pour qu'on ne puisse pas écrire que le « capitalisme tempéré » est l'objectif qu'il fixe aux socialistes. Tout dépend, d'ailleurs, du degré de « tempérance » qui est introduit. Mais M. Rocard retourne volontairement le couteau dans une plaie encore fraîche, celle de la renonciation à la « rupture avec le capitalisme ».

Le PS acceptera-t-il de voir ainsi mettre les points sur les « i » ? Question subsidiaire : le premier ministre met en avant les « valeurs collectives » qui font la différence entre socialistes et libéraux, mais, compte tenu des limites qu'il fixe à son action et de l'horizon qu'il définit, il lui restera à prouver que le mot « socialisme » est toujours de saison, autrement que pour l'héritage historique qu'il incarne.

J.-L. A.

(1) Ed. Odile Jacob, 1987.

(2) « Utopie : pays imaginaires où un gouvernement idéal règne sur un peuple heureux. » (Définition du Petit Robert).

M. Chirac estime que l'opposition doit être « sans complexe »

Comme ils le font avant l'ouverture de chaque session, les groupes parlementaires du RPR tiennent leurs journées d'études, cette année à Carcassonne (dont le maire est M. Raymond Chesà) jeudi 27 et vendredi 28 septembre. Les travaux seront essentiellement consacrés à l'examen de trois sujets : la politique économique et budgétaire, la crise de l'agriculture et la politique étrangère à travers la crise du Golfe. Les présidents des deux groupes, M. Bernard Pons pour l'Assemblée nationale et M. Charles Pasqua pour le Sénat, prendront la parole. C'est M. Chirac qui devait ouvrir les travaux en prononçant un discours jeudi matin.

Ainsi qu'il l'avait fait dimanche 23 au Grand Jury RTL - *le Monde* (le 25 septembre), M. Jacques Chirac devait expliquer pourquoi, malgré « le consensus mou » qu'essaimait d'instaurer les socialistes, l'opposition doit « demeurer confiante et sereine » et également « jouer tout son rôle ». Il affirme donc que celle-ci « est et doit être sans complexe ».

Sans complexe, tout d'abord, en ce qui concerne la crise du Golfe. M. Chirac assure qu'il ne s'est pas aligné sur la position prise par M. Mitterrand, mais qu'il a approuvé ses décisions initiales après l'invasion du Koweït le 2 août, parce qu'elles « correspondaient à ce qu'il pensait lui-même quant à la défense du droit international ». Il constate cependant que l'envoi récent de troupes terrestres sur le sol de l'Arabie saoudite n'est pas justifié par la seule nécessité de renforcer le blocus naval et aérien. Dès lors, il s'était demandé, dimanche dernier, s'il n'y avait pas là un changement de stratégie.

A cette question, qui lui avait été ainsi posée, M. Mitterrand n'a pas répondu dans son discours à l'Assemblée générale de l'ONU, constate M. Chirac. Il demande donc, comme l'a fait M. Balladur lundi 24 dans l'émission « Aparté » sur la

Cinq, que le gouvernement informe le Parlement, dès l'ouverture de la session du 2 octobre, sur ses choix stratégiques et politiques à l'égard de l'Irak.

« La France ne va pas bien »

D'une façon plus générale, M. Chirac considère que l'ensemble de la politique étrangère de la France est à rebâtir, car elle a perdu « l'originalité » que lui avait donnée de Gaulle du fait de la succession d'événements dans lesquels elle a été « absente ».

Avec la chute du mur de Berlin, s'est brisé, selon lui, l'axe franco-allemand ; les relations privilégiées avec l'Union soviétique ont cessé ; l'Europe communautaire ne correspond plus toujours aux intérêts de la France, comme on le voit avec la crise agricole et le problème des importations de voitures japonaises. Enfin, la politique arabe de la France n'existe plus en propre.

Se pose aussi, selon lui, le problème de la mise à jour des organisations internationales nées de l'après-guerre ou de la guerre froide et qui ne sont plus adaptées à l'évolution du monde.

Toutefois, dans ce paysage en totale mutation, la réalité de la situation française apparaît et, selon M. Chirac, « les illusions se dissipent ». Et ce qu'il découvre, c'est le spectacle d'une France qui ne va pas bien. L'ancien premier ministre énumère tous les secteurs qui se trouvent, d'après lui, en crise, comme l'économie, l'emploi, l'immigration, l'éducation, etc.

Cependant, M. Chirac estime que l'opinion ne doit pas être paralysée par un besoin de consensus tous azimuts qu'imposerait - à tort - la crise du Golfe. Au contraire même, des solutions de rechange existent dans tous les domaines : ce sont celles que l'opposition élabore car, rappelle-t-il, elles avaient déjà commencé à faire leur preuve entre 1986 et 1988 lorsqu'il leur avait donné un début d'application. C'est pourquoi, répète-t-il, « aucun complexe » ne doit entraver la volonté et les espoirs des opposants.

ANDRÉ PASSERON

Elu maire de Nice

M. Honoré Baillet veut rompre avec certaines pratiques « médecinistes »

Le nouveau maire de Nice, M. Honoré Baillet, sénateur (RPR) des Alpes-Maritimes et ancien premier adjoint, qui a succédé, mardi 25 septembre, à M. Jacques Médecin, démissionnaire (nos dernières éditions du 26 septembre), a clairement exprimé, dans son discours d'installation, son intention de rompre avec certaines pratiques « médecinistes ». Il a annoncé la création de « groupes de réflexion » concernant les associations para-municipales et les sociétés d'économie mixte de la ville. Le vote pour la désignation des adjoints a fait, apparaître des dissensions au sein de la majorité municipale ébranlée par la lutte d'influence à laquelle se livrent les deux députés RPR, M. Christian Estrosi et M. Martine Daugreilh, dans la perspective des élections de 1995.

NICE

de notre correspondant régional

Seule solution « raisonnable » pour maintenir la cohésion de la majorité « médeciniste » et éviter le recours à une élection partielle qu'avait écartée, d'embles, les élus-majors parisiens du RPR et de l'UDF, l'élection de M. Baillet était acquise depuis la démission surprise de M. Médecin, le 16 septembre. Seul candidat, il a obtenu 50 voix sur 51 votants, les dix-huit élus de l'opposition (9 PS, 2 PC, 7 FN) ne prenant pas part au vote. Il n'en était pas de même pour la désignation des adjoints qui a provoqué, jusqu'au dernier moment, de vives discussions, au sein du RPR, entre les partisans du statut quo, majoritaires, parmi lesquels M. Daugreilh, et ceux d'une nouvelle répartition des responsabilités en faveur de laquelle plaiderait M. Estrosi. Une

ultime concertation entre les élus de ce parti, mardi matin, dans un hôtel de la promenade des Anglais, n'avait pas permis de rapprocher les points de vue de chacun des deux camps.

Le dernier mot est revenu à M. Baillet, lors d'une réunion de l'ensemble des élus de la majorité. Il a imposé un simple replâtrage consistant à élire, au poste de premier adjoint, M. Pierre Guérin, adjoint aux finances (sans étiquette), sans modification de l'ordre du tableau des autres adjoints, chacun montant d'un cran à partir de la douzième place - celle occupée précédemment par M. Guérin - et le poste de vingtième et dernier élu étant laissé provisoirement vacant. M. Baillet, qui s'est révolté, en l'occurrence, fin manœuvrier, a laissé toutefois entendre qu'il procéderait, ultérieurement, à des changements significatifs dans l'attribution des délégations.

« Un bilan largement positif... »

Le vote a cependant mis en évidence certaines racœurs dont ont fait les frais plusieurs adjoints qui n'ont pas recueilli la totalité des suffrages de la majorité. Tel a été le cas, notamment, de M^{me} Christine Selvi, fille de M. Max Gilli, l'émigrée grise de M. Jacques Médecin qui avait, jusqu'ici, la haute main sur l'appareil électoral médeciniste. Ni M. Michel Falicon, deuxième adjoint, qui avait pourtant annoncé qu'il se démettait, « par honnêteté », de la présidence de la puissante association des Amis du maire, ni M^{me} Daugreilh ne sont parvenus à faire le plein des voix médecinistes en récoltant quelques bulletins blancs ou nuls. Mais on attendait, surtout, le discours d'installation de M. Baillet.

Très à l'aise dans son nouveau rôle de « maire de transition », le modeste ancien premier adjoint projeté soudain sur le devant de la scène n'a pas hésité à prendre ses responsabilités. Après avoir rendu

« un hommage ému » à Jean Médecin qui, « à l'initiative de la politique municipale », et précisé qu'il ne reniait pas « l'œuvre et le bilan largement positif de Jacques Médecin », il a délibérément évoqué « une exigence accrue de rigueur pour que l'ère rapidement l'image de notre ville (...) soit restaurée ». Il a également indiqué qu'il présenterait, pour la prochaine séance du conseil municipal, fixée au 22 octobre, un programme de travail « destiné à réduire les dépenses publiques et remanier certaines structures ». Il a, enfin, annoncé la constitution de trois « groupes de réflexion » sur les associations paramunicipales, les sociétés d'économie mixte et les équilibres financiers, c'est-à-dire sur les aspects les plus négatifs de la gestion de M. Jacques Médecin.

« Ali Baba... »

L'opposition, elle, s'en est donné à cœur joie, non seulement pour cloquer au pilori le médecinisme mais pour réclamer le manque de courage politique de la majorité municipale. « Je vous adjure de redonner la parole au peuple de Nice », a notamment lancé avec emphase M. Jacques Peyrat, chef de file du Front national, tandis que M. Charles Caressa, l'un des deux élus communistes, a estimé, sur le même registre, que, « puisque M. Médecin était parti, il fallait tourner complètement la page ». De son côté, M. Max Cavagione (PS) a dressé un réquisitoire contre la politique de débudgétisation de la ville qui, à travers les associations paramunicipales et les sociétés d'économie mixte, « permet de tourner les règles très strictes du droit public tant en matière comptable que d'attribution des marchés publics ».

Avec une ironie féroce, M. Pierre Josselin, porte-parole du groupe des élus socialistes et républicains, dénonçait, de son côté, dans les couloirs de la mairie, les « contorsions du système médeciniste ». « Ali Baba, ajoutait-il, c'est enfin, il nous a laissé sa caverne et les quarante voleurs. Il faut faire l'inventaire de l'une et

identifier les autres. » Il a également exprimé le vœu de son groupe que les procédures en cours soient « poursuivies avec détermination et étendues à tous ceux dans il serait établi qu'ils ont été des coauteurs, des complices ou des receleurs. » Il appelle, à-t-il conclu, tous les Nîçois à le soutenir dans la poursuite de son œuvre de salubrité publique. « Cette dernière exhortation a suscité une réelle inquiétude au sein de la majorité municipale qui redoute un travail de sape de ses adversaires pendant les quatre années de mandat restant à courir.

GUY PORTE

Dans « La Lettre du PR »

« Le Pen-Ferdonnet »

« Le Pen-Ferdonnet a franchi un nouveau pas dans l'acceptable », écrit la Lettre du PR du 24 septembre, en citant la phrase « Petits polius à 450 francs par mois, n'ayez pas peur pour ceux pour qui vous allez combattre » prononcée par le président du Front national, dimanche 23 septembre, à la fête de son parti à Bagatelle (le Monde du 25 septembre).

« Ces propos viennent de loin, et ils sont graves. En temps de guerre, on sait ce qu'ils valent à leur auteur. (...) On sent affleurer le vœu de Le Pen-Ferdonnet, que notre armée soit ridicule, et nos soldats démontés », affirme l'organe du Parti républicain. Celui-ci ne précise pas, toutefois, que Ferdonnet était le nom du speaker français qui, pendant le dernier conflit mondial, s'exprimait, au nom de l'Allemagne, sur les ondes de la radio nationale nazie émettant de Stuttgart.

POLITIQUE

Une convention régionale
en décembreLes socialistes
parient
sur l'Ile-de-France

Les socialistes d'Ile-de-France ont mis en place un comité régional. Celui-ci a décidé d'organiser, le 15 décembre, une convention régionale, ce qui constitue une « première ». Au-delà d'une réflexion sur l'aménagement de la région parisienne, il s'agit, bien entendu, de préparer les élections régionales prévues pour mars 1992. Pour l'heure, ce travail s'effectue dans l'unité des divers courants du PS.

Il est des combats qui se préparent longtemps à l'avance. Les socialistes ont fini par comprendre que pour contester la suprématie de la droite – et tout particulièrement du RPR – sur la région parisienne, il ne suffisait pas de se lancer dans des combats locaux engagés au dernier moment. Une réflexion globale sur l'avenir de toute l'agglomération est indispensable, et elle ne peut être que le fruit d'une structure régionale.

Cette stratégie s'impose d'autant plus au PS que, ne détenant que peu de maires et aucun conseil général, il sait qu'il lui faut apparaître comme le parti capable de proposer une vision d'ensemble de l'Ile-de-France. Elle peut être particulièrement efficace dans une région où chacun finit par s'apercevoir que ni les villes ni les départements ne peuvent concevoir leur développement et l'amélioration de leur qualité de vie de façon isolée, tant le devenir des uns et des autres est étroitement imbriqué.

La volonté de M. Michel Rocard de mettre en place un nouveau schéma d'aménagement et d'urbanisme est un des éléments de cette stratégie, mais le PS ne peut pas laisser le gouvernement la mener seule. Dans le difficile combat politique qui attend les socialistes, le parti doit aussi tenir sa place. Il a déjà commencé à l'occuper en utilisant une méthode comparable à celle retenue au niveau national, dans la préparation du « projet socialiste » : consultation d'experts, réflexion des militants, enfin congrès pour trancher.

La première phase a été coordonnée par M. Pierre Joxe qui, malgré son échec aux municipales à Paris, continue à s'intéresser de très près à l'Ile-de-France; elle a donné lieu à un colloque en février (le Monde du 14 février). Les suivantes imposaient qu'il existe une structure régionale du PS.

Oublier
les courants

La réforme des statuts du parti, adoptée au congrès de Rennes, l'a rendu possible. Les Parisiens ont été plus rapides que les provinciaux. Il est vrai que comme il n'y a pas en Ile-de-France de grands « foyers » socialistes, cela était plus facile qu'ailleurs. En juin a donc été mis en place un comité régional de cinquante-six membres, composé en fonction du nombre de militants de chaque fédération départementale et des scores obtenus par chacun des courants lors de la préparation du congrès. Puis, un bureau a été élu, là aussi à la proportionnelle des courants. M. Jean-Marie Le Guen, député socialiste de Paris et proche de M. Jospin, a été désigné comme secrétaire avec l'accord de tous.

Les étapes suivantes sont déjà engagées. Un questionnaire sur l'avenir de la région a été envoyé à tous les militants. Ensuite, le comité régional a décidé d'organiser le 15 décembre – ce qui sera une « première » dans l'histoire du PS – une convention propre à l'Ile-de-France.

Elle sera préparée par la rédaction d'une « motion » par le comité régional, ce texte devant être discuté par les sections puis, au niveau départemental, soit par la commission exécutive fédérale, soit par une convention fédérale extraordinaire. Même si, statutairement, des motions divergentes pourront être soumises aux militants, les dirigeants régionaux du PS souhaitent pour l'heure, quel que soit leur courant, aboutir à un texte commun. L'amélioration des résultats électoraux des socialistes en Ile-de-France passe certes, par la présentation d'un véritable programme régional, mais aussi par une unité qui transcende autant les querelles de clochers que celles de courants.

THIERRY BRÉHIER

Après les militaires désorientés (le Monde du 18 septembre), l'islam intégriste (20 septembre), les chômeurs et les marginaux (21 septembre), les peurs de Lyon (22 septembre), le sida et les maladies graves (25 septembre), l'écologie (26 septembre), l'auscultation de la société française continue avec les achats de terres agricoles par des étrangers.

BESMONT (Aisne)
de notre envoyé spécial

Des quelque soixante églises fortifiées de Thiérache, bâties de briques rouges, percées de meurtrières, flanquées de tours à mâchicoulis, l'église Saint-Martin de Jeantes n'est certes pas la plus belle. Mais elle est, d'une certaine façon, unique en son genre. Lieu de culte est aussi une sorte d'ambassade des Pays-Bas en Thiérache.

Depuis 1962, les murs de l'église sont décorés de fresques réalisées par un peintre hollandais, Charles Eyck. Et depuis plus d'un quart de siècle, le curé, lui aussi, est Hollandais. Jeantes est ainsi devenu le noyau d'une mini-colonie hollandaise qui, il y a déjà une quinzaine d'années – une maison par ci, deux maisons par là – a commencé à se former dans les petits villages du canton d'Aubenton, tout autour du presbytère du père Suasso de Lima de Prado.

Ces Hollandais n'ont fait, d'ailleurs, que prendre le relais des Parisiens qui, au plus fort de la vogue des résidences secondaires, étaient « remontés » de Paris jusqu'à ce pays de bocage du Nord-Est de l'Aisne, aux confins de la Belgique et de la Champagne-Ardenne. Beaucoup sont repartis, au fur et à mesure du reflux de la mode, répondant à l'appel de terres plus ensoleillées.

Tout, plutôt
que les « bougnoules »

Les Néerlandais, eux, sont restés. Quelques-uns ont même établi leur domicile principal. Toute l'année, dans la préparation du « projet socialiste » : consultation d'experts, réflexion des militants, enfin congrès pour trancher.

La première phase a été coordonnée par M. Pierre Joxe qui, malgré son échec aux municipales à Paris, continue à s'intéresser de très près à l'Ile-de-France; elle a donné lieu à un colloque en février (le Monde du 14 février). Les suivantes imposaient qu'il existe une structure régionale du PS.

Elle sera préparée par la rédaction d'une « motion » par le comité régional, ce texte devant être discuté par les sections puis, au niveau départemental, soit par la commission exécutive fédérale, soit par une convention fédérale extraordinaire. Même si, statutairement, des motions divergentes pourront être soumises aux militants, les dirigeants régionaux du PS souhaitent pour l'heure, quel que soit leur courant, aboutir à un texte commun. L'amélioration des résultats électoraux des socialistes en Ile-de-France passe certes, par la présentation d'un véritable programme régional, mais aussi par une unité qui transcende autant les querelles de clochers que celles de courants.

THIERRY BRÉHIER

ENQUÊTE
France inquiète, France tranquille

VIII. – En Thiérache, la fin d'un terroir



les villages, les briques rouges du Nord, aux côtés du bois et des toits à pans coupés de l'Est, montrent assez qu'on est dans une « zone de contact » habitée aux brassages de population. Et puis les Belges, les Hollandais – quelque 27 % des clients au camping de Hirson, et une part non négligeable du trafic sur la RN2, qui passe par Hirson et Vervins – ce sont « des Blancs », dit-on crûment. Depuis les bataillons venus de l'Empire colonial qui montaient aux tranchées du Nord et de l'Est en 14-18, la Thiérache n'a pas dû voir beaucoup d'Arabes. Cela ne l'empêche pas, comme bien des campagnes françaises, de se monter le bouchon avec les « agribusinessmen ». Alors, les Hollandais...

Pourtant, depuis quelque temps, une certaine « psychose » commencerait à naître, celle du grignotage des terres ou des fermes de Thiérache et de tout le département, par des étrangers, au premier rang desquels les Hollandais. Les paisibles retraités n'auraient-ils donc été qu'une « cinquième colonne », précéder l'arrivée de voraces et bien plus redoutables cohortes d'« agribusinessmen » sentant le vent favorable du marché unique de 1993 ?

Il y a quelques achats de terres très limités, admet le sénateur (RDE) Paul Girod, président du conseil général, gros agriculteur lui-même, ce sont des placements financiers d'Anglais ou de Hollandais. Des Anglais, on ne s'en méfie pas trop. Avec les Hollandais, les gens sont un peu plus méfiant, parce qu'ils sont plus avancés en agriculture. De là à dire qu'il y a une préoccupation majeure autour des achats de terres par des étrangers, je ne l'ai pas encore sentie. « On en parle quand même », nuance M. Dominique Guillemot, président de la chambre d'agriculture. Quant au député socialiste, M. Jean-Pierre Balligand, maire de Vervins, il tranche : « c'est le fantasme-type. Des agriculteurs viennent nous voir. Ils nous disent : c'est vrai que des Hollandais ont repris la ferme X. » On va voir les notaires, on vérifie. C'est pas vrai. C'est jamais vrai » (1).

La gamberge

De fait, du côté des grosses exploitations céréalières et betteravières du Soissonnais, comme du côté de la Thiérache herbagère, pour le moment, les transactions mettant en cause des étrangers restent marginales, aux alentours de 1 % du total, selon la chambre d'agriculture. Néanmoins, une partie de la Thiérache « gamberge ».

Dans cette région laitière, l'instauration des quotas de production, en 1984, a créé un choc. Certains y ont puisé un dynamisme nouveau, se sont reconvertis ou diversifiés, ont modernisé leurs exploitations. D'autres, notamment parmi les plus anciens et les plus petits, ne savent pas très bien ce qu'ils vont faire et ce que vont devenir leurs fermes, quand ils se retireront. Ceux-là ne font que subir et craindre. En Thiérache comme dans toute la France, il y a deux agricultures : celle qui prépare l'avenir et celle qui le redoute. Alors, quand on voit les campagnes se vider, quand on sait qu'il n'y a plus de jeunes pour reprendre la ferme – ou bien qu'ils n'en ont pas les moyens – quand l'ouverture des frontières approche et qu'on croit les Hollandais voisins plus riches et plus compétitifs, mieux

attendre, puisque l'essentiel a déjà été fait. Mais 1993 reste une échéance symbolique et personne ne sait, aujourd'hui, ce qui se passera vraiment lorsque le marché unique sera achevé. Déjà, des notaires de Thiérache, selon l'un d'entre eux, ont été contactés par des agences immobilières hollandaises qui leur ont demandé une liste de fermes à reprendre dans leur secteur...

Sentiment d'abandon

« L'Europe, commente M. Balligand, va faire naître ce genre de peur. Cette peur-là, c'est la peur d'être colonisés, la crainte de l'invasion par des gens qui ont des moyens financiers plus importants. Partout, dans cette région, il y a une vraie peur de l'Allemagne. Mais là, il s'agit d'un syndrome paysan. Et quand on parle aux agriculteurs, ils n'ont pas peur du drapeau allemand ou du paysan allemand, ils ont peur du paysan hollandais. Parce que c'est un archétype d'agriculture intégrée. En fait, c'est une manière de ne pas poser le problème du développement : l'agro-business existe déjà en Thiérache. Il n'est pas sûr que cette rumeur-là ne soit pas alimentée par ceux qui sont les perdants du développement agricole de ces vingt-cinq dernières années. Cela fait partie de la crise identitaire française, de la fin des terroirs. On n'existe plus, on ne sait plus où on va, on ne pèse plus, il n'y en a que pour les grandes villes... Plus personne n'a de discours pour eux, ils ont l'impression d'être abandonnés et d'ailleurs, ils ont un peu raison ».

Cette « crise identitaire », on la retrouve dans l'acceptation résignée avec laquelle le maire de Besmont, producteur de lait lui-même, accueille le marché unique de 1993. Une opération à la hache l'oblige, à soixante-dix ans, à se retirer sans savoir qui va prendre sa suite. Lui aussi pense aux Hollandais. « Il faudra bien remettre les fermes à ceux qui voudront les reprendre, dit-il. De toute façon, les frontières, elles seront ouvertes. Alors il vaut mieux que ce soient des Européens... ».

Le président de la chambre d'agriculture le ressent de la même façon : c'est bien de la fin d'un terroir qu'il s'agit. Pour lui, l'arrivée éventuelle d'agriculteurs hollandais peut avoir « des conséquences énormes » sur le milieu paysan, sur

ses rapports avec la terre, sur les paysages eux-mêmes. « Vous n'aurez plus ce qui fait le charme de nos campagnes »... Hier, raconte M. Guillemot, je suivais des Hollandais en vacances. Ils étaient des bouteilles en plastique par le toit ouvrant de leur voiture, des papiers gras par les fenêtres. Je les ai rattrapés en ville. Je leur ai dit : « Bravo, vous avez des problèmes de pollution chez vous et c'est comme ça que vous vous conduisez quand vous êtes en vacances en France ? » Il m'a dit : « c'est vrai, ce n'est pas digne d'un Hollandais, je regrette ». En plus, c'était un agriculteur... Après, on a parlé, il a une assez grosse exploitation, il travaille directement avec des industriels. Le gars, c'est un businessman... »

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

(1) Une note de synthèse sur le marché foncier rural établie par les S. A. F. E. R. (avec le concours technique de la Société Centrale d'Aménagement Foncier Rural) précise que, en 1989, 1700 étrangers, agriculteurs ou non-agriculteurs, ont acquis 20 600 hectares pour un montant de 1,5 milliards de francs. Ils achètent des fonds généralement bâtis, de 12 hectares de moyenne pour une valeur de près de 900 000 F (...). 70 % des surfaces achetées par les étrangers le sont par des ressortissants de la Communauté, les autres 30 % se répartissent entre les autres européens, Suisses notamment, et des acquéreurs de toutes les autres parties du monde. Cette répartition (70 %-30 %) s'applique aussi aux achats des agriculteurs que des non-agriculteurs.

Ces achats, plus de 10 % des surfaces de marché, concernent notamment le Languedoc-Roussillon, le Périgord (importants achats britanniques) et l'Aveyron, le Lot et le Tarn. En Provence, Limousin, et dans le sud du Midi-Pyrénées, « 5 % à 10 % du marché vont aux étrangers ». S'agissant plus précisément des achats réalisés par des agriculteurs étrangers en 1989, (ils sont au nombre de 224), ils représentent 4460 hectares (2 % de la surface acquise par les agriculteurs). Ils se localisent dans les mêmes régions déjà citées mais également dans le Centre, la Bourgogne et la Franche-Comté. « Les achats des étrangers apparaissent relativement hétérogènes. Il peut s'agir d'exploitations à fort potentiel céréalière, viticole, laitière, ou d'exploitations plus petites pour pluriactifs », précise cette note. De son côté, le ministre de l'Agriculture indique que ces chiffres traduisent une forte augmentation par rapport à 1988 et que les chiffres de 1990 enregistrent eux-mêmes une forte progression.

Prochain article :
IX. – Les corporatismes
et l'Europe

Remembrements autoritaires

Les croquants de Geffosses

CHERBOURG

de notre envoyé spécial

Pendant trente ans, Georges Lebrauilly n'a pas pensé qu'à ses terres. Pas un geste pour les syndiquer, pas un mot pour la politique, juste la récolte. Et pourtant, c'est lui que les quatre cents habitants de Geffosses (Manche) ont porté à la mairie lors des élections municipales de mars 1989. Le remembrement de la commune a ainsi changé la vie de ce village.

La mue a commencé en octobre 1983, quand le conseil municipal a invité « certains » propriétaires-exploitants et fermiers de la commune à une réunion de pré-étude en vue du remembrement. La chambre d'agriculture et la DDA (direction départementale de l'agriculture), assistés d'un géomètre, sortent leurs plans et écoutent les remarques. Un an plus tard, le conseil vote le projet. Le préfet l'avalise. Plus rien n'arrêtera la machine. « Est-il normal que tous les propriétaires concernés ne soient pas informés ? Est-il normal que les propriétaires qui siègent au conseil puissent prendre part au vote ? », interroge Georges Lebrauilly. Dans ce remembrement, le maire et son adjoint étaient à la fois juge et partie.

Cette double appartenance se prolonge car le conseil municipal choisit les propriétaires qui siègeront à la commission de remembrement, chargée d'élaborer le projet définitif. Les exploitants sont, eux, désignés par la chambre d'agriculture.

Tandis que les géomètres tracent que les fermiers marchent, Georges Lebrauilly s'inscrit au militantisme. « Je voulais défendre les plus malheureux, ceux qui n'osent pas parler et s'enferment chez eux pour pleurer », explique-t-il. Il crée un comité de défense, force l'entrée aux réunions de la commission et tente même une grève de la faim. Sans succès. Les partisans du remembrement s'affirment majoritaires et veulent mener leur action à son terme, sans concession.

La découverte
du militantisme

Alors, Georges Lebrauilly franchit un nouveau pas : il se présente aux élections cantonales de 1988 à la tête d'une liste contre les remembrements autoritaires. Sa goulaille plaît. Ses discours enflammés bien qu'il « tremble de trouille en prenant la parole ». Et sa liste gagne le référendum de Geffosses. Georges Lebrauilly devient une vedette et doit en supporter les inconvénients. Trois semaines durant, les gendarmes ont ainsi surveillé les allées et venues de « ce dangereux agitateur » : ses adversaires ont, eux, fait couvrir de folles rumeurs à vous déteindre les réputations les mieux établies.

Aux municipales de mars 1989, Geffosses se prononce à nouveau pour Georges Lebrauilly. Mais, entre le second tour (19 mars) et l'élection du maire par le conseil municipal (24 mars), les bulldozers, protégés

par une centaine de gendarmes mobiles, effectuent les travaux connexes au remembrement (bétonnage des chemins creux, aplatissement des talus, arrachage des haies). « Nous avons perdu ici, mais nous gagnons ailleurs, commente le maire de Geffosses. Nous servons d'exemple aux associations qui se créent un peu partout dans la Manche. » L'AMARA (Association manchoise d'action contre les remembrements autoritaires) coordonne ces mouvements locaux et leur offre une infrastructure juridique. « Le regroupement des parcelles a ses justifications économiques », analyse M. Claude Vallée, président de l'AMARA, mais les travaux connexes déforment gravement la nature ».

Georges Lebrauilly, cinquante-sept ans, va maintenant de village en hameau inciter les populations à la résistance. « Quand vais-je pouvoir rentrer dans ma coquille ? », se demande-t-il. J'aime ma ferme et mes terres. Or, depuis cinq ans, je vis dans la paperasserie. Je ne suis plus heureux... »

Quand il craque, qu'il veut tout laisser tomber, Georges Lebrauilly va se promener près de l'ancien « chemin-rivière ». Avant le remembrement, il y voyait deux rangées d'arbres qui formaient un agréable tunnel naturel dans lequel une mince rivière coulait. Aujourd'hui, il voit une route, un carrefour large comme trois moissonneuses, des ronces artificielles et une rivière canalisée.

CHRISTOPHE DE CAEVEL

سكوا من الرصاص

SOCIÉTÉ/CULTURE

SECTION B

12. Le procès des parents de l'Essoyenne
13. Les devoirs surveillés des élus lycéens

14. Des premiers cycles à la carte
15. Cinéma : Karsavski ou l'histoire d'un survivant

18. Télévision : les Français et les nouvelles technologies
- Les contrats d'objectifs d'A 2 et de FR 3

Selon un rapport de l'Organisation mondiale de la santé

Le sida est une cause majeure de mortalité chez les nouveau-nés et les enfants

Selon un rapport publié mardi 25 septembre par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), 400 000 nourrissons et enfants de moins de cinq ans auraient, d'ores et déjà, été atteints par le sida dans le monde. C'est un véritable SOS que lance l'OMS. « Grâce aux programmes pour la surveillance des enfants, tels que le programme élargi de vaccination et les programmes de lutte contre les maladies diarrhéiques, nous avons vu diminuer notablement la mortalité infantile. »

Or, à présent, à cause du sida, nous craignons que la situation ne s'inverse », estime le docteur Hiroshi Nakajima, le directeur général de l'OMS, ajoutant que pareille situation constitue, pour l'ensemble de la société, « un défi considérable ».

Les chiffres sont éloquentes. Depuis le début de la pandémie, il y a une dizaine d'années, 400 000 cas de sida - dont 90 % en Afrique sub-

saharienne - sont survenus chez des nourrissons et des enfants de moins de cinq ans. Ajoutés aux 800 000 cas de sida estimés par l'OMS chez les adultes, cela porte à 1,2 million le nombre total de cas survenus dans le monde.

Concernant cette fois le nombre de nourrissons séropositifs, infectés par le virus du sida, l'OMS avance le chiffre de 700 000 et estime que d'ici l'an 2000 au moins 10 millions d'enfants auront été infectés par le VIH. « Ce sont donc, estime l'OMS, 25 à 30 millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui risqueraient d'être infectés par le VIH d'ici à l'an 2000. »

Au vu de ces tendances, l'OMS estime que le sida pédiatrique sera, dans les années 90, « une cause majeure de mortalité chez les nouveau-nés et les enfants dans le monde - la principale dans certains pays ».

F. N.

Le vain combat des hôpitaux roumains

Le secret avait été bien gardé. « Nous venons de trouver, dans les archives du ministère de la santé, des informations, qui datent de 1988, sur l'épidémie de sida à Constanza » : pour M. Ioan Gherghina, pédiatre de l'Institut pour la protection de la mère et de l'enfant, le corps médical avait pourtant fait son travail. C'est bien par volonté politique que le drame des enfants roumains placés en orphelinats a été délibérément ignoré jusqu'à la révolution de décembre 1989.

BUCAREST

de notre envoyé spécial

Contaminés par le recours systématique aux transfusions sanguines non contrôlées, qui étaient destinées à combattre les effets de la malnutrition, ces nourrissons chétifs sont aujourd'hui les victimes quasi exclusives du virus VIH en Roumanie. En effet, sur 861 malades du sida officiellement recensés au mois de juillet dernier, 809 sont des enfants, dont 358 pour la seule ville de Constanza.

A l'hôpital Victor-Babes de Bucarest, spécialisé dans les maladies infectieuses, où fut créée la première unité spécialisée en 1985 (1), 58 des 61 lits que compte le service sont occupés par des enfants. Dans les pièces du rez-de-chaussée, dites « de réanimation », une demi-douzaine de gosses, d'une pâleur spectrale, immobiles et décharnés, ne semblent plus reliés à la vie que par le fil ténu du goutte-à-goutte.

Ici, le moindre répit volé à la mort est une récompense pour le personnel, engagé dans un vain combat. Sur les quelque 250 petits malades hospitalisés dans le service depuis le 1^{er} janvier, 90 sont décédés. Ces sinistres statistiques sont

un arrache-cœur pour M. Gheorghe Jipa, directeur de l'hôpital et spécialiste des maladies infectieuses : « Un visiteur occidental s'est étonné un jour que nous n'ayons pas fait d'électroencéphalogramme chez certains de nos patients. Avec quoi ? Interroge-t-il. Nous n'avons pas d'appareils pour un tel examen, ni d'échographie, rien. Nous n'avons pas non plus pu entreprendre un seul traitement à l'AZT. En cas d'infection subite, la mort est certaine pour ces malheureux. »

Certes, l'aide humanitaire (vêtements, draps, jouets, désinfectants, médicaments, etc.) a notablement changé les conditions de travail dans le service. « Avant, c'était Auschwitz », se souvient M. Jipa, responsable de l'unité depuis sa création.

Cependant, il nuance ses remerciements à la communauté internationale. Des fleurs pour la France et quelques épines pour d'autres pays : « De nombreux spécialistes nous ont rendu visite, mais en réalité l'aide a été très faible, notamment de la part des Etats-Unis. »

Pas de dépistage systématique

« De plus, elle est en diminution : nous arrivons au bout de nos stocks d'antibiotiques et de nourriture supplémentaire en vitamines. C'est dur pour nous d'être les mendiants de l'Europe, mais il faudra dix ans pour que la Roumanie fabrique ses propres médicaments. Nous avons assez de médecins, mais pas de spécialistes. J'aimerais que la France nous aide à en former. »

« Je suis l'un des derniers à avoir fait des études de spécialisation à l'étranger. »

La Roumanie aura besoin de toutes les bonnes volontés pour combattre ce fléau, qui s'ajoute aux ravages de l'hépatite B et autres maladies infectieuses (2).

Et le pays n'est peut-être pas au bout de ses surprises concernant l'ampleur de l'épidémie de sida. A l'hôpital pour enfants handicapés du département de Maramures, dans le nord du pays, des petits malades sont prostrés dans leurs lits à barreaux : « Y a-t-il eu, au moins, un dépistage systématique du sida dans cet établissement ? » La réponse de l'infirmerie fuse, négative. En fonctions depuis deux mois, le directeur affirme qu'il n'est pas au courant. Le ministère de la santé n'avait-il pas indiqué, en juillet, que des tests avaient été effectués dans toutes les institutions pour enfants ?

A la direction départementale de la santé, on confirme que « le dépistage systématique n'a pas encore commencé ». Les équipements commandés à une firme britannique n'auraient été livrés que fin août dans les quarante et un départements du pays. Maramures, où, « a priori, il n'y a pas de problème dramatique de sida », a accepté que d'autres soient équipés prioritairement.

En attendant, on a interdit les transfusions sanguines, « sauf situations extrêmes », et testé les « groupes à risques » (enfants dystrophiques ou ayant déjà reçu des transfusions). En cas d'incertitude, l'échantillon est envoyé à Cluj ou à Bucarest, où fonctionnent deux centres de dépistage installés par la Croix-Rouge et l'OMS.

JEAN-JACQUES BOZONNET

(1) Le premier cas de sida a été décédé chez un cheminot homosexuel.
(2) A l'hôpital Victor-Babes, la moitié des 620 malades sont des enfants.

REPÈRES

INCENDIES

Les promoteurs s'estiment diffamés par M. Arreckx

Alors que l'ensemble des faux du Var et des Alpes-Maritimes était maîtrisé, grâce à l'apaisement du mistral, la polémique a, mardi 25 septembre, rebondi entre M. Maurice Arreckx (UDF), président du conseil général du Var, et les promoteurs. Ces derniers s'estiment diffamés par les déclarations de M. Arreckx qui affirmait : « On est fondé à penser (...) que ces incendies sont le résultat d'actions menées par des équipes agissant pour le compte des promoteurs » (le Monde du 25 septembre). La Fédération nationale des promoteurs constructeurs vient d'annoncer qu'elle avait l'intention d'attaquer en justice le président du conseil général du Var. Faut-il aussi poursuivre M. Brice Lalonde ? Le secrétaire d'Etat chargé de l'environnement a en effet affirmé, mardi à Bordeaux : « Il y a des profiteurs des incendies. J'ai des exemples de demandes de construction, d'opérations, sur les terrains incendiés. »

Un nouveau statut pour les pompiers professionnels

Les sapeurs-pompiers professionnels qui sont au nombre de 20 000 environ en France bénéficieraient désormais d'un statut unique. Les décrets publiés au Journal officiel du 26 septembre mettent de l'ordre dans une profession caractérisée jusqu'ici par une grande diversité de conditions de travail, de carrière, voire de rémunération, selon que les agents relevaient d'un département ou d'une commune. Seuls échappent au nouveau statut les corps de pompiers de Paris et de Marseille qui sont des militaires.

Le droit pour les pompiers au logement hors du casernement est reconnu, et l'âge de la retraite est fixé à cinquante-cinq ans. A chacun des grades, une formation sera proposée, et les concours internes seront multipliés, accroissant les possibilités de promotion. L'avancement pour les pompiers qui ne sont pas officiers sera plus rapide, le gain de temps pour passer d'un grade à l'autre sera de trois ans.

Une revalorisation indiciaire est aussi prévue par les nouveaux textes. Elle se traduit par une augmentation de 55 points pour un sapeur-pompier de deuxième classe, ce qui correspond à 1 210 francs nets de plus par mois (1 375 francs bruts), et pour un adjudant, 61 points supplémentaires, soit 1 342 francs nets. Actuellement, un pompier débutant de deuxième classe gagne environ 4 400 francs nets par mois.

ESPACE Lancement de Discovery le 6 octobre

La NASA vient de faire savoir qu'elle tenterait de lancer le 6 octobre à 12 h 35 (heure française) la navette spatiale Discovery, porteuse de la sonde interplanétaire Ulysse destinée à l'étude du Soleil. Discovery a jusqu'au 23 octobre pour décoller. Passé ce délai, la position favorable de certaines planètes pour la bonne conduite de la mission obligera à différer ce vol de plusieurs mois.

Le « plan vert » du gouvernement britannique

Mme Thatcher serre les cordons de la bourse

Mme Thatcher est acquise (depuis peu) aux thèses des défenseurs de l'environnement, mais elle ne veut ou ne peut pas payer. Telle est la réaction à Londres après la publication par le gouvernement britannique, à grand renfort de publicité, mardi 25 septembre, d'un Livre blanc dévoilant un vaste plan destiné à rendre la Grande-Bretagne « encore plus verte » dans les dix ans qui viennent.

LONDRES

de notre correspondant

La promesse d'un « plan vert » avait été faite solennellement à l'automne 1989 lors du dernier congrès conservateur. Un Livre blanc est traditionnellement la méthode choisie pour préparer le terrain, au Parlement et devant l'opinion, avant l'adoption de grandes réformes. Il a fallu un an au ministre de l'environnement, M. Chris Patten, pour rédiger ces 291 pages, imprimées sur papier recyclé, qui ne comportent pas moins de trois cent cinquante propositions...

Pauvre M. Patten ! Débordant d'idées et de projets, il s'était lancé avec enthousiasme dans l'entreprise pour découvrir peu à peu que ni le Trésor ni le ministère de

l'énergie ou celui des transports n'étaient prêts à jouer le jeu. Le ministre des transports, M. Cecil Parkinson, n'aime pas les trains, par définition moins polluants : il préfère des autoroutes, si possible payantes. Le ministre de l'énergie, M. John Wakeham, n'a qu'un souci : privatiser, avant les prochaines élections, à un prix qui ne soit pas ostensiblement bradé, toutes les centrales thermiques classiques du pays. Ce n'est pas le moment d'imposer des normes anti-pollution supplémentaires ! Quant au chancelier de l'Echiquier, M. John Major, il ne veut pas desserrer les cordons de la bourse. Mme Thatcher a tranché en leur faveur.

M. Patten, ambitieux mais réaliste, s'est donc résigné à présenter la mort dans l'âme, un Livre blanc qui répète inlassablement que le gouvernement « envisage » ou « étudie » d'innombrables mesures, qui ne comportent, à quelques exceptions près, ni calendrier ni indication de coût. La novation la plus importante est d'ordre bureaucratique. Il y aura désormais, dans chaque ministère, un haut fonctionnaire chargé des questions d'environnement.

DOMINIQUE DHOMBRES

PRESSE

M. Berlusconi, maître de conduite

Les quatre-vingt-dix journalistes de Videonews, la structure rédactionnelle du groupe Berlusconi qui produit des documentaires et des magazines pour Italia 1, Canale 5 et Rete 4, ne décollent pas depuis la lecture du « règlement disciplinaire », édité par la direction du personnel. Publié par la Stampa du 25 septembre, ce règlement affiché dans les couloirs de Videonews au retour des vacances dresse la liste des sanctions auxquelles s'exposent les journalistes.

La violation du secret professionnel, l'atteinte aux biens de l'entreprise ou le non-respect de « la conduite conforme aux devoirs civiques » - c'est-à-dire le vol, le bris de matériels ou l'état d'ébriété - ainsi que la participation à des bagarres, seront sanctionnés par le licenciement.

L'insubordination, le fait d'abandonner son travail sans en avoir ses supérieurs ainsi que la négligence seront punis par une sanction financière et une suspension du contrat de travail, équivalent, selon la lourdeur de la faute, à trois heures ou cinq jours de salaire. Enfin, les fautes légères - sans que leur nature soit précisée - vaudront à leurs auteurs un blâme, oral ou écrit.

Scandalisés, les journalistes de Videonews ont saisi l'Ordre des journalistes qui, en Italie, réglemente l'accès à la profession et définit la déontologie du métier. Ils ont aussi fait appel à leurs avocats. « Il n'existe pas de sanction disciplinaire dans le contrat de travail des journalistes ita-

liens : ni amende, ni suspension, ni droit de leur tirer les oreilles », a répondu M. Giuliano Ottolina, avocat de l'Association lombardo des journalistes.

« Nous n'avons pas besoin des tables de la loi de M. Berlusconi pour savoir qu'on ne doit ni s'enivrer ni en venir aux mains à la rédaction », ironise un journaliste de Videonews, tandis qu'un autre estime que « la direction a commis une bêtise et démontre qu'elle n'a jamais travaillé avec des journalistes ».

Conscient de ce faux pas, la direction de la Fininvest tente de le minimiser en imputant la « faute à la direction du personnel » et en reconnaissant que « l'Ordre des journalistes est seul habilité à juger l'un de ses membres ».

En Italie, l'affaire fait grand bruit. C'est une première dans les annales de la profession et elle surgit au mauvais moment pour les télévisions de Silvio Berlusconi. En effet, la nouvelle loi sur l'audiovisuel votée cet été (le Monde du 3 août) octroie aux télévisions privées le droit de réaliser des journaux télévisés et de recourir au direct. Et la Fininvest est en train de tester les journaux télévisés qu'elle devrait diffuser après Noël et multiplie les offres de débouchage des journalistes de la RAI afin de renforcer la rédaction de Videonews.

La publication dans la presse de ce « règlement disciplinaire » pourrait refroidir bien des ardeurs.

YVES-MARIE LABÉ

Mario VARGAS LLOSA

INVITÉ DE FRANCE CULTURE - JEUDI 27 SEPT. - 7h - 8h 15

Le Grand Réveil

LE NOUVEAU RENDEZ-VOUS DE FRANCE CULTURE

SOCIÉTÉ

Les RG parisiens dans la tourmente

L'affaire de la disparition du pasteur Doucé suscite une polémique sur la récente réforme de ce service de renseignement

Un couple devant les assises de l'Essonne pour privation des soins à enfants
Quand Sébastien et Laetitia se consumaient tranquillement

Depuis lundi 24 septembre, un couple responsable d'une famille de huit enfants et son «médecin traitant» comparaissent devant les assises de l'Essonne. Leurs négligences ont entraîné la mort d'une fillette de quatre ans ainsi que de très graves handicaps sur un jeune garçon.

Lui s'appelle Daniel Lefort. De temps en temps, il glisse un gros regard de chien affectueux vers sa compagne. Ses grandes moustaches de Gaulois sont en berne. Il a trente-neuf ans. On l'imagine bon père, bon époux, bon ouvrier, bon voisin, et l'on ne se trompe pas. Mais Laetitia est morte, pitoyable petit paquet d'os, le 31 août 1987. Elle avait quatre ans et deux chiffres font frémir : elle pesait onze livres et mesurait 80 centimètres.

Elle, c'est Joëlle Verneau. Non, ils ne se sont pas mariés, à cause d'un diktat de son père, un violent, un alcoolique. Elle a trente-quatre ans, un visage délavé, une allure solide de paysanne. Elle a décroché, mais c'est très loin, un CAP de lingère et un CAP d'aide-ménagère. Le président, par hasard, lui arrache une phrase : « On voulait une grande famille. » Mais le petit Sébastien, âgé aujourd'hui de neuf ans, en paraît cinq. Il souffre de profondes séquelles encéphalopathiques et ne parle toujours pas.

A Boutigny-sur-Essonne, dans la grande armoire à linge servant de maison, le docteur Alain Lefèvre n'a rien compris. Il passait. La petite se consumait, il a prescrit des suppositoires d'huile de foie de morue. Mauvais médecin mais brave homme.

Comment dire ? Les Lefort, avec leur marmaille, ont réussi à échapper à tous les degrés du chômage social. Ils ne se dissimulaient pourtant pas. Sébastien avait vingt mois quand son père, contremaître à EDF, s'est précipité à l'hôpital de Corbeil le petit dans les bras : « Il était tout bleu. » En état de déshydratation complète, il présente déjà l'aspect d'un petit grabataire.

Le service de pédiatrie la soigne et le « guérit ». Il faut comprendre par là que Sébastien sort de l'hôpital vivant avec un dossier médical chargé. Atteinte cérébrale, hypotonie, dénutrition... Les mots dansent dans la tête de ses parents. « Ils m'ont rendu un pantin », dira Daniel Lefort. Peut-être. Mais, en réalité, personne n'a jamais été capable de décrire sérieusement l'état de santé antérieur de Sébastien.

Une famille repliée sur son malheur

Nulle trace d'un carnet de santé dans la famille. Les enfants ont-ils seulement été une fois pesés ? A l'hôpital de Corbeil, le docteur François Guillemin s'inquiète : « Je sentais qu'il y avait une situation peut-être dangereuse. » Elle écrit au docteur Lefèvre qui lui répond qu'il a vu Sébastien à deux reprises, bref qu'il n'est pas à proprement parler le médecin traitant.

Elle saisit la Protection maternelle et infantile. Une puéricultrice ira toquer à la porte des Lefort sans succès et sans insister. Les services d'action sanitaire et sociale sont en sous-effectifs dans ce canton. Et pendant ce temps, la famille se replie sur son malheur. Alité, Sébastien vit dans la chambre

de ses parents. Son frère et ses deux sœurs aînés aident sa mère à le nourrir de bouillons et de compotes. Mais Sébastien n'arrive pas à se tenir assis. Durant deux ans, son père le conduit une dizaine de fois à la consultation pédiatrique de l'hôpital de Corbeil. Le docteur Bamberger, responsable du service, n'en peut mais.

Tout craque. « Les systèmes de protection mis en place dans notre société ont été défaillants », résume le professeur Daniel Alagille, pédo-psychiatre, devant la cour d'assises. Cet enfant aurait dû être placé dans un centre spécialisé.

Tout craque et tout continue. Car entre-temps sont nées Magalie et Laetitia. Mais désormais, Daniel Lefort et sa compagne ne déclarent plus les grossesses, par négligence, happés par leur rêve d'une grande famille vivant en autarcie. Tant pis pour les allocations prénatales, même si le ménage doit se contenter de 5 600 F mensuels. « Si je fais des enfants, explique le contremaître d'EDF, ce n'est pas pour l'argent. »

Lait d'abeille

Et puis arrivent Elodie, en 1984, et Mathieu, en 1986. Les accouchements ont lieu à domicile. Pas question de s'éloigner de Sébastien. Tantôt le « toubib », un vieux de la vieille, découvre le nourrisson déjà dans les draps, arrivant juste à temps pour couper le cordon ombilical, tantôt, il est même trop tard. « J'ai suis formé, assure le docteur Lefèvre. Quand je suis arrivé, le cordon était ligaturé avec du fil pour la pêche. »

Depuis plus de quatre ans, Daniel Lefort et Joëlle Verneau font bloc autour de leur nichée. Dégoûtés de la médecine, ils échouent entre les pattes d'un ancien carrelleur devenu « guérisseur spirituel, télépathe et astrologue », qui recommande du lait d'abeille et les bains de sapinières. M. Gérard Séverac, de Bézières, le dit en toute simplicité : « Je suis un intermédiaire entre Dieu-z-et les hommes. »

Le lait d'abeille n'y fera rien. A son tour, la petite Laetitia refuse de manger et dépeint. Des experts évoquent aujourd'hui une possible « dépression grave du nourrisson ». Laetitia rejoint Sébastien dans la chambre des parents. Les Lefort ont le courage de garder chez eux les deux petits handicapés.

Etrange famille. Six enfants, heureux, épanouis, astucieux – pour reprendre les termes du professeur Alagille – voient avec deux jeunes morts-vivants. Les experts-psychiatres parlent d'« une affaire un peu archaïque ». Le village de Boutigny-sur-Essonne s'incline devant ce malheur. Les voisins et les amis sont discrets par pudeur. La protection maternelle et infantile, la médecine scolaire (les enfants ne sont pas vaccinés), elles, sont muettes.

Il faudra l'agonie de Laetitia pour que les autorités médicales réagissent. La fillette, aussitôt par le remplaçant du docteur Lefèvre, est hospitalisée d'urgence. Atteinte de cachexie majeure, elle meurt une demi-heure après son entrée à l'hôpital d'Evry. Cette fois, la médecine se réveille. Il est trop tard. C'est la justice qui fait son entrée.

Verdict mercredi 26 septembre
LAURENT GRELSAMER

Fin du procès des mutins de Loos-lez-Lille. – Huit détenus qui avaient participé, les 28 et 29 avril, à la mutinerie de la prison de Loos-lez-Lille (Nord) ont été condamnés mardi 25 septembre par la huitième chambre correctionnelle du tribunal de Lille, à des peines allant de un an à trois ans de prison ferme. Un des prévenus, Ghauddi Moussouath, le seul qui comparait libre, a quitté la salle avant que ne soit prononcée contre lui une peine de trois ans. A l'issue de l'audience, le frère d'un des condamnés, qui protestait con-

tre le jugement, a été interpellé par la police. Les dégâts causés par la mutinerie ont été évalués à 6,2 millions de francs.

Demain notre supplément

Le Monde
AFFAIRES

Engagée en octobre 1989 par leur nouveau directeur, le contrôleur général Claude Bardon, la réforme des renseignements généraux de la préfecture de police de Paris est aujourd'hui arrivée à son terme. Au même moment, plusieurs inspecteurs de ce service se trouvent impliqués dans la disparition du pasteur Joseph Doucé, dont on reste sans nouvelles depuis le 19 juillet. Cette coïncidence a conduit plusieurs syndicats de policiers à critiquer une réforme dont les grands axes modifient en profondeur le travail des RG parisiens.

La mystérieuse disparition du pasteur Doucé renvoie les RG parisiens à un passé de « coups tordus » dont ce service de renseignement croyait s'être débarrassé. Plusieurs de ses inspecteurs se trouvent au banc des suspects : l'inspecteur Jean-Marc Dufourg et l'enquêteur Pascal Passamonti, membres du groupe des enquêtes réservées (GER), sont inculpés de « violence et voies de fait avec armes » pour avoir tenté de recruter

des membres de la section « recherche » et il ne dispose pas des moyens des journalistes. » Proposant « un management nouveau et une réorientation des missions », ce rapport conseille d'abandonner « certaines activités pour lesquelles les RG ne sont plus compétitifs ». Nul doute que cette description s'applique à certains secteurs des RG parisiens. Nommé par M. Pierre Joxe pour mener à bien la réforme du service, sans « dégraisser » ses effectifs pléthoriques – 800 policiers, au lieu de 650 en 1983, – M. Bardon se donne donc un an pour le réorienter vers des missions plus dynamiques.

« Provoquer » le renseignement

Ce « grand flic » a passé toute sa carrière dans la police judiciaire, jouant un rôle de premier plan dans la lutte antiterroriste au Pays basque et dans le démantèlement de la branche dite « internationaliste » d'Action directe. Il a découvert les services de renseignement

de service, avait explicitement prohibé le « retournement » des agents et l'usage de la violence pour recruter des informateurs, méthodes auxquelles il est fermement opposé.

En 1986, alors en poste à la direction centrale des RG, M. Bardon avait déjà supprimé la cellule « manipulations » de ce service qui, pour recruter et manipuler les agents, ne lésinait pas sur les méthodes musclées. Ironie du sort : un an plus tôt, l'enquêteur Dufourg faisait partie de cette « section de traitement du renseignement » de la direction centrale. Or M. Bardon aura la surprise de découvrir, après l'affaire Doucé, la présence de l'inspecteur Dufourg au sein du GER, dans l'équipe chargée des « manipulations » d'agents...

Fonceur, cet inspecteur s'est-il senti autorisé à franchir certaines limites par la réforme des RG parisiens ? Celle-ci en effet renverse l'ordre des priorités. Certes, les élus locaux et nationaux seront toujours friands de notes des RG sur le climat politique et social. Mais la réforme fait passer cette mission traditionnelle après la recherche de renseignements utilisables sur le plan judiciaire. Moins de policiers occupés à compter les rangs des manifestants. Plus d'ardeur à lutter contre la délinquance. « Comportez-vous en « vrais » policiers », s'entendent répéter les fonctionnaires. Sortes de vos bureaux. Interpellez des dealers et des voleurs de sac à main. »

Mécontentement et résistances

Discours iconoclaste. « On veut nous transformer en chasseurs de dealers », proteste un inspecteur, qui préférerait s'en tenir au suivi de conférences de presse et de réunions de préau. Tous les vendredis, dans le bureau du directeur, une séance réunit une quinzaine de fonctionnaires chaudement félicités pour s'être comportés « en flics ». C'est pour être intervenu dans une affaire de stupéfiants que l'inspecteur Dufourg s'est vu ainsi gratifier d'une lettre de félicitations adressée par M. Bardon, le 15 juin, soit quatre jours avant que le policier n'aille tambouriner nuitamment sur la porte du domicile du pasteur Doucé...

Aussi certains secteurs d'ordinaire peu exploités par les RG ont-ils, depuis un an, le vent en poupe. Ce fut le cas de la lutte antistupéfiants. Puis, début 1990, la « chasse aux négriers et aux clandestins » a été ouverte. Cinquante fonctionnaires y ont été affectés (en 1989, ils n'étaient que seize) et ont obtenu l'habilitation d'officiers de police judiciaire (OPJ) auprès des parquets compétents de la région Île-de-France et de la région Centre.

Les RG parisiens sont également partis en croisade contre les intégristes. Ils disposent aujourd'hui d'agents comprenant l'arabe dans toutes les mosquées, et dans la plupart des lieux de prières à Paris. La préfecture de police se félicite d'être ainsi informée, presque en temps réel, de la tonalité des prêches du vendredi (1). En revanche, la lutte contre les « délinquants en col blanc » a du mal à prendre son envol : seulement une poignée d'inspecteurs seront prochainement affectés dans une section financière.

Officiers de police judiciaire

Sans doute la « réforme Bardon » a-t-elle bousculé les mentalités et les habitudes dans une préfecture de police qui, dès que le mot « réforme » est prononcé, se manœuvre avec la docilité d'un paquebot. Ne cachant pas sa volonté de se débarrasser des « imposteurs » et autres tire-aux-flancs, le bouillant directeur provoque des mécontentements et des résistances. Une section de formation, créée par M. Bardon, a déjà vu passer un quart des effectifs dans des stages d'initiation aux techniques policières (filatures, intervention sur la voie publique), ou au renseignement et au recrutement d'agents. Mais, au-delà des réticences corporatistes, la réforme suscite un débat plus essentiel, qui met en avant ses détracteurs les plus virulents : le risque qu'elle conduise à « judiciairiser » le travail des RG sans que les magistrats chargés de protéger les libertés puissent exercer leur contrôle.

Les RG se sont-ils engagés trop en avant dans cette logique ? N'arrive-t-il pas aujourd'hui que des inspecteurs des RG participent à certaines perquisitions, sans que leur présence soit mentionnée dans la procédure judiciaire ? Et ces derniers temps, la concurrence ne s'est-elle pas avivée entre les enquêteurs des RG et leurs collègues de la PJ ? « Malveillance », répond M. Bardon. Les nouvelles méthodes visent seulement à livrer des informations « vérifiées » et « développées » aux services compétents de la police judiciaire, du renseignement ou des douanes. Pas question de se substituer à la police judiciaire, ou de mener une enquête de A à Z.

Défense et illustration du propos, avec la récente affaire des « écoutes » téléphoniques opérées par la Century (le Monde du 12 septembre) : apprenant qu'un policier en poste au tribunal de police de Paris faisait « sauter » des contraventions pour le compte de cette société de gardiennage, les enquêteurs des RG filent ce fonctionnaire indélicat et découvrent qu'il participe à l'installation d'écoutes. Une fois ces éléments recueillis, l'inspection générale des services (IGS) sera saisie du dossier, puisqu'un policier est impliqué. Si la suite de l'enquête a été confiée conjointement à l'IGS et aux RG, ce serait parce que l'IGS ne disposait pas d'officiers de police judiciaire en nombre suffisant.

Comment nier, cependant, que des missions ressortissant de la police judiciaire ont été développées aux RG parisiens pendant l'année écoulée ? La majorité des membres des sections « voie publique-étrangers » et « courses et jeux » ont obtenu la qualification d'OPJ, dont certains bénéficiaient déjà pour procéder à l'expulsion d'étrangers. Mais l'habilitation d'OPJ a aussi été demandée, et obtenue, pour plusieurs fonctionnaires de sections « opérationnelles ». Même le GER, qui n'en avait pas, disposera aujourd'hui de cinq ou six OPJ.

« A la merci d'une bavure »

Dans une démocratie comme la France, il ne doit pas exister d'activités clandestines ou de structures cachées. Telle est la conviction du directeur des RG parisiens. Dans son esprit, les milieux « fermés », qui seront dès lors la cible des RG, vont des groupes politiques violents aux intégristes, des trafiquants de drogue aux filières de travail clandestin, et jusqu'aux milieux pédophiles, puisque ces derniers portent atteinte à la sécurité des enfants – ce qui conduira l'inspecteur Dufourg et son équipe à surveiller la librairie du pasteur Doucé, où se réunissaient, selon les RG, des pédophiles. Même si les mises en garde déontologiques de M. Bardon sont réelles, et confirmées de plusieurs sources, cette définition extensive de la recherche du renseignement ne risque-t-elle pas d'entraîner des dérives à la base ?

« Sans doute justifié dans le cas d'enquêtes sur le terrorisme ou des groupuscules clandestins, ou bien, en police judiciaire, dans la lutte contre le grand banditisme, l'usage de ces méthodes, des écoutes ou détournement de courrier, devient risqué pour les libertés publiques et individuelles quand elles sont utilisées par l'ensemble des sections des RG, commente un inspecteur. On est à la merci de la moindre bavure. » Faut-il y voir la clé de l'affaire Doucé ? Dans quelques jours sera connue la leçon qu'en aura tirée le ministre de l'Intérieur après l'enquête administrative confiée, le 16 septembre, à l'inspection générale de la police nationale. Toute la question sera de déterminer si les fautes graves – des fautes qui, sans la disparition du pasteur, seraient restées dans l'ombre – relèvent du comportement individuel de quelques policiers, ou si ce sont les structures de contrôle qui ont failli.

ERICH INCIVAN

(1) Le « plan d'action 1990 de la direction centrale des RG » recommande de « pénétrer les milieux étrangers, spécialement ceux du monde musulman intégriste, les minorités ethniques avec les problèmes qu'elles posent en matière d'intégration ». La population visée par cette dernière définition n'est pas précise.

Manipulation, mode d'emploi

Dans le cadre de la réforme Bardon, tout policier des RG parisiens doit désormais remplir des « notices » sur les agents informateurs ou infiltrés qu'il traite. Elles doivent indiquer le « pseudo de l'agent », « La notice d'identification de l'agent doit être la plus complète possible, précise le mode d'emploi. Elle sera actualisée en fonction des changements de situation de l'agent. Elle sera détruite lors de sa radiation. »

Les chefs de section disposent, eux, de formulaires de « mise à l'essai d'un informateur » adressés au directeur des RG et ainsi libellés : « Je porte à votre connaissance que mon service procède à la mise à l'essai d'un agent auquel je donne le pseudonyme... et qui sera orienté vers... Je vous ferai savoir dans le délai de trois mois s'il mérite d'être immatriculé. » Si donc l'informa-

teur a donné satisfaction, il fait l'objet d'un formulaire d'« immatriculation de l'agent », également adressé au directeur.

Les entretiens des informateurs avec les policiers donnent lieu à des « notes de contact » détaillées. Le policier traitant doit en résumer l'intérêt « en deux ou trois lignes », préciser les « conditions du contact (date, heure, lieu, etc.) », « détailler toute l'information requise », mentionner les suites données aux informations reçues (« l'exploitation »), et enfin donner son opinion sur l'agent et sur « la fiabilité et la qualité de l'information ». Il faut cependant ajouter une dernière rubrique ainsi rédigée : « Coût du contact : néant ou... francs. »

Tous ces documents font l'objet d'un traitement informatique par une cellule spécialisée. E. IN.

ter par la violence un agent qu'ils voulaient infiltrer dans la librairie du pasteur-sexologue ; quatre autres policiers des RGPP – trois du GER et un de la section « presse » – sont visés par des procédures disciplinaires pour « fautes graves commises dans l'exercice de leurs fonctions ».

Par ricochet, l'affaire Doucé place l'actuelle réforme des RGPP sur le même banc des accusés. En réorientant les missions du service vers des secteurs plus dynamiques, en accélérant le recrutement d'informateurs pour infiltrer des milieux clandestins, la réforme proposée par M. Bardon a-t-elle conduit les RG sur de mauvais sentiers ?

Plusieurs syndicats de policiers le croient. A l'exemple de la CFDT-policier, qui dénonce « l'orientation nouvelle des missions vers la « judiciairisation » des RG et la mise en œuvre de méthodes « illégales mais non illicites », formule qui caractérise la méthode Bardon ». Comme en écho, deux députés RPR ont réclamé la création d'une commission d'enquête parlementaire sur « le fonctionnement actuel des Renseignements généraux ».

Quand il gravit l'escalier de la préfecture de police, en octobre 1989, le nouveau patron des RGPP a un document confidentiel dans sa sacoche. Six mois plus tôt, un rapport commandé par le préfet Jacques Fouchet, alors directeur central des RG, a diagnostiqué le mal dont souffre le service. Ce document trace les grandes lignes de la réforme que M. Bardon va devoir mettre en œuvre. Remis en mars 1989 à la suite d'un audit interne, il dresse un état des lieux sans complaisance, mêlant « méthodes archaïques », « faux professionnalisme », « champs d'investigation étroits » et « difficultés à évoluer ».

Taillé à la hache, le portrait des fonctionnaires des RG est à l'avenant : « Ils oscillent entre policiers et journalistes. Or le fonctionnaire RG n'est plus un policier (sans acti-

en commandant, de 1986 à 1989, la sous-direction « recherche » de la direction centrale des RG. Par expérience, ce spécialiste de la PJ sait que trop de notes des RG ne contiennent que des informations brutes, non vérifiées et sans grand intérêt. Le « plan d'action 1990 » de la direction centrale des RG fait le même bilan et préconise « l'amélioration du traitement des renseignements par les services centraux ».

D'où l'objectif prioritaire fixé aux policiers des RG parisiens : recueillir des renseignements sûrs et « opérationnels », c'est-à-dire immédiatement utilisables par la police judiciaire. D'où la méthode prônée par M. Bardon : « provoquer » le renseignement. Pour obtenir des informations dans les milieux « fermés », ordre est donné de multiplier le recrutement d'informateurs, sans égard à leur motivation, « un civisme, esprit d'aventure ou esprit de lucre ». Jusqu'alors, chaque informateur des RG était jalousement traité par le policier qui l'avait recruté. Une pratique trop peu contrôlée, aux yeux du nouveau directeur, qui veut mettre fin aux recrutements douteux. Les informateurs vont donc être gérés d'une façon beaucoup plus systématique, avec « notices d'identification » et « notes de contact ».

« Sortez de vos bureaux »

Ces traces écrites suffisent-elles à contrôler le professionnalisme des policiers des RG, y compris dans sa dimension déontologique ? Ce n'est pas certain. Ainsi des « notes de contact » de l'inspecteur Dufourg. Elles étaient « propres et sans bavures », révèle un de leurs rares lecteurs ; elles ne mentionnaient évidemment pas les méthodes brutales employées pour tenter de recruter Pierre Didier, dessinateur industriel à Sèvres, ou pour intimider le pasteur Doucé. Pourtant M. Bardon, lors des réu-

صكرا من الارامل

Le Monde EDUCATION

Les devoirs surveillés des élus lycéens

M. Jospin a annoncé la création, dès cette année, de conseils de délégués d'élèves dans les lycées. Certains établissements ont déjà fait des expériences dans ce domaine.

TITRE honorifique ou calamité? Par tradition, le délégué de classe vit une situation ambiguë. S'il lui permet de mesurer sa cote de popularité, les suffrages de ses camarades l'obligent aussi à jouer un rôle de factotum, chargé de porter le cahier de textes par tous les temps et de prendre en steno l'intégralité du conseil de classe. Les responsables du lycée Marguerite-de-Navarre de Bourges (Cher) n'ont pas attendu la création, par la loi d'orientation de juillet 1989, des conseils de délégués d'élèves, pour réfléchir à la question. Leur action, qui remonte au début des années 80, vise à intéresser les jeunes élus à la vie de l'établissement. « A l'époque, le projet éducatif avait été centré sur l'élève », explique M. Yves Galut, proviseur de l'établissement. Il s'agissait de rendre les lycéens responsables de leurs études et plus autonomes. C'est dans ce climat favorable à l'expression et à la circulation de l'information que s'est tout naturellement développé le lien entre l'administration et les délégués.

Désignés par leurs classes, ceux-ci représentent leurs camarades devant les adultes qui possèdent des responsabilités au sein de l'établissement. Concrètement, les élus sont appelés à devenir les petits télegraphistes qui font « monter » et « descendre » l'information entre deux mondes bien distincts. Cette tâche officielle se double d'une autre mission plus officieuse et souvent tout aussi difficile à tenir. « Les délégués ont un rôle d'inter-relations dans la classe », affirme M. Serge Lyonnet, conseiller principal d'éducation. Ils doivent animer, savoir observer et organiser des activités.

Ce genre d'ambassade paraît évidemment lourd à assumer pour des lycéens âgés de seize à dix-huit ans, qui n'ont pas forcément l'envie de l'enseignement. D'où l'idée d'une formation des délégués, instaurée en 1983 à Marguerite-de-Navarre. Réunis en session comme de vrais petits députés, les élus prennent des leçons accélérées d'information civique et de représentation électorale. En une journée, ils doivent théoriquement découvrir comment prendre la parole en public, discuter avec leurs camarades, assimiler l'organisation du lycée, son fonctionnement et son règlement intérieur.

Conflits de territoire

Soucieux de ne pas rebouter leurs élèves, les formateurs organisent des jeux de rôles et s'appuient sur des documents ou des cassettes vidéo. L'ensemble du personnel de l'établissement est invité à intervenir et des élus locaux ou syndicaux peuvent aussi venir parler de leur mandat. Mais ces bonnes intentions se heurtent parfois à des difficultés pratiques plus ou moins prévisibles. L'an passé, par exemple, les quelque soixante-dix délégués (deux par classe) n'ont pas été formés... faute de formateur. Les sureffectifs et le manque de personnel d'encadrement ont imposé leur loi à la règle non écrite de la prise en charge des jeunes élus.

Autre obstacle : chaque année, certains enseignants refusent de lâcher leurs élèves dans la nature pour une formation dont ils ne reconnaissent pas toujours l'utilité. Sans être majoritaire, cette attitude est significative. Elle montre qu'à Marguerite-de-Navarre, comme ailleurs, le rôle des délégués engendre des conflits de territoire difficiles à résoudre. Le premier lieu de frictions potentielles est la classe elle-même, au moment de l'élection des lycéens. Cette opération électorale échappe complètement, et de leur propre aveu, aux responsables de l'établissement. Les enseignants, qui en sont les maîtres, peuvent parfaitement l'expédier au plus vite. Les professeurs les mieux disposés à l'égard des délégués ne peuvent s'empêcher de redouter la filouterie des élèves. « Leur idée de base est d'occuper tout un cours », remarque en souriant M. Raymond Laurent, enseignant d'histoire-géographie. Certains, comme M. Laurent, prennent donc la peine d'expliquer aux élèves quel sera le rôle des élus et le mode de scrutin (majorité absolue au premier tour et relative au second), tandis que d'autres se débarrassent sans ambages de ce qui leur semble une corvée.

La peur des blancs-becs

Vient ensuite la deuxième phase des opérations. Les délégués désignent en leur sein les cinq élèves qui les représenteront au conseil d'administration, où ils auront le droit de vote. « Les lycéens ont tout loisir de se réunir quand ils le souhaitent pour préparer les conseils d'administration », déclare M. Galut. L'an passé, nous avons assisté à des interventions très longues, sur la sécurité par exemple. Les délégués peuvent aussi rassembler leurs camarades en vue des conseils de classe. Mais leur présence dans ce club très fermé qui régit, trois fois par an, la destinée scolaire des élèves, ne va pas sans difficulté. Le conseil de classe est le second lieu de frictions possibles et sans doute le plus important.

Certains professeurs, en effet, supportent difficilement l'intrusion des lycéens dans leurs délibérations. La peur d'être pris à parti ou de voir leurs méthodes pédagogiques mises en cause par des blancs-becs n'entre pas seule en ligne de compte. Il y a aussi le refus de se perdre dans les revendications matérielles des élèves et l'idée que les élus ne font pas toujours preuve d'une grande compétence. M^{me} Christiane Jourdan, qui enseigne les mathématiques, exprime ces réticences. « Les délégués ne représentent pas toujours l'ensemble de la classe, observe-t-elle. Il leur arrive de venir seulement pour défendre deux ou trois copains et tous ne préparent pas les réunions. » Pour ne pas se livrer à un « déballage » devant des élèves qu'ils ne trouvent pas forcément crédibles, les enseignants choisissent parfois d'organiser à huis clos un « conseil des professeurs » avant le conseil de classe.

Cette institution, qui leur permet théoriquement d'évoquer les cas les plus délicats en dehors des regards indiscrets, a été supprimée

par un décret datant du 14 juin 1990. Personne, pourtant, ne semble connaître l'existence de cette décision ministérielle. Or le conseil des professeurs peut parfois prendre des proportions importantes, le conseil de classe proprement dit devenant alors une simple chambre d'enregistrement de décisions prises en dehors de lui. « Les enseignants, qui travaillent seuls toute l'année, sont réconfortés de se retrouver entre eux », remarque M. Roland Frère, proviseur adjoint, pour expliquer ce phénomène. M. Galut, de son côté, se souvient d'un cas où, l'année dernière, l'exclusion de fait des délégués lui avait paru utile. « Il s'agis-

ment à être regardés différemment par les professeurs quand on est élu au conseil d'administration, remarque une ancienne déléguée. Et pourtant, on n'y a aucun vrai pouvoir. » Leurs lacunes dans le domaine administratif sont évoquées comme un handicap de taille. « Quand l'intendant parle du budget, on ne comprend rien et on se voit mal ne pas le voter », souligne Frédéric, notre rôle se limite à la vie scolaire. » Et Laurent d'ajouter : « Lorsqu'on veut faire valoir nos droits, l'administration peut toujours nous répondre par des alibis que nous ne maîtrisons pas. » Pourtant, le fait de pouvoir dis-



Pour les représentants des élèves, retrouver une crédibilité

saît d'une classe de première dont les enseignants étaient mécontents, raconte-t-il. J'ai pensé qu'il valait mieux débattre sans les délégués, pour diminuer les tensions et sauver le maximum d'élèves du redoublement.

Les lycéens, eux aussi, se souviennent bien de cette affaire. Ceux qui étaient délégués à l'époque en parlent même avec une indignation qui prouve que la présence des élèves en conseil de classe leur paraît importante. Sans mettre en doute la bonne foi d'un proviseur qu'ils apprécient, ils se plaignent de ne pas être suffisamment reconnus et écoutés. Lucides, ils reconnaissent d'abord que la faute en revient partiellement aux électeurs, qui ne se décident pas toujours sur des critères sérieux. « On est le plus souvent élus à la tête du client », explique Laurent. C'est normal, les gens ne se connaissent pas et il n'y a pas de campagne électorale. Moi, j'ai été choisi à cause de ma grande gueule. » Tout est possible en la matière, depuis les conspirations pour élire quelqu'un qui ne souhaite pas être délégué, jusqu'à la désignation de jolies filles par des garçons enthousiastes.

« Désignés pour la forme »

Une fois élus, certains lycéens se sentent « désignés », comme Romain, ou simplement « désignés pour la forme », comme Isabelle. Ils se sont présentés par curiosité, par volonté de défendre leurs camarades, et ils découvrent un jour que leur voix ne pèse guère face à celles des adultes. « On com-

puter avec l'administration et avec les enseignants n'est pas négligeable. Ils le savent bien, lorsqu'ils expliquent qu'ils n'ont plus peur d'aller voir les adultes du lycée. « Nous savons que nous ne serons pas rejetés et cela nous apprend à argumenter avec des gens hiérarchiquement plus haut placés que nous », note Stéphane. Ils ont appris, en tâtonnant, qu'ils pouvaient donner leur avis « dans certaines limites », un peu comme des « négociateurs syndicaux à petite échelle ». Et cette liberté leur est chère, même s'ils doivent affronter pour cela la difficulté de réunir leurs camarades, certains heurts aux lendemains des conseils de classe et une bonne dose de frustrations. En réfléchissant bien, ils reconnaissent même que leur opinion a pu contribuer à « sauver » des camarades en conseil de classe, même si la chose n'a pas été fréquente. A la réflexion, ils sont nombreux à estimer, comme Laurent, qu'au fond, ce lycée n'est pas si mal », puisqu'on peut au moins y parler, à défaut d'y être toujours entendu.

RAPHAËLE RÉROLLE

Des délégués en mal de conseil

La vie des délégués de classe va-t-elle changer? En créant les « conseils de délégués des élèves » dans les lycées, la loi d'orientation sur l'éducation du 10 juillet 1989 prévoyait d'affirmer clairement le rôle des jeunes élus par leurs camarades. Un an et demi après, le décret d'application se fait toujours attendre et beaucoup de délégués ne soupçonnent même pas l'existence de cet article placé sous le titre « Les droits et les devoirs des jeunes en formation ». Pourtant, cette

les problèmes de la vie scolaire et doivent participer au dialogue entre les différents partenaires.

En dépit de tentatives de concertation plus ou moins suivies et d'expériences ponctuelles de formation des délégués, l'institution végète dans la plupart des établissements. « Des textes ont essayé de préciser la chose, mais ces efforts ne trouvaient pas un relais suffisant dans les établissements », affirme M. Jourdan. « Actuellement, les délégués ne sont pas assez pris au sérieux par les professeurs, l'administration et donc les élèves, se plaint-on à la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL). Ils ont un rôle mineur. » Dans un tel contexte, la parution du décret d'application est attendue par tous ceux qui souhaitent donner une assise légale plus solide aux délégués.

Les principales innovations apportées par le futur décret seraient au nombre de trois. D'abord la création d'un « conseil » présidé par le chef d'établissement et doté d'un « bureau » désigné par les délégués eux-mêmes. Ce conseil des délégués adopterait un règlement interne et se réunirait au moins trois fois l'an sur convocation du proviseur. Des séances extraordinaires pourraient être réunies à la demande de la moitié de ses membres, contre les trois quarts actuellement. Les domaines d'intervention des délégués ont trait à l'organisation du temps scolaire, à celle du travail, du soutien et du rattrapage, aux informations liées à l'orientation et aux questions de santé, d'hygiène et de sécurité.

Deuxième nouveauté : le nombre des délégués siégeant à la commission permanente des lycées passerait de un à deux. Enfin, le conseil définirait, « en collaboration avec les conseillers principaux d'éducation et les conseillers d'éducation, les besoins et les méthodes en matière de formation à la fonction de délégué des élèves ». Ce paragraphe a son importance, si l'on considère, comme M. Jourdan, que « pour ne pas être des fantômes, les délégués doivent être formés ». De leur côté, les lycéens de la FIDL s'interrogent : « Si les chefs d'établissement font barrage, demandant-ils, comment pourrions-nous accéder à une formation correcte? » Leur second grand sujet d'inquiétude concerne le mode de désignation des délégués. « Rien ne changera vraiment tant que les lycéens seront élus à la sauvette. Il y a un vrai problème de communication entre les élèves. » D'où leur volonté d'organiser, le 20 octobre, une « journée des délégués » dans les établissements de France.

R. R

disposition peut renforcer, à terme, une crédibilité souvent menacée au fil des années.

En attendant le décret

Le pouvoir précaire des délégués de classe plonge ses racines dans une histoire qui remonte à l'après-guerre. En 1945, la représentation des élèves à la commission permanente est assurée, pour la première fois, par des « chefs de classe ». Ces jeunes élus disposent d'un faible pouvoir : « Ils avaient surtout un rôle moralisateur, le devoir de veiller à la bonne entente et à l'honnêteté de la classe », explique M. Pierre Jourdan, auteur d'un ouvrage pratique intitulé *Délégué Flash*, dont une réédition publiée par le Centre régional de documentation pédagogique de Grenoble doit paraître prochainement. En 1969, cette institution est remplacée par les « délégués de classe », qui siègent au conseil de classe, sont réunis chaque trimestre par le chef d'établissement pour examiner

ASPECTS SOCIO-ÉCONOMIQUES DE LA TECHNIQUE SPATIALE

Dans le cadre de son département Économie et Gestion, le CNAM organise un enseignement consacré aux aspects socio-économiques de la technique spatiale qui présente le développement des activités spatiales internationales et analyse les liens qui existent entre ses aspects techniques et ses aspects socio-économiques.

Le corps enseignant est constitué des professeurs A. Lebeau et A. Gaubert. Il est également fait appel à de nombreux experts de l'industrie et des grands établissements publics.

Les cours auront lieu chaque mardi de 18 h 30 à 20 heures, au CNAM, à partir du 23 octobre 1990.

Les inscriptions sont reçues au CNAM. Les cours sont cependant ouverts aux auditeurs libres.



292, RUE SAINT-MARTIN
75003 PARIS
TÉLÉPHONE : 42-78-96-58

UNIVERSITÉ DE PARIS-SORBONNE (Paris-IV)
Formation continue
COURS D'ESPAGNOL PORTUGAIS DU BRÉSIL
Initiation et perfectionnement
Pratique de la langue orale
Le soir à partir de 18 h 30

INSTITUT D'ÉTUDES IBERIQUES et latino-américaines
31, rue Gay-Lussac
75005 PARIS
Tél. : 40-51-25-13 de 17 h à 19 h 30

Pourquoi pas l'INFORMATIQUE ? Associé à l'IUT d'Orsay, SOLERI-CIGEL RÉMUNÈRE votre FORMATION

Vous êtes jeune, non-informaticien, mais diplômé de l'enseignement supérieur (Bac + 3 minimum) dans une discipline scientifique ou de gestion...
Vous êtes prêt à vous passionner pour l'INFORMATIQUE...
Vous souhaitez accéder au monde des grands systèmes IBM...

Contactez-nous RAPIDEMENT, les places sont comptées...
Téléphonez immédiatement au 47.78.13.85
ou consultez le service MINITEL au 36.05.04.25 (appel gratuit)



soleri-cigel
PARIS, 45, rue de la Harpe

EDUCATION

REPÈRES

BRETON. Une erreur s'est glissée dans le numéro de téléphone de l'Association des professeurs de langue bretonne publié dans « Le Monde Education » du 27 septembre. Les renseignements sur les cours et stages de breton peuvent être obtenus au (1) 43-64-24-47.

COMMUNICATION. Parmi les innovations de la rentrée 1990, le ministère de l'éducation nationale se lance dans une politique de communication tous azimuts, destinée à ses personnels et à ses usagers. L'objectif majeur de cet effort inhabituel consiste à rapprocher l'école de la société française, à faire mieux connaître la diversité du système scolaire, les grands et petits services du métier d'enseignant et, bien entendu, les projets du ministère.

Une série de lettres d'information de quatre pages est donc lancée : *Lettre aux parents*, tirée à 14 millions d'exemplaires et qui sera remise, durant le mois de septembre, à chaque élève pour qu'il la transmette à ses parents ; *Lettre aux enseignants* (bimestrielle) ; *Lettre aux ATOS* (bimestrielle) pour les personnels non enseignants de l'éducation ; *lettre hebdomadaire (TGV)* destinée à l'information des cadres de l'éducation nationale ; *Lettre SUP* (bimestrielle) consacrée à l'enseignement supérieur ; enfin une lettre mensuelle (*Des idées*) comportant des notes de lecture sur les livres et articles à propos de l'éducation.

GASTRONOMIE. Des stars de la cuisine passeront de leurs fourneaux aux salles de classe le 15 octobre. Cinq cents chefs, venus des quatre coins de France, donneront ce jour-là une « leçon de goût » aux écoliers parisiens. Cette opération, supervisée par le rectorat de Paris, entre dans le cadre du programme académique d'action culturelle et fait suite à un sondage réalisé par IPSOS entre le 7 et le 11 mai. 63 % des neuf cents personnes interrogées y estiment que la tradition culinaire française est menacée et 62 % se

déclarent favorables à l'apprentissage du goût dans les écoles.

LYCEENS. La Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDEL) vient d'élire une nouvelle présidente, Delphine Batho. Agée de dix-sept ans, élève en classe de première littéraire au lycée Henri-IV de Paris, elle remplace Carine Sailer, présidente depuis deux ans, qui quitte l'organisation, ayant obtenu son baccalauréat en juin dernier. La FIDEL prépare la campagne pour les élections des délégués de classe, en octobre, et la constitution des nouveaux conseils de délégués (lire l'article page précédente).

MATIGNON. M. Antoine Prost, chargé de mission au cabinet du premier ministre depuis 1988 et chargé des dossiers de l'éducation, va quitter l'hôtel Matignon. Il sera remplacé par M. Jean Hébrard.

Né le 9 février 1944 à Pont-Saint-Esprit (Gard), professeur d'école normale, M. Jean Hébrard a assuré la formation des professeurs d'école normale et celle des inspecteurs départementaux de l'éducation nationale de 1973 à 1984. Chargé de recherche à l'INRP (Institut national de la recherche pédagogique) depuis 1984, il a enseigné dans plusieurs universités étrangères et est chargé de conférences à l'École des hautes études en sciences sociales. Il est l'auteur de nombreux articles et ouvrages consacrés notamment au problème de la lecture.

STATISTIQUES. La nouvelle édition de la « bible » de l'éducation nationale vient de paraître. Il s'agit du recueil *Repères et références statistiques*, qui réunit l'ensemble des données chiffrées sur le fonctionnement du système éducatif et des universités (évolution du nombre d'élèves et d'enseignants, de diplômés, dépenses régionales, taux de redoublement et de réussite aux examens, etc.). Publié par la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) du ministère, cet ouvrage est disponible dans les rectorats et à la DEP, 58, boulevard du Lycée, 92170 Vanves. Tél. : (1) 40-65-72-63.

Des premiers cycles à la carte

Dans un rapport rendu public le 26 septembre, le Comité national d'évaluation propose un remodelage des formations universitaires

Quelques jours avant les étudiants, le Comité national d'évaluation des universités (CNE) devait effectuer sa rentrée, mercredi 26 septembre, en rendant public un rapport sur « L'enseignement supérieur de masse ». Autant dire que le comité n'a pas froid aux yeux. Intégralement renouvelé il y a un an, il s'attaque bille en tête au lancinant problème des premiers cycles.

La voie avait sans doute été tracée par le premier Comité d'évaluation et son président, M. Laurent Schwartz, qui avaient plaidé à plusieurs reprises pour une diversification des premières années d'enseignement supérieur. Moins flamboyant, plus soucieux sans doute de la recherche du consensus et attentif au poids des virgules, M. François Luchaire, le nouveau président du CNE, n'en prend pas moins le relais avec vigueur.

Orientation et diversification

Le postulat initial est sans ambiguïté : « D'ores et déjà l'enseignement supérieur de masse est une réalité » et le sera plus encore demain lorsque les formations post-baccalauréat devront accueillir près de deux millions d'étudiants, comme tout le laisse prévoir. Or, jusqu'à présent, en servant de déversoir aux bacheliers qui n'ont pas trouvé de place dans les filières fermées et sélectives (classes préparatoires, instituts universitaires de technologie et sections de techniciens supérieurs), les premiers cycles universitaires classiques, ouverts à tous, ont permis à l'ensemble du système de progresser tant bien que mal. « Cet équilibre déjà très fragile, estime le CNE, risque fort d'être rompu par l'afflux supplémentaire prévu pour les prochaines années. La solution qui a prévalu jusqu'ici n'est plus acceptable. Elle relâcerait, ou légitimerait, la sélection par l'échec ou par l'argent. Elle priverait progressivement les premiers cycles de tout caractère réellement universitaire. Les étudiants en seraient les premières victimes. »

Pour éviter une telle rupture, le Comité d'évaluation estime donc nécessaire de « rééquilibrer les deux secteurs, ouvert et fermé, pour que chaque filière retrouve sa finalité originelle, et d'assurer une répartition des étudiants plus adéquate

entre les différentes filières ». Eternelle pétition de principe de toutes les réflexions sur le casse-tête des premiers cycles ? Sans doute. Mais le CNE va plus loin et formule plusieurs propositions originales.

Tout d'abord l'amélioration des procédures d'orientation qui conditionnent dès le lycée les choix des futurs étudiants. Aux yeux du Comité d'évaluation, l'orientation et le choix de la filière de premier cycle ne doivent plus être différés à l'entrée dans l'enseignement supérieur, mais être envisagés bien avant le baccalauréat. « Rien ne pourra se faire de décisif tant que les élèves ne se sentiront pas engagés par cette orientation dès avant le bac. Les étudiants des filières sélectives connaissent la pratique des pré-inscriptions, elle devrait être étendue aux premiers cycles universitaires. » Un tel changement ne résoudrait pas seulement une bonne partie des problèmes soulevés au moment des premières inscriptions universitaires, il permettrait aussi à chaque université d'annoncer à l'avance aux candidats que leur orientation est acceptée et de leur faire, dans le cas contraire, des propositions alternatives.

Cette orientation plus précoce ne doit pas devenir un carcan. « Un enseignement supérieur très diversifié implique la généralisation des passerelles entre formations » et la possibilité de réorientations. Sans revenir à un système général d'équivalences, le CNE propose donc d'utiliser « en l'assouplissant » la réglementation récente sur la « validation des acquis » qui permet désormais à des personnes ayant une activité professionnelle ou sociale de reprendre des études à un niveau tenant compte de leur expérience.

Les principales suggestions du Comité d'évaluation portent cependant sur l'architecture même et la finalité des différentes formations dans l'enseignement supérieur. Actuellement, on le sait, les meilleurs bacheliers généraux cherchent à entrer dans les filières sélectives, laissant aux bacheliers du technique, préparés à poursuivre des études courtes, le gros des places dans les premiers cycles universitaires conduisant aux études longues. Pour sortir de cette situation absurde, « il faut impérativement développer les filières courtes professionnalisées ». Les DEUST

(diplômes d'études universitaires scientifiques et techniques), créés il y a quelques années, n'apparaissent au CNE que « comme une solution marginale », sorte de timide copie des formations existantes (IUT et STS).

Malgré les réserves des intéressés, « il faut donc augmenter le nombre des places dans les IUT et les STS », grâce à une politique d'incitation, éventuellement « réincitée d'autoritarisme ». Et, pour ne pas déstabiliser des filières qui marchent bien, le CNE suggère de proposer aux IUT et aux STS de recruter des bacheliers technologiques « en respectant des quotas ».

D'autre part, le CNE a cherché des solutions complémentaires pour les bacheliers qui s'engagent dans des études supérieures de crainte de ne pas trouver du travail avec leur seul baccalauréat. Il envisage donc le développement, en liaison étroite avec les milieux professionnels, de formations courtes en un an, destinées à « renforcer les chances de trouver un emploi ». De même il préconise la multiplication des formations par alternance qui devraient être organisées dans le cadre d'un « multipartenariat » entre universités, entreprises et collectivités locales. Ces nouvelles formules pourraient être prises en charge par des « instituts professionnels supérieurs, intégrés aux universités ».

Enseignement modulaire

Enfin, le développement de l'enseignement de masse dans le supérieur ne pourra faire l'économie d'une refonte des premiers cycles universitaires, de moins en moins capables, aujourd'hui, d'assumer l'hétérogénéité croissante des étudiants. Écartant l'organisation par année, trop rigide, et le système des unités de valeur UV, trop dispersé, le CNE propose donc une formule plus souple d'organisation en « modules » dont le champ disciplinaire serait plus large que les UV, un peu à l'image des anciens « certificats de licence ».

Pour les évaluateurs, ce système présenterait un double avantage : en cas d'échec au DEUG ou à l'entrée en deuxième année de médecine, « il permet à l'étudiant qui se réoriente de conserver les modules acquis ». En second lieu, il permet « d'accélérer ou d'étaler le temps

des études ». Au sens propre du terme, il s'agit donc de premiers cycles à plusieurs vitesses. Certains étudiants en difficulté pourraient suivre des « modules de transition » et de remise à niveau. D'autres, plus à l'aise, pourraient mener plus rapidement leur cursus. Pour le CNE, ces cursus mieux adaptés permettraient d'attirer à nouveau les meilleurs étudiants vers l'Université : « On peut imaginer que certains modules d'excellence ne soient pas accessibles à tous les étudiants. En deuxième cycle, les magistères ont déjà une organisation de ce type. Ils ont été installés sans que soit remis en cause le tabou du diplôme national. »

Enfin, les réformes de structure et de contenu ne sont pas tout. Pour réussir l'accueil d'un nombre croissant d'étudiants, il faudra des moyens supplémentaires, souligne le CNE. Financiers tout d'abord, et le Comité propose tout bonnement que la France consacre 10 % de son PIB à l'ensemble des dépenses d'éducation et de formation, contre moins de 7 % aujourd'hui. Mais également des moyens humains, impliquant un élargissement de recrutement des enseignants. « En raison de l'ampleur des besoins, l'appel à des agrégés du second degré – déjà fréquent – paraît inévitable. » Dans les disciplines où la pénurie d'enseignants est très forte, comme le droit et les sciences économiques, pourrait être créé un « concours national de recrutement », analogue à l'agrégation du second degré. « Ce système ne se substituerait pas au recrutement des maîtres de conférences, par la voie ordinaire, DEA, thèse, concours sur poste. Les étudiants auraient ainsi le choix entre la voie de la formation par la recherche et la voie des concours d'agrégation du second degré fondés essentiellement sur des qualités de culture générale dans la discipline et de capacité d'expression. »

On le voit, ces propositions risquent de réveiller des inquiétudes et de faire remonter bien des soupçons. Elles ont cependant le mérite de repenser clairement le problème de l'université : comment s'adapter à la diversité croissante des demandes de formation et des profils d'étudiants ? Une question que les pouvoirs publics ne pourront éternellement éluder.

GÉRARD COURTOIS

SEPTEMBRE 1990

LE MONDE diplomatique

LA FORCE ET LE DROIT DANS LA RÉGION DU GOLFE.

Un dossier de six pages consacré à la confrontation militaire dans le Golfe.

L'ACCROISSEMENT DES VENTES D'ARMES AU TIERS-MONDE ET LA SÉCURITÉ PLANÉTAIRE.

Le Monde L'ÉDUCATION

ENQUÊTE : LA MATERNELLE EN DANGER ?

DOSSIER : TOUS LES SUJETS DU BAC 90, EN FRANÇAIS ET EN PHILO.

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

LES FARDEAUX DE LA DETTE : L'expérience de dix ans d'endettement dans le tiers-monde permettra-t-elle d'éviter une crise similaire en Europe de l'Est ?

LITTÉRATURES D'AMÉRIQUE LATINE : Des repères pour découvrir les richesses littéraires du continent latino-américain.

Le Monde PHILATÉLISTES

TIMBRES ET TÉLÉCARTES : 20 pages de nouveautés.

THÉMATIQUE : les poissons d'eau douce.

CARTES POSTALES : Boulevard du Crime.

En vente chez votre marchand de journaux

Nouvelle vague informatique à l'école

Six firmes d'ordinateurs retenues par l'administration pour renouveler le parc scolaire

Dix-huit mois après avoir lancé un appel d'offres destiné à pourvoir au remplacement des 150 000 micro-ordinateurs Thomson installés dans les écoles élémentaires en 1985, l'Union des groupements d'achats publics (UGAP) a rendu publics, lundi 24 septembre, le nom des six fournisseurs retenus.

Les entreprises choisies sont quatre françaises – ADDX Systèmes, Bull-Zenith, Goupil-SMT, Normerel – le néerlandais TRT-TI Philips et l'italien Olivetti. La longue gestation de ce projet peut s'expliquer par l'enchevêtrement de contraintes techniques et politiques, dans un dossier géré sans grande transparence (le Monde du 19 septembre).

Contrairement à ce qui s'était passé en 1985 avec le plan Informatique pour tous (IPT), l'Etat ne finance pas l'achat du matériel. Il laisse aux communes, qui ont légalement la charge d'équiper les écoles, le soin de renouveler le matériel informatique. L'éducation nationale se contentant de recommandations. Les municipalités restent cependant libres de choisir non seulement le matériel, mais aussi le fournisseur de leur choix. La Camif, coopérative de la Mutuelle des instituteurs de France, se déclare, elle aussi, prête à fournir les communes intéressées. Nombre d'entre elles n'avaient pas attendu les propositions de l'UGAP pour moderniser leur parc de micro-ordinateurs scolaires : 20 000 machines auraient déjà été remplacées entre 1987 et 1989.

Dès le lancement de l'appel d'offres de l'UGAP, en mars 1989, l'éducation nationale demandait des machines bon marché (moins de 5 000 francs), aux normes PC, mais permettant aussi d'utiliser les moniteurs, les imprimantes et certains logiciels installés dans les classes au temps du plan Informatique pour tous.

Le scepticisme des fabricants français – à l'exception d'une très petite entreprise, ADDX – à l'égard d'une telle solution, tournée selon eux vers le passé, avait alors contribué à retarder l'opération.

En décembre 1989, l'administration déclarait l'appel d'offres

infructueux et, précisant le cahier des charges, décidait de traiter de gré à gré avec les firmes. Quatre entreprises – Olivetti, Léonard (groupe Siemens), Philips et ADDX – étaient retenues en juin dernier par le jury animé par M. Alain Gillette, président de l'UGAP, et comprenant neuf représentants de l'administration, dont trois de l'éducation nationale, trois du ministère de l'Industrie et autant du ministère de l'Économie et des Finances.

Mais ce choix tardait à être notifié officiellement, la direction des écoles n'ayant pas confirmé le bon fonctionnement des logiciels sur les machines concernées.

Ces hésitations donnaient le temps aux deux fabricants français récalcitrants – Bull-Zenith et SMT-Goupil – ainsi qu'à Normerel, de prendre opportunément le train en marche. Les voici aujourd'hui retenus par la direction des écoles, et donc par l'UGAP, tandis que l'éducation nationale fait curieusement passer à la trappe Léonard, constructeur ancienement français, racheté par Siemens.

Plafond de prix dépassé

Si les constructeurs français sont entrés dans le rang en acceptant les exigences de l'éducation nationale, il semble que cette dernière ait mis, elle aussi, de l'eau dans son vin en autorisant un matériel dont le prix dépasse le plafond fixé à l'origine, et qui ne présente pas toutes les caractéristiques nécessaires à une compatibilité totale avec les anciens périphériques. Le prix des micro-ordinateurs proposés par l'UGAP s'établit entre 6 000 francs (ADDX) et 10 000 francs (Bull), comprenant un logiciel permettant la réutilisation des anciens logiciels Thomson.

Pour sa part, la firme ADDX n'a pas caché sa « surprise » à l'annonce du choix de l'administration, faisant valoir qu'elle avait été la seule entreprise française à s'être intéressée au dossier dès le début.

PHILIPPE BERNARD et FRANÇOISE VAYSSÉ

سكزا من الزرعين

COMMUNICATION

Les contrats d'objectif d'A2 et FR3

M^{me} Tasca réaffirme ses choix pour l'audiovisuel public

M^{me} Catherine Tasca et M. Jack Lang devaient présenter au conseil des ministres, mercredi 26 septembre, les contrats d'objectif d'Antenne 2 et de FR 3. Deux véritables chartes qui définissent jusqu'à fin 1992, les six principales orientations stratégiques des deux grandes chaînes publiques.

« Un service public fort ». Au printemps 1989, M^{me} Catherine Tasca martelait cette affirmation au Parlement comme un credo. Depuis, les vents s'étaient faits contraires : baisse d'audience d'Antenne 2, effondrement de ses recettes publicitaires, sans oublier les querelles toujours plus vives entre la tutelle et le super-PDG.

Aujourd'hui, le ministre délégué à la communication veut croire à l'embellie. « Parce que l'Etat tient ses engagements et apportera aux chaînes 600 millions de francs de recettes publiques supplémentaires en 1990 comme en 1991 ; parce que les chaînes, elles-mêmes, reprennent maintenant à leur compte le discours gouvernemental qu'elles jugeaient, il y a peu, irréalisable ou inutilement volontariste ».

Le gouvernement et les chaînes publiques se sont donc mis d'accord — « après un débat parfois vif », reconnaît M^{me} Tasca — sur six objectifs : la croissance de l'audience ; la politique de création ; la coordination, la variété, la qualité des programmes et, pour finir, la place et le rôle des télévisions dans la modernisation du « groupe audiovisuel public ».

L'audience. d'abord. « Passer de 30 à 45 % de part de marché ne se décrète pas », reconnaît le ministre, mais les contrats d'objectif donnent clairement mission à chaque chaîne d'enrayer l'érosion qui les frappe. D'ici à la fin 1992, Antenne 2 devra ainsi porter à plus de quarante-deux minutes sa durée d'écoute quotidienne par individu, FR 3 devant

dépasser les dix-neuf minutes (leurs références respectives de 1989).

« Qu'on ne se méprenne pas, nuance toutefois M^{me} Tasca. Le respect des engagements ne sera pas jugé à la seule aune de moyennes arithmétiques arbitraires, mais tiendra compte de la nature des programmes ».

La politique de création, ensuite. Les deux chaînes publiques devront investir davantage dans la production. Antenne 2, par exemple, s'engage à y consacrer annuellement plus de 19,6 % de son chiffre d'affaires (référence 1989), tandis que FR 3 devra, de son côté, dépasser, à l'horizon 1992, les 350 millions de francs investis l'an dernier. L'une comme l'autre devront privilégier les émissions délaissées par les télévisions commerciales : documentaires de création, dessins animés, films ayant bénéficié de l'avance sur recettes ou réalisés par de jeunes auteurs.

« Satisfaire le public est sans doute une ambition suffisante pour des chaînes privées, explique M^{me} Tasca. Mais cela ne peut en aucun cas l'être pour des télévisions publiques qui ont un rôle déterminant à jouer dans la survie de certains genres artistiques constituant notre humus culturel. Pourquoi le nier ? Elles ont des obligations à l'égard des créateurs ».

Les téléspectateurs ne sont pourtant pas oubliés. Coordination, complémentarité et qualité des émissions sont des objectifs auxquels le ministre n'entend pas renoncer. C'est ainsi qu'Antenne 2 et FR 3 qui ont simultanément programmé, l'an dernier, 215 soirées avec des émissions volontairement différentes se sont engagés à en accroître encore le nombre.

FR 3 aura un rôle tout particulier à jouer dans cette diversité, même si le contrat d'objectif de la chaîne fait clairement ressortir les limites imposées par l'Etat à l'ambitieuse politique de régionalisation défendue par la directrice générale de la chaîne, M^{me} Dominique Aklay (le Monde du 17 mai). Oui à l'information locale

de proximité, oui à des décrochages locaux, non à l'attribution de fréquences hertziennes supplémentaires ; le recours à d'éventuels financements extérieurs devant respecter l'entière responsabilité éditoriale de FR 3.

« L'information, la communication passent aujourd'hui très majoritairement par le privé », constate M^{me} Tasca. Cela milite donc pour que soit clairement identifié ce qui relève encore du secteur public. Faut-il de quoi, l'on glisserait très vite vers l'économie mixte au risque de perdre de vue l'intérêt général et d'oublier les responsabilités spécifiques de l'Etat ».

Des responsabilités et des prérogatives auxquelles le ministre n'entend pas renoncer. Sur tous ces points comme sur d'autres — les liens d'Antenne 2 et de FR 3 avec la SEPT, leurs rapports avec la SFP, le plan de rationalisation de l'outil de production régional et la diversification des chaînes dans le satellite et le câble, — M^{me} Tasca n'a pas jugé nécessaire de consulter le CSA. « Le Conseil n'est pas l'Etat », souligne-t-elle.

PIERRE-ANGEL GAY

Le difficile marché ouvert par TDF 1

Les Français ne sont pas prêts à acheter les nouvelles technologies en matière de télévision

Selon une étude du Bureau d'information et de précision économique (BIPE), 44 % des Français souhaitent de nouveaux programmes, mais 97 % ne songent pas à s'équiper en téléviseurs D2 Mac et 16/9 au prix actuel des récepteurs.

Les Français sont-ils prêts à payer pour recevoir les nouvelles chaînes de TDF 1 et à changer leur téléviseur pour un récepteur estampillé D2 Mac et au format 16/9 ? Un an après le lancement du satellite de télévision directe et quelques mois avant la commercialisation de son bouquet de programmes, la réponse à cette question n'a toujours rien d'évident.

Une vieille tradition technocratique pousse les responsables de l'innovation audiovisuelle à ignorer trop souvent les attentes des téléspectateurs : les déboires de la télévision par câble en sont l'une des plus récentes illustrations.

Aussi l'étude réalisée par le BIPE et présentée le 26 septembre lors du

deuxième colloque de Satef Conseil à Paris permet-elle de confronter, pour la première fois, le grand projet technologique et audiovisuel national aux réalités du marché. Pouvoirs publics et industriels misent en effet sur TDF 1 et ses programmes pour amorcer un renouvellement du parc de téléviseurs et développer une télévision haute définition européenne face à la concurrence japonaise. L'enjeu est considérable, et les investissements se chiffrent en dizaines de milliards de francs.

Or les sondages du BIPE montrent que le téléspectateur français n'est pas préparé à une telle révolution : 60 % d'entre eux se disent satisfaits de la qualité actuelle de l'image et du son. Certes 30 % des Français seraient intéressés par le son numérique et stéréophonique, l'image améliorée et élargie du D2 Mac, mais ce pourcentage tombe à 2,7 % quand ils apprennent que le prix des nouveaux récepteurs dépasse aujourd'hui les 10 000 francs.

Le consommateur national est nettement plus séduit quand on lui parle programmes. A une forte majorité, les Français déplorent le manque de diversité de l'offre actuelle, l'invasion de la publicité et des séries américaines, et 44 % d'entre eux souhaitent disposer de nouvelles chaînes. Du cinéma et du sport d'abord ou la chaîne culturelle ; programmes pour enfants, musique ou chaînes étrangères suscitent beaucoup moins d'enthousiasme.

Un énorme effort d'information

Les chaînes de TDF 1 (Canal Plus, Sports 2/3, Canal Enfants, A2, la Sept et Euromusique) semblent donc bien choisies pour satisfaire une partie de cette attente. Mais, là encore, le prix restreint l'intérêt : au-delà de 50 francs par mois, rares sont les candidats à l'abonnement.

Faut-il en conclure que la commercialisation de TDF 1 a du plomb

dans l'aile et que le grand projet audiovisuel français court à l'échec ? La réponse des experts du BIPE est plus nuancée. Ils constatent que l'innovation audiovisuelle dispose d'un capital de clients enthousiastes : 3,3 % des Français veulent consommer des nouveaux programmes, sont très sensibles à l'amélioration de la réception et se disent même prêts à acheter un téléviseur 16/9 dans les six mois ! Ces passionnés de l'image constituent un « public relais » qui peut entraîner peu à peu une clientèle plus large.

Le BIPE évalue à 15 % de la population le marché potentiel des nouveaux services audiovisuels. Dans un horizon de deux à trois ans, ces foyers pourraient consacrer 1,7 milliard de francs à l'abonnement à de nouvelles chaînes. De quoi assurer l'avenir du satellite si une augmentation de la redevance ou la télévision par câble ne viennent pas épuiser une partie de ce pactole. Les perspectives pour l'industrie de l'équipement sont moins radieuses : en l'état actuel du rapport qualité/prix, 97 % des Français ne songent guère à acheter un téléviseur aux nouvelles normes même s'ils s'abonnent aux chaînes par satellite.

Le BIPE souligne enfin l'immense effort d'information et de promotion à accomplir. L'existence du satellite TDF 1 n'est connue que par 17,5 % des Français. Ils ne sont plus que 5,9 % à identifier les téléviseurs 16/9, et 4,5 % à avoir entendu parler du D2 Mac. Cette ignorance des nouveaux services audiovisuels est strictement liée à l'absence d'une politique de commercialisation.

Ainsi 55,9 % des Français connaissent la télévision par câble, mais s'adresseraient pour s'abonner au revendeur de télévisions, au bureau de tabac ou à une agence de France Télécom, alors que la gestion des réseaux est confiée depuis bientôt sept ans à des exploitants privés.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

M. Daniel Filipacchi devient PDG de Diamandis filiale américaine d'Hachette

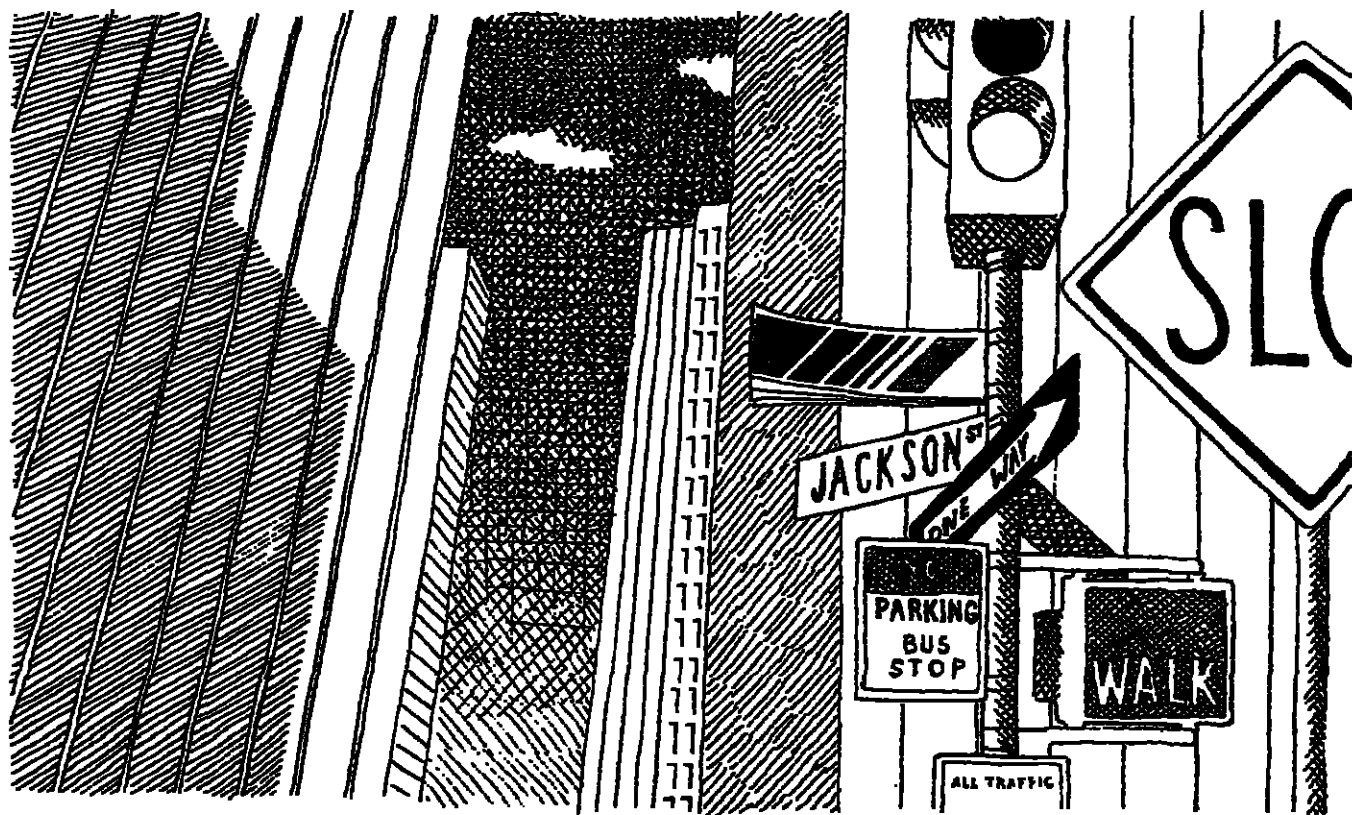
Petite révolution de palais dans la filiale presse magazine du groupe Hachette aux Etats-Unis. Racheté en juin 1988 par le groupe de communication français, Diamandis Communications Inc., qui publie une douzaine de titres dont *Woman's Day*, *Car and Driver*, *Popular Photography*, etc., a modifié son nom en Hachette Magazines Inc.

La date de ce changement de nom, le 24 septembre, coïncide avec les départs du PDG de Diamandis, M. Peter Diamandis, de son vice-président et de son directeur financier. Le contrat de

M. Diamandis devait se terminer le 31 décembre mais Hachette indique « qu'un accord mutuel est intervenu mettant immédiatement un terme aux fonctions de M. Diamandis ».

La nouvelle équipe dirigeante de Hachette Magazines Inc. se compose de M. Daniel Filipacchi, vice-président d'Hachette, qui devient PDG de la filiale américaine, et de MM. Jean-Louis Ginibre et Didier Guérin. Le contrôle renforcé des titres de Diamandis par Hachette traduit sa volonté de les développer, a indiqué M. Filipacchi.

Toute l'Amérique sauvage est là,
ses canyons, ses totems...



offre exceptionnelle :
NEW YORK 2 900 F. MIAMI 3 600 F. A.R.

AIR FRANCE Vacances

LE VOYAGE DOIT ÊTRE EFFECTUÉ ENTRE LE 15 OCTOBRE ET LE 15 DÉCEMBRE 1990. VOLS AU DÉPART DE PARIS ET DE PROVINCE. TARIFS SOUMIS A DES CONDITIONS PARTICULIÈRES DE VENTE ET DE TRANS-
PORT, PRIX SUSCEPTIBLES DE MODIFICATIONS EN FONCTION DE LA RÉGLEMENTATION EN VIGUEUR. RENSEIGNEZ-VOUS AUPRÈS DE VOTRE AGENCE AIR FRANCE OU DE VOTRE AGENT DE VOYAGE.

صكرا من الرحمن

ARTS • SPECTACLES



JACK MITCHELL

MERCE CUNNINGHAM ET JOHN CAGE SE CROISENT A PARIS

Le retour des casse-muraille

L'UN travaille avec le temps : le musicien, John Cage; l'autre, avec le temps et l'espace : Merce Cunningham, le danseur-chorégraphe. Enfin, c'est ce qu'ils font apparemment.

Car depuis le demi-siècle (quarante-huit ans exactement) que l'inventeur du piano préparé s'est acquiescé avec le génie malin de Black Mountain, tous deux, ensemble ou séparément, n'ont cessé de pratiquer et, finalement, d'institutionnaliser à leur seul usage personnel un unique mode d'invention et de pensée : la déconstruction.

Déconstruire n'est pas, bien au contraire, tendre vers le rien, le nihilisme, le zéro pointé de la création. Déconstruire, ce fut précisément, pour Cage et Cunningham, jouer avec l'espace et le temps à tout moment, dans tous les sens : que la danse ne soit plus un spectacle frontal, qui s'écoule régulièrement, ni une suite de tableaux, avec un centre, des perspectives, un horizon ; que la musique cesse de cheminer sur la voie unique de la durée, qu'elle s'épande

comme un tableau sur le papier et qu'elle sache revenir en arrière, reculer dans un espace-temps parcellisé.

Déconstruire, ce fut aussi déclarer périmées quelques évidences, comme le statut de l'œuvre comme objet terminé, et donc reproductible. Terrain dangereux, terrain miné puisque reproductible, c'est filmer, enregistrer, interpréter, multiplier à l'infini un « produit » : le commercialiser avec les meilleurs espoirs de profit. Casse-muraille joyeux mais aussi idéologues sérieux, marqués comme toute leur génération par les idées de McLuhan, persuadés comme lui de l'importance de la médiatisation, mais pour en dénoncer les méfaits, nos deux Américains en vinrent à définir la création comme une pratique « en devenir ». De la même façon que l'eau du fleuve ne cesse de couler, le temps ne cesse de passer sur l'œuvre. Qui s'en empare, pour l'interpréter, la recrée forcément sous un nouveau jour.

Cunningham explique ici, dans un entretien exclusif recueilli à la Biennale de la danse de Lyon,

qu'il aime toujours, et plus que jamais, faire avec ses danseurs, et en direct, « l'expérience de l'inconnu ». Cage, qui n'en finit plus de pulvériser les grandes œuvres lyriques du passé dans ses *Européens* — on en verra deux à Paris — ne renonce pas non plus à une liberté conquise dans la foulée du surréalisme, à coups de collages, de diagrammes, de graphismes, de partitions labyrinthiques ou trop exagérément dépouillées pour que l'interprète puisse s'y repérer autrement qu'en s'engageant lui-même, physiquement et intellectuellement.

Chez Cage comme chez Cunningham, la confiance apparaît finalement absolue dans cet *alter ego* qu'est l'exécutant : la création collective n'est jamais loin. Et le hasard convoqué systématiquement. Car ils ont dit, les premiers, qu'on ne danse pas « sur » la musique, que les corps ont mieux à faire avec le rythme, puisque les gestes et les sons savent jouer ensemble, au débotté, chacun de son côté, de si belles partitions.

ANNE REY

CINÉMA

23

La Tunisie selon Ferid Boughedir



Dans un faubourg populaire de Tunis, Halfaouine, la réalité du monde arabo-musulman d'aujourd'hui dans le regard d'un enfant qui va devenir un homme. *Halfaouine l'enfant des terrasses* est le premier long métrage de fiction de Ferid Boughedir, l'un des critiques les plus renommés d'Afrique, qui nous dit dans un entretien l'essor, les espoirs du cinéma tunisien.

ROCK

27

Le festival Futurama : promotion de rentrée

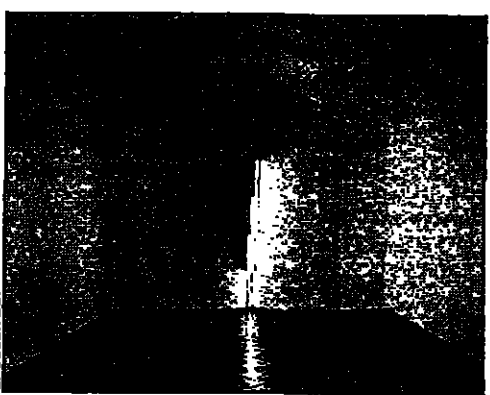


Premier des festivals en salle qui reviennent avec l'automne, Futurama propose à Paris et à Lyon une affiche gentiment éclectique : du rap anglais des Stereo MC's au rock onirique des Blue Aeroplanes (ci-dessus), Gerard Langley, le chanteur du groupe de Bristol, du charme indéfinissable de Philip Boa and the Voodoo Club à l'agression irrésistible de 24-7 SpyZ.

ARTS

29

Les minimalistes de la collection Panza



Le Musée d'art moderne de la Ville de Paris accueille la collection Panza : cet industriel et comte milanais a rassemblé depuis le milieu des années 60 les recherches les plus rudes des artistes minimalistes, ces sculpteurs qui, en plein pop art et expressionnisme abstrait, décidèrent de « faire simple »...

MUSIQUE/DANSE



Merce Cunningham en répétition (1966).

Malgré la brouille qui règne, dit-on, entre Cunningham et Cage, le vieux faune a l'air sacrément en forme! Il vient d'aligner trois « events » différents à la Biennale de la danse de Lyon, dont une soirée magique réalisée dans le décor de Jasper Johns, créé en 1968 d'après le « Grand Verre », tableau de Marcel Duchamp.

CES jours-ci, la Merce Cunningham Dance Company s'installe pour douze jours au Théâtre de la Ville avec deux programmes uniquement composés — à l'exception de *Pictures*, qui date de 1984 — de chorégraphies toutes fraîches, celles des années 1989 et 1990. Après cinquante ans de carrière, Merce Cunningham, âgé de soixante-deux ans, revient sur la notion même de « méthode Cunningham », qui a été, le plus souvent, racontée par ses exécutés plutôt que par lui-même. Il parle aussi de son art de la composition, régi par les règles du hasard, livre les secrets de fabrication d'un grand maître, et ses souvenirs de la *Black Mountain*, époque héroïque des débuts. Il ne néglige pas, bien sûr, de porter son regard vers aujourd'hui.

« Ma compagnie, dit Merce Cunningham, a une

classe quotidienne. C'est moi qui la donne trois fois par semaine. Elle a évolué au fil des ans, toutefois les principes de base en sont restés inchangés : il s'agit de fortifier le corps, de le rendre à la fois flexible et résistant. Un principe qui vaut autant pour l'entraînement des jambes, du dos et des bras que pour celui de l'esprit. Il existe des exercices plus spectaculaires, plus flatteurs, mais j'en ai trop vu se terminer par des blessures : je ne m'autorise pas ce droit. Une classe commence debout, les pieds joints, parallèles, par des étirements de la colonne vertébrale et du dos qui durent environ quinze minutes. Puis nous passons aux jambes : comme on n'a pas encore trouvé mieux pour leur donner de la force que de plier les genoux, on fait des « pliés ». C'est du ballet, disent certains ! En effet : sans jambes puissantes, un danseur ne bouge jamais bien.

« Chaque exercice est conçu pour être utile au danseur. Quand un exercice ne marche pas, ou qu'il a cessé d'agir, j'en cherche un autre. Rien n'est fixé une fois pour toutes : je n'ai jamais eu en tête d'établir une technique, encore moins un style. Je me moque de cela. L'équilibre du corps repose exactement là où les jambes s'articulent au dos. C'est le point névralgique à travailler sans relâche, et dans toutes les positions : au sol, debout, en saut. Quarante-cinq minutes de pure technique, mais avec des exercices qui chan-

gent à chaque fois : je ne veux pas qu'un danseur pense qu'il sait un mouvement parce qu'il l'a fait la veille. Un mouvement ne se comprend bien que quand il s'imprime dans le corps selon des processus variables. Je sors les danseurs de la routine qui est pourtant une constante de leur vie. Et ainsi, moi qui les observe, je ne m'ennuie pas.

— Changez-vous vos exercices au gré de vos besoins de chorégraphe ?

— Les exercices que j'expérimente finissent pour la plupart sur la scène. C'est pourquoi je suis attentif à la manière individuelle que mes danseurs ont d'exécuter les mouvements. Une erreur, une mauvaise compréhension peuvent donner un résultat positif qu'il faut garder. J'évite de parler pendant les cours car, en corrigeant trop souvent, on casse l'élan de la danse. Et ce qui m'intéresse ce sont les pas ! Rien que les pas ! Un corps en mouvement, s'il n'est pas interrompu, trouve souvent de lui-même la bonne position. Que les idées deviennent des actes physiques, telle est ma conception de l'enseignement.

— Quelles sont vos différentes manières de composer ?

— Je commence toujours par le mouvement, et non pas par l'idée d'un mouvement. Je tire le *Yi-king* afin d'obtenir des hexagrammes. A chaque hexagramme correspond un nombre : c'est ce nombre qui va définir la continuité. Par exemple, si je tire 22, je conçois une phrase de vingt-deux pas, et je regarde comment chaque danseur s'y prend pour la faire vivre. Je ne donne aucune indication, du genre « Faites l'homme ivre ! » : la façon de danser vient de mes danseurs, pas de moi. Aux répétitions, nous cherchons ensemble quelle sera la meilleure exécution possible, en fonction de l'individu et du moment particulier où la phrase intervient.

« J'aime le stress du hasard. Les propositions qu'il vous fait vous obligent à découvrir ce que vous ne savez pas encore. J'aime faire en direct l'expérience de l'inconnu. Quand je vais au théâtre, je n'aime pas savoir ce que je vais voir. Seuls les enfants ont cette capacité sensible du regard qui ne s'attend à rien.

— En quoi l'influence de John Cage a-t-elle été déterminante sur votre manière de chorégrapier ?

— Quand j'ai rencontré John à la Cornish School de Seattle, il accompagnait au piano le cours de danse. A l'époque, il était très versé dans les percussions, et moi je voulais être acteur. John avait déjà beaucoup avancé dans la conception qu'il avait du temps en musique. Fini les thèmes et variations : il était sorti du dix-neuvième siècle. J'ai pensé que je pouvais appliquer sa pensée à la danse : pas besoin d'être sur le tempo tout le temps ! J'avais déjà expérimenté cela en faisant des disquettes avec la merveilleuse Mrs Barrett, à Centralia, la petite ville où je suis né. Mrs Barrett nous faisait danser en dehors du rythme. Elle était terrible ! Rien n'était fixé. Il en est

de même avec John. Lui et moi, dès mes premiers solos à New-York, dans les années 50, on s'est bien amusés à pousser le jeu le plus loin possible, jusqu'à mettre la musique et la danse en contact juste au moment de la première !

« J'aime l'idée que le temps et l'espace sont une seule et même chose. Qu'on peut les étirer ou les condenser à volonté. Le temps qui s'écoule n'est plus celui du rythme humain. On programme un décollage et un alimasse à la seconde près. Le temps intermédiaire n'existe pas. Et ce petit *Voyager II* qui continue à se balader dans l'espace, n'est-ce pas fantastique ? Je travaille depuis peu avec un fabuleux programme d'ordinateur, « Compose », conçu exprès pour chorégrapier. Il réalise toutes ces variations sur le temps et l'espace à partir d'une phrase chorégraphique que je lui donne. Le danseur s'y incarne sous la forme d'une figure qui ressemble au bibendum Michelin. Je me rappelle très bien comment j'ai abandonné la composition frontale qui ne m'avait jamais satisfait : en lisant Einstein ! Il expliquait qu'il n'y avait pas de points fixes dans l'univers et que, par conséquent, le centre se trouvait partout. J'avais ma solution !

— Qu'avez-vous pensé de la post-modern dance qui se voulait encore plus radicale que vous ?

— J'étais trop occupé à l'époque pour suivre leurs expériences. Moi, je n'ai jamais refusé le mouvement, que je considère être la base de la danse. Mais j'admets parfaitement d'autres approches, comme celles issues des images ou des idées. Ce qui me touche, c'est la qualité du mouvement. J'aime celle d'Astaire autant que celle de la danseuse indienne Balasaraswati... Vous dites que je ne me suis pas intéressé aux danses ethniques ou noires ? En arrivant à New-York, je ne décollais pas du Savoy, fasciné par les danseurs de Lindy Hop. J'admire l'énergie et la spiritualité de la danse noire. Je me rappelle du choc que m'ont procuré les films de Bill Robinson. Je me rappelle aussi Shirley Temple avouer que « *Bill lui avait tout appris* ». Aujourd'hui, il y a les évolutions acrobatiques du hip hop sur la musique rap : voilà quelque chose que je ne peux plus faire !

— Êtes-vous étonné du retour des pointes chez les chorégraphes contemporains ?

— Êtes-vous vraiment sûr qu'elles avaient bien disparu ? Les chorégraphes contemporains qui les utilisent travaillent avec des danseurs entraînés au ballet classique. Je n'ai rien contre les pointes. Elles permettent d'obtenir des résultats intéressants quant à la vitesse et la virtuosité. Comme toute technique, celle-ci a ses limites : les pointes excluent la lenteur chez la danseuse, à moins qu'elle ne soit soutenue par son partenaire. On me croit ennemi des limites, je sais les apprécier.

« Prenez le décor de Jasper Johns : les structures de plastique transparent du *Grand Verre* dictent les

Force et omniprésence

La musique de la seconde moitié du vingtième siècle aurait pu exister sans John Cage, mais, quoiqu'il s'en défende, elle aurait été différente. Le compositeur américain n'a pas voulu transformer le monde, seulement en faire écouter les sons, mais cette fenêtre ouverte ne peut plus être refermée si facilement. Il faut croire que le bois a joué...

AVEC son sourire inébranlable, son goût persistant de l'aventure, sa simplicité vraie, John Cage, qui vient tout juste de fêter son soixante-dix-huitième anniversaire, serait le plus jeune des compositeurs contemporains si son travail avait quelque chose à voir avec la composition, au sens où on l'entend généralement. Cage serait plutôt un « inventeur », dans l'acception juridique du terme : celui qui trouve par hasard un objet sur son chemin, qui le ramasse et le montre aux autres, sans chercher pour autant à se l'approprier : « *Après moi, on fera toujours de la musique* », dit-il, sans la moindre mélancolie, convaincu de cette affirmation relevée dans le journal de Henry-David Thoreau : « *La musique existe partout et toujours, c'est seulement l'écoute qui est intermittente* ». Lui-même fils d'un inventeur dont le sous-marin avait battu le record mondial de

plongée en 1912, l'année de sa naissance. John Cage est surtout connu comme l'inventeur du piano préparé : un piano entre les cordes duquel on coince des gommages, des vis, des morceaux de bois ou de plastique à des endroits très précis (il faut quatre heures environ pour « préparer » un piano), ce qui permet d'obtenir toutes sortes de timbres et d'avoir ainsi sous la main un véritable orchestre de percussions. C'était d'ailleurs la seule solution que John Cage trouva, en 1938, pour faire entrer dans la fosse exigüe d'un théâtre l'ensemble de percussions dont il avait besoin pour accompagner un spectacle de danse. En 1949, un prix de 1 000 dollars lui fut décerné par la National Academy of Art and Letters « pour avoir reculé les frontières de l'art musical ».

Mais, entre-temps, Cage avait déjà posé les premiers jalons de la musique électro-acoustique avec *Imaginary Landscape numéro 1* pour deux électrophones à vitesse variable, piano et cymbales. En 1942, il inventait le minimalisme en composant une mélodie nostalgique sur un texte de Joyce, *The Wonderful Widow of Eighteen Springs* : elle n'emploie qu'une échelle de trois notes et l'accompagnement en est seulement frappé avec les doigts sur le couvercle clos et le corps de l'instrument en deuil.

De son propre aveu, ce fréquent recours à la percussion était pour Cage une façon provisoire de résoudre des problèmes de composition. Elève de Schoenberg (après avoir étudié le piano à Paris avec Lazare Lévy) entre 1935 et 1937 à l'université de Los Angeles, il s'était vu reprocher son absence de sens

harmonique. « *Vous allez vous taper la tête contre les murs* », l'avertissait Schoenberg : « *Eh bien*, répondit Cage, *je suis prêt à passer le restant de ma vie à me heurter la tête contre les murs* ». Il fonda à la même époque un ensemble de percussions pour lequel il composa notamment *Construction in Metal* (1937) et, comme il le raconte : « *Je téléphonai un jour à Schoenberg pour lui annoncer que je venais d'écrire un morceau pour batterie* ». « *Ach so...* », répondit-il. Et je l'ai invité à venir écouter cela. Il m'a dit alors qu'il était trop occupé. J'ai insisté : « *Vous savez, je peux le faire jouer n'importe quand...* ». Mais il m'a répondu : « *Je suis toujours occupé !* ». Ainsi, je me retrouvais seul. »

Cette incompatibilité fondamentale et naturelle entre deux esprits novateurs n'a pourtant pas laissé à Cage un souvenir négatif de l'enseignement de Schoenberg. Il se rappelle notamment certaines questions énigmatiques : « *Quels sont ces accords ?* » — Et l'élève donnait leur définition selon les traits d'harmonie. « *Oui*, répliquait Schoenberg un peu agacé, mais encore, qu'y a-t-il derrière ma question ? » ; « *Je crois bien*, conclut John Cage à présent, *qu'il voulait nous faire dire que c'était une autre question qui était derrière* ». Cette anecdote ressemble fort aux petites histoires inspirées par la philosophie du bouddhisme zen dont Cage fait ses délices depuis qu'il s'est initié, dans les années 40, à certains aspects de la pensée orientale.

En « écoutant » 4 minutes 33 pour piano (1952), une œuvre au cours de laquelle l'interprète ne tire aucun son de son instrument mais laisse l'auditoire

écouter tous ceux qui se produisent fortuitement pendant ce laps de temps, on peut songer à l'idéal des maîtres du shakuhachi, la grande flûte japonaise, qui est de recréer seulement le bruit du vent dans les roseaux et de faire ainsi oublier l'instrument.

Jusqu'à la fin des années 40, les compositions de Cage étaient précisément notées, les sonates et interludes pour piano préparé, notamment. A partir de *Music of change* (1951), dont le matériel est déterminé en tirant à pile ou face, le compositeur va laisser une place de plus en plus grande au hasard, à l'indéterminé ; et il a trouvé dans le *Yi king*, le livre des oracles chinois, un auxiliaire particulièrement stimulant. « *J'utilise les opérations de hasard, dit-il, non pas pour m'exprimer mais pour changer mon esprit. Ce qui m'intéresse le plus, ce ne sont pas les idées que je peux avoir a priori, mais celles qui viennent sans que je puisse en décider avant ; et c'est le hasard qui me les propose* ».

Le collage, la superposition aléatoire d'éléments préexistants (objets trouvés) susciteront toute une série d'œuvres, pour lesquelles Cage se gardait bien d'écrire la moindre note, mais proposait une durée ou un mode d'emploi : depuis *Imaginary Landscape numéro 4* pour douze postes de radio, ou *Imaginary Landscape numéro 5* utilisant quarante-deux disques de jazz, jusqu'aux actuels *Européras*, reprenant le même principe avec des extraits d'opéras chantés en direct simultanément à la diffusion de vieux enregistrements.

صلى الله عليه وسلم

MUSIQUE/DANSE

LE CHORÉGRAPHE MERCE CUNNINGHAM ET LE COMPOSITEUR JOHN CAGE

d'un mystère absolu



August Pace, *Inventions, Field and Figures* (1989).

PHOTOS LOIS GREENFIELD

choix chorégraphiques pour monter un «event», qui, comme vous le savez, est constitué d'extraits de plusieurs pièces. Je suis un passionné de vidéo : quoi de plus contraignant que le cadre qui ne donne qu'un point de vue sur la danse, ce qui va à l'encontre de mon travail ? Il faut toujours inventer des solutions, avoir de la fantaisie, pour faire revivre à l'écran l'éclatement de la composition.

— Faisons un saut dans le passé : que représentait, dans les années 50, le lieu, aujourd'hui mythique, de la Black Mountain ?

— La Black Mountain est une université de Caroline du Nord qui proposait des cours d'été qui rassemblaient tout le monde ! J'entends par là qu'il y avait Bob Rauschenberg, Willem et Elaine de Kooning, John Cage, Buckminster Fuller, Richard Lippold, David Tudor. Il n'y avait aucune séparation entre les disciplines. Après les repas, nous repoussions les tables, nous balayions un peu, et nous commençons à danser. Willem de Kooning, sa femme, Richard Lippold ont joué dans *Le Piège de*

Méduse, d'après la pièce d'Erik Satie. Willem avait fait le décor, et les étudiants les costumes, c'était en août 1948.

— Vos musiciens — Tudor, Kosugi, Pugliese — vous sont fidèles. En revanche Rauschenberg, Stella ont disparu de votre univers, pourquoi ? Est-ce parce que le marché de l'art est plus lucratif ?

— Déjà Andy est mort. Jasper, je le vois plutôt souvent. Je ne lui demande pas de travailler avec moi. Je ne crois plus qu'il ait envie de faire du théâtre. Vous savez, ils sont peintres : ils ne peuvent être à la fois sur les routes, en tournée, et avancer leurs œuvres à la maison. Nous, les musiciens et les danseurs, nous sommes des artistes de scène... Bob Rauschenberg vit en Floride. Nous nous voyons quand il vient à New-York. De toute façon, les décors sont devenus moins élaborés quand les tournées se sont multipliées. Vous avez raison aussi de dire que le marché de l'art est différent. J'ai un nouveau collaborateur. Il est soviétique : il s'appelle Sergei Bugaev, dit «Afrika». C'est John qui l'a découvert à Leningrad.

— On dit souvent que la France a joué un rôle important dans le développement de votre carrière, êtes-vous d'accord ?

— J'avais tellement envie de connaître la France ! Quand Bénédicte Pesle nous a fait venir, en 1964, nous ne nous sommes pas fait prier ! Depuis, nous sommes venus si souvent. Je me rappelle la commande de l'Opéra de Paris, en 1972, par Rolf Liebermann, sur proposition de Michel Guy : il s'agissait d'*Un jour ou deux*. Je me souviens aussi du premier «event» donné à Beaubourg en octobre 1979, devant des gens qui, pour la plupart, nous découvraient, et ne parlaient pas !

— Qu'avez-vous aimé dans les jeunes compagnies européennes du concours de Bagnolet que vous présidiez en juin dernier ?

— Ils ne cherchent pas dans des directions suffisamment différentes. Quand ils utilisent le mouvement, ce qu'ils font peu, ils lui donnent des formes assez proches de celles du dix-neuvième siècle. En revanche, ils ont des idées intéressantes sur la manière de se tenir en scène,

d'occuper l'espace. Mais on sent trop les intentions, qui prennent le pas sur tout. Je préfère quand je regarde danser me faire ma propre opinion. Pas la peine qu'on me dise ce que je dois penser.

— Après tant d'années à créer sans interruption, que représente encore pour vous la danse ?

— Le mystère absolu. Le mécanisme de la marche est le même pour tout le monde, et il n'y a pas une seule personne qui marche de la même façon ! On identifie quelqu'un à sa démarche : c'est cela l'expression que je n'arrête pas de chercher dans le mouvement.

Propos recueillis par DOMINIQUE FRÉTARD

* La Merce Cunningham Dance Company donnera du 25 au 29 septembre, à 20 h 30, et le 30, à 17 heures : *Field and Figures* (1989), *Inventions* (1989), *Fabrication* (1989) ; et du 2 au 6 octobre, à 20 h 30 : *Polarity* (1990), *August Pace* (1989), et *Pictures* (1984). Théâtre de la Ville. Tél : 48-87-54-42. Trois conférences débats auront lieu : le 24 sur l'esthétique Cunningham/Cage, le 25 avec le peintre Mark Lancaster, le 26 avec le musicien David Tudor. Théâtre contemporain de la danse, 18 h 30 : 15, rue Geoffroy-l'Asnier, 75004 Paris.

force et omniprésence

du hasard

Mais ce n'est là qu'un aspect de la démarche musicale de Cage, l'équivalent du happening théâtral dont il fut aussi en son temps l'un des initiateurs, car, dans les *Études australiennes* pour piano ou les *Freeman Etudes* pour violon composées parallèlement, la notation précise des hauteurs offre à l'exécutant plus de difficultés qu'elle ne lui laisse de liberté. La partition a été réalisée en décalquant une carte du ciel austral. En y superposant un papier quadrillé, les étoiles deviennent des notes — pas toutes, cela dépend des opérations de hasard — que Cage recopie soigneusement ensuite sur des portées. A l'exécution, on peut entendre alors la musique des étoiles...

Le procédé peut sembler parfaitement absurde et pourtant, du fait de l'éparpillement des astres, on n'est pas loin, à l'audition, de ces sons éclatés, structurés de façon si complexe qu'ils semblent libres de toute relation et que la musique contemporaine affectionnait surtout dans les années 50 : le hasard absolu rejoint ainsi l'extrême complication.

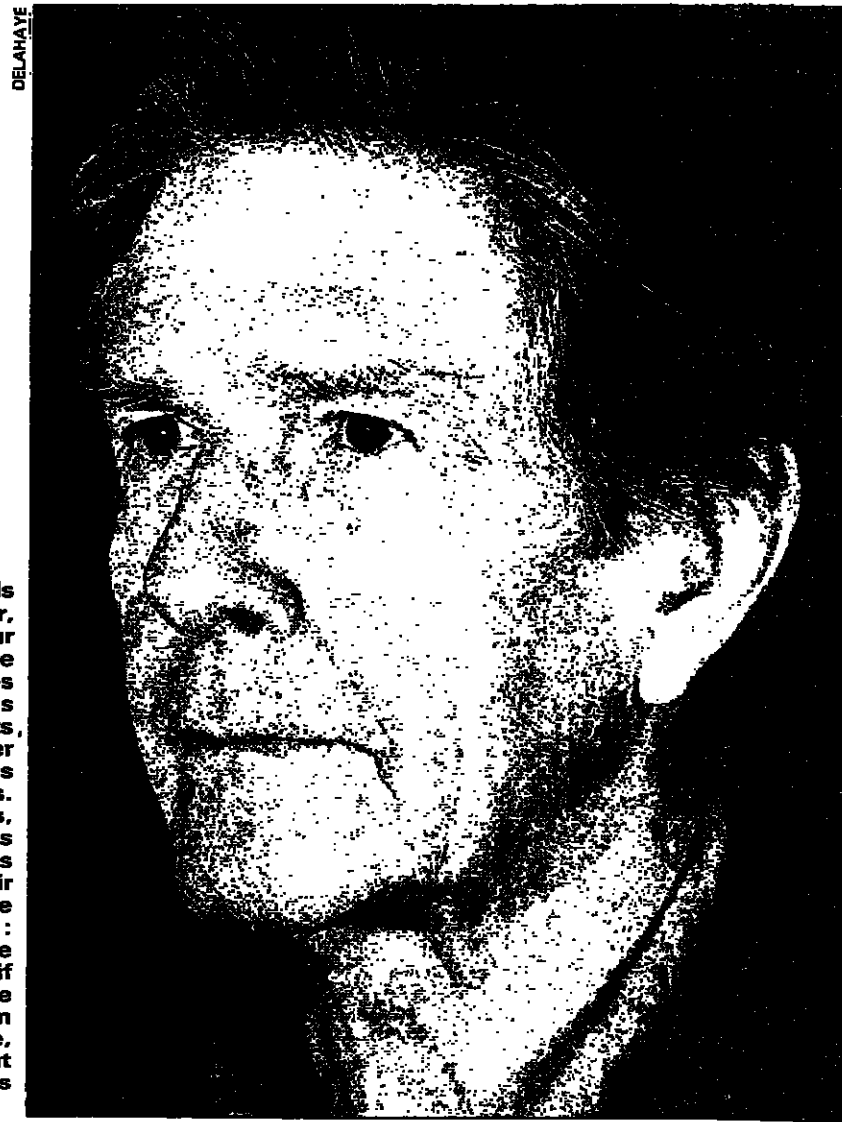
« Je pense, dit Cage, que les auditeurs ont quelque peine à faire la différence entre ces études et des pièces similaires écrites selon la technique dodécaphonique, par exemple. Mais je crois qu'ils peuvent sentir que c'est différent tout de même parce que là, comme dans toute ma musique, il n'y a aucun système de relation, pas plus qu'il n'y a de tonalité. On trouve tous les accords imaginables mais ce sont des événements isolés, uniques, et non des éléments d'un ensemble. C'est

une différence qui me semble décisive, même si on ne la perçoit pas tout de suite. Dans cette musique, il y a des accords tout à fait classiques — majeurs ou mineurs — mais complètement imprévisibles ; quand ils arrivent, ils ont une fraîcheur extraordinaire ; c'est comme si on les entendait pour la première fois. On les connaît, mais ils ne sont plus liés à un sens. C'est la même chose dans *Ulysse de Joyce*. Vous pouvez lire sans savoir exactement ce qui se passe, sans comprendre, mais avec plaisir. »

Cette disposition particulière de l'auditeur, cette réceptivité complète à ce qu'il entend — et l'on sait que l'oreille, sélective par définition, n'écoute que ce qu'elle choisit d'écouter, au prix d'une sélection souvent trop réductrice, — constitue sans doute la contribution la plus décisive de la démarche de John Cage à la conscience musicale de la fin du vingtième siècle. Elle reste un antidote précieux face à la montée actuelle dans la composition musicale d'un rationalisme constructiviste qui se méfie du hasard, sans en mesurer la force ni l'omniprésence. La musique est une aventure, pas seulement le produit d'une esthétique et d'une volonté, il ne faudrait jamais pouvoir l'oublier...

GÉRARD CONDÉ

* *Europa 3* et *Europa 4*, dernières compositions de John Cage, seront données les 2 et 3 octobre prochain dans l'amphithéâtre de l'Opéra-Bastille. Réservations : Festival d'automne (42-96-12-27) ou Opéra-Bastille (42-96-96-94). Lire notre sélection « musiques », page 27.



Fils d'un inventeur, inventeur lui-même d'œuvres qui sont moins des monuments, destinés à durer que des événements. Des happenings, sans autres prétentions que d'ouvrir l'oreille aux sons : Cage, antidote définitif à toute normalisation esthétique, revient avec ses *Europa 3* et *4*.

THÉÂTRE

LES SEPTIÈMES FRANCOPHONIES DE LIMOGES

Le répertoire du dialogue

Sous le mot de francophonie apparaît une réalité disparate, beaucoup d'enjeux, l'urgence d'un vrai dialogue Nord-Sud, et des expériences contrastées dont le théâtre est le révélateur. Depuis sept ans, le Festival international des Francophonies de Limoges jette, chaque automne, les bases d'un nouveau dialogue.

KATEB YACINE, l'Algérien, revendiquait de pouvoir s'exprimer en français, en arabe, en berbère, une pluralité de langues à laquelle sont attachés bon nombre d'intellectuels, d'écrivains du monde musulman. Kateb Yacine est mort il y a un an, mais on entend sa voix aux Francophonies de Limoges où Armand Gatti lira le *Cadavre encerclé*.

Sa voix, et celle de beaucoup d'autres auteurs d'expression française - Africains, Français d'outre-mer, Belges ou Canadiens - dont le nom souvent ne dit rien à personne. Et pour cause : les metteurs en scène français, dans leur grande majorité, restent le plus souvent indifférents, voire sourds, aux auteurs contemporains en général, à plus forte raison lorsqu'ils sont non occidentaux.

Bien sûr, on peut citer des contre-exemples, même si la liste en paraît plutôt brève, depuis Jean-Marie Serreau qui, le premier, mit en scène le théâtre de Kateb Yacine et d'Aimé Césaire, jusqu'à Antoine Vitez qui, juste avant de mourir, s'appropriait à faire entrer la *Tragédie du roi Christophe*, du même Aimé Césaire, au répertoire de la Comédie-Française. On pourrait citer aussi Daniel Mesguich qui ouvrit il y a peu le Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis à Sony Labou Tansi et quelques autres, comme Jorge Lavelli et Charles Tordjman.

PORTES OUVERTES
PORTES FERMÉES

Certes, dans le sillage du Festival de Limoges, créé il y a sept ans par Monique Blin et Pierre Debauche, d'autres initiatives ont vu le jour : les Francophonies d'Evry, nées il y a cinq ans, à l'origine très café-théâtre, désormais consacrées aux petits spectacles. Il y a encore le travail d'explorateur de Gabriel Garran et de son Théâtre international de langue française.

Un projet original s'est ancré en août dernier à Bordeaux, le *BBKB* - une initiative de Sony Labou Tansi, quarante jours de navigation de Bordeaux à Brazzaville, en passant par Bangui et Kinshasa, avec à

bord des musiciens, chercheurs, auteurs de huit pays francophones : Canada et Québec, Centrafrique, Congo, Belgique, France, Maroc, Togo et Zaïre. Aux étapes, on jouera des textes du Canadien Normand Chaumette et la *Résurrection rouge et blanche de Roméo et Juliette* de Sony Labou Tansi, créé en août par Guy Lenoir dans le cadre de l'Été girondin.

Le Congolais Sony Labou Tansi fut l'un des premiers à concevoir les échanges Nord-Sud comme des allers-retours, et non comme des échanges à sens uni-



Sony Labou Tansi.



Georges Schehadé.



Kateb Yacine.

que vers la France. Avec l'aide du Centre culturel français de Brazzaville et du Festival des Francophonies de Limoges, il a invité depuis 1984 de nombreux metteurs en scène à travailler avec le Récad Zulu Théâtre : Pierre Vial, Michel Rostain, Daniel Mesguich, Jean-Pierre Klein, ont fait le voyage. D'autres metteurs en scène l'ont fait aussi, des compagnies, comme la Fabrik's au Zaïre, ou Vincent Colin qui, en juin dernier en Guyane, a monté *Placers*, du Guyanais Elie Stephenson (*lire l'entretien ci-dessous*).

Mais il ne suffit pas que les metteurs en scène français fassent le voyage. Il faut que les spectacles créés là-bas puissent tourner en France, et ce n'est pas si simple. La francophonie théâtrale ne peut pas exister seulement le temps d'un festival, même s'il est de grande qualité. Monique Blin, directrice des Francophonies, invite à Limoges tout au long de l'année des auteurs en résidence. Elle a ouvert une Maison des auteurs, et cherche un relais parisien pour l'accueil de ses spectacles : le Théâtre du Campagnol, pourrait être ce relais, ou bien le Centre des arts de Cergy-Pontoise.

LE SALUT
PAR LA CURIOSITÉ

Pour quelques portes ouvertes, combien sont restées fermées ? Le théâtre francophone a besoin de trouver en France des lieux de diffusion, ses auteurs ont besoin d'être confrontés à d'autres expériences. Les formes esthétiques sont déroutantes, parfois imparfaites, mais il faut trouver des idées, des moyens pour sortir de cette situation qui incite les créateurs du Sud à l'exil vers la France et entretient le théâtre français dans une méconnaissance profonde de ce répertoire.

L'heure est à la traduction - on s'en réjouit, - et en aucun cas la francophonie théâtrale ne doit devenir obligatoire, comme l'apprentissage de la langue française à l'école. Disons simplement qu'un peu plus de curiosité serait salutaire, et urgent. L'Europe des auteurs a précédé l'Europe politique. En matière de francophonie, c'est l'inverse. Le passif est lourd. La francophonie est une proposition, même s'il existe d'autres voies pour « comprendre les nécessités vitales de la solidarité dans un monde foncièrement interdépendant et qui se villageoie à l'intérieur des frontières de la raison », comme le déclarait Sony Labou Tansi lors des assises Afrique en créations (1) qui se sont tenues à Paris en janvier 1990.

O. Q.

* Lire en page 26, le programme des Francophonies.

(1) Les actes de ces rencontres ont été publiés par le ministère de la coopération et du développement, ils sont diffusés par la Documentation française.

RENCONTRE AVEC JEAN-MARIE PIEMME ET ÉLIE STEPHENSON

Deux voix d'outre-France

Qu'y a-t-il de commun entre un Belge et un Guyanais de la même génération ?

L'un vit dans un petit pays proche, et l'autre très loin, dans une France totalement méconnue. Pourtant tous deux s'expriment en français.

JEAN-MARIE PIEMME est un universitaire, un dramaturge en vue, et un nouvel auteur qui compte dans le théâtre belge. Cette saison, on verra en France *Commerce gourmand*, créé par Philippe Sireuil du Théâtre Varia de Bruxelles. En 1991, il est invité en résidence par la Rose des vents, centre d'action culturelle de Villeneuve-d'Ascq. Deux de ses textes sont parus aux éditions Actes Sud/Papiers : *Neige* en décembre et *Sans mentir*.

« La francophonie est un mot qui ne m'est ni habituel ni naturel, dit Jean-Marie Piemme. Bien sûr, il désigne le fait de parler la langue française, la possibilité d'un échange. Mais le contexte dans lequel il est le plus souvent prononcé m'évoque une construction étrangère, à laquelle je dois m'identifier. Belge, je ressens un certain impérialisme de la France.

« Bruxelles est plus près de Paris que de Toulouse, et le mouvement de régionalisation en France a permis la création d'un réseau de relations plus souples. Pourtant, je vis chaque jour la frontière, symboliquement : le pouvoir d'attraction du théâtre français reste puissant, car ses moyens et ses institutions théâtrales fortes impliquent un niveau de débat plus élevé. En fait, je m'intéresse à des pays qui ont de solides structures : la relation avec l'Allemagne est pour moi tout aussi importante qu'avec la France. On m'a proposé de m'embarquer sur le bateau B.B.K.B, mais je n'avais

pas de motivation particulière : écrivain, mes déterminations fondamentales ne sont pas celles de la francophonie.

« J'ai peu de contacts avec la Suisse romande, je connais mal les auteurs africains de langue française, je me sens cousin de Fassbinder ou de Botho Strauss plus que des Canadiens dont l'univers m'apparaît comme très lointain : avec eux, j'ai toujours le sentiment de me trouver devant un téléfilm. Je crois la surdétermination historique ou politique plus importante que la communauté de langue. Si je suis proche de Sony Labou Tansi, cela tient d'abord à sa façon shakespearienne de décliner l'histoire de son temps.

« Je me définis comme un écrivain européen de langue française né en plein bassin sidérurgique. J'ai grandi dans un entourage wallon, ma famille se parle en wallon - que je comprends, sans savoir le lire - et m'adresse la parole en français. Donc je vis aussi le français comme langue de distinction sociale... On assiste à une course incroyable pour essayer de recréer une image de la francophonie belge, pour restaurer, face à la Flandre, un pouvoir culturel perdu sur le plan économique... Quand j'étais dramaturge à l'Opéra de Bruxelles, tous les Flamands parlaient quatre langues. Moi, j'étais le francophone handicapé.

« Il y a deux ans, au Festival de Limoges, pour la première fois j'ai éprouvé la francophonie comme autre chose qu'une affaire ministérielle. J'ai entendu des Québécois parler avec beaucoup d'émotion des dangers de disparition de leur langue. J'ai eu soudain un sentiment d'urgence, de combat, même si j'ai de la peine à me sentir concerné par la disparition de la langue française dans cent ans. »

Elie Stephenson fut l'un des leaders, dans les années 70, du théâtre guyanais. Il a écrit de nombreuses pièces pour les troupes amateurs, dont *O Mayouri*, joué au Québec (publié à l'Harmattan), et *Placers*, joué à Limoges, après une tournée en Guyane et à Fort-de-France : une histoire sur fond de rush aurifère en Guyane, commande du ministère de la culture, mise en scène par Vincent Colin. Ancien militant indépendantiste, poète (publié aux éditions Oswald, Caribéennes et Présence africaine), professeur d'économie, Elie Stephenson a fait ses études en France métropolitaine, où il vient de s'installer pour quelques années. Il veut travailler dans un climat d'émulation plus forte.

« Militant, je cherchais un moyen d'expression autre que le discours politique, et plus large que la poésie, pour traiter des problèmes guyanais. Le théâtre m'offrait cette possibilité. J'écris une sorte de mélange créole et français, car c'est cela la réalité guyanaise : on parle en français, on derive en créole, ou l'inverse. Je vivais déjà alors votre langue comme un outil nécessaire pour communiquer au niveau international, mais ce n'est pas celle du milieu où j'ai grandi.

« Une pièce en créole n'est pas reconnue comme étant une production francophone. De deux choses l'une : ou bien on considère le créole comme une langue à part entière, ou bien comme une émanation du français. Sur Radio-France-ouest-mer, cette langue est traitée comme si elle était exotique, le paradoxe est absolu... Tous les groupes ethniques de Guyane la comprennent, ce qui n'est pas le cas du français. Je n'ai pas écrit spontanément *Placers*. Je savais que la pièce allait être jouée dans un contexte particulier, et mise en scène par un métropolitain. J'en ai tenu compte, plus ou moins consciemment, écrivant certaine-

ment avec une cadence, un rythme différents, cherchant une cohérence liée à ce que je connaissais du théâtre français. Il me semble fonctionner dans des cadres, des codes, tandis qu'en Guyane on mène conte et poésie, dans la liberté la plus exubérante.

« Sorti des livres scolaires, ou du Boulevard, on n'a aucune possibilité de connaissance théâtrale. Accepter la commande de *Placers*, inscrite dans la logique du fonctionnement des institutions, n'était pas sans m'inquiéter. Mais le sujet de *Placers* me tenait à cœur. La Guyane est un pays coupé de tout. Nous avons les moyens de sortir de cet isolement, de faire connaître notre originalité culturelle, ou nous ne les avons pas, ou nous ne voulons pas les avoir. Un auteur se trouve devant le choix suivant : il reste au pays, avec un risque de régression ou, sans perdre de vue son idéal, il accepte momentanément une situation ambiguë, mais qui permet à sa voix de porter plus loin, de se confronter à d'autres, de présenter une pièce de théâtre dans des conditions professionnelles.

« C'est vivre la francophonie à sens unique ? Mais pour donner, il faut avoir des moyens. A un moment, il faut trancher. Je suis Français, oui, mais j'ai avec la métropole des relations similaires à celles que je pourrais avoir avec une belle-mère aimable, connue depuis toujours. Par moments, je la considère comme ma mère, à d'autres moments, force est de constater qu'elle ne l'est pas. La relation n'est ni très claire ni très saine. Parfois, j'ai le sentiment qu'on nous oblige à nous mouvoir dans un imaginaire attendu... Mon grand objectif serait de faire naître un cinéma guyanais, je suis un peu fatigué d'entendre : « Mais c'est un sujet régionaliste ! » Comme si Jean de Florette n'en était pas un ! »

Propos recueillis par
ODILE QUIROT

DE LIMOGES

dialogue



George Lelouch

ET ALI STEPHENSON
re-France

CINÉMA

« HALFAOUINE L'ENFANT DES TERRASSES », DE FERID BOUGHEDIR

Regard d'enfance

Jusqu'à une date récente, le cinéma tunisien n'existait quasiment pas. Cinéaste dans l'âme, Ferid Boughedir se fit critique enseignant, documentariste. Il raconte comment put naître enfin *Halfaouine*, son premier film de fiction.

« Pourquoi ce titre double, *Halfaouine* et *L'enfant des terrasses* ?

— *Halfaouine* est le faubourg de Tunis où j'ai grandi. J'ai soit vécu, soit été témoin de tout ce que je montre délibérément. Je n'ai pas situé le film dans le temps (même si les Tunisiens peuvent reconnaître à certains détails, comme le générique d'une émission de radio qui s'intitulait « Les directives présidentielles », qu'il se passe dans les années 70, quand le régime de Bourguiba est devenu très autoritaire et mégalomane). Le sujet est autant le quartier que l'enfant. Je compte d'ailleurs consacrer mon prochain film à la plage de La Goulette, où se retrouvent des gens de toutes appartenances, musulmans, juifs, Italiens, Siciliens, Maltais... Ce sera une comédie, au ton un peu « pagnolique », sur la tolérance : l'image qu'on donne en ce moment, en Europe, des pays arabes est tellement différente de ce que je vis tous les jours. Et je tenais à ce que les terrasses figurent dans le titre : c'est un lieu important, le no man's land entre la rue, qui appartient aux hommes, et les maisons, qui sont le territoire des femmes. Sur les terrasses, tout peut arriver.

— Quelle était la principale difficulté du film ?

— Il y en avait deux : d'abord réussir à mélanger les tons, qu'on ne puisse pas réduire *Halfaouine* à une définition simple : chronique, drame, comédie, film politique ou fantastique, etc., même si tous ces ingrédients en font partie. Il y a une phrase d'Elie Faure à propos de Chaplin qui définit le cinéma que je veux



Ferid Boughedir

faire : « Il arrive dans la même pirouette à exprimer la joie et la douleur d'exister ». L'autre difficulté consistait à retrouver un regard d'enfant : il m'a fallu me débarrasser de tout ce que je savais en tant que critique et cinéphile. Et c'est parce que j'ai convaincu les femmes du hammam qu'il n'y avait aucune perversité dans la manière dont je les filmerais qu'elles ont accepté de jouer nues. De même, c'est la pureté de ce regard qui a convaincu la censure tunisienne d'autoriser le film.

— Comment *Halfaouine* a-t-il été produit ?

— Il n'existe que soixante-dix salles de cinéma en Tunisie : ce n'est pas un marché suffisant pour financer une production. Et l'absence de coordination entre les pays du Maghreb empêche de s'appuyer sur les

forces régionales. Nous sommes contraints à la coproduction avec l'Europe : outre une subvention du ministère de la culture tunisien, j'ai reçu l'avance sur recettes de la France, mais c'est la prévente aux télévisions (Channel Four en Grande-Bretagne, WDR en Allemagne, NOS aux Pays-Bas et la SEPT) qui m'a permis de boucler le budget. Le financement du cinéma des pays pauvres dépendra de plus en plus des chaînes étrangères.

— Peut-on parler aujourd'hui d'un cinéma tunisien ?

— Tout à fait. Il n'a de réelle existence que depuis une dizaine d'années. Au sein du cinéma arabe, l'Egypte continue d'être la puissance dominante : commercialement, grâce à ses mélés qui tiennent le haut du pavé sur nos écrans, et esthétiquement, du fait de la dette que nous avons tous envers Youssef Chahine. Par rapport à ce cinéma historique, prospère depuis l'entre-deux-guerres, les autres cinémas arabes n'ont commencé à s'épanouir que récemment. Dans les années 70, on a surtout remarqué le cinéma algérien, en particulier grâce à la Palme d'or de *Chronique des années de braise*, de Lakhdar Hamina. Ces dernières années, c'est le cinéma tunisien qui est plutôt en pointe. Trop différents pour constituer une école, des réalisateurs comme Nasser Kemir (*Les Baliseurs du désert*), Nouri Bouzid (*L'Homme de cendres*, *les Sabots en or*), Mahmoud Ben Mahmoud (*Traversée*) témoignent de sa vitalité. Un essor qui a également été facilité par le développement des industries techniques, grâce au producteur Tarak Ben Amar, qui avait notamment produit *Pirates*, de Polanski, sur le sol tunisien, avec des techniciens tunisiens et des laboratoires tunisiens.

Propos recueillis par
JEAN-MICHEL FRODON

TOUS LES FILMS NOUVEAUX

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît désormais dans le Monde du mardi (daté mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.

Bouge pas, meurs, ressuscite
de Vitali Kanevski, avec Pavel Nazarov, Dina Droukova, Elena Popova. Soviétique, noir et blanc (1 h 45).

Aux portes d'un goulet des années quarante, le combat pour la survie d'un gamin de treize ans : une vertigineuse plongée en enfer où l'amitié d'une adolescente est la seule bouée de sauvetage. Révélé au dernier Festival de Cannes, un cinéaste d'une puissance exceptionnelle.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-52-36) ; Cosmos, 8 (45-44-28-80) ; Racine Odéon, 8 (43-29-19-88) ; Les Trois Bistrot, 8 (45-51-10-80) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Esclapart, 13 (47-07-28-04).

Dick Tracy
de Warren Beatty, avec Warren Beatty, Al Pacino, Glenn Headly, Charlie Korsmo, Madonna, Dustin Hoffman. Américain (1 h 47).

Réalisateur, producteur et interprète, Warren Beatty s'empare du détective de bande dessinée pour inventer un univers de formes et des jumeaux fantasmagoriques où évoluent une ribambelle d'horribles et détraqués malfrats emmenés par la somp-

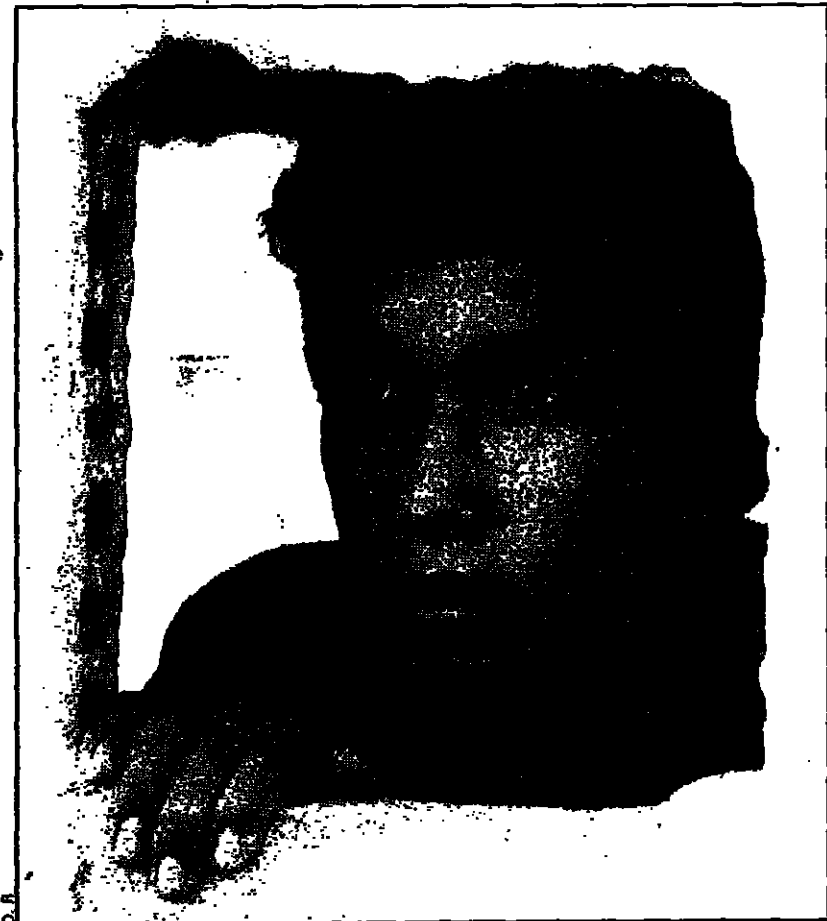
tueuse Madonna. Et à la fin, le héros gagne.

VO : Forum Horizon, handicapés, THX, Dolby, TodAO, 1 (48-08-57-57) ; U.G.C. Odéon, 9 (48-24-38-88) ; La Bastille, handicapés, Dolby, 11 (43-07-48-80) ; Kinopanorama, handicapés, Dolby, TodAO, 15 (43-06-50-50) ; U.G.C. Maillot, 17 (40-68-00-16).

VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, Dolby, 2 (42-38-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, Dolby, TodAO, 9 (47-42-58-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-87) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; U.G.C. Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, THX, 20 (46-36-10-96).

Halfaouine
de Ferid Boughedir, avec Selim Boughedir, Mustapha Adouat, Rabia ben Abdallah, Mohamed Driss, Hélène Catzara, Fatma ben Salama. Franco-tunisien (1 h 38).

Selim Boughedir dans le rôle de Noura



Caméra complice

De tous ses yeux Noura regarde. Il regarde les femmes dénudées et alanguies au hammam, de son regard de jeune garçon qui n'est plus tout à fait un enfant. Il observe la joie de vivre et l'hypocrisie, la technique rudimentaire des dragueurs du souk et les jeux du soleil dans le grain que l'on bat. Les émois d'un adolescent franchissant la frontière entre l'enfance et l'âge adulte, ce pourrait être un film d'initiation de plus.

Mais *Halfaouine* se déroule dans le faubourg populaire de Tunis qui lui donne son titre : sa verve souriante et incisive y puise l'énergie d'un salubre plaidoyer contre les clichés qui pèsent sur les pays musulmans.

Les légendes ancestrales, les codes de la séduction, la paillardise bon enfant des femmes entre elles, la répression politique, le sens de la fête s'y entremêlent en images bigarrées. Complice, la caméra de Boughedir sait rendre proche la moindre des

innombrables silhouettes qui peuplent ces rues et ces cours. Tout un monde que découvre Noura, l'Asmodée des terrasses.

Parce que « son regard a changé » lorsqu'il observe au hammam le corps dénudé des femmes, il est expulsé du cercle féminin au sein duquel il a grandi comme dans un cocon. Parce qu'il n'a pas encore de poil au menton, les hommes refusent de l'intégrer à leur société.

Noura voit tout cela, et les amours du cordonnier musicien qui finira embastillé, et la roublardise de ceux qui boivent en cachette ou trompent leur femme en jouant la comédie de la religiosité, et le matraquage des syndicalistes.

Ce qu'il ne voit pas, il le rêve, la tête farcie de contes où d'horribles ogres dévorent les vierges. Jusqu'à ce que, une nuit, la jolie domestique l'invite à découvrir d'autres réalités, et d'autres rêves.

J.-M. F.

"Superbe, étonnant, flamboyant."
STUDIO

"Al Pacino, à mourir en Big Boy."
LIBERATION

"Madonna, touchante... drôle."
ACTUEL

DICK TRACY
WARREN BEATTY

DISTRIBUE PAR WARNER BROS. (Transatlantic, Inc.)

TOUCHSTONE PICTURES

EN AVANT-PROGRAMME ET EN EXCLUSIVITE AVEC LE FILM DICK TRACY

LE LAPIN LOUP
AUJOURD'HUI

70 MM
V.O. : MAX LINDER - KINOPANORAMA - FORUM HORIZON V.F. : PARAMOUNT OPERA
V.O. : UGC NORMANDIE PRESTIGE - PATHE MARIGNAN - UGC ODEON - UGC MAILLOT - LA BASTILLE
V.F. : GRAND REX - PATHE MONTMARTRE - PATHE WEPLER - UGC LYON BASTILLE
UGC MONTMARTRE - UGC Gobelins - UGC CONVENTION - NATION - GAMBETTA - MISTRAL
ET DANS LES MEILLEURES SALLES DE LA PERIPHERIE

CINÉMA

Vue par le regard tour à tour ironique ou ému, sensuel ou insolent d'un enfant qui va devenir un adulte, la vie haute en couleurs d'un quartier de Tunis où la rue appartient aux hommes, les maisons aux femmes et les terrasses au rêve. Un premier film-coup de maître.

VO : Ciné Beaubourg, handicappés, 2 (42-71-52-38) ; Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-80-25) ; Les Trois Balcans, 8 (45-61-10-60) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20).

Non ou la Voie

de Manoel de Oliveira, avec Luis Miguel Cintra, Olga Dora, Miguel Guilherme, Luis Lucas, Carlos Gomes, António S. Lopes, Portugal (1 h 52).

Par le vieux maître portugais, une évocation lente et majestueuse de l'histoire de son pays à travers la conversation de soldats en opération dans les colonies, et la reconstitution des grandes défaites nationales.

VO : Forum Orient Express, handicappés, 1 (42-33-42-28) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-58-53) ; 14 Juillet Parnasse, 8 (43-28-58-00) ; 14 Juillet Bastille, handicappés, 11 (43-57-50-51).

Plein For

de José Dayan, avec Sergio Reggiani, François Négret, Aurélien Gilbert, Olivier Martinez, François (1 h 35).

A travers l'affrontement de deux champions de boules, l'assouvissement d'une sombre vengeance.

Forum Orient Express, handicappés, 1 (42-33-42-28) ; George V, 6 (45-62-41-48) ; Pathé Français, 9 (47-10-33-58) ; Fauvette, 13 (43-31-56-58) ; Miramar, 14 (43-20-59-52) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-54).

Le Sixième Doigt

de Henri Duparc, avec Bamba Bakary, Naki Sy Savané, Jean Carmet, France-Viel (1 h 30).

La chronique d'un village africain à l'époque des colonies.



met en scène une galerie de personnages folkloriques aux innombrables aventures sexuelles.

Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, handicappés, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, handicappés, 18 (45-22-47-54) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

Voir l'éléphant

de Jean Marbœuf, avec Françoise Arnoul, Jean-Marc Thibault.

Bernard Menez, Michel Duchaussoy, Français (1 h 27).

Sur le ton à la fois tendre et humoristique qui est la spécialité de Jean Marbœuf, un conte de fées en forme de vaudeville, avec trois clochards dans le rôle du Prince charmant et une vendeuse de supermarché dans celui de la princesse.

Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Pathé Haute-faule, 6 (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

SÉLECTION PARIS

Les Affranchis

de Martin Scorsese, avec Robert De Niro, Ray Liotta, Joe Pesci, Américain (2 h 21).

Le réalisateur de *Mean Streets* retrouve la communauté italo-américaine pour une plongée dans l'univers de la mafia au ras du bitume. A la fois thriller éblouissant et documentaire exhaustif, Scorsese s'ins-

pire de la vie réelle du gangster repenti Henry Hill pour faire du cinéma, et du grand. L'occasion aussi de retrouver son acteur favori, Robert De Niro.

VO : Forum Horizon, handicappés, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, handicappés, 2 (47-42-72-52) ; Action Rive Gauche, 5 (43-28-44-40) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-53) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-04-67) ; U.G.C. Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-50-51) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; U.G.C. Maloff, 17 (40-88-00-18) ; VF : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Parnasse Opéra, handicappés, 3 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; U.G.C. Gobelins, 13 (45-61-94-96) ; Gaumont Alésia, handicappés, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-59-52) ; U.G.C. Convention, 15 (45-74-53-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

L'Amour
de Philippe Faucon, avec Laurence Katrikian, Julie Jephart, Nicolas Parry, Mathieu Bauder, Français (1 h 20).

Injustement passé inaperçu cet été, la très simple et très chaleureuse histoire de quelques adolescents de banlieue qui compensent l'absence de vacances par les jeux de la tendresse et la découverte de la séduction. Premier film interprété par des inconnus, *L'Amour* possède la fraîcheur d'une romance sans chichi et l'acuité d'un reportage sans effets de manche.

Reffet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34).

Crimes et Délits

de Woody Allen, avec Martin Landau, Woody Allen, Angélica Huston, Mia Farrow, Américain (1 h 44).

Les histoires parallèles d'un grand médecin empiète dans un adjuvant, et il sortira par la moins avouable des méthodes, et d'un réalisateur mal dans sa peau et trop exigeant pour le monde de l'audiovisuel dans lequel il est obligé de vivre : ce pourrait n'être pour Woody Allen que l'occasion de démontrer une fois de plus sa sensibilité et sa maestria dans la mise en scène. C'est, plus encore, une fable subtile à la morale dérangeante.

VO : Reffet Logos II, handicappés, 5 (43-54-42-34).

Cyrano de Bergerac
de Jean-Paul Rappeneau, avec Gérard Depardieu, Anne Brochet.

Il y a quelque chose d'un pari fou dans *les Affranchis* de Martin Scorsese : faire un thriller si réussi et si complet qu'il rendrait caducs tous ses prédécesseurs, toutes ses successeurs. Et l'étendue des registres embrassés par le cinéaste, sa manière virtuose de mêler le document, l'action, l'humour, la violence et la critique en jouant de tout le vocabulaire cinématographique fait de cette tentative de record mieux qu'une performance, un régal.

Vincent Perez, Jacques Weber, Français (2 h 15).

De la bravade d'Hercule Saviatien de Cyrano de Bergerac qui expulse un butor de la scène de l'Hôtel de Bourgogne et vainquit en duel un flicieux tout en le ridiculisant en vers, à sa mort sans que la moindre tache ait souillé son panache, la trépidante et bouleversante épopée du cadet de Gascogne, incarné par un Depardieu qui jamais peut-être ne fut aussi bon.

Daddy Nostalgie

de Bertrand Tavernier, avec Dirk Bogarde, Jane Birkin, Odette Laure, Emmanuelle Béatrice, Français (1 h 45).

Aux portes de la mort, le dialogue feutré et brillant d'un père, incorrigible dandy, et de sa fille à la tendresse maladroite, curieuse de cet homme qu'elle aime sans l'avoir vraiment connu : en retrait de ce frémissement duo Bogarde-Birkin, Odette Laure construit en contraste un personnage épatant de femme frileuse et abusive.

Ciné Beaubourg, handicappés, 2 (42-71-52-38) ; U.G.C. Parnasse, 8 (45-74-94-94) ; U.G.C. Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; U.G.C. Champs-Élysées, handicappés, 9 (45-62-20-40) ; U.G.C. Opéra, 9 (45-74-95-40) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Mistral, 14 (45-35-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

Le Décalogue 1, un seul Dieu tu adoreras

de Krzysztof Kieslowski, avec Henryk Barynowski, Wojciech Kilar, Michał Komorowski, Polonais (53 mn).

Sous prétexte d'illustrer les Dix Commandements, le grand cinéaste polonais, une des découvertes majeures de ces dernières années, invente en dix films un univers cohérent qui, sur fond de misère matérielle et morale, tisse un subtil réseau de résistances quotidiennes à la démission du cœur et de l'esprit. Avec seulement du noir sur sa palette, Kieslowski parvient à peindre l'espoir, sans illusion.

VO : 14 Juillet Parnasse, 8 (43-28-58-00).

La Fille aux allumettes

de Ali Kaurismäki, avec Kari Oksanen, Eino Salo, Esko Nikkari, Vesa Vierikko, Finlandais (1 h 10).

On l'exploite, on la bat, on la trompe, on la méprise. Elle ne dit rien. Mais un jour elle décide que la coupe est pleine et décide de soigner à la mort aux rats ceux qui lui empoisonnent l'existence. Entre chronique glacée et fable d'humour noir, une petite merveille tirée au cordeau par un jeune cinéaste finlandais dont chaque film est un ré-

dez-vous à ne pas manquer.
VO : Utopia Champollion, 5 (43-28-58-00).

Amour en mer

de Louis Malle, avec Michel Piccoli, Mios-Mios, Michel Duchaussoy, Corinne Blum, Henri Walter, Bruno Cauter, Français (1 h 48).

Pendant qu'au loin retentissent les farandoles et les explosions de Mai 68, une famille française repliée dans une grande maison de campagne se joue toute la lyre d'un psychodrame provincial. Emmenée par Michel Piccoli en grande forme sous la houlette d'un Louis Malle d'humour joyeux, un conte ironique et jubilatoire.

Dufer, handicappés, 14 (43-21-41-01).

S'en fout la mort

de Claire Denis, avec Jean-Louis Barillot, Alex Descas, Jean-Claude Brialy, Sylvain Donnadieu, Français (1 h 31).

Autour de combats de coqs organisés par un Africain et un Antillais dans une arrière-salle de Rungis, une métaphore de la condition humaine signée d'une jeune cinéaste au regard sûr et dur, qui sait trouver la beauté où on l'attend le moins et parler sans pathos de malheur et de dignité.

Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12).

The Mahabharata

de Peter Brook, avec Robert Langdon Lloyd, Anand Stally-Vishwanathan, Bruno Myers, Vittorio Mezzogiorno, Français (2 h 51).

Peter Brook semblait avoir tout à perdre et rien à gagner en portant à l'écran l'immense saga de la mythologie indienne dont il avait fait une pièce-neuve unanimement acclamée. Mais il parvient à retrouver, dans le temps et le cadre d'un film, les magies du geste et de la lumière, des matières et des symboles qui font d'un bûton brandi une guerre universelle, d'une flaque d'eau le paradis, et d'un faux théâtre filmé un vrai moment de cinéma.

VO : Lucernaire, 8 (45-44-57-34).

REPRISES

L'Atolante

de Jean Vigo, avec Jean Desailly, Dita Parlo, Michel Simon, Gilles Marguerite, Française, 1934, noir et blanc (1 h 29).

Sur le chaland qui passe, la dérive amoureuse du beau marinier et de sa femme voyage au son de l'accordéon de Michel Simon le tatoué, est-ce vraiment le plus beau film du monde? Cette réédition impeccablement restaurée donne l'occasion d'aller le vérifier.

Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-57-77).

La sélection cinéma a été établie par Jean-Michel Froudon

Hommage à Andrzej Munk

Le cinéma l'Entrepôt présente, jusqu'au 23 octobre, un cycle consacré au cinéaste polonais Andrzej Munk, l'un des maîtres du cinéma du réel.

Andrzej Munk est mort, le 20 septembre 1981, dans un accident de voiture. Il se rendait à Lodz pour retravailler le tournage des intérieurs de son film *la Passagère*. Il allait avoir quarante ans. Il appartenait à la génération de Kawalerowicz et de Wajda, réalisateurs internationalement consacrés du cinéma polonais d'après-guerre. Il est moins connu qu'eux - en France, ses films furent distribués d'une façon presque confidentielle et, sans la vocation cinématographique d'A2, n'auraient pas eu beaucoup d'audience ; on ne les a d'ailleurs pas revus, sauf *la Passagère*, depuis le début des années 70.

Militant socialiste et ouvrier pendant la guerre, combattant de l'insurrection de Varsovie, Munk apprit le cinéma à l'école de Lodz, fut opérateur, puis réalisateur de courts métrages documentaires, ce qui lui donna le goût et l'expérience du réel. Les hommes au travail, les hommes pris dans les remous de l'Histoire, dans le système social et idéologique : tel était son univers. Un style exempt de coquetteries esthétiques, une volonté de montrer, avec la plus grande exactitude possible, la vie contemporaine ; il a témoigné sur son époque en n'hésitant pas à prendre ses distances vis-à-vis du stalinisme.

Les Hommes de la croix bleue (1945) tient encore du documentaire, et raconte comment les sauveteurs du Service montagnard de secours de Zakopane ont participé aux événements politiques depuis 1945. Mais *Un homme sur la voie* (1956), la première œuvre de fiction importante, entreprise au lendemain du XX^e congrès du parti communiste, refuse « le réalisme socialiste » qui, suivant l'exemple du cinéma soviétique, sevit dans les pays de l'Est. Un vieux mécanicien de chemin de fer en retraite est écrasé sur la voie ferrée Varsovie-Poznan, par un train qui conduit son ancien aide. L'enquête remonte dans le passé, dans l'atmosphère

étouffante de la société communiste et de ses méthodes qui brisent l'individu soupçonné de fautes et de « déviations ». Le mode de récit est à la fois objectif et subjectif, assez proche du néoréalisme italien. *Eroica* (1957) comprend deux nouvelles, deux récits de guerre (l'insurrection de Varsovie en 1944 ; la vie d'officiers polonais dans un camp de prisonniers en Allemagne) dénonce le mythe de l'héroïsme officiel, dénonce les comportements individuels, met en scène une réflexion sur la liberté et la solitude. Bien qu'un peu réticentes, les autorités polonaises de l'époque, penchant vers la déstalinisation, laissaient Munk s'exprimer.

De la veine à revendre (1960), portrait d'un être faible et malchanceux, ballotté - en apparence - par la vie et les événements des années 1934-1954, est son film le plus critique. Il va jusqu'à mettre en cause l'antisémitisme polonais et, sous une bouffonnerie noire, présente un type symbolique d'homme incapable de choisir une attitude morale, de se laisser guider « par sa propre raison ». Présenté au Festival de Cannes 1960, *De la veine à revendre* fut reçu avec une incompréhension polie. En fait, c'est *la Passagère* qui a consacré Munk... après sa mort. Au cours d'une croisière, une Allemande, mariée à un Américain qui ignore son passé (elle fut surveillée SS au camp d'Auschwitz), croit reconnaître, sur le pont du bateau, une de ses anciennes détenues, qu'elle croyait morte.

A partir de là, le film est constitué de trois retours en arrière : deux confessions trompeuses sur le camp de concentration, puis une méditation sur la réalité. Munk n'ayant pu achever son tournage, une équipe d'amis et de collaborateurs techniques remplaça les scènes qui manquaient par des images fixes et un commentaire. Cette solution de fortune n'a pas altéré le style original de ce terrible drame et la signification que Munk voulait lui donner.

La Passagère est, avec *Nuit et brouillard* d'Alain Resnais, le film le plus véridique et le plus insoutenable sur le système concentrationnaire. Terminé en 1962, présenté en 1963, il fut couvert de prix. Dont le Prix de la critique et l'hommage du jury au festival de Cannes 1964.

JACQUES SICLIER

* Entrepôt, 7-9, rue Francis-Pressensé, 75015 Paris. Tél. : 45-40-78-38.

سكنى من الزوجين

THÉÂTRE

ALAIN OLLIVIER MET EN SCÈNE « L'ÉCOLE DES FEMMES » A BOBIGNY

La peur des hommes

Un Molière de plus ouvre la saison à la Maison de la culture de Bobigny. Une histoire de tous les temps sur la fascination de l'enfance, la peur d'aimer, et les preuves d'amour sur les relations homme-femme, père-fille et aussi metteur en scène-comédienne.

Le 25 septembre, Alain Ollivier ouvre à Bobigny la saison de la Maison de la culture avec *L'École des femmes*. Il met en scène et en plus joue Arnolphe. Ce n'est pas son premier Molière, mais il est plutôt classé « textes neufs » et c'est un fait qu'on l'a vu dans Klotz, Guyotat, Witkiewicz, et plus éloigné de nous, Hölderlin, ou Thomas Bernhard dont il a monté *Ignorant et le Fou*, en 1982. Le « public ciblé », il connaît : « A force, dit-il, la relation avec les spectateurs s'étrique, on a besoin d'élargir ; je n'ai pas un profil de maudit, pas du tout. »

Donc il décide de monter un classique, de préférence du dix-septième siècle – « fondateur de notre langage théâtral » – et parmi eux Molière, et dans son œuvre, cette *École des femmes* : « Une école très dure et qui est celle des hommes... L'origine de la pièce est, selon moi, à l'acte III, les dix maximes qu'Arnolphe tente d'enseigner à Agnès : l'office de la femme. Un texte réel déjà très réactionnaire à l'époque, dont on ignore l'auteur. Molière l'a sans doute retouché, mais seulement dans l'écriture. C'est un sermon terrifiant qui touche à la mythologie, à cette infirmité des hommes, l'éternelle incapacité à comprendre les femmes. »

De ce côté-là, côté cœur, Arnolphe est véritablement mutilé. Jamais il n'a essayé de séduire Agnès, jamais, sauf à la fin quand il est trop tard, il ne lui dit qu'il l'aime. Il ne sait pas, n'a pas assez confiance en lui. Il pourrait. Elle a sans doute entretenu avec lui des relations charnelles d'enfant gâtée. Mais il lui dit seulement qu'il l'épouse et qu'elle doit bénir le destin. Il veut s'assurer de l'amour comme on s'assure pour l'argent.

Sa conception de l'existence est raide : il veut abolir l'ambiguïté et le hasard. Il a tellement peur de ne pas être aimé que ça tourne à la névrose. Pensez qu'il a vingt-six, vingt-sept ans quand il voit Agnès pour la première fois : une fillette de quatre ans, « à l'air doux et posé », dont il tombe immédiatement amoureux. Le coup de foudre. Je ne parle pas de pédophilie, ça n'a rien à voir. La sexualité n'entre pas en ligne de compte, pas beaucoup, dans le comportement d'Arnolphe. Il est fasciné comme on peut l'être par un regard d'enfant. Là où il devie, c'est quand il décide de devenir son tuteur, de la garder loin de toute tentation jusqu'au moment où il pourra légalement l'épouser. En attendant, il l'enferme. « J'ai cru la mitonner pour moi », dit-il à l'acte IV.

Le fantasme d'un enclos mi-couvert mi-bordel est très répandu. C'est une envie très archaïque de s'assurer, non je veux dire : d'asservir. Je ne suis pas un précepteur de la psychanalyse, mais le fait est là et c'est pourquoi on joue toujours *L'École des femmes*.

Molière jouait Arnolphe et il était Arnolphe. Il était aussi Agnès dont il a fait une fille pas banale. Elle ne s'ennuie jamais, se montre capable, alors que son éducation n'est pas des meilleures, d'écriture à Horace une lettre admirable. Je la vois familière de la nature, des animaux. Molière a mis en scène le génie humain incarné par une fille de dix-sept ans, face à un quadragénaire refoulé, intelligent et qui finit par se conduire comme un sot. La faute en revient à sa peur panique des femmes. Dans cette pièce de ses débuts, Molière

annonce déjà le Misanthrope. Agnès et Célimène sont au cœur de sa souffrance.

L'École des femmes a longtemps été vue comme une ébauche maladroite, ses maladroites peuvent être vues comme des audaces. Arnolphe, c'est vrai, ne quitte à peu près pas le plateau et son texte court en une sorte de long monologue. Il faut une santé terrible pour tenir le rôle. Il est bien composé, avec des poses, mais, arrivé au V^e acte, on souffre. Avant de s'écrouler d'un seul coup, Molière était solide. On le voit sur ses portraits, râblé, l'œil vif. La première scène dure environ quinze minutes pendant lesquelles l'histoire d'Arnolphe, son caractère, son rationalisme, ses fantasmes, son affaire avec Agnès, tout est exposé.

Ensuite se met en marche le mécanisme d'une bombe à retardement que personne ne peut désamorcer. La fin est un conte cruel : Agnès retrouve d'un coup son père, son oncle, son beau-père qui se sont entendus il y a bien longtemps pour qu'elle épouse Horace, ce qui tombe bien, mais jamais ils n'ont envisagé de lui demander son avis... C'est la loi des hommes et Arnolphe obéit, quitte à se retrouver purement et simplement éliminé.



Alain Ollivier

En fait, j'ai été poussé dans ce personnage. Je n'ai pas longtemps résisté, ce serait mentir que de le dire, mais d'abord je ne pensais pas à moi. Je ne me suis pas immédiatement rendu compte de la longueur du texte à apprendre. Je le fais et j'en suis heureux. Cependant, si j'ai choisi *L'École des femmes*, c'est pour Irina Dalle. En répétant avec elle A propos de neige fondue, de Dostoïevski, je voyais Agnès.

Propos recueillis par COLETTE GODARD

SPECTACLES NOUVEAUX

Bérénice

de Jean Racine, mise en scène de Jacques Lassalle, avec Nathalie Nelli, Jean-François Sivadier, Jean-Baptiste Malartre, Agnès Van Melder, Michel Peyronel, Bernard Bloch et Olivier Dautrey.

Les pleurs d'une reine, la détresse d'un empereur, amour, pouvoir, ambition, devoir : les incertitudes du moment de rupture, et les alexandriens les plus purs de Racine. Après avoir été créé avec des comédiens norvégiens, puis en français à Strasbourg, le spectacle de Jacques Lassalle est enfin à Paris. Théâtre de l'Est parisien, 159, av. Gambetta, 20^e. A partir du 2 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-64-80-80. De 55 F à 130 F.

au samedi à 20 h 30. Tél. : 45-89-38-69. De 40 F à 100 F.

Dracula-Rock

mise en scène de Ken Stacey, avec la compagnie Oz.

C'est peut-être le succès de *Rocky Horror Show* qui a encouragé cette vision une fois de plus parodique du héros de Bram Stoker. Comme si le comte Dracula n'était pas à prendre au sérieux. Il se vengera, c'est sûr. Bateau-théâtre « Docteur Paradis », quai de Jemmapes (face au 190), 10^e. A partir du 2 octobre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée samedi et dimanche à 16 heures. Tél. : 42-08-68-88. Durée : 1 heure. De 50 F à 120 F.

Ecchymoses

d'Isaac Asgaard, mise en scène de Benoît Théberge, avec Isaac Asgaard, Michel Borotra et Thierry Dubost.

Au château de Vincennes, il n'y a pas seulement une caserne, mais une salle de théâtre, pleine de magie, animée par une troupe très particulière, formée de sourds-muets. Ils accueillent un spectacle où il est question de voyage et d'empêchements.

International visual théâtre, tour du Village, château de Vincennes, 94000 Vincennes. A partir du 2 octobre. Le mardi à 21 heures. Tél. : 43-65-63-63. 70 F et 90 F.

Elle

de Jean Genet, mise en scène de Bruno Bayen, avec Maria Casarès, Gigi Dall'Aglio, David Gabbson, Jacques Paillet et Marc Suss.

C'est au TNP qu'a été lu en public pour la première fois ce texte inédit (écrit en 1955) de Jean Genet. C'est au Festival de Parme qu'il a été créé. C'est en quelque sorte une ébauche du *Balcon*. C'est l'histoire d'un pape, un vrai, qui pose pour un photographe, et il se trouve que ce pape est Maria Casarès. Elle est unique. Théâtre de Genevilliers, 41, av. des Grésillons, 92000 Genevilliers. A partir du 28 septembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 47-83-26-30. 80 F et 110 F.

La Double Inconstance

de Marivaux, mise en scène de Claudia Morin, avec Ariane Fazzuoli, Catherine Lascoult, Claudia Morin, Denis Podalydès, Pierre-Henri Puaud, Sébastien Roché et Patrick Simon.

On ne sait depuis des années, et c'est peut-être Planchon qui l'a dit le premier haut et fort : le théâtre de Marivaux, qu'il soit comédie de mœurs ou comme ici fable exotique, ne raconte pas de coquetteries capricieuses, mais la violence des sentiments. La qualité du jeu de « Je l'aime, moi non plus ». Cité internationale universitaire, 21, bd Jourdan, 14^e. A partir du 2 octobre. Du mardi

43 25 70 32

LOCATION OUVERTE

ODEON

A PARTIR DU 5 OCTOBRE

SANS TITRE

FEDERICO GARCIA LORCA

LLUIS PASQUAL

19-30 septembre

ROUNDJA

14 oct. 4 nov.

LA JEUNE FILLE PLUS BELLE QUE LUNE ET QUE ROSE

ABONNEMENTS JUSQU'AU 18 NOVEMBRE

ATHENES LOUIS JOUVET

Un jour, au début d'Octobre...

d'après "Hymne aux cozzoni" de M. A. Juvet. Mise en scène

Chantal Morel

9 oct/17 nov

46.61.36.67

LES GEMEAUX

PREMIERE EN REGION PARISIENNE

LE MISANTHROPE

de Molière/Le Studio Classique

Mise en scène : Christian RIST

Vendredi 5 octobre - 20 h 30

Samedi 6 octobre - 20 h 30

Dimanche 7 octobre - 17 h

46.61.36.67

LES GEMEAUX

TJS

THEATRE DES JEUNES SPECTATEURS CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL

Saison 90/91

TOUT LE CIRQUE MAGNIFIQUE

Spécialité de marionnettes de Pierre BLAISE

Du 2 au 19 octobre

EMBRASSE-LES TOUS

Comédie musicale de Nicolas LORMARD

Chansons de Georges BRASSENS

Du 23 octobre au 9 novembre

LA POTION MAGIQUE DE GEORGES BOUILLON

NOUVELLE CREATION T.J.S.

D'après RALPH BALE

Mise en scène Denis BAZILLER

Du 27 novembre au 26 décembre

LE PIANO SAVAGE

De Didier BENECH

Du 15 au 26 mai

MAMIE OUADE EN PAPOASIE

De Didier BENECH

Du 5 février au 12 mars

BARBE-BLEUE

CREATION T.J.S.

De Patricia GROS et Jean-Pierre MOREUX

Du 19 au 29 mars

L'ÉCOLE DES FEMMES

De MOLIÈRE. Mise en scène Catherine BASTIE

Du 9 au 15 avril

HISTOIRE D'UN ARBRE

Mise en scène Maurice VENT

et Michel DIEGADE

Du 14 au 26 mai

RADIO TOM

Théâtre et marionnettes de CORNE LIMBOSCH

Du 3 au 20 juin

Abonnez-vous!

26, place Jean-Jaures - 93100 MONTREUIL

Tél. 48 59 93 93

DANSE

Centre Georges Pompidou

26 septembre 20 h 30, 27 septembre 18 h 30

MARCELINE LARTIGUE ERZSEBET

28 septembre 20 h 30, 29 septembre 18 h 30

CLAUDE BRUMACHON

LE PIEDestal DES VIERGES

réservation 42 74 42 19

Maison de la Poésie subventionnée par la Ville de Paris

Terrasse Forum des Halles 42.36.27.53

HOMMAGE A PAUL CLAUDEL

SPECTACLE CONFERENCE

vendredi 28 et samedi 29 septembre 20 h 30

RIMBAUD CLAUDEL ARTAUD

une passion pour l'acteur

par Bruno SERMONNE

LECTURES CONFERENCES

jeudi 11 octobre 20 h 30

CLAUDEL POETE DU RIRE

par Michel AUTRAND textes dits par Carine LEFEBVRE

jeudi 18 octobre 20 h 30

CLAUDEL OU LES MOTS DE TOUS LES JOURS

par Bernard DELVAILLE

LECTURE SPECTACLE

lundi 22, 29 octobre 20 h 30

lundi 12, 19 novembre 20 h 30

VERS D'EXIL...

avec Didier SANDRE et Ludmila MIKAL

EXPOSITION

du 25 Septembre au 20 Janvier de 13 h à 19 h sauf lundi entrée libre

THÉÂTRE

La Fonction

de Jean-Marie Besset,
mise en scène
de Patrice Kerbrat,
avec Pierre Vaneck,
Sabine Haudepin
et Jacques Bonnaffé.

Seconde pièce jouée de Jean-Marie Besset, qui avait provoqué un petit scandale en mettant en scène de Gaulle et Pétain dans sa *Villa Laco*. Une fois encore, il va surprendre avec les jeux pervers et pervers d'un homme blesé.

Studio des Champs-Élysées, 15, av. Montaigne, 8. A partir du 2 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 17 heures, dimanche à 15 heures. Tél. : 47-20-08-24. De 110 F à 150 F.

Les Fourberies de Scapin

de Molière,
mise en scène
de Jean-Pierre Vincent,
avec Daniel Auteuil,
Isabelle Candelier,
Laurence Cortadellas,
Eric Elmosnino,
Jean-Paul Ferré,
Manoëlle Gallard,
Mario Gonzalez,
Edouard Lefebvre,
Philippe Uchian
et Romain Duverne.

A Avignon, cette année, l'enfant du pays Daniel Auteuil a fait exploser la jauge de la cour d'honneur. Son Scapin à roulaquettes, plus débauché que canaille, courant sur les toits de Naples, grégant le Géronimo de Mario Gonzalez le magnifique, a soulevé les foules. Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. A partir du 2 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 47-21-18-81. De 90 F à 120 F.

Journal et il était une fois à la gare

de Gombrowicz,
mise en scène
de Tomasz Bialkowski.

avec Lionel Bécimol,
Caroline Chavanne,
Laurent Gerzenkom,
Christine Guéron,
Véronique Janin,
Pascal Pasteri
et Stéphan Szekely.

Gombrowicz et Mrozek sont polonais et ont en commun d'avoir vécu loin de chez eux. L'un en Argentine, l'autre à Paris. De leur pays, ils ont gardé une morbidité qui éclate jusque dans leur humour.

Nouveau Théâtre Espace Acteur, 14 bis, rue Saint-Lazare, 18. A partir du 1^{er} octobre à 20 h 30 (et les 8, 15, 22 et 29 octobre). Tél. : 42-62-35-00. 70 F et 90 F.

Liebelei

d'Arthur Schnitzler,
mise en scène
de Richard Anselin,
avec les comédiens de la
Compagnie du vertige.

Une jeune fille pauvre et des jeunes gens de la haute société dans la Vienne du début de siècle. Une intrigue banale transfigurée par la sensibilité et l'ironie de Schnitzler. Tout dépend des comédiens. C'était le cheval de bataille de Ludmilla Pitoëff.

Aktion-Théâtre, 11, rue du Général-Bisio, 11. A partir du 2 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-38-74-62. De 50 F à 80 F.

Lilom

de Ferenc Molnár,
mise en scène
de Christian Benedetti,
avec Maria Benetti,
Gilles Baudouin,
Agnès Berthon,
Blondine Clémont,
Gilles Doo,
Philippe Fretun,
Jean-Louis Lévêque,
Roger Mirmont,
et Liliane Rovers.

Les auteurs de l'Europe centrale redonnent à la mode. Pendant que Ludmilla Pitoëff et Robin Renucci jouent une pièce mal connue de Molnár, l'Officier de la garde, à la



BRIGITTE ENGLERAND

Comédie des Champs-Élysées, dans le bois de Vincennes, un « jeune metteur en scène » qui n'est pas débutant propose le légendaire *Lilom*, qui fleurit bon les rêves poétiques des années d'avant-guerre et le charme nostalgique des fêtes foraines.

Cartoucherie Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Mancuvre, 12. A partir du 2 octobre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 43-28-36-36. De 45 F à 100 F.

La Nonna

de Roberto Cossa,
mise en scène
de Jorge Lavelli,
avec Maurice Chevalier,
Jean-Claude Dreyfus,
Claire Foyelle,
Philippe Fretun,
Jean-Louis Lévêque,
Roger Mirmont,
et Liliane Rovers.

Portrait d'une famille qui se défait. Ou comment se débarrasser d'une grand-mère qui a tout le temps faim. Un auteur d'écouter, cruel et truculent, défilant et vrai. Un Eduardo De Filippo argentin, tristement drôle.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Mithra-Bon, 20. A partir du 2 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-66-43-60. 130 F.

Les Palmes de M. Schutz

de Jean-Noël Fenwick,
mise en scène
de Gérard Caliaud,
avec Sonia Villerieux,
Stéphane Hillel,
Gérard Caliaud,
Christiane Muller,
Patrick Zard
et Claude d'Yd.

La vie quotidienne de Pierre et Marie Curie : reprise d'un grand succès de la saison dernière.

Mathurins, 36, rue des Mathurins, 8. A partir du 2 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-85-90-01. Durée : 2 heures. De 60 F à 220 F.

La Tempête

de William Shakespeare,
mise en scène
de Pierre Bock,
avec Georges Corraface,
Yoshi Oida,
David Benveniste,
Bruce Myers,
et Pierre Lacin.

Après les légendes indiennes et les dialogues sud-africains, Peter Brook revient à Shakespeare. A la dernière pièce qu'il ait écrite, la plus amère peut-être. Avec comme toujours une distribution internationale et l'art de faire surgir la magie d'un rien, de l'invisible. Du théâtre.

Bouffes du Nord, 37 bis, bd de la Chapelle, 10. A partir du 27 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 15 heures. Tél. : 42-39-34-50. Durée : 2 h 20. 70 F et 100 F.

Des toiles peintes, arbres, montagnes, ciel. La voix de l'écrivain Robert Walser, le docteur de vivre dire par un jeune homme généreux, casse-cou, aux mille visages d'une adolescence improbable, sur le chemin qui doit le conduire chez les hommes. Ce jeune homme, c'est Philippe Demarie, un acteur de haute volée. Il est à la Bastille l'un des Enfants Tanner, dans la mise en scène belle et irradiante de Joël Jouanneau.

43-97-23-23. De 100 F à 220 F.

Bête de style

de Pier Paolo Pasolini,
mise en scène
de Stanislas Nordey,
avec les élèves de 3^e du
Conservatoire.

La nouvelle génération avance. Avec des audaces que l'on aimerait retrouver chez leurs aînés. Ils ont tout à y gagner, et le public aussi. Conservatoire national supérieur d'art dramatique, 2 bis, rue du Conservatoire, 9. Les lundi et vendredi à 19 h 30, le samedi à 17 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 42-46-12-91. 77 F.

L'Ecole des femmes

de Molière,
mise en scène
d'Alain Olivier.

Voir notre article page précédente.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-31-11-45. 90 F et 120 F.

Les Enfants Tanner

de Robert Walser,
mise en scène
de Joël Jouanneau,
avec Philippe Demarie,
Marcel Guittier,
Virginie Michaud,
Michel Roskine,
Christian Ruché,
Yvette Theraulaz
et David Warilow.

(Voir notre photo légende ci-dessus.)

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. 70 F et 90 F.

Entrée perpétuelle

de Valère Novarina,
mise en scène
de Pascal Ormaville,
avec Laurence Mayot.

Valère Novarina s'intéresse beaucoup au « phénomène acteur », au voyage des mots dans le corps de l'acteur, au voyage de ce corps entre le côté court et le côté jardin de la scène. Et dans sa langue foisonnante, il décrit.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Les jeudi et samedi à 19 h 30. Tél. : 43-57-42-14. 70 F et 90 F.

L'été

de Romain Weingarten,
mise en scène
de Gilles Bourdet,
avec Isabelle Mahn,
Loïc Houdré,
Daniel Langlet,
et Dominique Papon.

Dans la petite salle de la Colline, deux chats teigneux contemplant les humains. De temps en temps, ils parlent aux enfants. Quelquefois ils

se comprennent. C'est la vie. A sa création, en 1966, la pièce a fait un triomphe. Il pourrait bien en aller de même aujourd'hui, grâce à la direction des acteurs - et à leur talent personnel.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-66-43-60. Durée : 2 h 30. 130 F.

Mille francs de récompense

de Victor Hugo,
mise en scène
de Benno Besson,
avec Thomas Bekmowski,
Pascal Bongard,
Jean-Noël Brouté,
Mathieu Delmonest,
Erick Desmarquest,
José Espina,
Jean-Charles Fontana,
Olivier Lortien,
Emmanuelle Rapp,
et Julian Samarin.

Vivant sous un faux nom et ayant fait fortune, il manque de ruiner sa femme et sa fille que pourtant il recherche depuis des années. Un effreux huisserie exerce un chantage immonde, lorsque heureusement survient un ex-bogard. L'autre de chercher à raconter la pièce, Benno Besson la fait comprendre dans tous les sens, notamment dans le sens loufoque.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16. Du mardi au vendredi à 20 h 30, le samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. 100 F et 140 F.

Le Misanthrope

de Molière,
mise en scène
de Jacques Weber,
avec Jacques Weber,
Emmanuelle Béart,
Roger Dumas,
Hervé Brana,
Emmanuelle Maysaigac,
Evelyne Buyle
et Pierre Gérard.

Jacques Weber, Alceste costaud et fulminant. Emmanuelle Béart, Célimène calme, décidée. L'affrontement toujours renoué de l'homme et de la femme provoque encore et encore des émotions, des réflexions, des rires. Depuis Adam et Ève et même sans doute auparavant. L'histoire ne change pas. Tant mieux.

Porte Saint-Martin, 16, bd Saint-Martin, 10. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 16 heures, dimanche à 15 heures. Tél. : 42-08-00-32. Durée : 2 h 30. De 90 F à 230 F.

Salut vieux Océan !

de Knut Hamsun,
mise en scène
d'Anne Wiazemsky,
avec Laurence Mayot.

Laurence Mayot joue Novarina et, parallèlement, un texte de Knut Hamsun, la *Faim*, qu'elle a adapté.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Les mardi, mercredi et vendredi à 19 h 30, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-57-42-14. 70 F et 90 F.

Tartuffe

de Molière,
mise en scène
de Bernard Sobel,
avec Aude Briant,
Marie Casella,
Philippe Fauré,
David Gabeton,
André Marcon,
Vincent Massot,
Michèle Oppenot,
Dominique Parent,
Nicolas Pignat,
et Dominique Raymond.

Décidément, nous entrons dans les années Molière. Les metteurs en scène habituellement spécialisés dans les auteurs contemporains, français ou étrangers, s'y mettent tous ensemble. C'est comme un passage obligé. Finalement, Molière devient, comme Shakespeare, une sorte d'auteur anonyme sur lequel s'exercent les talents les plus pointus et les plus divers.

Théâtre de Gennevilliers, 41, av. des Grésillons, 92000 Gennevilliers. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 18 heures. Tél. : 47-53-26-30. 80 F et 110 F.

Zazou

de Jérôme Savary,
mise en scène
de l'auteur,
avec Jacques Alric,
Alexandre Bonstein,
François Borysse,
Chris Campion,
Sandrine Degrad,
Michel Dussart,
Cécile Haas,
Alain Huet,
Christiane Lagard
et Maria de Medeiros.

Il y a ceux qui se sont habillés comme ça, avec des chaussures à semelles de bois, des pantalons aux chevilles des jupes plissées. Il y a ceux qui sont bien trop jeunes pour avoir connu l'Occupation. Entraînés par la frénésie de la troupe, charmés, envoûtés par Maria de Medeiros, tous découvrent et redécouvrent avec le même bonheur attendri la folie du swing et des fringues, au temps des alertes, des militaires, de la Libération, de Saint-Germain.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 3 heures. 100 F et 140 F.

La sélection « théâtre » a été établie par : Colette Godard

Les Francophonies de Limoges

Le septième Festival International des Francophonies de Limoges se déroulera cette année du 28 septembre au 13 octobre. Après une ouverture en compagnie de Doudou N'Diaye, le maître tambour de Dakar, place au théâtre : la *Folle du gouverneur*, du Gabonais Laurent Owondo, prix de la Fondation Léopold Sédar Senghor pour son roman *Au bout du silence* (Ed. Hatier « Monde Noir », en poche), par la troupe Télé Théâtre et le Théâtre national du Gabon ; Wewere Likim, une Camerounaise aux multiples visages, peintre, cinéaste, écrivain, metteur en scène, présente avec le K-Yi Théâtre de Côte-d'Ivoire *Singé Mura : considérant que la femme...* ; le Théâtre de la Marmaille (Canada-Québec), qui s'embarquera à bord du B. B. K. B., a conçu avec le Teatro dell'Angolo (Italie) *Terra promise, Terra Promessa*, et Lorraine Pirtal, auteur québécois, a écrit et joue *Madame Louis 14*. Venu de Guyane, *Placers*, d'Elie Stephenson, mis en

scène par Vincent Colin. Le Théâtre du Campagnol représente la France avec 1, *Place Garibaldi*. On écoutera encore *Chis et Blues*, un spectacle de poésie blues, et beaucoup de musiques avec l'Ensemble musical de la Ville de Turin, le Togolais Azé Kokovina.

Une place particulière sera faite aux conteurs et la SACD a décidé de parrainer un cycle de lectures scéniques avec de nombreux auteurs dont Eugène Ionesco, Georges Schéhade et Kateb Yacine. Sous le chapiteau des rencontres, on croiera notamment les quatre auteurs accueillis en résidence d'écriture cette année : Jean-Marc Dalpé (Canada), Jean-Claude Fignolé (Haïti), Moussa Konaté (Mali) et Yoka Lye Mudaba (Zaïre). Ne pas oublier les tables rondes (les critiques de langue française sont-ils francophones?), forum et séminaires, les ateliers...

* Renseignements au bureau du Festival, 4, rue des Arènes, Limoges. Tél. : 55-32-32-66 ou à Paris (Tél. : 47-70-18-17).

BEDOS

France Inter

15 REPRESENTATIONS
EXCEPTIONNELLES
DU 9 AU 26 OCTOBRE
L.O.C. : 49 80 18 88

Maison des Arts

MUSIQUES

SIX GROUPES EN DEUX SOIRÉES, A PARIS ET A LYON

Futurama, le rock dans tous les sens

Rap britannique et rock allemand, voyous du Bronx et néo-romantiques de Bristol, le festival Futurama s'acharne dans l'éclectisme, proposant des produits du marché, plus ou moins originaux (plutôt plus) mais d'une fraîcheur incontestable.

LES micro-festivals en salle reflètent avec l'automne. Futurama ouvre la saison et tente cette année de sortir de l'ombre projetée par son jeune et brillant cadet, le festival des *Inrockables*. Né en Belgique, Futurama est d'abord une offre promotionnelle comme les camelots en font aux portes des grands magasins : et pour le prix d'un billet de concert, je vous offre non pas un, mais deux groupes. Du rap anglais et du rock esotérique allemand. Vous n'êtes pas convaincu ? Je rajoute donc du rock noir militant américain de belle facture. Le client retourne le billet dans tous les sens, cherche le piège.

A moins d'annulation de dernière minute (les Britanniques du Meat Beat Manifesto, initialement programmés, ont prévenu depuis longtemps qu'ils seraient empêchés), on verra bien trois groupes par soirée et, contrairement à l'édition précédente, la programmation n'est pas seulement un fourre-tout de groupes prometteurs mais aussi une exploration organisée en tendances floues, une pour chacun des deux jours.

Le festival offre un dernier avantage aux Parisiens : il permettra de mettre à l'épreuve la nouvelle acoustique de l'Elysée-Montmartre. Le music-hall du boulevard de Rochechouart s'était fait une réputation assez détestable en la matière, et seuls les sonoriseurs les plus doués arrivaient à se tirer des pièges tendus par la charpente métallique et un plancher vibrant d'enthousiasme à la première note de basse. La direction de la salle, qui a également programmé Futurama, annonce doré et déjà que ces manifestations intempestives sont à ranger aux rangs des mauvais souvenirs.

La première soirée sera d'un néo-classicisme rock de bon aloi. En tête d'affiche, Revenge, le jeune groupe d'un vieux routier, Peter Hook, bassiste de New Order. On a cru retrouver dans le disque de Revenge des échos Joy Division, du temps où la basse de Hook creusait des abîmes sous la voix de Ian Curtis. New Order (soit Joy Division sans le défunt Curtis) a abandonné depuis trop longtemps ces territoires crépusculaires pour que la noirceur de Revenge soit autre chose qu'une illusion d'optique. L'illusion prendra peut-être corps sur scène mais on restera pour l'instant, sur la foi d'un récent album (Factory/Virgin) à l'image d'un groupe d'une froideur qui n'a d'égale que sa compétence technique.

Les Blue Aeroplanes font partie des meubles de la scène anglaise depuis bientôt sept ans. Originaires de Bristol, ils ont commis au début de l'année un album (*Swagger*, chez Chrysalis) un peu étouffé-chrétien : force d'idées empilées, mais tout à fait séduisant : guitares foisonnantes, mélodies hésitantes, son en déséquilibre perpétuel. Sur scène, les Blue Aeroplanes prennent le risque de l'approximation (avec trois guitares, ils n'y échappent pas toujours) mais aussi celui de l'envolée.

Et pour ouvrir le bal, on fera connaissance avec Stevie Salas, jeune guitariste de Los Angeles qui vient de faire ses débuts sur disque chez Island après avoir fait son apprentissage chez George Clinton et Bootsy Collins. Cette formation funk ne l'empêche pas de s'être mis à son compte sous une enseigne rock. Le Stevie Salas Colorcode (c'est le nom de l'album et du groupe qui l'accompagne sur scène) donne dans le rock lourd et rapide, pas aussi loin des clichés du genre que semble le penser Salas, mais d'une efficacité certaine.

On confessa une faiblesse pour la programmation de la seconde soirée, un sandwich exotique avec, dans le rôle des tranches de pain, deux groupes à danser et, dans celui de la garniture, une formation allemande qui se fait un devoir de décoller les étiquettes qu'on voudrait lui attribuer.

Les Stereo MC's font (jouent, chantent ?) du rap mais ils sont blancs et londoniens, ce qui les place un peu à part dans la profession de rapper. Ils en sont déjà à leur second album (chez Island) et se sont fait une place dans la communauté en mixant quelques titres de notables new-yorkais, les Jungle Brothers ou Queen Latifah. Sur disque, ils s'en tiennent rigoureusement aux règles du genre, tel qu'il se pratique dans le Bronx, sur des rythmes austères (la référence ici, est sans doute le beat militant de KRS1), même s'ils échantillonnent volontiers des guitares rock. Sur scène, en revanche, le trio travaille le public avec une énergie dont les groupes de rap sont en général avares.

Renversement radical de perspective avec Philip Boa and The Voodoo Club, groupe allemand dont la musique est à la fois hermétique (en tout cas pas de celles que l'on siffle dans son bain) et ouverte à tous les vents (surtout ceux du Sud). Philip Boa n'a rien de commun avec ses aînés allemands sauf une volonté farouche de créer ses propres références, comme l'ont

fait avant lui Can, Kraftwerk ou DAF. Verdict de l'histoire dans quelques années : en attendant, les pronostics sont les bienvenus.

Et l'on se séparera avec 24-7 SpyZ, redoutable groupe de rock noir, cousins féroces de Living Colour, même si ces jeunes gens sont loin de la maturité technique du groupe de Vernon Reid. A vrai dire, lors de leur passage aux Transmusicales à Rennes, l'hiver dernier, leur débauche sonore, dérèglement total de tous les amplis, avait du mal à trouver son centre de gravité. Depuis est sorti *Gumbo Millenium*, leur premier album pour une major (Epic, label sur lequel ces sauvages qui se produisent habillés en joueurs de football américain côtoient Michael Bambi Jackson). Cette soupe doit peu aux traditions de Louisiane et tout aux recettes des ghettos, rock saturé et rap énévrié ; du chaos émerge un son gras et méchant, de quoi donner un dernier coup, pour la route, au spectateur persévérant.

THOMAS SOTINEL

* Première soirée (Stevie Salas, Blue Aeroplanes, Revenge) le 28 à 19 heures à l'Elysée-Montmartre, 72, boulevard de Rochechouart, Paris 18^e et le 29 à 20 heures, à la Bourse du Travail de Lyon, 205, place Guichard, Lyon 3^e. Seconde soirée (Stereo MC's, Philip Boa, 24-7 SpyZ), le 29 à l'Elysée-Montmartre et le 30 à la Bourse du Travail de Lyon.



SÉLECTION PARIS

Mercredi 26

Liszt

Wolf

R. Strauss

Lieder

Mitsuko Shirai (soprano),

Hartmut Höll (piano).

Hartmut Höll est l'accompa-

gnateur de Dietrich Fischer-

Dieskau. Il l'est aussi, depuis

1972, de la soprano japo-

naise résidant en Allemagne

Mitsuko Shirai, lauréate du

Prix Schumann de Zwickau,

au même titre qu'un Peter

Schreier ou qu'un Fisker-

Dieskau encore. Elle chante

juste (y compris de la musi-

que en quarts de ton),

Mozart, Ravel (ses débuts à

Caraglio Hall eurent lieu en

1989 dans *Shéhérazade*)

mais aussi Hindemith et

Webern. Ses disques portent

les étiquettes EMI, Philips et

Capriccio.

Auditorium du Louvre,

20 h 30. Tél. : 40-20-52-29.

Berlioz

La Damnation de Faust

Waltraud Meier

(mezzo-soprano),

Michael Myers (ténor),

Monte Pederson

(basse-baryton),

Rand Schirmer (baryton-basse),

The Philharmonia Orchestra,

Chœur du Châtelet,

John Eliot Gardiner (direction),

Yannis Kokkos

(mise en scène).

Mezzo allemande, grande

wagnérienne, Waltraud Meier

chante un français incompré-

hensible : c'est bien la seule

réserve que l'on peut faire à

sa Marguerite qui a la voix

d'une femme qui a vécu

plutôt que celle d'une ingé-

nieuse. L'Orchestre Philhar-

mnie a les pupitres de trom-

bone, de flûte, de hautbois,

d'alto, de cor anglais (et

d'ophicléide à la place des

traditionnels tubas) assez

virtuose pour résister à Ber-

lioz. Gardiner est enflammé.

Les décors et la mise en

scène de Kokkos insolites,

cinématographiques,

Oubliez le reste du géri-

que.

Châtelet. Théâtre musical de

Paris, 20 h 30 (+ le 28). Tél. :

40-28-28-40. De 80 F à

395 F.

Jeudi 27

Berlioz

Requiem et Grande Messe

des morts

Jianyi Zhang (ténor),

The Philharmonia Orchestra,

Chœur du Châtelet,

John Eliot Gardiner (direction),

Alain Inel (direction).

Encore Berlioz, en son

Requiem. Dirigé par un chef

srailien longtemps basé à

«rancof et qui s'est fait, en

une intégrale (Denon) une

équation métré de mahlé-

rien mystique. La parution

d'un très beau *Te Deum*,

salué par les berlioziens, a

annoncé avant l'été ce chan-

gement de cap.

Châtelet. Théâtre musical de

Paris, 20 h 30 (+ le 28). Tél. :

40-28-28-40. De 80 F à

395 F.

Mardi 2

Cage

Europa 3 et 4

Marie Atner,

Sarah Leonard,

Catherine Denley (soprano),

Eleanor Bennett

(mezzo-soprano).

Fantaisie pour piano

et orchestre

Image nr 2 : Iberia

Anne Quêflec (piano),

Orchestre national de France,

Manuel Rosenthal (direction).

Deuxième carrière pour une

pianiste de quarante-deux

ans, très connue et fêtée dans

les années 60 puis un peu

dépassée par le dur effort de

durer. Il paraît qu'elle n'a

jamais si bien joué.

Théâtre des Champs-Élysées,

20 h 30. Tél. : 47-20-36-37.

De 40 F à 190 F.

Le 28 à Saint-Germain-en-

Laye, Théâtre Alexandre-Du-

mas à 20 h 30.

Samedi 29

Aperghis-Minyana

Jojo

Valérie Aubert,

Fabrice Duvivier,

Richard Dubéki,

Christophe Huysman,

Patrick Minard,

Françoise Rivalland,

Nicole Sigal (comédiens),

Georges Aperghis

(mise en scène).

Voir notre photo légendée

page suivante.

Paris-Villette (le 29 septembre

et le 2 octobre, 21 heures ; le

30, 16 h 30). Tél. : 42-02-

02-68.

Lundi 1^{er} octobre

Debussy

Six Epigraphes antiques

Ravel

La Valse

Britten

Sinfonia da Requiem

R. Strauss

Quatre derniers Lieder

Julia Varday (soprano),

Orchestre de la Suisse

romande,

Armin Jordan (direction).

Elle a enregistré pour

Deutsche Grammophon le

Château de Barbe-Bleue

de Bartok sous la direction de

Sawallisch : ce fut une

Judith inoubliable. La voici

qui se lance dans les quatre

derniers Lieder de Richard

Strauss, pierre d'achoppement

des sopranos de la

taille des Schwartzkopf et

Norman. On la retrouvera

très bientôt dans la 9^e de

Beethoven, aux côtés de

Giulini (toujours chez D.G.).

Faut-il rappeler qu'elle fut

l'une des chanteuses préfé-

rées de l'intraitable Karl

Böhm ?

Châtelet. Théâtre musical de

Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-

28-40. De 70 F à 295 F.

Mardi 2

Cage

Europa 3 et 4

Marie Atner,

Sarah Leonard,

Catherine Denley (soprano),

Eleanor Bennett

(mezzo-soprano).

Fantaisie pour piano



Les Stereo MC's (ci-dessus) voudraient être à Londres ce que les Jungle Brothers sont au Bronx : les héros de la ville. Les Blue Aeroplanes (ci-dessous) se contentent de faire du rock, tout bêtement. Sauf qu'ils sont plutôt futés.

châtelet
THEATRE MUSICAL DE PARIS

9 - 14 octobre 1990

Robert Wilson/Tom Waits/William Burroughs

The Black Rider

The Casting of the Magic Bullets
Thalia Theater de Hambourg
Festival d'Automne à Paris

EUROPE 1

42 33 00 00

MAIRIE DE PARIS

MUSIQUES

Paul Wilson (ténor),
Adrian Clarke (baryton),
Roger Bryson (basse),
Yves Mikhaïloff,
James Clapperton (pianos),
Erika Fox,
Michael Finnissy,
Stephen Montague,
Michael Parsons,
David Sower,
Howard Skempton,
Andrew Toovey (opérateurs de
grammophones).

« *Européra 3* dure soixante-dix minutes. Sous les lumières aux changements incessants de 75 projecteurs, six chanteurs et chanteuses aux tessitures étalées se déplacent sur la scène et, totalement dissociés les uns des autres, entonnent des extraits d'arias de Gluck et de Puccini. (...) *Européra 4* ne dure que trente minutes. Cette fois, les lumières de 32 projecteurs ne sont dirigées que vers les murs et le plafond et elles ne changent que très lentement. Il n'y a que deux chanteuses (...) et un seul pianiste (...) qui joue à présent en leur entier les *Opéra Phantasiens* de Liszt, mais en appuyant à peine sur les touches de l'instrument. » (Daniel Caux dans *L'Express*, n° 150, septembre 1990). Lire p. 21 l'article de Gérard Coudé sur John Cage.

Opéra de la Bastille, 20 h 30.
Tél. : 42-96-96-94. De 65 F à 80 F.

Bach

Variations Goldberg
Vladimir Feltsman (piano).

Lauréat du concours Long en 1971, ce Soviétique de trente-huit ans a longtemps été empêché de travailler dans son pays pour avoir annoncé son intention d'émigrer en Israël. Avec la perestroïka est venue son émigration aux États-Unis et son premier concert à Paris, dans cette même salle, l'an dernier : sublimes *Ariettes* de Schumann. Or n'aurait pas pensé aux *Goldberg* pour cet expert en sonates.

Théâtre des Champs-Élysées
20 h 30. Tél. : 47-20-36-37
De 40 F à 260 F.



BRIGITTE ENGBERG



C'est un spectacle de cirque, un salut nostalgique au théâtre de tréteaux : c'est cependant de la musique, avec récitatifs, arias et parties instrumentales obligées : de l'opéra en résumé, sur un langage de mots et de sons non répertoriés mais clairs comme de l'eau de source. Récit d'une dégringolade sociale, d'un martyre mental, écrit en collaboration avec Philippe Minyana, Jojo est en vérité ce qu'Aperghis a fait de mieux depuis que la France l'a adopté.

JAZZ

Quartet
René Urtreger

Le pianiste attiré du Montana vient de publier un disque superbe : *Serena* (Carlyne). Rencontre avec un des meilleurs violonistes actuels - l'école française est riche - Pierre Blanchard.

Les 27, 28 et 29. Le Montana,
22 h 30. Tél. : 45-48-93-08.

Simon Spang
Hansen

Saxophoniste habitué des clubs parisiens, rythmique impeccable qu'on vient de voir aux côtés de Chautemps et Cesarieu, Simon Spang Hansen joue la sécurité. Le Petit Opportun confirme sa réputation.

Les 28 et 29. Petit Opportun,
23 heures. Tél. : 42-36-01-36.

Chick Corea

Aux dernières nouvelles, on ne sait si Chick Corea est en

piano solo ou avec l'Elektrik Band comme à Coutances le lendemain (le 3). Les musiciens de son envergure travaillent à la carte. En solo, c'est rhapsodie et niagara de doubles croches. Avec l'Elektrik Band, c'est synthétiseur tendance Black et Decker. C'est en trio que Chick Corea est passionnant avec de vrais jazzmen. Il n'est pas en trio.

Le 2 octobre. Au Grand Rex,
20 h 30. Tél. : 42-36-83-97.
De 140 F à 180 F.

ROCK

Beasts of Bourbon

Groupe australien qui, dit-on, donne dans la pop douce, une manière comme une autre de célébrer la réouverture (encore une) du Rex Club et l'éventualité d'une bonne surprise.

Le 27. Rex Club, 23 heures.
Tél. : 42-36-83-98.

Mike Rimbaud

Mike Rimbaud porte son pseudonyme absurde avec désinvolture. Il donne dans le folk urbain électrique, il part dans tous les sens, mais finit toujours par arriver. Après quelques concerts en solo il revient avec le groupe qui l'accompagne dans les bouges new-yorkais.

Le 27. Locomotive, 0 heure.
Tél. : 42-57-37-37.

Bob Geldof

La bonne surprise de l'année : Bob Geldof, que l'on aurait pu canoniser pour son action dans le cadre de Live Aid, s'obstinait à sortir des disques médiocres. Le dernier, retour détendu à ses racines irlandaises, est un plaisir de bout en bout. Et les échos de sa tournée anglaise laissent présager une soirée plaisante.

Le 29. La Cigale, 20 heures.
Tél. : 42-23-38-00. 130 F.

Lionel D. and Dee
Nasty

Le rap français a des dou- leurs de croissance. Lionel D. est l'un des premiers à les avoir surmontées. Sophistiqué et malin, il lui manque peut-être, sur disque, un peu de passion, mais le brio est là.

Le 29. Ris-Orangis. Le Plan,
21 heures. Tél. : 89-43-03-03.

Sonic Youth

Les Pixies leur ont ravi la vedette, mais Sonic Youth, ne serait-ce qu'au bénéfice de l'âge, méritent quand même qu'on s'intéresse à leur rock désarticulé. Ames tendres, s'abstenir.

Le 1^{er} octobre. Elysée-Mont-
martre, 19 h 30. 75 F.

Little Bob

Accompagné d'une bande de musiciens de session (dont Steve Hunter qui jouait avec Lou Reed sur *Rock'n'roll Animal*), voici le grand retour sur scène de l'ainé des enfants que Le Havre a

donné au rock. Little Bob est une bête de scène, un furieux au cœur tendre.

Le 2 octobre. Elysée-Montmar-
tre, 19 h 30. 100 F.

MUSIQUES
DU MONDEFête des
vendanges

Bagneux fête les vendanges comme chaque année et les groupes de carnaval viennent de toute l'Europe : des steel bands londoniens de Nolling Hill, des filtres et des tambours de Béla, les satyres calabrais de Putignano, et le rythme flamenco de la Comparsa de Tenerife. Les spectacles de rue sont menés par des Italiens farceurs, la compagnie Expositio.

Les 27 et 28, 20 h 30 : le 29,
21 h 30 : le 30, 10 heures.
Bagneux. Théâtre Victor-
Hugo. Tél. : 46-63-10-54.

Les Jaivas

Le 27 septembre, ils seront en première partie d'Eric Clapton et de David Bowie pour un mégacconcert dans le tristement célèbre stade national de Santiago-du-Chili. L'année passée, au Pérou, ils jouaient trois heures d'affilée dans le formidable décor du Machu-Pichu, un hommage à Pablo Neruda, présenté par l'écrivain-candidat Vargas Llosa. Les cinq frères Parra qui forment Los Jaivas utilisent des guitares électriques et des synthétiseurs, ce qui les range parfois dans la catégo-

rie rock, mais aussi des instruments traditionnels des Andes (charrango, kena, flûtes, tarka...). Le leader, Claudio, joue du piano avec grâce, le batteur, Gabriel, est excellent et fait prendre le mélange. Une musique à plusieurs dimensions - celles de l'Amérique hispanique d'aujourd'hui - américaines, caribéennes, européennes sur fond précolombien.

Le 29. New Morning, 21 h 30.
Tél. : 45-23-51-41.

Troyes (Aube)

Nuits de
Champagne

Pour la troisième édition du festival Nuits de Champagne, on lira des textes au Musée des beaux-arts (Alain Cuny le 26, Gérard Desarthe, le 30) ou au théâtre de la Madeleine (Lambert Wilson le 29). Pour une fin de saison agréable dans la capitale auboise, ses colombaries et ses basiliques, les Troyens ont organisé une promenade à travers la voix, avec du rock et des variétés (Patricia Kaas le 26, Guy Bodos le 27, Jean-Louis Aubert et Bashung le 28, Noir Désir le 29). Dans le cadre des « Nuits bleues », à une heure plus tardive (23 h 30), la superbe Reine de l'Oranaise, qui a soixante-dix ans bien tassés refait une carrière, après avoir été la voix de l'Algérie d'avant l'indépendance (le 26).

Du 26 au 30 septembre. Tél. :
25-75-75-97.

DANSE

Paris
Morice Cunningham
Dance Company

La pure beauté du mouvement pour lui-même, la modernité rejoignant l'harmonie et la sérénité classiques. A côté de *Fabrications*, déjà donné au Théâtre de la Ville en 1987, le premier programme propose deux œuvres de 1989, *Inventions* et *Field and Figures* (jusqu'au 30 septembre). Le second comprend le tout récent *Polarity*, August Pace de l'an dernier et *Pictures* de 1984.

Théâtre de la Ville. Jusqu'au
6 octobre à 20 h 30 (le
30 septembre à 17 heures).
Tél. : 42-74-22-77.

Marceline Lartigue
Claude Brumachon

L'étonnante *Erzsetzt* a récemment attiré l'attention sur la jeune Marceline Lartigue. Elle le reprend pour deux représentations au Centre Pompidou, où lui succédera Claude Brumachon et son *Piedestal des Vierges*.

Centre Georges-Pompidou.
Lartigue : le 26 à 20 h 30 et le
27 à 18 h 30. Brumachon : le
28 à 20 h 30 et le 29 à
18 h 30.

Lyon

Biennale
de la danse

Suite de *An American Story* : Nikolaï et Louis Dance (26) ; Compagnie Preljocaj (du 26 au 28) ; Lucinda Childs (27 et 28) ; Alvin Ailey American Dance (du 28 au 30) ; Compagnie Haillet-Egry (29 et 30) ; Bal Swing Harlem (29) ; Limon Dance Company (du 1^{er} au 4 octobre) ; Stephen Petronio Company (2 et 3).

Bienvenue de la danse de Lyon
(dans divers lieux de la ville et
de ses environs). Jusqu'au
6 octobre. Tél. : (01) 72-40-
26-28.

La sélection
« Musiques »
a été réalisée par
Anne Rey.
« Jazz » :
Francis Marmontel.
« Rock » :
Thomas Sotinel.
« Musiques
du monde » :
Véronique
Mortagne.

OPERA DE PARIS GARNIER

SERGE LIFAR

PREMIER PROGRAMME
SUITE EN BLANC

Lalo

ISTAR

d'Indy - Bakst

VARIATIONS

Schubert - Diappi

LES MIRAGES

Sauguet - Cassandre

4, 5, 6, 9, 10, 11, 12, 13 (m et s) octobre

DEUXIEME PROGRAMME
SUITE EN BLANC

Lalo

ICARE

Lifar / Szyfer / Honegger - Picasso

ROMEO ET JULIETTE

Tchaïkovski

LES MIRAGES

Sauguet - Cassandre

14 (m) 16 (soirée réservée) 17, 18, 19, 20 (m et s) octobre

Les Etoiles, les Premiers Danseurs
et le Ballet de l'Opéra de Paris

Orchestre National de l'Opéra de Paris
Direction Michel Quéval - Robert Gardel

Location (14 jours à l'avance) 47 42 53 71
et aux caisses de l'Opéra de Paris Garnier. Par minitel : code THEA (puis OPERA)
Prix des places : de 30F à 320F

صكنا من الزعم

AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE
La bonne adresse du quartier. HUITRES
toute l'ANNÉE. POISSON DU MARCHÉ.
Plats traditionnels. Vins à découvrir.
DÉCOR - Brasserie de luxe -
T.J.j. de 11 h 30 à 2 heures du matin,
6, place de la Bastille. Tél. : 43-42-90-32.

ARTS



La Biennale des Antiquaires, c'est une promenade harassante dans une forêt peuplée presque exclusivement de superlatifs : les plus beaux, les plus chers, les plus exotiques, les plus luxueux des objets d'art et des œuvres. Les plus grands marchands de France y invitent leurs homologues étrangers, et chaque meuble, chaque tableau ou tapisserie présentée, passe devant une cohorte d'experts pointilleux. Cette année, la Biennale s'est donc par le Maître de légende d'Apollon et Daphné (c'est le nom que lui ont donné les historiens), ce grand panneau peint à tempera : Ulysse partant pour Troie.

14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 31 octobre.

Mark Di Suvero

Après Valence où, durant l'été, ses sculptures monumentales ont peuplé les jardins et les places de la ville, voici Paris, et l'espace d'une galerie. Pour quelques pièces, dont l'une, de très grande envergure, faite de poutrelles d'acier, occupe presque toute la salle du rez-de-chaussée. Avec force. Mais non sans mesure. Une belle prestation.

Galerie de France, 50-52, rue de la Verrerie, Paris-4. Tél. : 42-74-38-00. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 13 octobre.

Motherwell

Un choix d'œuvres récentes (27 peintures et collages) de ce grand ténor de l'école américaine, expressionniste et abstraite, de l'après-guerre, que Paris n'a pas exposé largement depuis la rétrospective du Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris, en 1977.

Galerie Artcurial, 9, avenue Matignon (42-99-16-16). Jusqu'au 10 novembre.

RÉGIONS

Antibes

Rétrospective Julio Gonzalez (1876-1942)

Gonzalez fut l'un des pères de la sculpture en fer, et, par là même, de la sculpture tout court. C'est lui qui initia Gargallo aux techniques du martelage, du repoussage et de la soudure, avant de travailler à quatre mains avec Picasso. Le musée d'Antibes a donc quelques bonnes raisons de le saluer par une importante rétrospective (150 sculptures et dessins de 1902 à 1942).

Musée Picasso, château Grimaldi, 06600. Tél. : 93-34-91-91. Tous les jours, sauf mardi et jours fériés, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Du 1^{er} juillet au 30 septembre de 15 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 octobre, 20 F.

Caen

Les Vanités dans la peinture au XVII^e siècle.

Au Musée des beaux-arts de Caen, on aime explorer la peinture du dix-septième siècle, en éclairer les images, montrer les sens cachés. Bref s'occuper d'icologie, par exemple de l'allégorie de la Charité ou de la symbolique des fleurs. Ou encore, comme cette fois, présenter les tableaux de Vanités.

Musée des beaux-arts, Le Château, 14000. Tél. : 31-85-28-63. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 13 h 30 à

18 heures. Jusqu'au 15 octobre, 6 F.

Chambord

Le bel âge

Supports/Surfaces entre au château, et quel château ! Chambord, à l'occasion, paraît-il, de ses vingt ans. Ainsi l'a voulu notre ministère de la culture qui, ayant passé onze commandes à onze artistes ayant participé au mouvement, a tenu à les présenter dans un cadre prestigieux.

Château de Chambord, 41250. Tél. : 54-20-31-32. Tous les jours de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 15 novembre.

Dijon

Claus Sluter en Bourgogne, mythe et représentations

Dijon rend enfin hommage à Claus Sluter, l'un des plus formidables sculpteurs de la fin du Moyen Âge. Qui travailla pour le duc de Bourgogne, Philippe le Hardi, au chantier de la chartreuse de Champmol. Et lui fit son tombeau.

Musée des beaux-arts, place de la Sainte-Chapelle, 21100. Tél. : 80-30-31-11. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 12 h 45 et de 14 h 15 à 18 heures. Jusqu'au 3 décembre.

Lyon

Jean Le Moul

Vingt-cinq ans de peintures, depuis 1965. Soit un bon bout de chemin en compagnie d'un peintre de la géné-

ration des abstraits de l'après-guerre qui n'a cessé de tendre vers toujours plus de radicalité. Dans l'indifférence aux modes, solitairement.

Espace lyonnais d'art contemporain, centre d'échanges de Perrache, 69002. Tél. : 78-42-27-39. Tous les jours de 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 12 novembre.

Edouard Vuillard

Une grande rétrospective à l'occasion du cinquantième de la mort du peintre, que trois villes, Lyon, Barcelone et Nantes, ont organisée. Tous les aspects de l'œuvre y sont évoqués depuis la période nabi : la peinture des intérieurs bourgeois, les scènes de rue, les portraits, les natures mortes, les dessins, les travaux pour le théâtre.

Musée des beaux-arts, palais Saint-Pierre, 20, place des Terreaux, 69001. Tél. : 78-28-07-68. Tous les jours, sauf lundi et mardi, de 10 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 19 novembre.

Saint-Paul-de-Vence

Joan Miro

Une très grande rétrospective faite d'œuvres majeures venues de partout, qui prend Miro à ses racines lyonnaises et catalanes, le montre au mieux de sa forme, crevant le plancher des étoiles, plongeant sans filet dans le bleu, le vide, l'infini et la nuit, tarabustant les monstres de ses pensées sauvages, pour en tirer des formes et des couleurs inénarrables.

Fondation Maeght, 08570. Tél. : 93-32-81-63. Tous les jours de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 7 octobre.

Toulon

Vienne aujourd'hui

Le Musée de Toulon a entrepris de faire le tour des capitales européennes, pour en présenter l'art d'aujourd'hui. Après Berlin et Lisbonne, c'est le tour de Vienne, dont les plasticiens sont d'ailleurs assez mal connus en France. A l'exception d'Arnulf Rainer, l'héritier le plus direct de Schiele et Kokoschka.

Musée de Toulon, 113, boulevard du Général-Leclerc, 83000. Tél. : 94-93-15-54. Tous les jours de 13 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 octobre.

Vernon

L'art allemand de l'expressionnisme ou néo-réalisme

Dix, Feininger, Grosz, Heckel, Kirchner, Macke, Munch, Nolde, et quelques autres. En une bonne centaine d'estampes, dessins et aquarelles venus du Musée des beaux-arts d'Oldenburg. Pour le Festival d'automne en Normandie.

Musée municipal A.-G. Portail, 12, rue du Port, 27200. Tél. : 32-21-28-09. Tous les jours, sauf lundi et fêtes, de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 octobre, 5 F.

La sélection « Arts » a été établie par : Geneviève Brocard et Frédéric Edelmann. Sélection « Photo » : Patrick Rogiers.

Il a bénéficié d'un nouveau type d'archéologie : le dépoussiérage muséographique, qui profite tout particulièrement à cette forme de la création hellénique. Le Musée du Louvre, en outre, n'a rien négligé pour redorer la renommée du bel et bon Euphronios.

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la Pyramide, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours, sauf mardi de 12 heures à 22 heures. Fermeture des caisses à 21 h 15. Visites-conférences du 11 octobre au 29 décembre les lundi à 19 heures (sauf 24/12), jeudi et samedi à 15 h 30. Jusqu'au 31 décembre, 25 F.

Le Guernichin en France

Vingt tableaux et trente-six dessins du Guernichin, « le plus moderne » et « le dernier des grands peintres », selon Stendhal, sont présentés au pavillon de Flore pour fêter, en avant-première, le quatrième centenaire de la naissance de l'artiste. Toutes les œuvres proviennent des collections publiques françaises.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jaurès, côté jardin des Tuileries, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours, sauf mardi, de 9 heures à 17 h 15. Visites-conférences les samedis à 15 h 30. Jusqu'au 12 novembre, 27 F (ticket d'entrée au musée).

Papiers points panoramiques

Les bourgeois aisés du dix-neuvième siècle avaient trouvé un excellent moyen de rêver, de plonger dans l'histoire, de voyager sans quitter leur salon ou leur salle à manger : en couvrant les murs de grands paysages imprimés sur vingt à trente feuilles de papier peint. Presque du CinémaScope, en somme.

Musée des arts décoratifs, galerie d'actualité, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 21 janvier 1991, 20 F.

Passages de l'image

Soit une exposition réunissant seize artistes internationaux producteurs d'œuvres issues de la photographie, du cinéma, de la vidéo et des nouvelles technologies. Dont les œuvres amènent à s'interroger sur la nature et le rôle des images dans notre société.

Centre Georges-Pompidou, Musée national d'art moderne, place Georges-Pompidou, Paris-4. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours, sauf mardi, de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 19 novembre, 24 F.

Picasso, une nouvelle dation

Une nouvelle dation, celle de l'héritière de Jacqueline Picasso. Elle comporte beaucoup d'œuvres, peintures, céramiques, dessins, lithographies des dernières années, mais aussi des carnets, de précieux carnets concernant, par exemple, la genèse des *Demotelles d'Avignon* ou des *Trois Femmes* et un formidable papier collé de Braque : *Tivoli-Cinéma*, de 1913.

Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower, Paris-8. Tél. : 42-89-54-10. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 14 janvier 1991, 25 F (dim. : 16 F).

Un choix d'art minimal dans la collection Panza

Remodelant les trois étages du musée, des installations

et des environnements de Carl André, Dan Flavin, Sol LeWitt, Robert Morris, Bruce Nauman, Richard Nouas, James Turrell et Lawrence Weiner. Soit un très grand ensemble d'art minimal, du plus immatériel au plus plastique. (Lire notre article page précédente.)

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours, sauf lundi et jours fériés, de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 11 novembre, 28 F.

XV^e Biennale internationale des antiquaires

Côte à côte sous la verrière du Grand Palais, une centaine d'antiquaires de Paris, de province, de l'étranger, présentent leurs trésors : meubles, bibelots, tableaux, livres et bijoux rares.

Grand Palais, nef, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower, Paris 8^e. Tous les jours de 11 heures à 23 heures, dimanche de 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 7 octobre, 60 F.

Albert André

Cent tableaux, cent dessins pour la plus importante rétrospective jamais consacrée à ce peintre post-impressionniste, ami de Bonnard et de Vuillard, et trouvant tout naturellement sa place dans le groupe des « intimistes ».

Fondation Mona-Bismarck, 34, avenue de New-York (47-23-38-88). Tous les jours, sauf dimanche et jours fériés, de 10 heures à 19 heures (entrée libre). Jusqu'au 3 novembre.

David d'Angers

Pour David d'Angers, la sculpture avait pour mission primordiale d'honorer les grands hommes. Aussi ce bon républicain a-t-il laissé, outre le fronton du Panthéon, de nombreuses effigies des célébrités de son temps : statues, bas-reliefs, bustes, médaillons, dessins... Qui font l'objet de l'exposition.

Fondation de Coubertin, 78470 Saint-Rémy-lès-Chevreuses (30-85-89-89). Du mercredi au dimanche, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. (Entrée 10 F). Jusqu'au 11 novembre.

Jules Olitski

Que la peinture s'affirme par la couleur, et rien qu'elle, tel est, depuis trente ans, l'objectif de Jules Olitski, l'un des figures principales du « Color Field » américain. Dans la galerie Montaigne propose, pour la première fois en France, une exposition de caractère rétrospectif. Des œuvres de l'artiste sont aussi exposées à la galerie Di Mo.

Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne, Paris-8. Tél. : 47-23-32-35. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 18 octobre.

Galerie Di Mo, 5, rue des Beaux-Arts, Paris-6. Tél. : 43-54-10-98. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 10 heures à 13 heures et de

Galerie Regards, 11, rue des Blancs-Manteaux, Paris-4. Tél. : 42-77-19-61. Tous les jours, sauf lundi, de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 11 octobre.

Jules Olitski

Que la peinture s'affirme par la couleur, et rien qu'elle, tel est, depuis trente ans, l'objectif de Jules Olitski, l'un des figures principales du « Color Field » américain. Dans la galerie Montaigne propose, pour la première fois en France, une exposition de caractère rétrospectif. Des œuvres de l'artiste sont aussi exposées à la galerie Di Mo.

Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne, Paris-8. Tél. : 47-23-32-35. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 18 octobre.

Galerie Di Mo, 5, rue des Beaux-Arts, Paris-6. Tél. : 43-54-10-98. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 10 heures à 13 heures et de

GALERIE ARIEL
140, bd Haussmann, Paris 8^e
CONFRONTATION II
APPEL
DESTARAC
jusqu'au 30 septembre

GRANDS ET JEUNES D'AUJOURD'HUI
ART GEOMETRIQUE
PEINTURE, SCULPTURE
VERNISSAGE
Vendredi 28 septembre
de 17 h à 21 h
GRAND PALAIS
Avenue Winston Churchill
Tous les jours de 12 h à 19 h
du 28 septembre au 14 octobre

GALERIES

Marc Devade

Un hommage au peintre disparu prématurément. A l'occasion de la publication de ses *Œuvres théoriques* (« Archives des arts modernes », Ed. Minard - 2 tomes), qui furent un outil de réflexion pour bien des artistes de la génération du groupe Support/Surface. En France, mais aussi en Italie ou en Espagne.

GASTAUD
"Le papier dans tous ses états"
DU 4 AU 27 OCTOBRE
OEUVRES SUR PAPIER
1960-1990
Galerie Teiller - de Puybaudet
38, Rue Mazarine - 75006 PARIS
Tél. (1) 43.25.58.13

Galerie Beaubourg
Kenny Scharf
c/o
Marianne & Pierre Nahon
3 RUE PIERRE AU LARD 75004 PARIS
42 71 20 50

RICARDO BUSTO,
artiste peintre,
exposera ses œuvres à la
Maison du Geste et de l'Image
du 2 au 17 octobre 1990.
VERNISSAGE
LE 2 OCTOBRE
de 18 heures à 20 heures.
Entrée par le 27, bd de Stbasotop,
Paris.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT
Le Monde
DES LIVRES

صكنا من الزمان

32 L'assemblée du FMI et de la Banque mondiale
Haute des tarifs aériens français

40 Epilogue du raid sur la Générale de Belgique
Havas Tourisme rentre dans un réseau européen

40 Marchés financiers
41 Bourse de Paris

BILLET

La défaite de Reagan

L'acteur américain Ronald Reagan, à l'issue d'une double présidence de son pays, avait vu la firme cinématographique Columbia rachetée par le japonais Sony. Tout un symbole des ratés industriels américains face aux insatiables sociétés japonaises. L'opération devait soulever outre-Atlantique une vague de rippologie.

Matsushita, le numéro un mondial des téléviseurs et des magnétoscopes avec des marques comme JVC ou Technics, suit les traces de son compatriote Sony. Des discussions concernant le rachat pour environ 7 milliards de dollars (36,5 milliards de francs) - montant record pour une acquisition aux États-Unis - de MCA, autre major d'Hollywood (les studios Universal) et empire de l'industrie des loisirs, sont en cours.

MCA avec un chiffre d'affaires de 3,4 milliards de dollars, est un peu isolé dans une industrie de la communication en pleine restructuration. Un rapprochement avec RCA avait été envisagé et plus récemment avec Paramount. Le riche Matsushita a aujourd'hui l'avantage, même si une contre-offre américaine reste possible dans le climat actuel des relations entre les deux pays encore aggravé par les lenteurs mises par Tokyo pour payer la facture du « bouclier du désert » face à l'Irak.

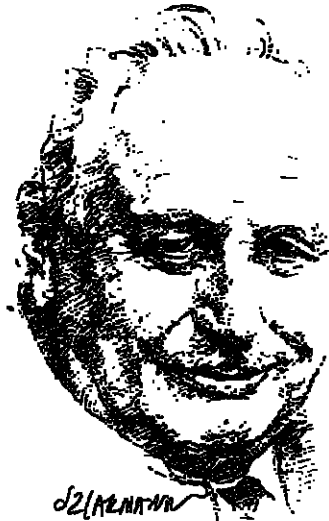
La stratégie des Japonais est limpide. Sony avait perdu la bataille des normes de magnétoscopes (face au même Matsushita) parce qu'il n'avait pas pu offrir assez de programmes vidéo à ses clients potentiels. La leçon a été entendue : pour réussir dans les matériels (le « hardware ») il faut maîtriser aussi les programmes (le « software »). Sony a donc racheté les disques CBS et Columbia, bousculant le monde de la communication dans lequel la distribution des rôles paraissait bien établie depuis les années 70 : aux Japonais les industries des matériels, aux Américains les industries culturelles.

Dans la ligne de mire des groupes nippons, il y a aujourd'hui la télévision haute définition qui provoque un changement mondial complet des normes de toute la chaîne audiovisuelle. L'industrie européenne qui veut imposer ses propres normes commence à comprendre qu'il lui faut investir sur les programmes. Mais en retard et sans les milliards de dollars que jettent les Japonais.

E. L. B.

Un entretien avec M. André Giraud

« Il me paraît inacceptable de remplacer la domination de l'OPEP par celle des États-Unis ! »
estime l'ancien ministre de l'industrie



André Giraud

La crise du Golfe continue de nourrir l'envolée des prix du pétrole. Après une brusque flambée les cours se sont stabilisés mardi 25 septembre à des niveaux très élevés (37,5 dollars par baril à New-York, 40,7 dollars à Londres). Sur les marchés financiers la confusion règne : tandis que New-York se redressait légèrement mardi soir, la Bourse de Tokyo s'effondrait mercredi matin, l'indice Nikkei chutant de plus de 1 100 points soit 4,75 %.

M. André Giraud, ancien ministre de l'industrie de 1978 à 1981, puis de la défense de 1986 à 1988, est aussi spécialiste des questions énergétiques. Il est l'auteur d'un livre sur la Géopolitique du pétrole et du gaz (1) et a été, à des titres divers, en première ligne lors des précédents chocs pétroliers.

Il estime dans l'interview qu'il a accordée au Monde que la crise actuelle peut devenir aussi grave, sinon plus, que celle de 1979 et souligne la nécessité pour la France de maintenir un dialogue indépendant avec les pays producteurs. Dans cette perspective, il critique l'adhésion, qui est actuellement négociée, de la France à l'Agence internationale de l'énergie.

« Les prix du pétrole s'envolent. Peut-on parler de pénurie lorsqu'il existe des stocks importants ? »

« Les stocks permettent de faire face à la crise, pas de l'éviter du point de vue des prix. C'était vrai aussi en 1979-1980. Si vous avez en stock du pétrole qui vaut 30 dollars, et si vous êtes convaincu qu'il vaudra 31 dollars demain, allez-vous réduire vos stocks ou acheter du pétrole à 30 dollars ? Les stocks suffisent théoriquement, mais ils ne réapparaîtront qu'après la crise... Appelez ça spéculation si vous voulez, mais c'est ce qui se passe. »

« Il faut revenir à la façon dont les prix pétroliers sont formés. Si la loi du marché fonctionnait, le pétrole aurait été à 8 ou 10 dollars, soit le coût marginal de production des gisements les plus coûteux. Logiquement il aurait dû tomber à ce niveau. »

« A l'inverse, il y a un prix de cartel. C'est le prix que le cartel décide lorsque le cartel fonctionne. On a connu un prix de cartel com-

pris entre 32 et 34 dollars à la sortie de la crise de 1980 lorsque l'OPEP a fonctionné correctement. »

« Lorsque le cartel défaille, on entre dans un troisième système, que j'appelle le prix boursier. Le prix devient ce que les gens croient qu'il va être. Si les opérateurs croient qu'il va monter, ils achètent et le prix monte. S'ils croient qu'il va baisser, ils vendent ou n'achètent pas et les prix baissent. »

« A moyen terme, on avait donc une idée assez précise du prix d'équilibre : entre 18 et 21 dollars. Une étude réalisée avant la crise par le Center for Global Energy Studies, organisme créé par M. Yamani, démontrait de façon convaincante qu'au-dessus de 21 dollars - en dollars constants - les énergies de substitution au pétrole gagnaient du terrain, créant à nouveau une surcapacité et une chute des prix, alors qu'à l'inverse au-dessous de 21 dollars les capitaux manquaient pour entretenir les capacités et on allait vers une pénurie et une envolée des cours. »

« Les prix du pétrole seront déterminés en partie par la forme des solutions politiques mais aussi, à long terme, par les lois du marché. Quelles que soient les solutions politiques le pétrole ne peut pas avoir des prix trop élevés pendant plusieurs années, en tout cas au cours de la prochaine décennie. »

« Cette crise va modifier profondément l'équilibre politique au Moyen-Orient. Pensez-vous que les Américains vont récupérer le contrôle des réserves perdues au profit de l'OPEP ? Il y a vingt ans ? »

« Bien malin celui qui peut prévoir sur quoi va déboucher la crise du Golfe ! On peut seulement constater que la dépendance vis-à-vis du Moyen-Orient s'accroît et qu'elle concerne non seulement l'Europe et le Japon, mais aussi les États-Unis, ce qui est nouveau. L'économie américaine ne pourra plus fonctionner sans un accès au Moyen-Orient. Ce n'était pas le cas il y a peu de temps. Il suffit pour s'en persuader de regarder la courbe des importations américaines de pétrole. »

« Si par hasard il y a une pénurie de pétrole dans le monde, les États-Unis, l'Europe, les pays de l'Est et le Japon seront en compétition par rapport aux approvisionnements du Moyen-Orient. Il faut être lucide sur ce point, et de nouvelles pénuries pourront apparaître. C'est la raison pour laquelle il me paraît inacceptable de remplacer la domination de l'OPEP par celle des États-Unis. »

« Rappelons-nous les leçons du passé. Si en 1979-1980 la France a pu échapper en partie à la spéculation, c'est grâce aux accords d'approvisionnement à long terme avec les pays producteurs. L'Arabie saoudite et surtout avec les Émirats arabes unis. Je me souviens que Cheikh Zayed, l'émir des Émirats arabes unis m'avait déclaré : « La France du général de Gaulle ne manquera jamais de pétrole tant qu'il en coulera aux Émirats arabes unis. » La politique française ne doit pas oublier cette dette... »

« Pensez-vous que la crise

puisse être aussi grave que lors du second choc pétrolier ? »

« La crise peut sûrement avoir l'ampleur du second choc pétrolier, mais ce n'est pas certain. Il suffit de quelques opérations de commando sur les installations saoudiennes pour qu'on débouche sur une crise de gravité considérable. Politiquement, c'est plus grave qu'en 1979 car pour l'instant on voit se dessiner progressivement un affrontement entre l'Occident et le monde islamique. »

« On n'a pas connu ça même en 1974. A l'époque, les efforts de Henry Kissinger consistaient à constituer, au sein de l'Agence internationale de l'énergie, un front commun des consommateurs pour faire chuter les prix du pétrole, quitte à recourir à la force. Cela n'a pas réussi grâce à la sagesse de Cheikh Yamani et à la position particulière de la France. »

« Aujourd'hui pourtant la France s'apprête à rejoindre l'AIE ? »

« Il me paraît essentiel que la France n'entre pas à l'AIE, car elle ne doit pas perdre la capacité de traiter avec les pays producteurs, de même l'Europe qui jusqu'ici y est parvenue par son intermédiaire. Sinon ce seront les États-Unis qui discuteront avec les pays producteurs ! Au vu des résultats de leur politique énergétique nationale, je ne suis pas tenté de les laisser conduire la politique internationale... »

« Pendant le second choc pétrolier de 1979-1980 on me posait la question de l'adhésion à l'AIE. Je répondais : « Pourquoi la France y entrerait-elle ? » Il n'y a jamais eu de réponse. Le problème se repose aujourd'hui rigoureusement dans les mêmes termes. C'est une position confortable : on peut se cacher derrière l'AIE pour ne pas avoir de politique autonome. On fait du suisme. »

« L'AIE, est-ce l'OTAN de l'énergie ? »

« Oui... »

« Mais cela peut aussi constituer une bonne base pour établir le dialogue... »

« Il faut effectivement arriver à trouver une forme de dialogue. L'AIE peut être un élément utile, mais la France peut être encore plus utile en restant à l'extérieur, comme ce fut le cas en 1979, car c'est nous qui avons noué le premier dialogue. Un système construit de façon antagoniste n'est pas la meilleure façon de commencer à parler... »

« On repart de stabilisation à long terme des prix du pétrole. N'est-ce pas une utopie ? »

« Les possibilités sont encore loin d'être épuisées. Si par exemple les producteurs et les consommateurs avaient la même planification,

la même idée des besoins futurs, cela éviterait de faire des bêtises, de laisser se créer des excédents ou des pénuries. »

« On peut aussi imaginer des mécanismes de régulation. Nous avions proposé il y a quelques années la création d'une sorte de FMI pétrolier, un organisme international qui absorberait les excédents en période de surproduction et à l'inverse relâcherait du pétrole sur le marché en période de pénurie. Ce n'est pas simple à mettre en place, mais on peut y travailler. »

« A condition bien sûr que tout le monde soit d'accord sur les objectifs. Je crois que ce ne serait pas très difficile d'obtenir un accord au moins sur l'essentiel, car le prix du pétrole ne peut pas être n'importe quel. Encore une fois, il est borné vers le haut par la substitution des autres énergies, et borné vers le bas par la pression de la pénurie et donc la préparation d'un choc ultérieur. Or personne ne veut ni des excédents de capacité ni de la pénurie. L'expérience montre que lorsque c'est bon à un certain moment cela devient très mauvais le lendemain. »

« Vous avez eu, à divers postes de responsabilité, l'expérience des crises précédentes. Quelles leçons en tirez-vous pour faire face à la situation actuelle ? »

« Actuellement le prix du pétrole monte, que voulez-vous que le gouvernement français y fasse ? Il n'y a pas de politique énergétique valable à court terme. On fait face à la crise comme on peut avec des instruments plus ou moins efficaces. Une politique de l'énergie se définit à très long terme. Il faut se rappeler que le pétrole va se raréfier au vingt et unième siècle. Il faut dix ans pour prendre pied dans une région productrice du monde, six ans pour construire une centrale nucléaire, des années de recherches pour mettre au point de nouveaux carburants. »

« La crise nous rappelle qu'on a besoin d'une politique énergétique à dix ans ou vingt ans, et qu'il ne faut pas se relâcher sous prétexte qu'on constate un excédent temporaire de capacité ici ou là. C'est vrai du pétrole comme du reste, le nucléaire entre autres. Quant aux carburants issus de la biomasse, et donc de l'énergie solaire, on devrait y repenser au moment où notre agriculture est dans une situation tragique - qui était prévisible. »

Propos recueillis par VÉRONIQUE MAURIS

(1) Géopolitique du pétrole et du gaz, André Giraud et Xavier Boy de la Tour, Éditions Technip, 1987.

La mise en place de la Banque pour l'Europe de l'Est à Londres

M. Jacques Attali déconcerte la City

Présent à Washington à l'occasion de l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (lire également page 32), le président désigné de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement de l'Europe de l'Est (BERD), M. Jacques Attali, a rendu compte de son récent voyage en URSS au directeur général du FMI, M. Michel Camdessus. A Londres, où la BERD est en train de s'implanter, M. Attali suscite quelques réserves dans les milieux financiers.

LONDRES

de notre correspondant

« M. Jacques Attali n'est guère connu dans la City, et le peu que l'on sait de lui ne nous dit rien qui vaille... » Ce jugement acide n'est pas isolé. Tout ce que Londres compte de grands banquiers internationaux observe avec un brin de méfiance les premiers pas du président de la Banque pour l'Europe de l'Est. M. Attali n'a pas adopté l'attitude classique du nouveau venu dans un club illustre. Il évite les gens de la City ainsi que la presse financière. Il exerce nour-

rant déjà en pratique les fonctions qu'il occupera officiellement à plein temps en mars prochain.

La BERD, connue ici sous ses initiales anglaises EBRD, est chargée d'aider les pays de l'Est à effectuer leur passage à l'économie de marché (le Monde du 31 août). Elle est installée depuis cet été à Broadgate, un ensemble ultra-moderne de bureaux récemment construit dans la partie nord-est de la City. Broadgate est une belle réalisation, dans le style néoclassique (marbre, arcades, etc.) cher au prince Charles. La BERD y occupe, au dernier étage, 1000 mètres carrés climatisés qui ont belle allure. Mais tout est neuf, et M. Attali préférerait un local plus patiné et surtout plus proche de la Banque d'Angleterre. Il n'est, de toute façon, que locataire temporaire à Broadgate.

Il a commencé à recruter. Des centaines de candidats ont déposé leurs curriculum vitae. Chaque jour, ou presque, une nomination est annoncée. La City est plutôt favorablement impressionnée par les choix du président, qui s'entoure de professionnels de bonne réputation, mais elle reste perplexe sur ses capacités de banquier.

Un spécialiste chargé de suivre le dossier de la BERD pour une grande banque japonaise résume ainsi les attitudes des gens de la

City en fonction de leur nationalité d'origine. Les Britanniques retiennent surtout de la personnalité du président désigné qu'il est français, ce qui n'est pas nécessairement un atout ici. Les Américains s'inquiètent de son absence d'expérience des montages financiers. Les Japonais très intrigués par le personnage et ses liens personnels avec le président de la République, s'amuse franchement quand on leur dit que le président de la BERD écrit des romans et n'a jamais fait de banque. Ces Européens sont décidément bien féroces...

Tout se met pourtant en place, et la BERD fait déjà partie du paysage de la City. Les Américains, premiers actionnaires, seront totalement acquis au président du nouvel organisme lorsqu'un de leur compatriote, M. Ernest Stern, se décidera à quitter la Banque mondiale, dont il est l'un des plus hauts dirigeants, pour devenir vice-président de la BERD. M. Stern a une forte personnalité. M. Attali l'agace un peu. Appliquant une recette que l'intéressé a lui-même empruntée à M. Mitterrand, il se fait donc désirer...

La City a accueilli avec satisfaction l'arrivée à la BERD de M. John Flemming, directeur des études économiques à la Banque d'Angleterre (le Monde du 19 sep-

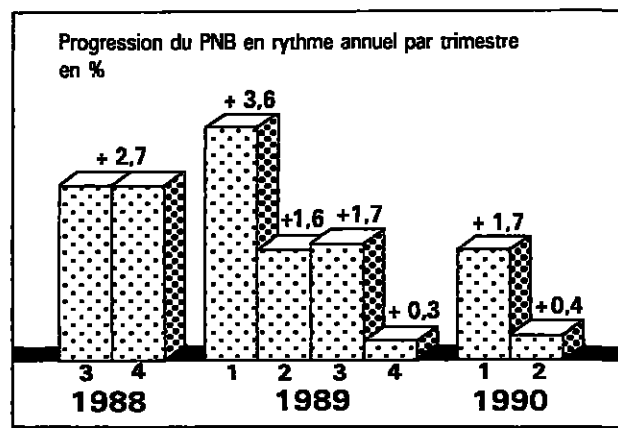
tembre). Mais il ne s'agit, dit-on ici, que d'un « macro-économiste », donc d'un intellectuel, et non d'un banquier qui aurait déjà eu des responsabilités importantes. Cette remarque ne vaut pas pour M. Anders Ljungh, vice-président de la banque suédoise Svenska Handelsbanken, ou pour M. Clare Marshall, trésorier d'un organisme financier parapublic canadien très réputé, Export Development Corporation, qui sont tous deux récemment entrés dans l'organigramme de la BERD.

Les difficultés de M. Attali semblent surtout dues à l'écart culturel qui sépare l'univers mental des banquiers anglo-saxons de celui des représentants de la haute fonction publique française. Les premiers ont le souci de leurs actionnaires, même si ceux-ci sont des États, les seconds sont des États, la proximité du pouvoir politique et apprécient les idées générales et les débats intellectuels.

M. Attali s'est beaucoup intéressé à l'histoire de la City en dressant le portrait du banquier exceptionnel et de l'homme d'influence que fut S. G. Warburg, fondateur de la banque du même nom. Il lui reste encore quelques efforts à accomplir pour ressembler à son modèle.

DOMINIQUE DHOMBRES

L'économie américaine était en stagnation avant la crise du Golfe



L'économie américaine était proche de la croissance zéro avant l'été, c'est-à-dire avant la crise du Golfe. C'est la constatation qui s'impose avec la révision en forte baisse de l'activité au deuxième trimestre 1990 (0,4 % en chiffre définitif au lieu de 1,2 % annoncé précédemment).

Beaucoup d'analystes ne se gênent plus pour parler de récession, contrairement aux membres de l'administration Bush, qui s'en tiennent à la notion de

« croissance très ralentie ». En tout cas, la Réserve fédérale n'est pas prête à baisser les taux d'intérêt, comme l'a expliqué mardi 25 septembre M. Wayne Angell, l'un de ses hauts responsables : « Si une politique visant à stimuler l'activité économique réelle était adoptée sans que soient sensibles les premiers signes de réduction de l'inflation, la crédibilité de la Fed pourrait être sérieusement entamée et les marchés seraient ébranlés. »

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

L'assemblée générale du Fonds monétaire et de la Banque mondiale

M. George Bush se réjouit de la présence d'observateurs soviétiques aux réunions du FMI

A l'occasion de l'ouverture, mardi 25 septembre à Washington, de l'assemblée générale du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, le président George Bush s'est félicité de la création d'un groupe de coordination financière chargé d'aider les pays les plus affectés par la crise du Golfe. Il s'est également réjoui de la présence d'observateurs soviétiques.

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Devant les délégués des 152 pays membres et ceux des observateurs de l'URSS dont il a, avec insistance, salué la présence, le président George Bush a entamé son discours de bienvenue avec des accents lyriques à la Reagan sur l'économie de marché (« La clé de la croissance, c'est de donner la liberté aux individus... »). Il a ensuite rappelé la gravité « du nouveau défi » posé par « l'agression illégale et non provoquée de l'Irak contre la nation souveraine du Koweït ».

Après s'être félicité de la création d'un groupe de coordination financière chargé de promouvoir l'aide

aux pays les plus affectés par la crise du Golfe, M. Bush est passé au « rôle central » du Fonds et de la Banque mondiale appelés à exercer dans les affaires économiques et financières « un leadership » symétrique de celui qu'exerce dans les affaires politiques l'ONU.

M. Bush s'est encore tout spécialement félicité des efforts accomplis par le FMI pour établir (à la demande du sommet des Sept réunis au printemps dernier à Houston) un état de l'économie soviétique, efforts que le président a qualifiés de « sans précédent ». La conclusion du discours aura été consacrée aux négociations commerciales du GATT qui n'ont plus devant elles que « moins de soixante-dix jours ». Leur enjeu, « n'est pas seulement le commerce, c'est aussi la croissance ». L'agriculture reste « une des pierres d'achoppement ». Pour le président américain, « nous devons faire en sorte que les agriculteurs fassent concurrence à d'autres agriculteurs au lieu de se faire mutuellement concurrence avec les deniers de leur Trésor public respectifs ».

Chargé de présider, cette année, les travaux de l'assemblée générale, le vice-président et ministre des finances du Kenya, M. George Saitoti a insisté, dans son discours, sur « le déséquilibre croissant entre la demande de capital et les montants disponibles de capital » dans le monde. Citant les résultats obtenus par son pays, « l'un des rares de l'Afrique à avoir connu une augmentation régulière de son revenu par habitant au cours de la deuxième moitié des années 80 », M. Saitoti a encore indiqué qu'au Kenya, longtemps regardé comme le pays ayant le plus fort taux d'augmentation de la population, ce taux avait, depuis cinq ans, diminué de 15 %.

Dans son intervention largement consacrée à la lutte contre « la misère sociale dont souffrent un milliard de nos semblables », le président de la Banque mondiale, M. Barber Conable a, lui aussi, mais à l'échelle de la planète, fait état de

résultats encourageants. « Entre 1965 et 1985, a-t-il dit, la consommation annuelle par habitant dans les pays en voie de développement est passée de 590 à 985 dollars en valeur réelle, l'espérance de vie de 51 à 62 ans et le taux de scolarisation primaire de 73 % à 84 % ». Beaucoup de pays cherchent maintenant à « trouver un équilibre entre le secteur public et le secteur privé ».

M. Camdessus, le directeur général du FMI, s'est déclaré pour sa part frappé par la similitude profonde des « stratégies économiques » des pays qui réussissent, qu'ils appartiennent au monde industrialisé développé ou au monde en voie de développement. Au sujet des réformes que beaucoup de pays introduisent dans leur secteur financier, le directeur général du FMI a déclaré : « La dérégulation du secteur financier peut avoir des conséquences particulièrement bénéfiques, mais elle comporte aussi des risques graves. Il ne faut pas qu'elle favorise l'éclosion de pratiques malsaines. Elle doit donc s'accompagner d'une surveillance active qui impose le respect de règles de conduites adaptées, assure la transparence des transactions, la divulgation de certaines informations et l'application de règles prudentielles appropriées... ».

La stratégie de la dette renforcée

Le directeur général du FMI s'est félicité des premiers résultats obtenus par les programmes mis en œuvre dans les pays de l'Europe de l'Est. Les gouvernements intéressés ont su éviter « les deux pièges que constitue soit un gradualisme hésitant, soit le choix de thérapies de choc simplistes ».

Aux yeux de M. Camdessus, la « stratégie de la dette renforcée » (impliquant réduction et conversion des dettes) devrait pouvoir rendre « maîtrisable » le problème de la dette. M. Camdessus s'est réjoui des initiatives prises récemment pour alléger davantage le fardeau pesant sur certains pays débiteurs. Il a nommé la France (qui veut limiter à

5 % le taux d'intérêt et allonger à quinze ans le rééchelonnement pour les pays à « revenus intermédiaires bas »), les Pays-Bas, la Grande-Bretagne (laquelle vient d'annoncer son intention de remettre les deux tiers de la dette publique des pays les plus pauvres).

M. Camdessus a parlé pour certains pays de l'opportunité de leur accorder une remise pure et simple de leur dette publique, une éventualité à laquelle on n'aurait naguère jamais fait allusion. M. Camdessus a conclu sur « une note personnelle » en révélant qu'après son intervention de l'an dernier il avait reçu la visite d'un ami qui voulait partager avec lui son enthousiasme pour la nouvelle Europe en gestation. Cet ami était Alfred Herrhausen, président de la Deutsche Bank, peu après assassiné.

A la tribune, M. Pierre Bérégovoy, le ministre français a suggéré pour les institutions internationales quatre directions de réflexion et d'action : tirer pour le marché du pétrole les enseignements de la crise du Golfe ; lutter contre la pauvreté ; assurer la sauvegarde de l'environnement et intégrer l'URSS dans l'économie mondiale.

PAUL FABRA

La Bulgarie et la Namibie adhèrent au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale. Les institutions monétaires internationales dites de Bretton Woods (Fonds monétaire international et Banque mondiale) comptent depuis mardi 25 septembre deux nouveaux adhérents, la Bulgarie et la Namibie. Désormais 154 pays sont membres de ces institutions, en comptant la Tchétchoulovaque, qui a obtenu son adhésion la semaine dernière. La Bulgarie avait posé sa candidature le 23 février dernier, à la faveur du changement de régime politique. La Namibie avait demandé son adhésion le 8 juin, après être officiellement devenue un Etat indépendant le 21 mars dernier.

EN BREF

■ Sécurité sociale : la CGT se joint à l'action du 27 septembre. — Après les fédérations CFDT, FO, CFTC et CFE-CGC des employés de la Sécurité sociale, la CGT a décidé d'appeler à la journée d'action jeudi 27 septembre, qui se traduira par des arrêts de travail. Dans un communiqué commun publié mardi, les cinq fédérations appellent les 180 000 salariés de la Sécurité sociale à manifester « dans l'unité » à Paris et en province. Les revendications portent sur les salaires et les classifications.

■ Paralysie du réseau de bus RATP dans l'ouest de Paris. — A la suite d'une agression dont un conducteur a fait l'objet en se rendant à son dépôt de bus dans son véhicule personnel, les conducteurs de la RATP de l'ouest de Paris et de la banlieue nord-ouest ont cessé le travail le 25 septembre. Une trentaine de lignes demeurent paralysées ou fortement perturbées dans la matinée du 26 septembre. L'agresseur avait pourtant été arrêté sur-le-champ. D'autre part, la situation est redevenue normale au dépôt de Montrouge où un mouvement revendicatif de type salarial perturbait la sortie des bus, le 25 septembre.

■ Douze magasins de grande surface condamnés en justice pour vente de vitamine C. — La cour d'appel de Paris a condamné, mardi 25 septembre, pour « infraction au code de la santé publique », douze gérants de magasins qui avaient mis en vente notamment des tests de grossesse et de la vitamine C, « sans avoir la qualité de pharmacien ». Les magasins en cause (enseignes Auchan, Leclerc, Carrefour et Cora), sont situés dans l'Indre, la Saône-et-Loire, la Gironde et le Pas-de-Calais. Le Conseil national de l'ordre des pharmaciens (CNOF), partie civile, a obtenu au total 33 000 francs de dommages-intérêts.

■ Précision. — A la fin du mois d'août, 47 352 places de TUC (travaux d'utilité collective) avaient été enregistrées depuis le début de l'année. 19, et non 19 000 (le Monde du 26 septembre), l'ont été au cours du mois. Ce dispositif, appelé à disparaître, poursuit donc son déclin.

L'Etat va redistribuer les aides à l'agriculture

Suite de la première page

Celui-ci aura augmenté de 30 % depuis 1980, atteignant même en termes réels des niveaux supérieurs à ceux de 1973. En 1989 et 1990, les agriculteurs sont la catégorie sociale dont le pouvoir d'achat s'est le plus amélioré. Notons en outre que l'Etat a versé en 1989, sous forme d'aides directes ou indirectes (budget de l'agriculture, soutien par la France des prix communaux, financement public des prestations sociales), un montant de 103 milliards de francs qui représente 73 % du revenu brut des exploitations — 142 milliards de francs — et plus de la moitié de la valeur ajoutée de la branche (181 milliards de francs).

Néanmoins les agriculteurs cassent et brûlent, au risque de perdre le crédit dont ils bénéficiaient dans l'opinion publique. Dans le récent sondage FR 3-le Pétier, 79 % des personnes interrogées affirment ne pas vouloir payer un impôt supplémentaire pour les victimes de la sécheresse. La FNSEA a toutes les peines du monde à contrôler une partie des « troupes paysannes », celle qui n'a rien à perdre et préfère en découdre avec l'espoir d'impressionner le gouvernement dont, M. Valéry Giscard d'Estaing dénonce « la désinvolture et l'indifférence », comparant l'agriculture à la sidérurgie des années 80.

L'argent du contribuable

Ces manifestations brutales risquent de coûter cher aux agriculteurs. Il paraît désormais improbable que le premier ministre, M. Michel Rocard, aille sensiblement au-delà de l'enveloppe de 1,2 milliards de francs débloquée pendant l'été en faveur des paysans sinistrés. La deuxième série d'aides (de l'ordre de 1 milliard de francs, sans compter l'effort du Crédit agricole) reposera sur l'essentiel sur des mesures de redéploiement au sein du budget et de la profession. Les pouvoirs publics hésitent, en effet, à engager une nouvelle fois l'argent du contribuable pour une catégorie sociale qui exerce la pression de la rue et dont le revenu (sans parler de sa sous-fiscalisation), ne semble pas justifier tous ces cris. Le gouvernement Rocard, chantre du partage, serait malvenu de pratiquer l'arrosage agricole sans s'attaquer aux inégalités subsistant.

Le ministre de l'économie, M. Pierre Bérégovoy, ne cesse de soulever ouvertement cette question devant les responsables de la profession, non sans les plonger dans l'embarras : si on ne puise pas dans le budget de l'Etat, dit-il en substance, il faudra répartir les ressources au sein du monde agricole. Un éleveur de bovins-viande gagnait, en 1989, 55 000 francs par an pour un revenu en progression de 1,8 %. A l'autre bout de l'échelle, un producteur de vins de qualité gagnait, la même année, 445 000 francs, son pouvoir d'achat augmentant de 68 %. Autrement dit, les plus aisés bénéficient aussi de plus fortes hausses de revenus. Les inégalités, loin de diminuer, se creusent de façon spectaculaire.

La solidarité au sein de la profession n'a jamais été si naturelle qu'on puisse espérer la voir s'organiser spontanément. Le viticulteur « d'appellation contrôlée », qui ignore le producteur de vin de table, ne revendique aucune parenté avec un céréalier, a fortiori

avec un éleveur. Briser l'individualisme paysan est un impératif chiffré qui se heurte aux mentalités et aux structures du monde agricole.

Dans ce contexte, le gouvernement entend imposer la solidarité par trois moyens principaux. En premier lieu, il souhaite redéployer les aides publiques par des péquations entre les différents secteurs de l'agriculture, selon la conjoncture propre à chacun. Concrètement, une hausse substantielle de revenu pourrait justifier un apport moins important de fonds de l'Etat, au profit d'une catégorie défavorisée.

L'autre source de solidarité envisagée provient du Crédit agricole. L'effort consenti par la Banque Verte en faveur des sinistrés de la sécheresse (250 millions de francs sous forme de réductions de taux d'intérêt) lui coûte sur son compte d'exploitation environ 70 millions de francs. Une somme importante, mais nettement inférieure à ce qu'on serait en droit d'attendre de la banque des agriculteurs, rachetée par les caisses régionales en 1988 à l'issue d'une tumultueuse mutualisation.

Devenu établissement privé, le Crédit agricole a curieusement conservé certains acquis publics. S'il a dû abandonner son monopole de distribution des prêts bonifiés à l'agriculture, il garde provisoirement celui des dépôts des notaires, un encours de l'ordre de 20 milliards de francs, rémunéré à 1 %. La direction de la Banque Verte semble résignée, sinon convaincue, à renoncer à cet avantage. Le gouvernement sera plus enclin à négocier la progressivité de ce retrait si le Crédit agricole, comme il en a manifesté l'intention, accepte de participer davantage à l'effort de financement des exploitants les plus touchés par la crise.

Enfin, le ministre de l'agriculture, M. Henri Nallet, a entrepris une ambitieuse réforme des cotisations sociales pour réintégrer les exploitants dans un régime normal calculé sur une base réelle de revenu, et non plus sur la valeur cadastrale qui aggravait les inégalités.

Il restera encore à définir sur quelles ressources doit compter le monde agricole. Tributaire à la fois des prix de marché et des aides publiques, il n'a jamais su ni voulu choisir. Il faudrait s'entendre sur la définition de l'agriculture compétitive, celle qui rapporte un excédent commercial annuel de 50 milliards de francs mais reçoit des subventions massives (nationales et communautaires) et menace l'environnement. Les économistes pourraient se pencher sur le service rendu à la société par l'agriculture incapable d'affronter les marchés mondiaux mais susceptible, jour après jour, d'occuper l'espace rural au point d'y préserver une activité humaine, pas exclusivement liée aux travaux de la terre.

Cette production de bien-être a une valeur en soi, elle a donc un prix et un coût que la statistique n'appréhende pas. La lutte contre les inégalités en agriculture passe par une reconnaissance de ces exploitations dont la compétitivité pourrait se mesurer en densité de population et d'entreprises qu'elle permettent de conserver, en paysages qu'elles protègent, en pressions urbaines qu'elles évitent. Le calcul est sans doute difficile et subtil. Est-il pour autant impossible ?

ÉRIC FOTTORINO

LES BILANS ET COMPTES ANNUELS PUBLIES EN 1990 SONT DÉJÀ DISPONIBLES SUR MINITEL AU 36.29.11.11. LA VÉRITÉ NE PEUT ATTENDRE.

Sans attendre, vous pouvez connaître la vérité sur vos clients, vos fournisseurs ou vos concurrents : les bilans et comptes annuels, les chiffres-clés des Entreprises (chiffre d'affaires, résultat net, effectifs), les extraits de Registre du Commerce et des Sociétés, les renseignements sur les défaillances d'Entreprises. Les copies de ces documents peuvent être commandées par Minitel 36.29.11.11. et payées par Carte Bancaire.

INFOGREFFE

LA SOURCE DE L'INFORMATION SUR LES ENTREPRISES. SCM. INFOGREFFE - 1, quai de Corse 75181 Paris cedex 04 - Tél. : (1) 43.29.06.75

(Publicité)
République islamique de Mauritanie.
Liquidation du complexe sucrier.
Siège social de l'ex SOMIS, BP 671.
Tél. 861 MTM NOUAKCHOTT
Fax : 222 2 532 25.

Les liquidateurs du complexe sucrier se proposent de mettre à la vente par voie de soumission cachetée et au plus offrant les équipements suivants :

- Une agglomérerie de sucre composée de trois (3) chaînes de moulage de puits de sucre d'une capacité unitaire de cinquante tonnes par jour (50 t/j) et deux (2) chaînes moutageuses d'une capacité chacune de cinq (5) tonnes par jour (5 t/j).
- Une raffinerie de sucre d'une capacité de cent soixante tonnes par jour (160 t/j).
- Divers équipements annexes nécessaires à l'agglomérerie et à la raffinerie dont un important stock de pièces de rechange et d'emballage.

Ces équipements sont visibles au Wharf de Nouakchott et seront vendus en l'état où ils se trouvent.

Les intéressés peuvent retirer le cahier des charges ainsi que les listes détaillées auprès de l'ambassade de Mauritanie, 5, rue Montevideo, à 75116 Paris.

Les visites et les retraits du cahier des charges se feront de 8 heures à 14 heures.

سكنا من الزمائل

L'Etat va redistribuer les aides à l'agriculture

PAR MICHELLE LAFONT

FMI

Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé mardi qu'il allait redistribuer les aides à l'agriculture.

Le FMI a annoncé mardi qu'il allait redistribuer les aides à l'agriculture. Le FMI a annoncé mardi qu'il allait redistribuer les aides à l'agriculture.

Le FMI a annoncé mardi qu'il allait redistribuer les aides à l'agriculture.

Le FMI a annoncé mardi qu'il allait redistribuer les aides à l'agriculture. Le FMI a annoncé mardi qu'il allait redistribuer les aides à l'agriculture.

Le FMI a annoncé mardi qu'il allait redistribuer les aides à l'agriculture. Le FMI a annoncé mardi qu'il allait redistribuer les aides à l'agriculture.

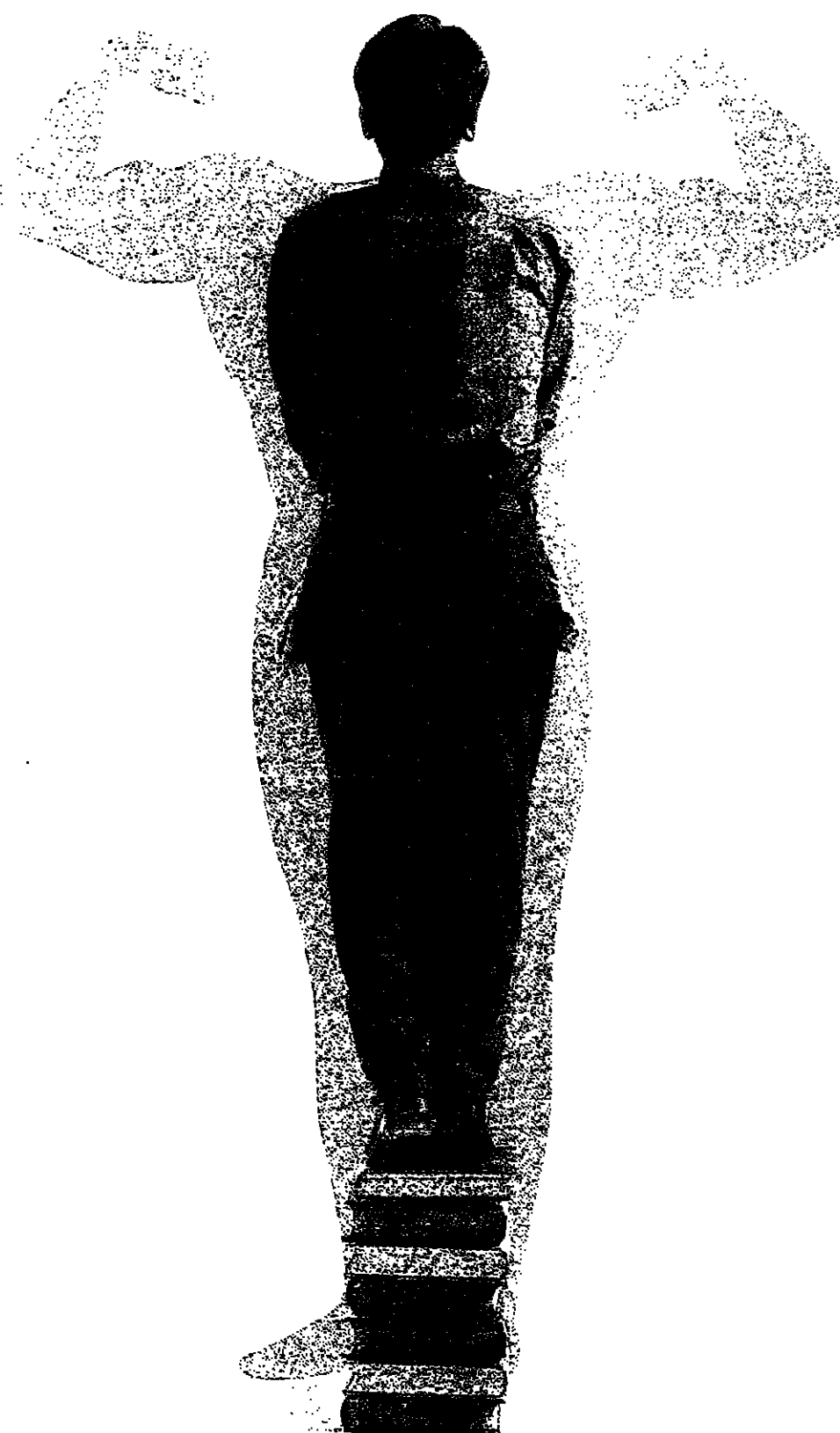
Le FMI a annoncé mardi qu'il allait redistribuer les aides à l'agriculture. Le FMI a annoncé mardi qu'il allait redistribuer les aides à l'agriculture.

Le FMI a annoncé mardi qu'il allait redistribuer les aides à l'agriculture. Le FMI a annoncé mardi qu'il allait redistribuer les aides à l'agriculture.

Le FMI a annoncé mardi qu'il allait redistribuer les aides à l'agriculture. Le FMI a annoncé mardi qu'il allait redistribuer les aides à l'agriculture.

Minitel 36 29 00 59, parce que quand une entreprise a l'air de bien se porter...

... il est parfois utile d'examiner son bilan.



CALLEGARI BERVILLE

Pour accéder aux 1950 000 comptes et bilans des SA et SARL publiés ces cinq dernières années en France, composez sur votre tél. le 36 29 00 59 et appuyez sur la touche connexion/fin de votre minitel. Vous accéderez instantanément aux bilans, comptes de résultat, annexes et ratios de structure, d'endettement, de trésorerie,...

Possibilité de capture sur micro.

MINITEL 36 29 00 59 "COMPTES ET BILANS"
VOUS DIT À QUI VOUS AVEZ À FAIRE DANS LES AFFAIRES.



BNP: des SICAV et des Fonds Communs de Placement aux couleurs de l'Europe



POUR LA DIVERSIFICATION DE VOTRE PATRIMOINE

Pour des placements à court, moyen ou long terme - en actions obligataires ou monétaires - à vocation française ou étrangère - de capitalisation ou de distribution...

La BNP vous offre une gamme complète de 20 SICAV et 21 Fonds Communs de Placement représentant un million de clients et plus de 160 milliards d'actifs gérés.

La BNP met son professionnalisme et la puissance de son réseau à votre service pour répondre à vos exigences et assurer à votre portefeuille diversification, équilibre et sécurité.

Plus que jamais, nos conseillers BNP sont à votre disposition pour vous informer et vous conseiller.

BNP. TOUT CE QU'UNE BANQUE PEUT VOUS APPORTER.



PARIS - ILE-DE-FRANCE

Les pouvoirs publics face à la spéculation foncière

Des « secteurs stratégiques » sous haute surveillance

Construire, disent-ils, mais à quel prix ? A Paris, mairie et gouvernement s'épuisent à trouver les 10 hectares destinés à accueillir les 5 000 nouveaux logements sociaux prévus chaque année. Autour de la capitale, les terrains constructibles se font de plus en plus rares. Leurs prix s'envolent : 12 000 à 15 000 francs le mètre carré nu à Boulogne (Hauts-de-Seine). Pourtant, l'Etat met en place progressivement un dispositif propre à combattre la spéculation. Le premier de cette série de deux articles fait le point des actions engagées pour modérer les convoitises sur les futurs « secteurs stratégiques » à la périphérie de l'agglomération.

Aux abords de Roissy, au nord, comme sur le plateau de Saclay, au sud, ou dans la plaine de Montesson, de nouveaux programmes d'aménagement seront décidés bientôt. Le Livre blanc qui préside au prochain schéma directeur de l'Ile-de-France a défini des « secteurs stratégiques ». Alors chacun pose ses marques, multipliant les promesses de vente avec les propriétaires.

« Les opérateurs font des pieds et des mains pour que la mairie mette les terrains en zone constructible. Une révision du plan d'occupation des sols (POS) suffit : seul le changement d'affectation des espaces boisés classés implique un accord du ministre de l'Agriculture, explique M. Joseph Comby, de l'Association d'études foncières (AEF). Aujourd'hui, les opérations de construction ne se font quasiment plus jamais dans les zones que les POS destinaient à l'urbanisation. On renonce à la planification, mais pas au pouvoir des communes. »

« Le marché des terres agricoles se situe entre 3 et 4 francs le mètre carré, celui des terrains à bâtir entre 300 et 400 francs, précise M. Bruno Rajaud, directeur de la SAFER Ile-de-France. Entre les deux a toujours existé

un troisième marché d'anticipation. Les prix tournaient, il y a quelques années, autour de 30 à 40 francs le mètre carré. Ils atteignent aujourd'hui plutôt 100 à 150 francs. »

« A Montesson ou à Carrières-sous-Poissy, c'est le même carré y approche les 500 à 600 francs. En admettant même que ces terrains deviennent constructibles, que pourrions-nous faire avec de tels prix ? » C'est bien là le problème. La réussite de toute nouvelle opération d'urbanisme repose largement sur des prix fonciers raisonnables, les économies réalisées sur les programmes « rentables » (logements du secteur libre, immobilier d'entreprise) permettant de financer les infrastructures, équipements et logements sociaux. Impossible si tout dérape...

OPA sur la Plaine-Saint-Denis

La proche couronne est-elle aussi sous pression ? Prenons l'exemple de la Plaine-Saint-Denis, ces 700 hectares d'usines et d'entrepôts situés aux portes de Paris, à cheval sur les communes de Saint-Denis, Aubervilliers et Saint-Ouen. Enfermée dans une image de vaste friche industrielle, la Plaine a connu une célébrité soudaine durant le mois de mai dernier.

Le 16, la Compagnie du Midi (groupe Axa) accepte l'OPA du promoteur Jean-Claude Aaron sur la compagnie des Entrepôts et Magasins généraux de Paris (EMGP), dont elle détient 92,18 % du capital. La société et ses 70 hectares de terrains industriels se vendent 3,2 milliards de francs. Ils avaient été acquis par Axa pour 800 millions de francs deux ou trois ans auparavant.

« Aujourd'hui, un terrain mis en vente est repris dans l'année, assure M. Didier Paillard, adjoint au maire de Saint-Denis. Les prix évoluent entre 250 et 300 francs le mètre carré, il y a quelques années. Maintenant, on propose des petits terrains à 3 000 francs le mètre carré. Cela fait plus de 20 % d'augmentation



Dessin de Nicolas Guilbert

par an ! ». La ville contrôle de près les prix immobiliers, soucieuse de maintenir la vocation de zone d'activité de la Plaine. Mais dans l'affaire des Entrepôts et Magasins généraux, son droit de préemption urbain était inopérant : la transaction portait en effet sur une société, et non sur un terrain ou un immeuble. Et ce n'est pas la première fois...

« Ce ne sont pas les transactions boursières qui décident de l'avenir de la Plaine-Saint-Denis », réagissait M. Michel Bocard, quelques jours plus tard. La participation de la Caisse des dépôts à l'opération laissait toutefois plus d'un observateur sceptique. Et puis la Bourse n'est pas vraiment en première ligne. La menace est multiforme. Ce sont les investisseurs qui surenchérissent sur les immeubles de prestige, tirant à la hausse tous les prix parisiens ; les propriétaires vendeurs de leur logement

dont les prétentions n'ont plus de limite ; les marchands de biens qui se revendent les immeubles à tour de bras en encaissant les plus-values ; les promoteurs qui profitent de la vague...

Comme au Monopoly, les joueurs qui ne font plus le poids sont progressivement éliminés du jeu. Les premiers résultats du recensement, connus cet été, compliquent encore la partie : dorénavant, il faut tableter une hypothèse de 12,5 millions de Franciliens en 2015, et non sur 10,8 millions, chiffres retenus jusqu'ici.

« Congrégateurs » à terrains

En périphérie, les pouvoirs publics ont trouvé une parade. Quelque 10 000 hectares de terres agricoles situées dans les secteurs « chauds » sont incrits

en zones d'aménagement différé (ZAD). Le principe de la procédure, déjà utilisée lors de l'élaboration du schéma directeur de 1965 par M. Paul Delouvrier, est le suivant : les transactions foncières dont les prix sont jugés excessifs sont bloquées. Si les propriétaires choisissent malgré tout de vendre, c'est l'administration qui a priorité pour acheter, et la transaction s'opère à un prix de référence fixé par l'Etat. La ZAD est donc une mesure de précaution.

Lorsque les élus sont d'accord sur le principe de création d'une ZAD, ils gèrent eux-mêmes la procédure. Mais nombre d'entre eux voient d'un mauvais œil l'intrusion de l'Etat dans leurs affaires. La direction régionale de l'équipement (DRE) se veut pourtant rassurante. Non, toutes les régions « zaddées » ne seront pas urbanisées. Non, l'objectif n'est pas de couvrir la grande

couronne de logements sociaux.

Les professionnels de l'immobilier, pour leur part, critiquent ces gigantesques « congégateurs à terrains » selon la formule de M. Jacques Mallard, vice-président de la Fédération nationale des promoteurs-construteurs (FNPC). A leurs yeux, les ZAD sont tout le contraire d'une politique d'offre foncière capable de stopper la pénurie actuelle.

Une sixième ville nouvelle

Parallèlement, dès octobre dernier, le gouvernement a déposé des crédits pour que les cinq villes nouvelles de l'Ile-de-France puissent acquiescer les terrains nécessaires au maintien d'un rythme de construction de 8 000 logements par an. Le président du conseil régional, M. Pierre-Charles Krieg (RPR), est allé plus loin à la mi-juillet, proposant de créer une sixième ville nouvelle, Branclebas de combat dans les mairies et chez les promoteurs. On serait-elle implantée ? On évoque un site entre Roissy et Marne-la-Vallée. Un rapport sera remis au gouvernement à la fin octobre.

M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, n'a pas attendu toutefois pour présenter un plan d'aménagement de la Défense-Ouest. Les 180 hectares supplémentaires du premier quartier d'affaires européen feront de ce pôle une véritable ville nouvelle, située dans la petite couronne. Exemple de reconquête du tissu urbain aux portes de Paris, où l'Etat se fait de plus en plus pressant auprès des communes pour qu'elles accueillent des logements à prix modéré.

HÉLÈNE GIRAUD

La semaine prochaine : Les mairies, entre la carotte et le bâton.

La grève des éboueurs à Paris

La marée des ordures

La grève des conducteurs de bennes à Paris continue. Les syndicats FO, CFDT et CFTC ont rejoint la CGT pour réclamer un reclassement indiciaire correspondant à une augmentation de salaire d'environ 1 200 F par mois. Les grévistes occupent toujours les trois usines d'incinération des ordures parisiennes. Le tribunal administratif de Paris a ordonné, mardi 25 septembre, la libération immédiate des accès à ces centres. En attendant, les immondices doivent être entassés sur des sites provisoires, notamment près de la gare d'Austerlitz.

« Plus on en enlève, plus il y en a », lance ce chauffeur de bennes privées qui vient décharger les ordures ramassées dans les rues de la capitale. Entre le pont de Tolbiac et celui de Bercy, les vastes terrains du quai de la Gare dans le treizième arrondissement, où l'Etat doit construire la Bibliothèque de France et la mairie des logements et des équipements, ne sont plus qu'un énorme tas d'immondices. La ville vomit les déchets et ses miasmes sauvages. Des centaines de moutures, raves mais muettes, tel un escadron blanc gracieux, se jettent sur le dépotoir long aujourd'hui d'environ 500 mètres et haut de 5 mètres. Une marée exceptionnelle aux portes de Paris, dont le flux est avivé par la vague incessante de bennes qui, nuit et jour, déversent dans cette sentine leur lot de sacs de plastique bleu boursés jusqu'à la gueule, de matelas crevés et de cagettes brisées. Quand le vent se lève, flotte alors dans l'air un remue d'eaux usées et de poutures avancées.

Trois mille tonnes d'ordures sont récoltées quotidiennement dans les artères de Paris. La grève des conducteurs de bennes, qui bloque également l'accès aux usines d'inci-

nération, eût vite fait de plonger la capitale dans un sale cloaque, comme en 1968 et 1977, si la mairie n'avait pas fait appel au privé. Trois « sites » ont été retenus pour recevoir les ultimes traces de la vie de tous les jours. La décharge du bois de Boulogne déborde ; celle de la porte d'Aubervilliers est en réserve. On se rabat donc, heure par heure, quai de la Gare. L'énorme tas d'ordures est foncé, poussé, chahuté par de gros bulldozers qui grimpent jusqu'à la verticale sur les monceaux de détri-

rus. « Tout est prévu, affirme un des responsables de l'opération. Nous avons des produits pour arroser les ordures à la vue du moindre rat. » A l'extrémité de cet amas putride, d'autres bulldozers, dont les pelles rageuses attaquent sans cesse cette gigantesque barrière de déchets, chargent les ordures dans des camions. « Nous les amenons dans une décharge près de Senlis », déclare ce chauffeur qui, lui, en est à son second voyage de la journée. Il ajoute : « Certains vont même jusqu'à

Reims. » Bref, il existe dans cette partie du treizième, hier décrit par Huysmans, un incessant va-et-vient de poids lourds, qui n'est pas fait pour faciliter la fluidité du trafic automobile. Dans ce paysage de fin dix-neuvième siècle, où les ordures de la capitale ont pris leurs quartiers, il est temps, ainsi que l'affirme un promeneur curieux, que « tout cela s'arrête et que la rénovation commence ». On ne saurait mieux dire.

JEAN PERRIN

Fin du conflit à Rungis

Les ouvriers chargés du nettoyage du Marché d'intérêt national (MIN) de Rungis ont repris le travail, mardi 25 septembre, en début d'après-midi. Depuis le mardi 18 septembre, ils étaient 200 sur les 250 employés par la société privée SEGEX à avoir cessé le travail à l'appel de la CGT. Plus de 1 200 tonnes de déchets avaient été

enlevées au cours du week-end par des entreprises intérimaires escortées de CRS. Les grévistes ont obtenu satisfaction sur plusieurs de leurs revendications : augmentation de diverses primes pour les bas salaires, aboutissant à une prime totale mensuelle brute de 500 F, paiement d'un quatrième « point » si les résultats de l'entreprise égalent au moins la moi-

tié de ceux de l'an dernier (ce qui paraît assuré) et d'un cinquième « point » s'ils leur sont équivalents. Les jours de grève ne seront pas indemnités, mais une avance sur la prime d'intéressement pourra être versée. Enfin, il n'y aura pas de sanctions, car il n'y a pas eu de violence. ni d'atteintes à la liberté du travail.

Cinq cents tonnes de déchets par jour

Chaque jour ouvrable, Rungis produit environ 350 tonnes de déchets, auxquelles s'ajoutent près de 150 tonnes de cageots vides, d'emballages et d'inventaires (42 832 tonnes en 1989, sur un total de 111 414 tonnes) classés déchets industriels, rap- portés en un lieu appelé Point B par les détaillants de la région parisienne, qui ont l'interdiction de s'en débarrasser sur leur lieu d'exploitation.

Rungis étant classé site de concentration et d'élimination des déchets alimentaires, la SEGEX assure le ramassage et

l'enlèvement de la totalité des déchets sur le site du MIN. Elle les transporte à l'usine d'incinération installée à proximité. Cette usine est gérée par un syndicat intercommunal et exploitée par la SOTRIS, une filiale de la Compagnie générale de chauffage. Née du premier choc pétrolier, elle est entrée en service en 1985. Les 41 887 tonnes d'ordures ménagères de Chevilly-Larue, Orly, Thiais, Villeneuve-le-Roi et Hay-les-Roses qu'elle brûle chaque année, ajoutées aux 111 414 tonnes de déchets de Rungis, correspondent aux détri-

tus rejetés par une agglomération de 400 000 habitants. La chaleur produite par l'usine est distribuée sous pression à l'ensemble du marché pour le chauffage.

L'été, elle alimente essentiellement le pavillon des fleurs, dont l'unité de climatisation utilise l'eau chaude pour fabriquer du froid. Le surplus est vendu à l'aéroport d'Orly. Le coût d'élimination de la tonne revient à 180 F bruts environ et la vente de l'eau chaude permet d'en abaisser le coût d'environ 60 à 80 F selon le prix du fuel.

F. G.

Bilan de l'été 90 à l'office de tourisme de Paris

L'Amérique est de retour

« Nous sommes satisfaits, mais on espérait mieux », constate le syndicat de l'hôtellerie, dressant le bilan de la saison touristique dans la capitale. L'office du tourisme et des congrès de Paris a retenu, en juillet et en août, 40 938 chambres pour un prix moyen de 200 francs.

Les hôteliers, qui s'attendaient à des retombées plus fructueuses après les fêtes du Bicentenaire de la Révolution, estiment que la chaleur étouffante de l'été leur a joué un mauvais tour. « Le premier renseignement que demandait un touriste, affirme cet hôtelier du quartier Saint-Germain, était de savoir si notre établissement possédait ou non la climatisation. »

L'attrait de Paris est cependant de plus en plus fort pour les non-Européens. Ils ont été près de 20 % de plus à séjourner pendant les mois de juillet et d'août, et représentent, cette année, plus de 38 % des visiteurs de l'office de tourisme. On assiste, toujours selon l'office, à un retour des Américains et à une arrivée en force des Australiens.

En revanche, les Européens ont, pendant la même période, boudé Paris. La baisse enregistrée avoisine les 10 %. Ils ne représentent plus que 54 % des touristes étran-

gers, contre 60,5 % en 1989. Si les Allemands et les Suisses ont été fidèles au rendez-vous estival, place de l'Opéra, il n'en a pas été de même pour les Anglo-Saxons (- 2 %) et les Italiens (- 23 %). L'attrait du Mondial a été plus fort, chez les Transalpins, que celui de Beaubourg et celui de la tour Eiffel.

Au total, cette saison à Paris, le taux de fréquentation touristique a été pratiquement identique à celui de 1989. Le fait marquant des mois de juillet et d'août a été l'afflux croissant de jeunes dans la capitale : près de 9 000 cette année (contre 8 000 l'an dernier). Ces jeunes, qui fréquentent les centres parisiens d'hébergement ou le terrain de camping du bois de Boulogne, viennent essentiellement des Etats-Unis et d'Europe. Ils dépendent en moyenne 150 francs par jour.

A partir du mois d'octobre, l'office de tourisme pourra comptabiliser dans ses statistiques les visiteurs en provenance des pays de l'Est. Les principales demandes d'information par courrier sont déjà arrivées avenue des Champs-Élysées : sur plus de six cents lettres, 63 % viennent de RDA, 18 % de Tchécoslovaquie et 10 % de Pologne. Un début ?

J. P.

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs
Diplômés de l'Université de Londres
Vous propose une équipe de Traducteurs
FRANÇAIS et ANGLAIS
Tél. : 47-07-77-13 - 45-78-75-80 - 45-09-02-72
B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07
Siège social : Institut Britannique de Paris

551 من الال

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Jeudi 27 septembre 1990 37

Le Monde International

L'Europe: Assez de discours, batissons- la ensemble!

Dès maintenant, nous recherchons celles et ceux avec lesquels nous participerons activement à la compétition automobile européenne.

Nous souhaitons rencontrer les étudiant(e)s et jeunes diplômé(e)s des grandes écoles et universités françaises qui seraient prêts à relever le défi avec nous.

Audi vous attend à Paris, au Mondial de l'Automobile du 04 au 14 octobre (hall 1, stand 118). Ensemble, nous pourrions discuter des possibilités qui s'offrent à vous chez Audi, en Allemagne.

«Auf Wiedersehen» et à bientôt!

AUDI AG



La Technique
est notre passion



Le Monde des Cadres

LILLE - EUROCITÉ

recherche son

RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION

La Ville de Lille recherche son nouveau responsable de la Communication: un profil issu du journalisme, une bonne pratique du multimédia et une bonne expérience de la communication institutionnelle sont les atouts décisifs pour celle ou celui qui rejoindra très rapidement l'équipe municipale de Pierre Mauroy.

Venez vivre les années 90
à Lille

Merci d'adresser votre candidature manuscrite,
accompagnée d'un C.V. et de vos prétentions à

Monsieur le Maire de Lille,
avant le 15 octobre, Hôtel de Ville,
BP 667 - 59033 LILLE CEDEX

634 000 LECTEURS
CADRES SUPÉRIEURS,
le Monde est
la première source d'information
des cadres supérieurs.
(IPSOS 90)

ARTISANS DU MONDE

recrute

UN RESPONSABLE

pour la boutique du 9^e,
diplôme et/ou expérience,
indépendant, 20, rue Roche-
chouart, Paris 9^e.

Importante association
INTEGRATION
ET DÉVELOPPEMENT
SOCIAL URBAIN

CHARGÉS D'ÉTUDES

conseiller, assister
recherche/action-évaluation

ANIMATEURS
DE FORMATION

Conception, organisation,
animation de form./action.
Vos: Form. sup. Expér.
aptitudes rédactionnelles.
Nous: soutien doc. travail
d'équipe, publications.
Ress: 16 000 F
brut/an/cadre.

Lettre + photo + C.V. à
notre conseil AGSIS
11, rue D-Cassagne,
75001 Paris. 42-86-93-83.

PARIS-1^{re}

Société Crédit Immobilier
recherche

RESPONSABLES

chargés d'animer une équipe
de Correspondants.
Env. C.V. + photo à: SMO
218, rue St-Merri - 75001 Paris

Groupe de presse Paris

recherche

JOURNALISTE
FINANCIER
CONFIRMÉ

Entre sous n° 8053
Le Monde Publiété
5, rue de Montessuy
75007 Paris

LYCÉE PRIVÉ sous contrat
Paris 10^e, cherche

URG. PROF. PHYSIQUE

Tél. directeur 45-20-00-18.

secrétaires

URGENT

recherche

SECRÉTAIRE
DE DIRECTION

de haut niveau
niveau valorisant
Tél.: 48-48-78-28

L'AGENDA

Animaux

SHAR-PEI

MALES ET FEMELLES
nés le 18 août 1990
A RETENIR

(16) 86-88-49-10
(après 20 heures)

Cours

Echange

URGENT

Étudiant médecin en
1^{re} ANNÉE DE RÉSIDANT
Région Bordeaux/Aquitaine
cherche

Parrainant sur Paris/R.P.
Pierre Huguenin 63-60-44-41
40-93-90-74

Psychanalyse

Angoisses, Dépressions, Dif-
ficultés relationnelles,
psychosomatisme,
psychanalyse

aux Paris-Quint
Tél.: 46-03-19-40

Vacances

Tourisme

Loisirs

Deux-roues

Vds 1100 Gsx/185
ZUSUKI, modèle 1984
T.B. état, 53 000 km.
Bleu et blanc,
16 000 F ferme, Visible
à Bre-Comte-Robert (77)
T. (h. s.): 19-54-44-72-53



MOTOROLA (SUISSE) S.A.
Semiconductor Group

We are one of the world's leading manufacturers of electronic equipment systems and components.
Our Geneva based European Consumer Business Segment which is responsible for the development of complex bipolar and CMOS integrated circuits has an opening for

A SENIOR ANALOG INTEGRATED CIRCUIT
DESIGN ENGINEER

Interested candidates will have:

- an advanced university degree in physics or electronics
- several years of experience designing high speed bipolar integrated circuits including phase and frequency locked loops
- a good knowledge of applied semiconductor physics
- fluent English (written and spoken) plus spoken German or French

As a member of a dynamic team designing state of the art integrated circuits for the consumer market you will be expected to assume a project leader role including supervision of technical personnel

We offer a world class environment with advanced CAD tools and close contact with our other design groups around the world. Candidates wishing to respond to this challenging position are invited to send a curriculum vitae (including a recent photograph) to

Irene Maurer, MOTOROLA (SUISSE) SA
16, chemin de la Voie-Creuse, 1211 Genève 20. ☎ 022/799 13 91

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi

vous propose une sélection de collaborateurs:

- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

J.H. 30 ans - motivé - possédant une maîtrise droit des affaires et ayant une formation à l'Institut de droit économique et à l'Institut d'études judiciaires.

RECHERCHE: travail de collaborateur dans un cabinet d'affaires ou d'avocat.
(Section BCO/BD 1795)

PHARMACIEN - IPI - DEA de droit pharmaceutique - 41 ans - expérience affaires technico-réglementaires - habitude des contacts avec maison mère de langue anglaise.

RECHERCHE: poste dans l'industrie basé à Paris.
(Section BCO/HP 1796)

J.F. 35 ans - Bac + 4 - excellente rédactrice dans la presse.

RECHERCHE: poste de secrétaire de rédaction - expérience de documentation et de correctrice dans divers supports de presse et dans la publicité.
(Section BCO/HP 1797)

CADRE DIRIGEANT - 42 ans - formation supérieure - expérience du management, de la gestion commerciale et de la négociation - connaissance des marchés de mode et du luxe - mobile.

RECHERCHE: direction commerciale, marketing, communication ou partenariat actif.
(Section BCO/HP 1798)

J.F. 37 ans - Bac + 3 - expérience professionnelle 10 ans - anglais, arabe, chinois, notions informatiques.

RECHERCHE: poste assistante communication - relations publiques - possibilité de déplacement.
(Section BCO/MM 1793)

RESPONSABLE COMMUNICATION - Bac + 4 - 15 ans expérience de la communication sociale, siège et production au sein de groupes de très forte notoriété.

RECHERCHE: poste en entreprise ou en agence sur Paris - disponible immédiatement.
(Section BCO/JV 1794)



ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER:

12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09

Tél.: 42-85-44-40, poste 27.

HOMME - BERLIN-EST

Diplômé sciences politiques internationales, docteur sciences sociales. Grande expérience du Maghreb et des autres pays africains. (Ex-ambassadeur/ex-ingénieur bâtiment). Trilingue allemand, français, anglais.

CHERCHE ENGAGEMENT

Actions humanitaires internationales, nationales, aide au développement, protocole, culture, tourisme, hôtellerie ou similaire.

Merci d'adresser offre à:

Prof. Docteur W. JANIK

Sporbiter Str. 1

HEIDENAU/DRESDEN 8312 (RDA).

39 ans, 8 ans d'imprimerie,
2 ans de fabrication, cherche

UN POSTE

RESPONSABLES

DANS LA FABRICATION

Étudier la proposition
C. HOUSAY (1) 42-45-35-24

J.F. 23 ans, cherche
place standardiste
ou hôtesse d'accueil.
3 ans exp. Niveau BEP.
Libre de suite
Tél.: 43-32-14-12

J.F. 24 ans, maîtrise en
droit, D.E.A. Droit des
affaires, anglais, allemand,
très bonne présentation,
région Paris étudiant rte
propos.

Ecrire sous le n° 8057
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, Paris-7^e

Traductrice dipl.

Gde expérience, efficace vos
traductions d'allemand et de
français en français et de
français en anglais. Travail
soigné et rapide. F.B.

Traductions: C.P.
426, 014-1211 Genève 4.
Fax 19 41 22/20 15 24.
Bureaux traduction
d'obtenir.

cadre 84 ans, grde
exp., rech. poste admin. et
coll. étude des propositions.
disponible immédiatement.
Ecrire sous n° 8052
Le Monde Publicité
5, rue de Montessuy
75007 Paris

Ingénieur INSA formation
thermique et environnement,
diplômé IAS, 30 ans, rech.
poste ingénieur d'affaires de
contexte évolutif, région
parisienne, M. PALEY
(16) 78-68-28-68

J.F. 27 ans, BTS secrétaire
bureautique, 2 ans exp.,
cherche poste assistante
dans société importante.
Maîtrise TTX (World 4, Tes-
tor). Disponible immédiate-
ment. Ouverte à toutes pro-
positions sérieuses.

F. 40 ans, MBA direction
marketing export, confiante,
all. angl. courant, recherche
entreprise ambigüeuse pour
mettre à profit 10 ans d'exp.
dans le conduite de projets
internationaux, de haut
niveau Europe et USA.
Ecrire sous n° 8056
Le Monde Publicité
5, rue de Montessuy
75007 Paris

Médcon génér., (10 a.) +
épidermo., + spécialisation
et direction projets santé
publ., rech. poste respon-
sable en santé pub. (conseil,
études, évaluation, coordi-
nation de projets, J.
Escrire E. Condaminis
4, rue Guérin
91380 Morsang
ou tél.: 69-04-53-85

Franco-Tunisien 40 ans,
docteur ingénieur électro-
ancien ICG, quadrilingue,
riche exp. Rech. poste
gérant société en Tunisie.
Ecrire sous n° 8043
Le Monde Publicité
5, rue de Montessuy
75007 Paris

J.F. 28 ans, Bac + 2
anglais courant, exp. gestion
collat., achat,
ch. emploi évolutif.
Étudier les propositions.
Tél.: 47-81-87-89 des 18 h

Jeune femme 27 ans
journaliste diplômée,
7 ans d'expérience.
Cherche poste rédactrice ou
reporter sur Paris ou région
parisienne, pressurée ou
journalisme

Tél.: (16) 11-46-96-96-39

propriétés
A vendre. MAISON E
VIEILLES PIERRES. entièr
ment restaurée, avec 80 h
22 km à l'ouest de Gênes

rue calme, 3 ch.
 rostellé, cuisine, s.
 gar., jard., centre-
 commerces à 3 mn
 800 000 F.
 45-75-77-18
 6) 32-44-36-44

es. 800 000 F
72-24-08 et/ou
4-72-99-80.

22 AISINES
EuroDisney.
ILLON 6 p., entr.
ins, w, cuisine,
ur de chem., mezz.,
le de jeux, garage.
s. 640 m². Prox.
comm. 720 000 F
6) 23-70-09-49

ST-BRECEY
TRIMORCY
15 km Paris.
princ., école.
25 m² clos, calme,
p, poss. agrand.

MAISON A BERNAY (27)
d pavillon 1950
rue calme, 3 ch.,
jard., cuisine, s.d.b.,
pisc., centre ville et
parcs à 3 mn.
90 000 F
04 45-63-54-40
(3) 32-44-36-44

Rennes Nord
on, 5 chbres, cuis.,
s.d.b. totat, jar-
m., dans village
commodités.
AUSE MUTATION
(3) 98-78-41-33
98-33-08-52

BILIER REPRISE

OU À LOUER
000 m²
(93) (94) (95)
EIL - LOGNES -
TON - NOISY-LE
E PLESSIS-TRÉV

MAR

Roz-de-
vert
Prix
Tél. se
pr r-d-
ou sur pl
lundi 1°
11, r. d.

43-69-77-55
 43-69-77-55
 20%, bd
 local 11
 170
 15 000
 adjac
 Tél.: 4
 in
 Loc
 ressur sur 145 m²
 Loft. Toutes ac

BURCOM
3-87-89-29.

caux
merciaux

SE-OPÉRA
Plain Sud

**BILIER
REPRISE**

45-55-91-8
e 40-83.

SOLOGNE
sière, chasse,
dort 75 ha. eau.
maîtres, dépend.
LA SOLOGNE
arain. M^r Rameau
4-76-02-92

PRESTIGE
220 m²
sées + sous-sol,
idéal galerie
500 000 F
ins 9 h-12 h
47-00-05-43
jeudi 27 sept. et

SSONNIÈRE
ue La Fayette
2 étoiles
env. 850 m²
+ 4 avec asc..
s avec s.d.b.
2-03-80
18-04, p. 22

Category	Item	Value
Total

...

...

100-100000

IMA
LES L



**Contacteur : 45-55-91-82
poste 40-83.**

**IMMOBILIER
D'ENTREPRISE**

**Contacteur : 45-55-91-82
poste 40-83.**



سكننا من الامم

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Jeudi 27 septembre 1990 39

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			19^e ARRONDISSEMENT			5 PIÈCES		
3^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES NEUF	139, rue Marin SEFIMEG - 45-65-37-02	4 080 + 455	101 m² rez-de-chaussée	LEVALLOIS-PERRET 22, rue Carnille-Palaton SOLVEG - 40-67-08-99	7 350 + 1 080 5 913
3 PIÈCES	7-7 bis, rue St-Gilles SEFIMEG - 43-21-63-21	8 752 + 709	2 PIÈCES NEUF	139, rue Marin SEFIMEG - 45-65-37-02	4 720 + 497	3 PIÈCES	MEUDON 68-80, rue de la République SAGGEL - 46-08-95-69	5 800 + 1 097 4 127
4^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES NEUF	139, rue Marin SEFIMEG - 45-65-37-02	5 030 + 588	3 PIÈCES	MEUDON 2, rue des Capucins SAGGEL - 46-08-80-36	6 350 + 950 4 518
2 PIÈCES	14, quai des Célestins SOLVEG - 40-67-08-99	6 591 + 1 139 5 344	3 PIÈCES NEUF	139, rue Marin SEFIMEG - 45-65-37-02	5 470 + 597	4 PIÈCES	MEUDON 68-80, rue de la République SAGGEL - 46-08-95-69	7 000 + 1 285 4 981
6^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES	27 bis, rue de Bellevue SAGGEL - 42-66-61-05	6 400 + 853 4 554	5 PIÈCES	MEUDON 68-80, rue de la République SAGGEL - 46-08-95-69	8 400 + 1 583 5 977
3 PIÈCES	50, rue de Bourgogne SAGGEL - 40-67-08-99	13 963 + 1 914 10 873	4 PIÈCES	27 bis, rue de Bellevue SAGGEL - 42-66-61-05	7 500 + 1 017 5 337	2 PIÈCES	SÈVRES 35, Grande-Rue SOLVEG - 40-67-08-99	4 300 + 587 3 204
9^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES	19, rue Lefranc AGIFRANCE - 47-42-17-61	5 600 + 1 247 4 184	3 PIÈCES	SÈVRES 5, route des Pavillons SAGGEL - 46-08-95-69	4 500 + 823 3 202
3 PIÈCES	2, square Trudaine GCI - 40-16-28-71	9 000 + 2 025	78 - YVELINES			4 PIÈCES DUPLEX	SURESNES 40, rue J.-J. Rousseau CIGIMO - 48-00-89-89	6 515 + 1 340 4 980
10^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES	GUYANCOURT 6, rue de la Liberté AGIFRANCE - 30-44-01-24	3 500 + 1 180 2 884	4 PIÈCES	SURESNES 29, av. Georges-Pompidou SAGGEL - 47-78-15-95	6 400 + 1 313 4 554
3 PIÈCES	21, rue d'Hauteville GFI - 42-46-90-70	5 660 + 700	6 PIÈCES	VILLEPREUX 2, impasse de la Fontaine AGIFRANCE - 47-42-17-61	6 000 + 376 4 269	94 - VAL-DE-MARNE		
11^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES	VIROFLAY 2, rue Joseph-Bertrand CIGIMO - 48-00-89-89	5 480 + 1 080 4 215	3 PIÈCES	CACHAN 9, rue Guichard SAGGEL - 46-08-95-70	4 300 + 584 3 059
STUDIO MEUBLÉ	HOME PLAZZA NATION HOME PLAZZA - 40-09-40-00	5 500 + 825	91 - ESSONNE			4 PIÈCES	CHARENTON 158, rue de Paris LOC INTER - 47-45-19-97	6 525 + 1 116
2 PIÈCES MEUB.	HOME PLAZZA BASTILLE HOME PLAZZA - 40-21-22-23	8 500 + 1 275	4 PIÈCES	DRAYEIL 16, rue François-d'Orbay LOC INTER - 47-45-19-97	2 380 + 732	5 PIÈCES	JOINVILLE 4, rue Halifax SAGGEL - 47-42-44-44	7 800 + 835 5 500
2 PIÈCES	12-14, rue des Blets AGF - 42-44-00-44	4 670 + 440 5 982	4 PIÈCES	GIF-SUR-YVETTE Résid. Les Grandes Coudraies GCI - 40-16-28-70	3 450 + 878	4 PIÈCES	SAINT-MANDÉ 31, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-19-97	6 788 + 980
3 PIÈCES	4, rue Mouffe LOC INTER - 47-45-19-97	6 657 + 569	92 - HAUTS-DE-SEINE			4 PIÈCES	SAINT-MANDÉ 2, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-19-97	8 560 + 949
12^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES	COURBEVOIE 9, place Charas AGF - 42-44-00-44	3 200 + 390 2 277	4 PIÈCES	SAINT-MANDÉ 5, rue Fays LOC INTER - 47-45-19-97	8 560 + 949
4 PIÈCES	12, rue de Rambouillet AGF - 42-44-00-44	7 340 + 648 5 223	4 PIÈCES	COURBEVOIE 179, rue Jean-Baptiste-Charcot CIGIMO - 48-00-89-89	6 200 + 1 000 4 734	3 PIÈCES	SUCY-EN-BRIE 2, rue du Lys-d'Or AGIFRANCE - 47-42-17-61	3 250 + 738 2 659
3 PIÈCES	68-68, cours de Vincennes AGF - 42-44-00-44	6 200 + 810 4 411	2/3 PIÈCES	GARCHES 19, rue des Quatre-Vents SAGGEL - 46-08-90-36	3 785 + 1 058 2 679	2 PIÈCES	VINCENNES 21-35, rue du Petit-Parc AGF - 48-08-78-48	4 710 + 530 3 451
14^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES DUPLEX	199, avenue du Maine LOC INTER - 47-45-19-97	10 079 + 658						
16^e ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES	27, avenue Kléber CIGIMO - 48-00-89-89	8 340 + 900 6 275						
17^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES	9, rue des Dardanelles GCI - 40-16-28-71	7 159 + 1 223						

Le Monde
CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi

RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
LES BELLES PROPRIÉTÉS
L'AGENDA IMMOBILIER
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Ile-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE



Commercialisation SNC PHÉNIX GESTION



CIGIMO



MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 26 SEPTEMBRE

[illegible]**COMPTANT** (sélection)[illegible]**SICAV** (sélection)

VALEURS	Emission Frans Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frans Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frans Incl.	Rachet net
A. L.	922 89	900 19	Frans-Associations	30 02	30 02	Pacemont J.	6199 45	6187 08
Alcatel	197 78	182 49	Frans-Coup.	35 04	34 52	Pacemont Premier	5620 82	5609 80
Argence	688 86	699 68	Frans Court.	121853 89	121653 98	Plénitude	115 32	112 23
Assurances	8916 20	8916 20	Frans-Exor.	228 52	225 54	Pasta Gestion	56180 79	56180 79
Comptel	104 88	104 87	Frans-Ind.	850	841 07	Première Dées	10771 12	10760 37
Compagnie en CP	100 00	100 00	Frans-Ind.	27 42	27 42	Pré-Comptel	107 12	107 12
ECI	570 52	564 41	Frans-Ind.	765 23	746 57	Pré-Comptel	25271 24	25271 24
FER	1008 43	998 45	Frans-Ind.	27 08	26 40	Profinet	10471 23	1021 89
Foncelor	109 79	105 36	Frans-Ind.	40767 05	40684 10	Quartz	116 36	113 52
Fininvest	102 04	95 35	Frans-Ind.	106170 07	105814 41	Radiobur	112 08	102 02
Fininvest	408 66	395 08	Frans-Ind.	1158 19	1158 19	Radiobur	115 77	115 77
Fininvest	408 67	395 09	Frans-Ind.	12517 05	12485 94	Reversa Trimest.	5122 02	5189 33
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	149	149	Reversa Trimest.	12271 60	1110 94
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	10005 37	10045 14	Reversa Trimest.	115 82	789 08
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1072 24	1072 24	Reversa Trimest.	233 73	223 13
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1072 24	1072 24	Reversa Trimest.	186 15	186 15
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	11756 28	11304 12	Reversa Trimest.	545 60	521 91
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	476 55	462 87	Reversa Trimest.	481 46	460 70
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	144 65	140 45	Reversa Trimest.	12893 84	12832 31
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	246 31	240 35	Reversa Trimest.	453 43	458 59
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	188 14	180 38	Reversa Trimest.	630 20	630 20
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	262 88	261 88	Reversa Trimest.	15 10	15 10
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	244 76	233 66	Reversa Trimest.	13142 61	12984 91
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	262 28	279 04	Reversa Trimest.	1200 91	1200 91
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	225 30	216 04	Reversa Trimest.	685 35	675 22
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	376 19	376 19	Reversa Trimest.	559 24	559 24
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	135 08	128 96	Reversa Trimest.	367 00	363 08
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	177 33	169 98	Reversa Trimest.	670 57	657 93
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	344 30	328 69	Reversa Trimest.	1280 23	1234 07
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	5024 81	4910 81	Reversa Trimest.	586 05	586 05
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1089 11	1089 11	Reversa Trimest.	372 74	372 74
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	5881 19	5710 38	Reversa Trimest.	301 94	297 98
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	13149 10	13149 10	Reversa Trimest.	392 18	381 74
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	4282 02	24600 52	Reversa Trimest.	1076 75	1045 41
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	438 08	438 08	Reversa Trimest.	325 85	325 85
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	206 26	206 26	Reversa Trimest.	5329 35	5170 26 38
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	227 02	227 02	Reversa Trimest.	856 28	812 92
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	473 43	473 43	Reversa Trimest.	107 17	111 78
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	618 92	598 95	Reversa Trimest.	491 93	473 02
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.	205 98	202 81
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		
Fininvest	100 00	100 00	Frans-Ind.	1008 50	998 50	Reversa Trimest.		

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
5-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offer - ° : droit détaché - d : demandé - • : prix précédent - m : marché continu

Au conseil des ministres

M. Mitterrand recommande la vigilance sur la contribution sociale généralisée

A l'occasion du conseil des ministres du mercredi 26 septembre, le président de la République a évoqué le projet d'institution d'une contribution sociale généralisée (CSG). Selon le porte-parole du gouvernement, M. Louis Le Pen, M. François Mitterrand a affirmé : « Si le principe de la contribution sociale généralisée répond aux besoins modernes de la sécurité sociale, le gouvernement se doit d'être vigilant sur les modalités de mise en œuvre de cette réforme ».

A la demande du chef de l'Etat, le ministre de l'Agriculture, M. Henri Nallet, a présenté les mesures envisagées par le gouvernement mais, selon M. Le Pen, les derniers arbitrages n'avaient pas été rendus au moment du conseil. Le président de la République est aussi intervenu à propos de la formation des ingénieurs pour rappeler la demande qu'il avait formulée d'un doublement du nombre de places dans les formations d'ingénieurs dans les quatre années à venir.

Selon M. Le Pen, il a ajouté : « Je surveille cette affaire avec beaucoup d'intérêt (...) C'est un effort national de grande envergure qui s'impose ».

Le président de la République a aussi estimé que le passage des promotions de l'Ecole polytechnique de trois cent cinquante à quatre cent cinquante élèves à l'horizon 95 est « en dessous de ce que l'on pouvait espérer ». De son côté, M. Jospin a indiqué que, outre la création d'une cinquième Ecole des mines en 1991 à Nantes, le principe de création d'une sixième école du même type est retenu.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Golfe : « Pour un Helsinki proche-oriental », par Gilles Martinet : Agriculture : « La sabbat de l'ortie », par Henri Montant 2

La crise du Golfe 3 à 6

Territoires occupés

Ressaisillés sans précédent à Gaza 6

L'avenir de l'URSS

M. Gorbatchev critique les vues passées de Soljenitsyne 8

SECTION B

Les enfants et le sida

Selon un rapport de l'OMS, 400 000 enfants de moins de cinq ans sont malades du sida. Un rapportage en Roumanie 11

L'avenir de l'audiovisuel public

Le gouvernement réaffirme ses choix 18

SECTION C

ARTS • SPECTACLES

Le danseur Merce Cunningham et le compositeur John Cage au Festival d'automne à Paris • Arts : Les minimalistes de la collection Panza • Cinéma : La Tunisie selon Ferid Boughedra 19 à 30

SECTION D

L'installation de la Banque pour l'Europe de l'Est

M. Attali déconcerne la City... 31

La réunion du FMI

M. George Bush se félicite de la présence d'observateurs soviétiques 32

Services

Abonnements 2

Annuaire classés 36 à 39

Automobile 16

Cartes 16

Marchés financiers 40-41

Météorologie 17

Mots croisés 16

Radio-Télévision 17

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 26 septembre 1990 a été tiré à 553 349 exemplaires.

La conférence de presse de rentrée du CNPF

M. Perigot attend de l'Etat « une plus grande cohérence » économique

M. Perigot s'est évertué à rechercher « comment minimiser les conséquences des événements du Golfe sur ce qui n'est encore aujourd'hui qu'un ralentissement conjoncturel et une crise de confiance ». Au passage, le président du CNPF voit dans la crise du Golfe un « sévère rappel à l'ordre » pour des entreprises ayant un peu trop rapidement cédé à l'euphorie d'une croissance retrouvée... et installée.

Sans forcer le trait, M. Perigot a surtout interpellé le gouvernement, attendant de lui « une plus grande cohérence dans les objectifs qu'il se fixe ». « Comment, a-t-il souligné, peut-on à la fois encourager les entreprises et pénaliser leurs dirigeants ? » A titre d'illustration, M. Perigot a fait le tri entre le bon grain et l'ivraie dans la politique gouvernementale. Il a décerné des bons points pour la baisse de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices réinvestis, le plafonnement de la taxe professionnelle, l'encouragement aux économies d'énergie ainsi que pour plusieurs dispositions du plan emploi.

En revanche, il s'est inquiété de voir le gouvernement adopter des « contre-mesures », en contradiction avec les premières, qui « alourdisent le climat d'incertitude dans lequel évoluent les chefs d'entreprise ». Se trouvent ainsi inscrits au passif de M. Rocard le maintien à 42 % du taux de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices distribués, la majoration de la taxe sur les plus-values financières, l'alourdissement de l'impôt sur la fortune et encore « sans concertation », l'imposition des plus-values sur les titres non cotés (mesure qui, selon M. Seillière, président de la commission économique, concerne 98 % des entreprises françaises).

Des projets inopportuns

Ainsi, d'un côté le gouvernement semble « pratiquer une politique de gestion ferme et rigoureuse », de l'autre, il alimente l'inquiétude. Sur le plan social, il a été accusé par M. Perigot de « mettre en chantier des projets inopportuns », avec, au premier rang, la contribution sociale généralisée – qualifiée de « fausse solution à un vrai problème ». « La méthode envisagée », a affirmé le président du CNPF,

consiste à générer de nouvelles recettes sans les accompagner de réformes de structures et d'un allègement des charges des entreprises ».

A propos du conflit de la Sécurité sociale, M. Giral, président de la commission sociale, n'a pas écarté un retour au sein du conseil d'administration de l'UCANSS. Mais, a-t-il précisé, « il n'y a pas de raison que nous soyons minoritaires ». La réhabilitation du paritarisme devrait s'accompagner de nouvelles relations avec la tutelle. Encore faut-il qu'un préalable « le gouvernement prenne des mesures pour calmer le conflit ».

Dans ce climat d'incertitude provoqué par la crise du Golfe, qui va ralentir la libéralisation des pays de l'Est après avoir consacré « l'effacement de l'Europe », M. Perigot s'est attaché à montrer que le CNPF ne baissait pas les bras. Les entreprises, a-t-il assuré, « gardent la tête froide » et sont décidées à « prendre des risques » et à investir. Mais, pour surmonter l'actuelle crise de confiance, elles ont besoin de « signaux positifs et cohérents ». Le message s'adressait au moins autant au gouvernement qu'aux parlementaires, avant le débat sur le projet de budget 1991.

MICHEL NOBLECOURT

BULGARIE : le marasme économique

« Chaque semaine, c'est pis »

Le congrès du Parti socialiste bulgare (PSB, ancien PC) a réuni mardi 25 septembre à sa tête M. Alexandre Lilov, qui incarne la continuité. L'ancien chef de l'Etat, M. Petar Mladenov, et l'ancien ministre de la Défense Dobri Djourov ont été évincés de l'instance dirigeante du PSB, le Conseil suprême, dont ont aussi été écartées plusieurs personnalités réformatrices. Ce congrès s'est tenu dans un contexte de décomposition économique vertigineuse.

L'ex-Parti communiste bulgare, rebaptisé socialiste (PSB), peut-il faire peau neuve avec le même président, l'austère Alexandre Lilov, qui fut l'idéologue du régime de Todor Jivkov jusqu'en 1983 ? Il est permis d'en douter, de même que l'on peut douter qu'en sauvant son unité, le parti parvienne à se sauver lui-même.

Mais tout cela n'a plus guère d'importance pour la plupart des Bulgares. Eux qui restent collés devant leur poste de télévision lorsque, cet été, les débats de leur Parlement tout neuf y étaient retransmis en direct (au point qu'on a dû arrêter le direct, car

plus personne ne travaillait), ce congrès du PSB, en revanche, ne les a pas tenus en haleine. Ils ont, à vrai dire, d'autres préoccupations : trouver de quoi manger.

Car le pays s'effondre à une vitesse hallucinante. « On n'aurait jamais pu imaginer aller vite. Chaque semaine, c'est pis », observe Kristina, mère d'un bébé de six mois, en essayant d'en rire. Sofia vit désormais à l'heure des tickets de rationnement : tickets numéro un pour le sucre, numéro deux pour l'huile, numéro trois pour le fromage blanc, numéro quatre pour le fromage jaune. La viande, on n'en parle déjà plus. Le savon n'est qu'un lointain souvenir. Les tickets numéro quatre donnaient droit à 300 grammes de fromage jusqu'à fin septembre, « après, pour le moment, on ne sait pas, on ne nous a rien dit... » Même avec les tickets, il faut aller prendre sa place de bon matin dans les queues devant les magasins.

L'essence manque aussi

On tâche de faire son repas principal à la cantine de l'entreprise ou de l'école, car à la maison c'est devenu trop compliqué. Tant pis pour les deux millions de retraités. Ceux qui ont de la famille à la campagne se débrouillent pour s'approvisionner directement, mais là surgit un autre problème : pour aller à la campagne, il faut avoir de l'essence, et l'essence manque aussi. Les files d'attente devant les stations-service s'étirent inexorablement.

Pourquoi tout paraît soudain s'écrouler ? L'économie bulgare, qui vivait cahin-caha dans l'abandon du système planifié, donnait déjà l'an dernier de sérieux signes d'essoufflement. Cet hiver, la chute de Jivkov, l'effervescence politique, les manifestations, un certain climat d'agitation n'ont pas favorisé l'ardeur au travail. Puis, il y a eu la campagne électorale, les élections, leurs résultats confus, la Bulgarie pratiquement non gouvernée.

Deux décrets pour réglementer les greffes. — Deux décrets parus au Journal officiel du 25 septembre réglementent les prélèvements d'organes (le Monde du 11 juillet). Désormais, c'est le préfet, et non plus le ministère de la Santé, qui autorisera le prélèvement des organes dont la gestion médicale sera le monopole de France-Transplant. A l'hôpital public, il sera interdit de greffer dans le secteur privé, les établissements privés restant, pour leur part, exclus des activités de greffe.

BAISSE DU DOLLAR : ETUDES USA EN UNIVERSITE USA En Californie, Floride, Nord-Est, un semestre logement et repas inclus 5 500 \$ environ. Départs encore possibles en septembre ou janvier. Etudes ou stages linguistiques. UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, inc. 17 rue de la République 92200 Nanterre 47 99 84 84 ou 47 45 94 10

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

La vie à haute dose

Il y a une retraite dans le quartier, elle habite rue Bourdelle, un cinquième sans ascenseur, très sympa, très attente, je l'ai rencontrée chez la pédiatre de l'avenue du Maine. Elle a un truc : tous les jours, par tous les temps, elle prend l'autobus, n'importe lequel, et, arrivée au terminus, elle s'en retourne comme elle était venue. Ça l'occupe, ça l'aère, ça la distrait. Et alors ? Quel intérêt ? Aucun. Simplement, elle va sur ses cent un ans.

Et, croyez moi, elle est un peu là. Sauf sur les fichiers de l'INED et de l'INSEE. Question âge, ils ne comportent que deux cases. Si vous vous êtes pointés sur la planète dans les années 1880, seuls les deux derniers chiffres de votre date de naissance figurent dans votre dossier. Résultat : des centenaires, on ne sait pas trop combien il y en a. Autour de cinq mille. Mieux – ils racontaient ça aux Entretiens de Bichat, – un monsieur de cent-deux ans a reçu une lettre de l'administration, pleine de sollicitude pour une fois, lui demandant s'il avait réussi à trouver une place dans une crèche !

Remarque, les toubibs, pareil. Sans ignorer tous ces drogués

incapables de renoncer à leur dose quotidienne d'existence – d'ici au 1^{er} janvier 2000, y aura 109 000 Français de plus de quatre-vingt-quinze ans, – ils sont encore à s'interroger sur les secrets de cette insolente longévité. Paraît que c'est de naissance, le refus de la mort. De naissance et de famille. Une histoire de gènes, d'horloge biologique. Associée à une saine résistance aux chagrins, aux déceptions, aux deuils et à la solitude.

Ah, j'oubliais, il y faut aussi un naturel plutôt bon vivant, ouvert à tous ces plaisirs qu'on dit fatals, genre aimer, boire et fumer. Pas la peine de vous enmerder à suivre un régime, le coup du yaourt c'est de la blague, pour arriver à coiffer la faucheuse au poteau. Non, ce qu'il faut, c'est d'abord éviter les médicaments, très mauvais pour la santé. Ensuite avoir un jumeau, pas un faux, un vrai, ceux-là sont incroyables. Et souffler enfin énergiquement sur les cent bougies de son gâteau d'anniversaire. Curieusement on est plus solide après qu'avant. Passé ce cap-là, tous les espoirs sont permis, y compris celui d'entrer dans le Guinness, le livre des records.

Selon la Radio Suisse romande

Swissair commanderait cinquante Airbus

La compagnie aérienne Swissair s'approprierait à commander (commandes fermes et options) une cinquantaine d'Airbus A-320 pour remplacer sa flotte de court et moyen courriers DC-9 (MD-81) à partir du milieu de la prochaine décennie, a annoncé mercredi 25 septembre la Radio Suisse romande.

Cet achat, échelonné dans le temps, représenterait un montant global dépassant les 10 milliards de francs. Airbus est en compétition avec Boeing et McDonnell Douglas. La décision définitive doit être prise au cours du conseil d'administration de la compagnie qui se réunira vendredi 28 septembre.

En mars dernier (le Monde du 29 mars), quatre compagnies (SAS, Swissair, Finnair et Austrian) avaient lancé un appel d'offres commun pour deux cent trente-neuf appareils, « commande du siècle ». Mais Swissair, qui souhaite trancher rapidement, a indiqué depuis que les compagnies pourraient choisir indépendamment.

SYLVIE KAUFFMANN

(1) Sondage réalisé en juillet par le Centre pour l'étude de la démocratie, Sofia.

Quand trépassent les cigognes

Selon la Ligue française pour la protection des oiseaux (LPO), 16 cigognes, en route vers l'Afrique, sont mortes électrocutées, victimes du réseau aérien d'électricité de France. La LPO, qui déplore ce bilan, mardi 25 septembre, demande à EDF « la neutralisation et l'enterrissement de toutes les lignes électriques aériennes situées dans un rayon de 500 mètres à 1 000 mètres autour des nids et sur les principaux couloirs de migration de l'espèce ». Environ 3 000 cigognes survolent la France chaque automne pour gagner les climats chauds.

Heure d'hiver

à partir de dimanche

L'heure d'été va prendre fin dimanche prochain 30 septembre, à 3 heures du matin. On reculera d'une heure pour passer à l'heure d'hiver : il sera alors 2 heures du matin.

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le froid et les affractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devs gratuits. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10^e) – M^e Gare-du-Nord. Tél. 48-87-18-18.

CE MOIS-CI DANS

SCIENCE & SAVENIR

LA MEMOIRE

COMMENT FONCTIONNE-T-ELLE ? LES TROUBLES LIES AU STRESS L'INVENTION DES SOUVENIRS LES VERTUS DE L'OUBLI

AU MEME SOMMAIRE : QUI SONT LES ZOULOUS ? PORTRAITS : LES CINQ STARS DES MATHS

EN VENTE PARTOUT 24 F